

Jeudi 150

TRENTÉ-TROISIÈME ANNÉE — N° 9876

40 PAGES

MARDI 26 OCTOBRE 1976

La livre sterling  
à moins de 8 francs

LIRE PAGE 40

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F  
Algérie, 1 DA; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 100 m.;  
Espagne, 1 pes.; Grèce, 100 dr.; Belgique, 100 F.  
Canada, 1 \$; Israël, 100 N.; Liban, 100 L.  
Iran, 100 r.; Italie, 100 L.; Japon, 100 ¥.  
Luxembourg, 100 F.; Norvège, 100 kr.; Pays-Bas,  
1 fl.; Portugal, 100 esc.; Suède, 100 kr.;  
Suisse, 1 fr.; U.R.S.S., 1 r.; Yougoslavie, 10 d. din.  
Taux des abonnements page 25  
RUB DES ITALIENS  
1987 PARIS CHRON 88  
C.C.P. 6207-23 Paris  
Tél. Paris 06 69672  
Tél. : 246-72-23

## La droite aurait conquis la majeure partie du Sud-Liban

L'accord conclu au « minisommet » de Riyad, le 15 octobre dernier, avait eu, essentiellement, le mérite de mettre fin aux dissensions arabes qui alimentaient la guerre au Liban. Sous la pression de l'Arabie Saoudite, le président Assad, de Syrie, s'était réconcilié avec ses deux principaux adversaires, M. Yasser Arafat, le chef de l'O.L.P., et le président Sadate.

Le compromis s'accroît partiellement satisfaction à chacun des participants : le chef de l'Etat égyptien a obtenu de son homologue syrien que celui-ci mette un terme à la campagne contre l'accord du Sinaï de septembre dernier, et qu'il renonce à être le « tuteur » exclusif du Liban ; le leader palestinien est parvenu à arrêter l'avance de l'armée syrienne qui s'apprêtait alors à franchir Beyrouth ; le président Assad a pu se soustraire à une situation politico-militaire insupportable en plaçant son corps expéditionnaire au Liban sous un rusement « paraplui » arabe ; le président libanais, M. Sarkis, enfin, voyait son autorité consacrée, sa liberté de mouvement accrue dans la mesure où des fouds et des forces arabes étaient mis à sa disposition.

Cependant, l'accord de Riyad ne donnait virtuellement aucune satisfaction à trois des acteurs du drame : le Front des partis progressistes, dirigé par M. Joumblat, dont les revendications ont été passées sous silence par les chefs d'Etat arabes ; les formations de la droite libanaise, qui cherchaient à chasser les fedayin du Liban ; Israël, qui suppose à la remise en vigueur des accords de 1963, lesquels donnent aux Palestiniens le droit d'établir des bases dans le Sud-Liban, soit sur la frontière septentrionale de l'Etat juif.

Il était dès lors prévisible que les laïcs-pour-compte de l'accord de Riyad tenteraient de le saboter. Les progressistes libanais, en situation d'infériorité, n'ont pas eu d'autre choix que de se rallier à la position adoptée par M. Arafat. Les conservateurs libanais, eux, la possibilité de se tourner vers les Israéliens et d'obtenir le soutien militaire nécessaire pour débloquer l'offensive d'envieure actuellement en cours dans le Sud-Liban.

Cette « alliance » — qui n'est pas de fraîche date puisqu'elle remonterait, selon diverses informations publiées dans la presse américaine, aux débuts de la guerre civile, il y a dix-neuf mois — a été dictée, comme il se doit, par des intérêts concrets. La droite libanaise et Israël avaient mis sur une victoire totale de l'armée syrienne au Liban qui aurait conduit à la liquidation des fedayin, comme ce fut le cas, en septembre 1970, en Jordanie. Le « Michage » du président Assad à la conférence de Riyad les a encouragés à envisager un nouveau front dans le sud du Liban, avec le double objectif de torpiller l'accord de Riyad et celui de 1969 régissant les rapports entre l'Etat libanais et la résistance palestinienne. Il paraît d'autant plus aisé d'établir une « ceinture marocaine » le long de la frontière libano-israélienne qu'aucune force arabe — syrienne ou autre — ne prendrait le risque de s'engager dans une bataille qui conduirait en toute probabilité à une confrontation directe avec l'Etat juif.

Le « sommet » arabe élargi qui s'ouvre ce lundi 25 octobre au Caire se trouve devant ce redoutable problème. Le Front progressiste libanais menace déjà — sans doute avec la caution des Palestiniens — de reprendre le combat pour « chasser du Sud les israéliens ».

Les hostilités risquent dès lors de reprendre au Liban. A moins que le gouvernement américain, favorable à l'accord de Riyad, ne fasse pression sur Israël pour que celui-ci cesse de soutenir le camp conservateur. A quelques jours des élections présidentielles, il paraît douteux que M. Ford prenne une telle initiative.

L'offensive des forces de droite dans le Sud-Liban, qui se développe rapidement, risque de relancer les hostilités dans l'ensemble du pays. Ce « renouveau » intervient au moment où s'ouvre, ce lundi 25 octobre, au Caire, un « sommet » arabe élargi qui devrait, en principe, organiser le cessez-le-feu décidé à la conférence de Riyad.

Le haut commandement des Forces libanaises (droite) a annoncé, ce lundi 25 octobre, que « pour 75 % le territoire du Sud-Liban est désormais libéré ». La radio, contrôlée par la droite, précise que la localité stratégique de Bint-Jbeil avait été conquise dans la nuit par les milices chrétiennes. Les villes de Tyr et de Nabatieh seraient tombées à un feu nourri d'artillerie. L'hebdomadaire *Journal Libanais* (les Soldats du Liban) paraissant à Beyrouth-Est rapporte ce lundi que les Forces libanaises s'apprêtent à « libérer l'ensemble du pays ».

Les porte-parole de la résistance palestinienne et de la gauche libanaise démentent le « soutien massif » apporté par l'armée israélienne aux milices conservatrices. L'hebdomadaire américain *Time* rapporte, pour sa part, qu'une unité de parachutistes israéliens a contribué à la prise de la ville de Marjayoun par les chrétiens. Le ministre de la défense israélien, M. Shimon Peres, a admis que l'Etat juif n'était ni « neutre » ni « neutre » dans ce conflit, accordera son aide aux chrétiens libanais « sans qu'il soit question pour autant de traverser la frontière ».

(Lire nos informations page 2.)

## Pékin assure que Mao critiquait les « quatre »

Un ton moins antisoviétique ?

Un éditorial publié lundi 25 octobre à Pékin s'applique à présenter la nomination de M. Hua Kuo-feng et l'élimination de la « bande des quatre » — Mme Chiang Ching, MM. Wang Hong-wen, Ching Chun-chiao et Yao Wen-yuan — comme l'expression des volontés de Mao Tse-toung lui-même. Il est précisé que les quatre « rochers » seront « rééduqués ».

L'éditorial ne contient plus les accusations, jusqu'à présent rituelles, contre le « social-impérialisme soviétique », mais il y a encore des attaques contre les « nouveaux tsaï » dans les journaux chinois.

Contrairement à l'attente générale, le grand meeting organisé dimanche à Pékin n'a pas apporté de précision sur la composition de l'équipe dirigeante. M. Hua Kuo-feng est apparu sur la place Tian-An-Men entouré des membres du comité central et du bureau politique qui n'ont pas été éliminés, dans l'ordre hiérarchique déjà connu.

Le rôle des militaires a été mis en valeur : M. Hua Kuo-feng portait la tenue verte de l'armée populaire sous le bras et le président de la commission militaire du comité central.

A Moscou, l'U.R.S.S. et la Mongolie ont réaffirmé leur désir de normaliser leurs rapports avec la Chine, dans un communiqué publié dimanche à l'issue d'une visite de M. Tsendenbal, chef du parti ou pouvoir en Mongolie.

A Washington, M. Kissinger a déclaré que les Etats-Unis seraient « extrêmement préoccupés » en cas d'agression soviétique contre la Chine mais que cette éventualité ne lui paraissait pas du domaine des « probabilités ».

De notre correspondant

Pékin. — Un éditorial publié lundi 25 octobre par le *Quotidien du peuple*, conjointement avec le *Drapeau rouge* et le *Quotidien de l'armée de libération*, apporte d'importantes précisions sur les antécédents de la crise que vient de traverser le pouvoir et sur les intentions des nouveaux dirigeants chinois. Il s'agit là d'un texte sans aucun doute capital et destiné à être présenté comme le premier document de base de la nouvelle direction.

L'éditorial souligne d'abord, comme l'avait fait la veille à la tribune de la

## M. Ségué rappelle la position de la C.G.T. sur les nationalisations et l'unité syndicale

A l'occasion de déclarations faites samedi lors des manifestations en faveur du droit à l'emploi des jeunes — manifestations fort modestes par rapport à celles du 7 octobre — et dimanche au club de la presse d'Europe 1, M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., a rappelé les positions de son organisation en faveur de la création ultérieure d'une « centrale syndicale unitaire », en recommandant que cette question n'était pas à l'ordre du jour « dans l'immédiat ». Ces propos, diversément interprétés, ont fait l'objet de commentaires critiques à F.O. comme à la C.G.C.

M. Ségué a aussi relancé le débat sur l'élargissement des nationalisations à la sidérurgie et à l'automobile. Simultanément, M. Mitterrand, qui avait naguère envisagé cette possibilité, déclarait à Paris-Match qu'il n'était pas question d'aller au-delà de ce qui était prévu en la matière dans le programme commun de la gauche.

Enfin, le secrétaire général de la C.G.T. a réaffirmé ce qu'il avait dit au Monde concernant les inégalités de revenus. Il a réaffirmé que la C.G.T. n'estimait pas devoir prendre en charge les revendications de personnes « dont les revenus gravitent autour de 12 000 F par mois ».

Du côté de la majorité, le comité central de l'U.D.R., unanime, a approuvé les projets de M. Chirac visant à la transformation du mouvement, qui seront soumis le 5 décembre aux assemblées nationales. L'ancien premier ministre estime toujours que les gaullistes doivent préparer sans tarder les prochaines élections législatives (lire page 8). Pour sa part, M. Giscard d'Estaing a déclaré, lundi matin 25 octobre, sur les ondes de R.T.L. : « Je ne crois pas qu'il existe une ancienne et une nouvelle majorité ».

La manière dont une partie de la presse, en particulier les radios et la télévision, ont résumé et « traduit » les déclarations de M. Georges Ségué faites au cours du week-end est de nature à conforter le parti communiste dans ses analyses sur la manipulation de l'information. Des différents thèmes évoqués par le secrétaire général de la C.G.T., un seul était assez neuf par les précisions apportées sur les inégalités de salaires : or, il n'a guère fait l'objet de commentaires. Deux autres sujets, l'unité syndicale et les nationalisations à l'entreprise, étaient suffisamment traditionnels pour ne pas provoquer de longs débats. Ils suscitent au contraire des gloses passionnées.

Une partie de la presse s'en saisit pour l'attaquer aux spectres du totalitarisme et du collectivisme. L'unité syndicale est une aspiration permanente des travailleurs, explique M. Ségué, qui ajoute : « Bien que cette question ne soit pas à l'ordre du jour dans l'immédiat, il est clair pour moi que, dans l'avenir, les travailleurs trouveront le chemin de leur unité ». A moins de faire dire aux mots le contraire de ce qu'ils signifient, on voit mal comment trouver dans ce propos le signe d'une volonté de la C.G.T. de reconstruire à bref délai une « centrale syndicale unitaire ».

La malhonnêteté devient flagrante lorsque certains journaux font référence à propos de cette perspective lointaine de réunification du mouvement ouvrier, aux syndicats uniques tels qu'ils existent « dans les pays de l'Est et en Espagne », alors même que M. Ségué avait clairement fait allusion, lors du débat du Club de la presse d'Europe 1, aux syndicats britanniques et allemands.

Bien qu'il paraisse plus nouveau, l'élargissement éventuel du catalogue des nationalisations inscrit au programme commun de la gauche, souhaité par M. Ségué, est un thème qui avait souvent été évoqué dans le passé par les signataires de cet accord politique.

JEAN-MARIE DUPONT.  
(Lire la suite page 37.)

## WALL STREET ET LA GAUCHE

par LIONEL STOLERU

## LE TRANSKEI AU BAN DES NATIONS

Au jour de son accession, ce lundi 25 octobre, à la souveraineté internationale, le Transkei n'a encore enregistré, en dehors de Pretoria qui parraine son « indépendance », et qui vient de conclure avec lui un accord militaire, aucune promesse de reconnaissance. Les Etats-Unis ont confirmé qu'ils n'y songent pas, et l'U.R.S.S. a dénoncé, dans un communiqué de l'Agence Tass, ce qui n'est à ses yeux qu'une « farce raciste ». Selon l'hebdomadaire

américain « U.S. News and World Report », l'ancien Bantoustan sud-africain pourrait toutefois obtenir la reconnaissance de « cinq ou six Etats » (lire page 6 nos informations).

Noire envoyée spéciale CHRISTIANE CHOMBEAU

### I. — L'indépendance en vertu de l'apartheid

Umtata. — Le 25 octobre à minuit, quand cent un coups de canon annoncent l'indépendance du Transkei, des drapeaux marron, blanc et vert vont monter aux mâts, tandis que des milliers de voix reprendront en chœur « Nkosi Sikelel' i Africa » (Dieu protège l'Afrique), hymne du nouvel Etat. C'est un air familier sur le continent, puisqu'il est déjà l'hymne de la Zambie et le chant de l'African National Congress (ANC), mouvement de

libération (hors la loi) en Afrique du Sud.

Mais, c'est sur un Etat solitaire, rené par la moitié de ses citoyens et boudé par le monde extérieur, que se lèvera le soleil de l'indépendance. Déjà, les Noirs du Transkei, l'organisation de l'unité africaine, ont fait savoir

qu'ils ne reconnaîtront pas le nouveau pays, et l'organisation des Nations unies ne va certainement pas renier sa résolution 3394 P adoptée en assemblée générale le 16 décembre 1974, qui condamne la politique des Bantoustans d'Afrique du Sud et invite tous les gouvernements à ne reconnaître en aucune façon les institutions et autorités créées dans le cadre de cette politique ».

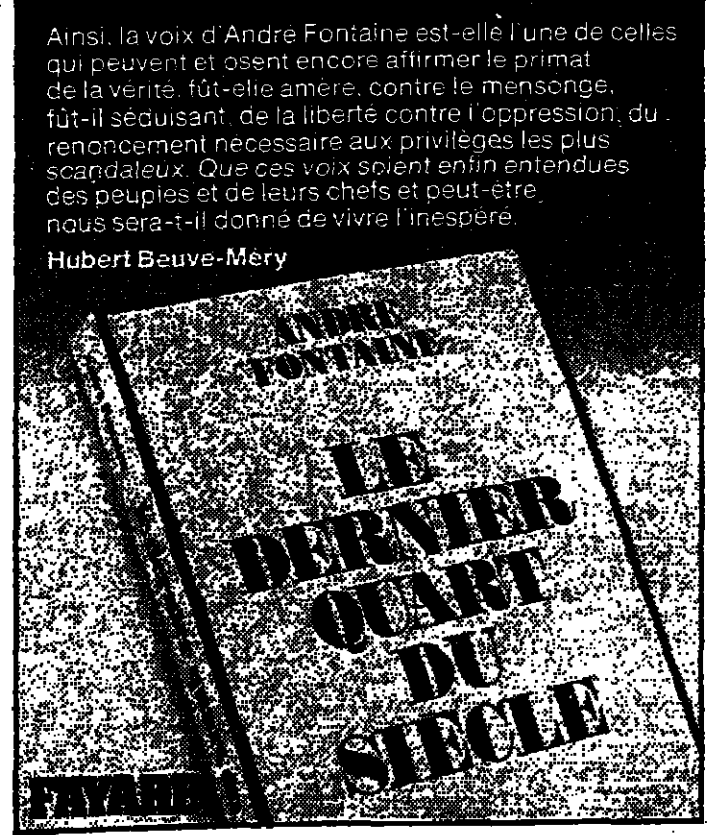
Car il ne faut pas se tromper, même si un grand nombre de gouvernements, organisations nationales ou internationales s'interrogent sur la viabilité et la réelle indépendance du jeune Etat, c'est à ses parents que s'adresse la réprobation mondiale. « Reconnaître le Transkei équivaudrait à donner un blanc-seing au gouvernement sud-africain pour sa politique de ségrégation raciale, nous dit un étudiant de Soweto, l'immense cité africaine de plus d'un million d'habitants de la banlieue de Johannesburg ».

Une reconnaissance serait une approbation du partage de l'Afrique du Sud, auquel s'opposent l'ANC et de nombreux Noirs, ainsi que beaucoup de Blancs.

En théorie, la politique du développement séparé procure aux Noirs et même à chaque ethnie africaine des territoires distincts — appelés Bantoustans ou Homelands pour les Africains — dans lesquels chaque peuple peut organiser de façon autonome sa vie politique et économique.

En pratique, cela revient à octroyer aux Blancs, qui représentent 17,2 % des 25 millions de Sud-Africains, 77 % de la superficie du pays, tandis que 16,2 millions de Noirs, soit 70,6 % de la population, doivent se partager 164 000 kilomètres carrés (13 % de la superficie totale du pays), divisés en plusieurs dizaines de territoires.

(Lire la suite page 7.)



## AU JOUR LE JOUR LES SÉDUCTEURS

Après M. Giscard d'Estaing qui regardait la France dans les yeux, voici M. Guéna qui dit aux gaullistes que M. Chirac doit la prendre à bras le corps. En somme, des sentiments on passe à l'acte.

Décidément, nos hommes politiques ont de plus en plus tendance à se comporter comme des séducteurs. On se demande avec un peu d'inquiétude à quoi ils finiront par en arriver. Cela rappelle l'histoire de Jeannot, de sa femme et des quatre jeunes et beaux garçons : ce que fit le quatrième n'est pas dit dans la chanson.

ROBERT ESCARPIT.

## LA SCIENCE, LA POÉSIE, LE RIRE

### Raymond Queneau est mort

Le poète et romancier Raymond Queneau est mort dans la matinée du 25 octobre, à Paris. Il était âgé de soixante-trois ans.

La place de Raymond Queneau dans notre littérature dépasse et de loin, l'audience qu'a recueillie son œuvre. Ce poète, ce romancier, cet encyclopédiste fut un des premiers esprits du siècle, un des plus savoureux créateurs. Difficile à saisir dans ses multiples aspects : un génie profond qui se parait de l'humour et du rire, un philosophe qui s'abritait sous la fiction : un métaphysicien qui cachait sa tendresse ; un savant du langage qui appliquait ses expériences dans des textes d'un comique irrésistible.

Le succès lui vint tard, de ces exercices de style qu'il possédait une telle sagesse que les frères Jacques purent les porter à la scène. Mais il y a la reste, tout le reste. On ne fera que peu à peu le découvrir.

Né au Havre le 21 février 1903, Raymond Queneau fait ses études secondaires dans cette ville. Venu à Paris en 1920, il prépare une licence de philosophie à la Sorbonne. En 1924, il entre au groupe surréaliste et collabore à la *Revue surréaliste*. De 1925 à 1927, il effectue son service militaire dans les zouaves, en Algérie et au Maroc. En 1929, il rompt avec André Breton et le mouvement surréaliste. En 1932, il obtient le prix des Deux Magots, pour son premier roman le *Chien-dent*, qui sera suivi de *Quelque chose de Pierre* (1934), des *Derniers Jours* (1936), *L'Odde* (1937), *Les Enfants du limon* (1938), *L'Infini* (1939), *Le Pirote*, mon ami (1942).

Après guerre, il fait paraître encore des romans : *Lois de Rue* (1946), *Journal intime de Ruy* (1946), *Le Dimanche de la vie* (1948), des poèmes : *Euclyptiques* (1947), *L'Instant fatal* (1948), *Monuments* (1948), *Petite Cosmogonie portative* (1950), *Si tu t'imagines* (1952), et un livre à part, *Exercices de style* (1947), variations sur un voyage en autobus.

En 1951, Raymond Queneau devient membre de l'Académie Goncourt. Par la suite, il accomplit un voyage au Mexique et un autre en U.R.S.S. Et surtout, il assumera la direction de l'encyclopédie de la Pléiade, dont le premier volume paraîtra en 1956. En 1959, il obtient le prix de l'humour noir Xavier Farnet pour *Zazie dans le métro*, qui sera adapté au cinéma par Louis Malle. Sa production littéraire, très abondante, s'enrichira encore de poèmes.



## ASIE

## LA LUTTE POUR LE POUVOIR EN CHINE

## Pékin assure que Mao critiquait les « complotteurs »

(Suite de la première page.)

La désignation formelle du nouveau président par une décision du comité central adoptée — dans des circonstances non précises — le 7 octobre dernier ne faisait donc qu'exécuter la volonté du fondateur du régime. Plus nouvelles sont les révélations concernant les paroles prononcées dans le passé par le président Mao contre sa femme, Mme Chiang Ching, et ses amis du « groupe de Changhaï », MM. Wang Hong-wen, Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan. Le Quotidien du peuple confirme sur ce point les informations selon lesquelles un document du comité central, diffusé mercredi dernier dans la population chinoise, affirme que Mao Tse-tung lui-même avait voulu l'élimination des membres de « la bande des quatre » (le Monde du 24-25 octobre). Le journal d'aujourd'hui affirme même qu'il avait « procédé à certains arrangements pour la solution de ce problème ».

Dès le 17 juillet 1974, selon le Quotidien du peuple, Mao Tse-tung avait admonesté en ces termes les quatre dirigeants : « Vous formez pas une petite faction de quatre personnes. » Il était revenu sur ce thème à la fin de la même année,

ceux que « rebute la critique du droit bourgeois » : « On mène la révolution socialiste et on ne sait même pas où est la bourgeoisie ; or elle est dans le parti communiste, ce sont les responsables engagés dans la voie capitaliste. Ils n'ont cessé de suivre cette voie. » L'implication pourrait être que les paroles du président défunct avaient alors été utilisées dans un faux contexte.

En toute hypothèse, le Quotidien du peuple accorde à l'élimination de la « bande des quatre » une importance sans commune mesure avec la critique de M. Teng Hsiao-ping. Evoquant « les dix occasions dans le passé où des chefs de lignes opportunistes ont tenté de diviser le parti », il présente implicitement la dernière crise comme la onzième « lutte au sein du parti ».

Il est à peine question de l'affaire Teng Hsiao-ping — mentionnée une seule fois dans tout l'éditorial, — alors qu'on avait pu croire à l'époque que ce qualificatif lui revenait.

L'éditorial de lundi se présente d'autre part comme un premier document-programme de la nouvelle équipe dirigeante. Se tournant vers l'avenir, ses auteurs citent encore une fois le président Mao pour écrire : « Devant nous se présente une situation politique dans laquelle existent à la fois la centralisme et la démocratie, à la fois la discipline et la liberté, à la fois l'unité de volonté et la tranquillité d'esprit comme la spontanéité personnelle. »

Enfin, référence est faite au programme économique présenté en janvier 1975 par Chou En-lai devant l'Assemblée nationale populaire : « Nous sommes capables, affirme l'éditorial (...), d'accomplir la modernisation complète de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale, de la science et de la technologie et de faire de la Chine, d'ici à la fin du siècle, un puissant pays socialiste. »

## L'apothéose de M. Hua

On notera encore que cet éditorial ne fait aucune allusion à la lutte contre l'impérialisme ni contre le « social-impérialisme » soviétique. Sans doute, cet éditorial est-il consacré à des questions de politique intérieure, mais ce silence retient d'autant plus l'attention qu'il correspond à une omission déjà remarquée la veille dans le discours de M. Wu Teh. Décrit les objectifs de la ligne suivie par la « bande des quatre », le maire de Pékin avait déclaré que « sur le plan international, elle visait à rejeter le principe de l'internationalisme prolétarien » et à capituler devant l'impérialisme ». Il y a quinze jours seulement, il s'était imposé d'évoquer ainsi les ennemis extérieurs du régime sans mentionner aussi le « social-impérialisme soviétique ». M. Wu Teh n'en a rien fait et, s'il a évoqué plus loin « le combat... contre l'hégémonie, des deux superpuissances, l'Union soviétique et les Etats-Unis », il a, au total, tenu à l'écart de l'U.R.S.S. un langage remarquablement modéré. D'autres orateurs, notamment un représentant de l'armée, ont employé des formules à la fois plus classiques et plus percutantes envers les dirigeants de Moscou, mais il était clair que l'on ne « soviétisait » pas particulièrement l'accent sur ce chapitre.

S'agit-il du premier signe d'une volonté de normaliser, au moins, les relations sino-soviétiques « entre Etats » ? Il est bien tôt pour en juger ; les diatribes contre les « nouveaux tsars », qui continuent d'alimenter la presse chinoise, inclinent à penser que rien n'est encore dans ce domaine et que tout change ment ne s'opérera, le cas échéant, qu'avec une prudence lenteur.

La manifestation de masse de la place Tien-An-Men, dimanche, avait constitué une sorte d'apothéose personnelle pour M. Hua Kuo-feng. Un million de Chinois avaient été rassemblés pour cette occasion. Activement encouragés par les mots d'ordre hurlés dans les haut-parleurs, ils ont bruyamment applaudi leur nouveau président. Celui-ci — qui avait chahuté de façon significative d'apparaître pour la première fois à la tribune historique de Tien-An-Men en uniforme de l'armée — offrait incontestablement l'image d'un chef heureux, sûr d'une popularité naissante, mais prometteuse, d'autant plus confiante dans l'avenir qu'aucun contestataire ne subsistait plus dans l'équipe qui l'entoure.

Cette équipe attend encore d'ailleurs d'être complétée. Seuls accompagnaient dimanche M. Hua Kuo-feng les membres « survivants » de l'ancien bureau politique. Exception faite des quatre dirigeants déchués, personne ne manquait à l'appel, et plusieurs responsables résidents normalement en province avaient fait le voyage pour que leur présence coupe court à toute rumeur. Ainsi figurait parmi eux le général Li Teh-shang, commandant la région militaire de Shenyang, au sujet duquel on se posait quelques questions en raison

des sympathies qu'on lui connaissait pour le « groupe de Changhaï ».

Quelques changements apparaissent cependant dans la hiérarchie du régime, le maréchal Yeh Chien-ying et M. Li Hsien-nien apparaissent respectivement en deuxième et troisième position après M. Hua Kuo-feng. Si l'on y voit la confirmation que M. Li Hsien-nien prendra probablement la tête du gouvernement, démonstration est également faite de la place éminente qui revient au vieux ministre de la défense dans le nouvel équilibre des forces. Selon certaines informations, le maréchal Yeh Chien-ying se verrait d'ailleurs confier la présidence d'une commission chargée d'enquêter sur « les crimes de la bande des quatre ».

Les discours prononcés dimanche, ponctuels de roulements de tambours et de gongs, ont été une nouvelle occasion de couvrir d'injures les dirigeants déchués, qualifiés d'« ennemis publics », de « vermine », de « traîtres à la nation », de « rats pourchassés dans les rues », coupables même d'avoir « extorqué » Chou En-lai (?) et « inventé de prétendues dernières volontés du président Mao ».

Il y a un peu plus de trois semaines à peine ces quatre dirigeants apparaissaient encore dans la salle intérieure de cette même tour de la porte Tien-An-Men, entourés de tous les égards et, selon les apparences

d'alors, de la confiance de leurs pairs. Quelles que soient les pièces aujourd'hui versées au dossier, le retournement est trop rapide pour que l'esprit se satisfasse du procédé. Si ces quatre personnages étaient aussi nuisibles « faibles et isolés » qu'on l'assure aujourd'hui, comment se fait-il que leur présence ait été tolérée jusqu'à ces dernières semaines à la direction du parti ? Non seulement les discours que nous avons entendus dimanche n'ont guère contribué à élucider ce mystère, mais d'autres « révélations » sur le passé laissent tout aussi perplexes. Selon plusieurs orateurs, les « quatre » avaient un culte à tout ce qui est étranger, étaient d'intelligence avec l'étranger et pratiquaient sans retenue le capitalisme et la trahison nationale.

L'atmosphère de fête, avec fanfares, denses et pétards, qui dominait cette cérémonie de la « victoire », laisse songeur sur les complaisances un peu démagogiques que suscitent le nouveau pouvoir. Quelque chose — politiquement parlant — offert à un peuple qu'inquiétait sans aucun doute les incertitudes d'une crise de succession sans précédent et que tranquillisaient les assurances à la fois de sécurité et d'un style nouveau.

ALAIN JACOB.

## Ce qu'ont dit et écrit les quatre « traîtres »

Mme Chiang Ching, MM. Wang Hong-wen, Chang Chun-chiao, Yao Wen-yuan, sont aujourd'hui accusés d'avoir formé un groupe antiparti, d'avoir voulu restaurer le capitalisme en Chine, d'avoir trahi la pensée de Mao, d'avoir fait le jeu de la bourgeoisie. Les extraits suivants d'écrits des quatre « traîtres », montrant en tout cas que leurs déclarations publiques n'allaient pas précisément dans ce sens.

## Mme CHIANG CHING : ouvrons le feu sur les ennemis de classe.

Le 1<sup>er</sup> juin 1968, un journal de Canton publiait ce jugement de Mme Chiang Ching :

« Tous les départements du parti et de l'administration, tous les fronts de propagande et d'éducation devraient promouvoir la grande révolution culturelle avec résolution. Ils devraient pleinement mobiliser les masses et pratiquer sans retenue le capitalisme et la trahison nationale. »

« L'atmosphère de fête, avec fanfares, denses et pétards, qui dominait cette cérémonie de la « victoire », laisse songeur sur les complaisances un peu démagogiques que suscitent le nouveau pouvoir. Quelque chose — politiquement parlant — offert à un peuple qu'inquiétait sans aucun doute les incertitudes d'une crise de succession sans précédent et que tranquillisaient les assurances à la fois de sécurité et d'un style nouveau. »

« Quand il y a de la ligne, quand c'est la situation dans son ensemble qui est en cause, un vrai communiste doit agir sans aucune considération égoïste et oser aller à contre-courant, sans crainte d'être déstabilisé, exclu du parti, jeté en prison, contraindre au divorce ou passé par les armes (...)

« Nous devons nous mettre en garde contre la corrosion par les idées bourgeoises et les attaques menées à l'aide d'abus embrochés de sucre, faire preuve de modestie et de pondération, travailler dur, nous opposer fermement aux privilèges et nous attachons à éliminer toutes les tendances néfastes, notamment la tendance « aux arrangements par la porte de derrière » (cette dernière formule vise l'utilisation du pistolet de combats diverses, N.D.L.R.).

## M. YAO WEN-YUAN : affaiblissons la base qui enfante le capitalisme.

M. Yao Wen-yuan écrivait, dans un article paru dans le Drapeau rouge (mars 1976) et intitulé : « De la base sociale de la clique antiparti de Lin Biao » :

« Les analyses faites par Lénine et le président Mao nous apprennent à propos du droit bourgeois (...) qu'on doit le limiter sous la dictature du prolétariat afin de pouvoir, au cours du long processus de la révolution socialiste, diminuer graduellement les trois écarts (entre ouvriers et paysans, entre travail intellectuel et travail manuel, entre ville et campagne), réduire les écarts hiérarchiques, et créer progressivement les conditions matérielles et spirituelles qui permettront d'éliminer ces écarts. Si au contraire (...) on peut consolider, élargir et raffermir le droit bourgeois (...) une minorité de gens s'empareront d'une quantité toujours croissante de marchandises et de monnaie pour certaines voies légales et de nombreuses voies illégales. On assistera alors au déferlement des idées capitalistes. »

« Lin Biao et ses consorts se servaient « tout spécialement » de « salaires » pour attirer les « jeunes ouvriers » (...)

« Pourquoi serait-il très facile pour des gens comme Lin Biao de mettre en place un régime capitaliste s'ils accèdent au pouvoir ? Parce que dans une société socialiste comme la nôtre existent encore les classes et la lutte de classes, de même que le terrain et les conditions qui engendrent le capitalisme. Si on ne prend pas garde à cela, on risque de restaurer le capitalisme jusqu'à éliminer le terrain et les conditions qui engendrent la révolution. On ne peut pas se permettre de laisser la révolution sous la dictature du prolétariat se transformer en une révolution sans classe. On doit persévérer dans la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat et développer la propriété socialiste du peuple entier et la propriété collective socialiste des masses travailleuses, employer une restauration de ce qui a été supprimé du droit bourgeois dans le domaine du système de propriété (...). Il faut restreindre le droit bourgeois, critiquer les idées du droit bourgeois et empêcher sans cesse la base qui enfante le capitalisme. »

## M. CHANG CHUN-CHIAO : exerçons une dictature intégrale sur la bourgeoisie.

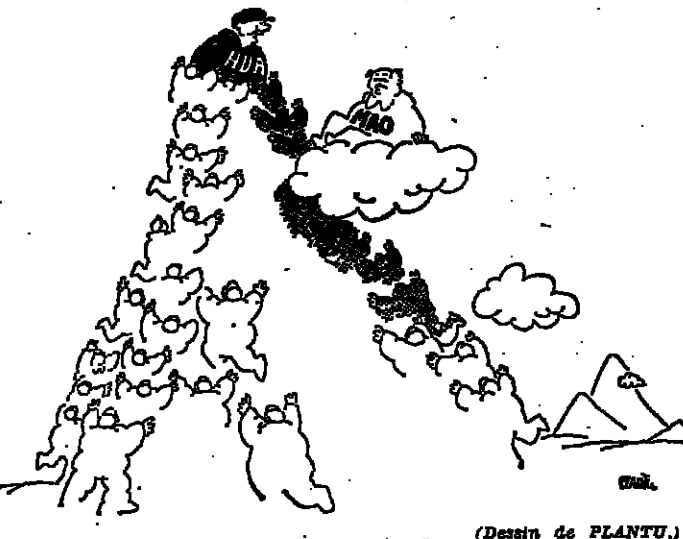
M. Chang Chun-chiao écrivait dans son article « De la dictature intégrale sur la bourgeoisie » paru dans le Drapeau rouge d'avril 1975 : « Nous devons (...) savoir que le problème de la propriété en Chine n'est pas encore résolu. Si nous disons fréquemment qu'il est « réglé pour l'essentiel », c'est précisément qu'il ne l'est pas complètement, et que le droit bourgeois n'a pas non plus été complètement supprimé du point de vue de la propriété (...). La propriété privée subsiste partiellement dans l'industrie, l'agriculture et le commerce (...).

« Si on ne leur impose pas de restriction, le capitalisme et la bourgeoisie connaîtront un développement encore plus rapide. Pour cette raison, nous ne devons en aucun cas relâcher notre vigilance sous le prétexte d'avoir remporté une grande victoire dans le domaine de la transformation du système de propriété et d'avoir mené une grande révolution culturelle prolétarienne. Il faut voir que notre infrastructure n'est pas encore solide, que le droit bourgeois n'a pas été totalement supprimé du point de vue de la propriété, qu'il est manifeste encore sérieusement dans les rapports entre les hommes et qu'il occupe une position dominante dans la répartition. »

## Vietnam

DES DISCUSSIONS VONT S'OUVRIR SUR LA NORMALISATION DES RELATIONS AVEC LES ETATS-UNIS.

Le Vietnam a accepté d'ouvrir des discussions avec les Etats-Unis en vue de préparer des négociations sur la normalisation des relations entre les deux pays, a annoncé dimanche 24 octobre M. Kissinger au cours de l'émission de télévision « Face à la nation ». Le secrétaire d'Etat américain n'a pas précisé quand et où auront lieu ces conversations. Celles-ci devraient permettre, selon Hanoi, d'examiner les problèmes intéressant chaque partie (la contribution américaine à la reconstruction du Vietnam et le problème des soldats américains disparus pendant la guerre. — (A.P., A.F.P.).



(Dessin de PLANTU.)

## Thaïlande

## La junte a présenté les « preuves » du complot qu'elle a invoqué pour prendre le pouvoir

Bangkok. — Dimanche matin 24 octobre, sous un soleil accablant, des milliers de badauds s'agglutinaient devant plusieurs stands d'exposition installés par l'armée, à quelques centaines de mètres de l'université de Thammasat, où eurent lieu les massacres d'étudiants du 6 octobre, et qui est occupée par les « preuves » de ce complot communiste et étudiant qui a servi d'alibi à la prise du pouvoir par la junte militaire.

Réunies sous des tentes, ces pièces à conviction étaient présentées par des bonimenteurs munis de porte-voix. On pouvait voir un monceau de littérature subversive : des livres imprimés — légalement — sous l'ancien régime civil, traitant souvent de la Chine ou du Vietnam. A côté, tout le matériel de propagande : des bandes magnétiques, des cassettes et une radio japonaise, des cassettes, des bandes magnétiques, des films, des affiches, des photos de Mao, d'Ho Chi Minh, de « Che Guevara, un drapeau de l'ancien royaume du Cambodge... enfin, le clochard spectacle, les armes avec lesquelles les complotteurs comptaient s'emparer du pouvoir : quinze pistolets, une dizaine de fusils, dont trois AK-47, quelques grenades, des couteaux, des bâtons. Dans un pays où les armes sont pratiquement en vente libre, où les deux cent quatre-vingt-trois armuriers de Bangkok et des environs viennent d'être officiellement rouverts, c'est peu. Où sont donc ces armes lourdes et ces mitrailleuses dont, jeudi encore, nous parlions dans le cadre de la police ? Où sont aussi ces fameux terroristes vietnamiens dont nous annonçait la capture dès le 6 octobre ? Au début de l'année, on avait affirmé que des saboteurs vietnamiens, déguisés en hôtesse de salons de massage, s'étaient infiltrés dans Bangkok...

Ce n'est sans doute pas une coïncidence si cette exposition jouxtait le ministère des affaires étrangères, gardé par la troupe, et qui fut, sous l'ancien régime démocratique, le bastion de l'ouverture diplomatique vers l'Indochine. Le sous-secrétaire d'Etat, M. Anand Panyarachun, ancien ambassadeur à Washington et aux

## De notre correspondant

Nations unies, qui négocia la fermeture des dernières bases américaines et l'établissement de relations diplomatiques avec Hanoi, a été limogé, et une commission va l'enquêter : les motifs de son limogement sont « confidentiels ». Le directeur des affaires politiques et son ancien adjoint ont aussi été remerciés. Le directeur et le sous-directeur du budget ont également perdu leur poste, quelques jours après le sous-secrétaire d'Etat aux communications. Enfin, une enquête a été ouverte contre l'ancien premier ministre, M. Seni Pramoet et son ministre du commerce, M. Damrong Laplatat, secrétaire général du parti démocratique dissous par la junte, à propos de leurs relations avec les étudiants.

## Combien d'arrestations ?

Combien d'étudiants sont-ils encore détenus ? Il est toujours impossible de le savoir. Ils seraient environ quatre cents. On estime le chef adjoint de la police, au cours d'une conférence de presse. Il avait cité le chiffre de quatre cent dix-neuf à un quotidien local. Le porte-parole de la junte avait, pour sa part, parlé de mille quatre cent vingt-quatre détenus.

Les autorités ne peuvent pas non plus donner le chiffre des étudiants arrêtés le 6 octobre à Thammasat : selon les différentes sources, ils seraient entre trois mille cinquante-neuf et trois mille trois cent quarante-deux. Cent treize étaient encore détenus dans un hôpital au milieu de la semaine dernière. Il ne s'agit pas seulement d'un problème de statistiques : une différence d'une unité entre deux estimations signifie une personne dont on ignore tout. Un témoin, qui a visité un hôpital peu après les événements du 6 octobre, nous a dit que le nombre de blessés et de morts était supérieur à celui annoncé à l'entrée. Le silence, les contradictions, les rumeurs, une volonté apparente de dissimuler la réalité, ne peuvent qu'inquiéter. La liste des détenus politiques — les personnes arrêtées parce qu'elles menacent la sécurité nationale — est,

Handwritten text in a box: "Handwritten text in a box, possibly a signature or date." (Note: The image is blurry and the text is illegible.)



150

## PROCHE-ORIENT

### L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU LIBAN

#### LES PARTIS DE DROITE GHERCHENT A SE LIBÉRER DE LA TUTELLE DE DAMAS

(De notre envoyé spécial.)

Beyrouth-Est. — Dans le camp des partis de droite libanais, on dissimule de moins en moins le souci d'alléger le poids de l'influence syrienne sur le Liban. Dernier avec la Syrie. Certes on ne dénonce pas cette alliance, qui a permis de libérer le Liban chrétien de l'occupation syrienne. Mais les milieux politiques de la droite se sentent moins « libérés » que placés en liberté surveillée, et critiquent de plus en plus ouvertement le plan de paix arabe, qui renforce l'influence syrienne sur le Liban. Pour eux, le parrainage des États arabes décidés à Ryad représente surtout une garantie pour les Palestiniens et la païenne. Ainsi apparaît-il que les opérations menées par les Forces libanaises dans le sud du pays, à la frontière d'Israël, sont pour certains dirigeants chrétiens un moyen de n'être pas trop prisonniers de la tutelle syrienne ou arabe.

Le ministère de la défense est situé à Yarzeh, à l'extrémité sud de Beyrouth. Le bâtiment moderne s'élève au milieu des ruines ravagées par les bombardements. Plusieurs obus ont troué la carcasse de béton. C'est dans une salle jonchée de débris que des militaires « libanais » râlent aux milices de la droite, nous ont expliqué sur leurs canots d'état-major à la bataille du Sud. Sont réunis la plupart des officiers qui ont participé aux principaux combats des derniers mois : ceux de Tell-el-Zaatar, du Koura (au sud de Tripoli), du Haut-Metn (pour déloger les Palestiniens et les progressistes de la montagne). Ils déclarent que les unités, qui se sont rangées aux côtés des « forces libanaises » après la désagrégation de l'armée, ont joué un rôle essentiel dans ces différentes batailles, ce qui est encore le cas, affirment-ils, pour la « libération » du sud liban.

Ils rappellent que la « désintégration » du lieutenant Abou El Khaliq, qui devait former l'armée du Liban arabe, et s'aligner aux forces progressistes, a commencé à Marjayoun, ville qui est aujourd'hui au centre de la zone d'opérations. De nombreux militaires chrétiens, déclare un capitaine, se sont depuis ce moment regroupés dans les villages chrétiens du Sud, et notamment à Koteja, village de deux mille habitants situé à 3 kilomètres de Marjayoun. « Ce sont eux qui se sont lancés à l'attaque des Palestiniens, ajoute l'officier, qui précise que les militaires, regroupés en deux compagnies — dont il ne mentionne pas l'effectif — ont reçu l'aide des miliciens phalangistes et du Parti national libéral (P.N.L.) de M. Camille Chamoun. Le capitaine nous indique que les milices chrétiennes n'étaient pas présentes auparavant dans cette région. « Les miliciens, précise-t-il, après avoir été spécialement entraînés dans le Nord ont été acheminés.

#### Un chemin secret

Il déclare, à ce propos, que le ravitaillement des forces du Sud ne peut se faire à partir des lignes syriennes, dans la région de Jezzine, et au sud de la vallée de la Bekaa. Il laisse entendre que l'armée syrienne, qui a contrôlé « globalement » les « forces libanaises » dans les territoires qu'elle occupe, s'opposerait à toute initiative de ce genre. Sur ce point, les officiers sont très réticents. Ils ont une animosité à l'égard de l'armée syrienne et multiplient les anecdotes illustrant la méfiance des troupes de Damas à l'encontre des milices et des unités de l'armée libanaise. « En général, disent-ils, les Syriens pensent plutôt à nous déborder qu'à nous chasser du théâtre d'opération. »

Lorsqu'on demande si l'approvisionnement de l'armée de libération du Sud-Liban se fait par le territoire israélien, les officiers protestent avec vigueur et révoquent un chemin secret, depuis les plages de la côte méridionale du Liban, de s'infiltrer jusque dans la région de Koteja. Selon d'autres informations, ce chemin secret se situerait très près de la frontière israélienne et bénéficierait de la « protection » de l'armée israélienne. Les militaires libanais que nous avons rencontrés nient que des soldats de l'État hébreu combattent aux côtés des « forces libanaises ». Mais ils reconnaissent que l'artillerie israélienne a pu intervenir contre les Palestiniens au cours des récents combats dans la région.

Pour prévenir toute question embarrassante sur ce chapitre, un officier du 5<sup>e</sup> bureau nous a déclaré : « Il est bien évident que les opérations que nous menons servent les intérêts d'Israël et que nous ne refusons pas l'appui qui pourrait nous être apporté. Toute aide à notre cause, d'où qu'elle vienne, est la bienvenue. C'est selon ce raisonnement que nous avons déjà accepté l'intervention de l'armée syrienne. Notre position est la même à l'égard d'Israël. »

FRANCIS CORNU.

#### L'offensive de la droite dans le Sud embarrasse les Syriens

Beyrouth-Ouest. — L'offensive des milices de droite se poursuit dans les deux secteurs du Sud-Liban, distants l'un de l'autre de 25 kilomètres environ. Dans le premier, centré sur Rameiche, cinq villages chrétiens s'appuyant sur Israël, se sont insurgés contre l'autorité palestinienne-progressive qui s'exerce dans la région. Les forces de droite essaient, avec l'aide israélienne, d'étendre leur emprise sur plusieurs villages musulmans de la région, notamment le chef-lieu du district, Bint-Jbeil, qui est systématiquement bombardé selon toute vraisemblance par l'artillerie israélienne. Au dire même des progressistes libanais, certains de ces villages, bien que musulmans, seraient enclins à ne pas résister pour se dégager à leur tour de la tutelle palestinienne.

Dans le second secteur, centré sur Koteja, la droite chrétienne, toujours avec l'aide d'Israël, a occupé le chef-lieu du district, Marjayoun, et l'important poste militaire de Khyam. L'opération a manifestement pour objet d'encadrer le sanctuaire palestinien de l'« Akrouh » (le « Peshahand »), où les fedayin risquent d'être pris en tenailles entre les troupes syriennes, au nord, et les unités de la droite, à l'ouest.

Des paravols israéliennes ont pénétré dimanche dans deux villages de l'« Akrouh », Hebbaryé et Madi, intimant aux habitants l'ordre de livrer toutes leurs armes dans les quarante-huit heures et de se débarrasser des éléments palestino-progressistes, et leur promettant de leur assurer le ravitaillement et les soins médicaux.

Cette double poussée pourrait avoir diverses conséquences :

• Elle rendrait caducs les accords libano-palestiniens de 1969. En effet, l'un des principes de ces accords est que les forces de la droite, à l'ouest.

De notre correspondant

pales dispositions de ces accords garantissant la présence armée palestinienne dans le Sud.

• Elle tend à placer « une portion du territoire national sous le contrôle effectif d'un pays ennemi, Israël. On admet cependant que le mouvement progressiste qu'il n'y a pas jusqu'à présent dans le Sud d'occupation israélienne massive et permanente.

• Elle risque de remettre en cause la cessez-le-feu, péniblement instauré sur le reste du territoire libanais par l'accord de Ryad. Le Mouvement national progressiste menace, en effet, de reprendre les combats en accusant la droite de profiter de la trêve pour transférer des miliciens des divers fronts vers celui du Sud, en les envoyant du port de Jounieh via Haïfa.

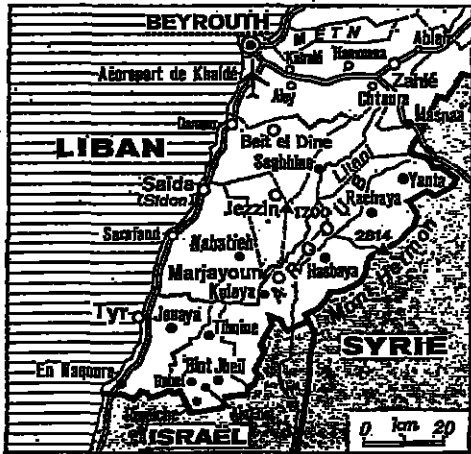
• Elle consolide l'alliance de la droite libanaise avec Israël, ce qui prive la Syrie de l'une des

principales justifications de son intervention au Liban, à savoir empêcher les chrétiens de se jeter dans les bras de l'État juif.

• Elle place Damas devant un autre dilemme. Les troupes syriennes se trouvent à environ 15 kilomètres de la zone des combats dans le Sud-Liban. Leur passivité face aux opérations en cours met le régime de Damas dans l'embarras. Leur éventuelle intervention risque de susciter une confrontation militaire avec Israël.

Pourquoi se demande-t-on dans les milieux palestino-progressistes, les Israéliens accablent-ils les Syriens à un choix difficile, sinon impossible — se battre contre Israël, se retirer du Sud-Liban — alors que, tout au long de la crise libanaise, ils avaient en quelque sorte « coopéré » avec Damas ? La question reste sans réponse.

LUCIEN GEORGE.



#### Israël et la population locale ont un intérêt commun à empêcher l'O.L.P. de contrôler le Sud-Liban

affirme M. Péres

De notre correspondant

Jérusalem. — La communauté publiée à l'issue du conseil des ministres du dimanche 24 octobre mentionne en quelques mots que le gouvernement israélien a des décisions du « sommet » de Ryad et leurs répercussions. Il n'y a pas eu les commentaires habituels des « milieux » informés, qui, d'ordinaire, expliquent aux journaux comment les membres du gouvernement jugent l'évolution d'une situation. Il reste cependant aux observateurs la posture de la droite libanaise, aux propos tenus la veille par M. Shimon Péres, ministre de la défense.

Pour ce dernier, ce qui se passe actuellement dans le sud du Liban est un affrontement entre l'O.L.P. et la population. « Pour tout le Liban, a-t-il dit, et pour les populations du Sud-Liban, il n'y a pas d'intérêt commun à empêcher l'O.L.P. et les autres organisations terroristes de contrôler le Sud-Liban. » Le ministre de la défense a ajouté : « Il (les habitants du sud) ne veulent pas voir, eux non plus, leurs femmes et leurs enfants tomber sous les balles d'organisations extrémistes criminelles. Les habitants du Sud-Liban peuvent se défendre eux-mêmes, mais ils ont besoin de l'aide d'Israël, nous la leur accordons, sans qu'il soit question pour cela de traverser la frontière. »

M. Péres a encore affirmé que si cette région du Liban était dominée par les Palestiniens, la sécurité des Israéliens serait menacée, puis il a précisé : « Il n'est pas question que ce sujet nous sois dans le vague, indifférent et neutre. Tant qu'il y aura la guerre terroriste contre Israël, il y aura la guerre à la terreur sans compromis et sans trêve. »

Le ministre s'est bien gardé d'indiquer de quelle manière Israël, « indifférent et neutre », apportait cette contribution dans un affrontement où ses intérêts se confondent avec ceux de la population libanaise. C'est avec force qu'il a toutefois indiqué qu'il n'était pas question pour Jérusalem de porter la moindre atteinte au tracé de la frontière israélo-libanaise, « qui est la seule frontière internationalement reconnue entre Israël et l'un de ses voisins ».

Ces propos du ministre ne constituent pas en tout cas un démenti aux multiples témoignages sur les fournitures de matériel militaire aux forces chrétiennes qui poursuivent leur offensive dans le sud du Liban. Les fonctionnaires interrogés à ce sujet manifestent une gêne évidente, et se tirent de leur embarras en vous mettant au défi de montrer un seul document photographique ou cinématographique prouvant que des armes israéliennes sont aux mains des phalangistes. Les porte-paroles militaires continuent pour leur part à soutenir mordamment qu'ils ne savent rien.

Mais dans le nord d'Israël, dans

#### Onze chefs d'États arabes participent à la conférence du Caire

Onze chefs d'État arabes sont arrivés au Caire, dimanche 24 octobre, pour participer, ce lundi, à la conférence sur le Liban. Le roi Khaled (Arabie Saoudite), le cheikh Zayed (Émirats arabes unis), le cheikh Khalifa Ben Hamad El Thani (Qatar), le président Salem Buhayr Ali (Yémen du Sud), le commandant Ibrahim El Hamdi (Yémen du Nord), le cheikh Issa Ben Salmane El Khalifa (Bahréin), le président Nemeiry (Soudan), M. Mokhtar Ould Daddah (Mauritanie), M. Siad Barre (Somalie), le général Hafez El Assad (Syrie) et M. Elias Sarkis (Liban).

Le président Boumediène sera représenté par son ministre de l'Information, M. Ahmed Taleb Ibrahim, et le roi Hassan II par son ministre des affaires étrangères, M. Laraki.

Un autre absent de marque est le colonel Kadhafi, chef de l'État libyen. M. Arafat, qui doit participer à la conférence, s'est rendu dimanche à Tripoli pour tenter de le faire revenir sur sa décision. M. Arafat aurait seulement obtenu que la Libye délègue au Caire un haut fonctionnaire.

Outre M. Sarkis, le Liban sera représenté par le premier ministre, M. Rachid Karamé. M. Sarkis avait également invité M. Camille Chamoun, ministre des affaires étrangères, qui s'est excusé.

#### Une « force d'intervention » en majorité syrienne

De notre correspondant

Le Caire. — Il ne fait guère de doute, ainsi que l'a dit à plusieurs reprises M. Khaddam, chef de la diplomatie de Damas, que les quelque vingt mille militaires syriens actuellement stationnés au Liban se seront transformés d'ici à début novembre en soldats de la « force arabe d'intervention et de dissuasion », qui doit comprendre trente mille hommes.

Les soldats autres que syriens de la « force de la paix » seront, en principe, des égyptiens et des soudanais, déjà présents au Liban, ainsi que d'autres militaires originaires d'autres pays arabes. L'Égypte, quant à elle, est disposée à fournir des armes, mais non des troupes. L'intégration dans la nouvelle force arabe des Libyens appartenant à la première version de ce corps de sécurité mise sur pied en juin dernier pose un problème, dans la mesure où Tripoli n'a pas accepté pour le moment les décisions du « sommet » de Ryad.

Les richesses monétaires pétrolières arabes, trop convoitées de participer avec le consensus de la plupart des autres régimes arabes, pour ne pas dire de tous, à une opération ayant pour but de contenir les turbulent Palestiniens du Liban, paraissent prêtes à régler, rabais sur l'ongle, les factures d'intendance et d'armement pour les quelque dix mille hommes de la force arabe d'intervention et de dissuasion. Les quelque dix mille hommes de la force arabe d'intervention et de dissuasion, de l'ordre de 150 millions de francs par mois. Une nouvelle aubaine pour le Proche-Orient pour les fournisseurs aux armées et les marchands d'armes.

En termes plus diplomatiques, la conférence du Caire va « examiner les résultats du « mini-sommet » de Ryad, fixer la composition de la force arabe de dissuasion, étudier la situation au sud du Liban et les moyens d'y faire cesser ce qu'on appelle « la force arabe d'intervention et de dissuasion », qui doit comprendre trente mille hommes.

Tout devrait se passer sans éclat ni fausse note, et, au moins pour un certain temps, la suprématie dans l'aire arabe du « mini-sommet » de Ryad-Damas-Caire-Libye sera consacrée. Un triangle à l'intérieur duquel règne actuellement l'euphorie. En acceptant de s'accommoder, en tout cas pour le moment, de la croissante hégémonie syrienne au Liban, le Raïs a obtenu de ne plus être harcelé par Damas à propos du second accord israélo-égyptien de désarmement au Sinaï. Quant aux princes saoudites, en jouant les conciliateurs efficaces, ils ont administré la preuve, si besoin était, que la disparition de la grande figure que fut le roi Fayçal n'a finalement pas entamé l'influence de l'Arabie.

Si l'on ajoute que le « sommet » du Caire se déroule sur un fond de multiples conciliabules, à Washington et ailleurs, entre responsables arabes et américains d'un rang élevé et qu'il coïncide avec d'importantes efforts diplomatiques pour reprendre langue avec le Kremlin, il n'est pas hasardeux de penser que les perspectives de règlement global de la question proche-orientale sont au mieux. Les conversations entre dirigeants arabes dans les deux bâtiments contigus de la Ligue arabe et de l'hôtel Nile Hilton, devenus pour trois jours la « cité interdite » du monde arabe. Même le Raïs, selon la presse caennaise, y a élu domicile.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

**SAVIEZ PAS ? GRNMUNMBL ?**

**MAINTENANT TOUS LES JEUNES JUSQU'À 26 ANS PEUVENT BÉNÉFICIER DU BIJET BIGE-TRANSALPINO !**

Jusqu'à 50 % de réduction sur les voyages en chemin de fer, n'importe où en Europe ! Sans frais accessoires ni formalités !

**N'ENFIN ? SAVIEZ PAS ?**

Départ par train régulier n'importe quel jour par n'importe quel train pour la majorité des destinations.

COMME PLUS DE 4.000.000 DE JEUNES EUROPÉENS L'ONT DÉJÀ FAIT, PROFITEZ VOUS AUSSI DES BIGE-TRANSALPINO

Renseignez-vous auprès de : **TRANSALPINO-14, rue Lafayette 75009 PARIS Tel 770.81.44**

Bureaux de vente dans la majorité des grandes villes françaises







Journal de l'ISD

# AMÉRIQUES

## États-Unis

### A UNE SEMAINE DU SCRUTIN

#### M. Ford fait un effort exceptionnel pour rattraper M. Carter

Washington. — A une semaine du scrutin, le président Ford entreprend un effort exceptionnel pour rattraper M. Carter. Dans l'opinion de ses conseillers, doit lui permettre de « coiffer sur le pouce » son concurrent démocrate. Les sondages d'opinion aboutissent, en effet, à la même conclusion : M. Carter, bien qu'il ait perdu énormément de terrain depuis sa nomination (selon l'Institut Gallup, son avance est tombée de 33 points en juillet à 6 en octobre), distance nettement M. Ford, grâce à l'avantage qu'il a dans les États-dés disposant d'un grand nombre de voix au sein du collège électoral. Le président, en déclarant qu'il allait « créer » la surprise politique du siècle, a d'ailleurs admis implicitement qu'il était pour le moment distancé par son rival.

La tâche est vitale pour M. Ford qui avait préféré jusqu'à maintenant à la Maison Blanche plutôt qu'il ne s'efforçât de gagner la capitale samedi 23 octobre et n'y reviendrait qu'en novembre au scrutin. Plus de 300 000 dollars ont été mis de côté pour financer les programmes de télévision et de radio, où le président, seul ou entouré de sa femme et de ses enfants, invite les électeurs à lui faire confiance.

Avec moins de moyens, le camp Carter cherche à stimuler les militants de « l'appareil », jusqu'à présent assez tièdes, et dont le rôle est d'amener les électeurs aux urnes. Un des stratèges de M. Carter a dit que « l'ennemi n'était pas Jerry Ford mais l'abstentionnisme ». M. Powell, son secrétaire de presse, a indiqué que le problème essentiel était de surmonter « la tendance de l'électeur à ne croire en rien ni en personne ».

Les deux candidats concentreront leurs ultimes efforts sur six États, représentant 181 des 270 « voix » électoraux requises pour la victoire : New-York, New-Jersey, Pennsylvanie, Ohio, Illinois

De notre correspondant

et Californie. La bataille décisive se livrera dans trois d'entre eux : Californie, Illinois et Ohio. D'après les sondages, M. Carter dispose d'une faible avance dans l'Illinois, tandis que dans l'Ohio et en Californie les deux hommes sont presque à égalité. Le nombre élevé des indécis fausse cependant les calculs et maintient très ouverte la compétition.

D'autre part, le Sud, considéré à l'origine comme acquis à M. Carter, ne semble plus aujourd'hui aussi « solide ». Personne ne conteste l'emprise de M. Carter sur six États (Georgia, Alabama, Tennessee, Kentucky, Arkansas, Oklahoma), mais le Texas est incertain, de même que la Floride. En Virginie, dans le Mississippi, en Louisiane et dans les Carolines, les positions démocrates sont également ébranlées. Un succès de M. Ford dans un ou deux des treize États sudistes n'affecterait cependant pas outre mesure les chances de M. Carter.

Les débats télévisés n'ont permis à aucun des deux hommes de se distinguer nettement. Les « gaffes » des deux candidats se

sont équilibrées et finalement, à s'en tenir aux sondages, M. Carter a fait mieux que de se défendre dans ces trois affrontements, dont deux au moins ont tourné à son avantage. Ni le candidat démocrate ni le président Ford ne peuvent être satisfaits de ces débats, dont l'objet essentiel était de rallier les électeurs « indécis ». Les candidats, au cours de la dernière discussion, ont sans doute évité des erreurs irréversibles et offert à l'immense public invisible un choc plus net. Le fait majeur demeure néanmoins le nombre élevé de ces « indécis », évalué à environ 15 % du total de l'électorat. Ce nombre a augmenté par rapport aux semaines précédentes, alors que traditionnellement il diminue à l'approche du scrutin. Les débats ont donc tout au plus raffermi la conviction des partisans respectifs de MM. Ford et Carter.

Les sondages indiquent cependant qu'une majorité préférera un homme jeune, encore inconnu, représentant l'aventure, au président Ford qui, selon la formule de James Reston dans le *New York Times*, offre à l'électeur la « certitude du passé ».

HENRI PIERRE.

## Canada

#### Au Québec, les partis d'opposition critiquent la décision de M. Bourassa d'organiser des élections anticipées

Montréal. — Deux des principaux protagonistes de la campagne électorale québécoise, M. Robert Bourassa, chef du parti libéral et premier ministre, et M. René Lévesque, président du parti québécois, se sont affrontés dimanche 24 octobre au cours d'un débat radiodiffusé.

M. Bourassa a annoncé qu'il ferait adopter une législation autorisant le recours à la réquisition dans le cas de grèves prolongées du secteur public et para-public. M. Lévesque s'est laissé entraîner à dire que si son parti arrivait au pouvoir et si la première référendum sur l'indépendance n'était pas positif, il en organiserait un second. M. Lévesque a cependant marqué des points en attaquant M. Bourassa sur l'origine de ses fonds électoraux ainsi que sur la situation économique de la province.

M. René Lévesque, chef du parti québécois, principale formation d'opposition au Québec, a déjà critiqué la semaine dernière, au cours d'une conférence de presse, les arguments avancés par le premier ministre, M. Bourassa, pour justifier la tenue d'élections législatives dans la province en novembre prochain.

Il s'en est pris à ce qu'il considère comme un « scénario monté de toutes pièces » par ce dernier pour « sauver sa tête ». Son parti refuse de prendre au sérieux le « prétexte » des « palabres constitutionnelles » conçus par M. Bourassa et prétend qu'il n'y a rien à attendre des futures négociations fédérales - provinciales sur le « rapatriement » de l'acte de

De notre correspondant

l'Amérique du Nord britannique. M. Lévesque a violemment attaqué la gestion de l'équipe au pouvoir. Celle-ci lui paraît particulièrement incompétente en ce qui concerne l'économie, l'emploi des fonds publics et les relations avec les partenaires sociaux. Soulignant que la part du Québec dans le total canadien des jours de travail perdus pour cause de grève était passée de 21 % en 1970 à 41 % en 1976, M. Lévesque a affirmé que M. Bourassa avait à dessein politisé les conflits sociaux et « semé l'incendie » afin d'apparaître ensuite comme un « sauveur ».

Les perspectives économiques de la province lui paraissent sombres, en raison notamment de l'importance du chômage (8,7 % en septembre). Il a stigmatisé le fait que les taxes provinciales acquies par les Québécois étaient plus élevées que partout ailleurs au Canada, et que, pourtant, « elles servent à financer le gaspillage » en particulier le « déficit inutile » des Jeux olympiques (1 milliard de dollars selon lui).

Le chef du parti québécois a, d'autre part, pratiquement accusé le premier ministre de corruption, affirmant qu'il avait reçu de l'argent d'un « caïd » de la pègre à l'époque où il n'était pas encore chef du parti libéral, et qu'il avait laissé sa famille et ses amis s'entourer de personnages douteux et réaliser, par divers procédés, des « profits indus ».

M. Lévesque a affirmé que l'équipe au pouvoir était « coupable d'avoir voulu systématiquement diminuer les Québécois à leurs propres jeux » et « enchaîner dans la dépendance » un peuple qui « a subi le traumatisme d'une conquête et a gardé une solide complexité d'infériorité ».

#### Le poids des anglophones

Les autres partis d'opposition — Union nationale, Ralliement crédit, Parti national populaire — soulignent tous l'aspect artificiel de la convocation aux urnes des électeurs le 15 novembre prochain. M. Bourassa était normalement élu pour cinq ans (la tradition et l'absence de précisions législatives à ce sujet autorisent le premier ministre à choisir le moment où il peut remettre son mandat en jeu). Tous ont décidé d'axer leur campagne sur la critique de l'administration Bourassa, sans enlever, pour le moment du moins, sur le terrain constitutionnel choisi par le premier ministre.

La presse anglophone, qu'on ne saurait suspecter de complicité avec le Parti québécois, estime, elle aussi, que M. Bourassa, sentant son prestige faiblir, préfère assurer sa réélection cette année plutôt que de risquer de la manquer en 1977. Les Québécois de langue anglaise (représentant environ 20 % de la population de la province) semblent envisager sans enthousiasme d'avoir à voter une nouvelle fois pour les libéraux, ce qu'ils font traditionnellement, par crainte du séparatisme.

Plusieurs partis, tels l'Union nationale ou le Parti national populaire, recherchent les voix anglophones, en faisant assaut de « conservatisme » ou de « fédéralisme ». Un nouveau parti, dont le titre — officiellement en français — est Démocratie Alliance démocratique (DAD) s'est mis sur les rangs le 19 octobre, et tentera de rallier les anglophones dans certaines circonscriptions autour de Montréal. Ses principaux animateurs sont MM. Nick Auf der Maur (ancien journaliste, auteur d'un livre-dossier sur le financement des Jeux Olympiques de Montréal, qui a eu un certain retentissement au Canada et aux États-Unis) et M. Robert Keaton. L'un et l'autre se sont fait connaître en 1974, lorsqu'ils ont été élus au conseil municipal de Montréal, sur la liste du Rassemblement des citoyens de Montréal (R.C.M.). Le R.C.M. est la seule formation qui soit parvenue, depuis longtemps, à inquiéter le très puissant maire de la ville, M. Drapeau. Elle est en outre un des rares exemples, dans la politique québécoise, de coopération fructueuse entre anglophones et francophones.

ALAIN-MARIE CARRON.

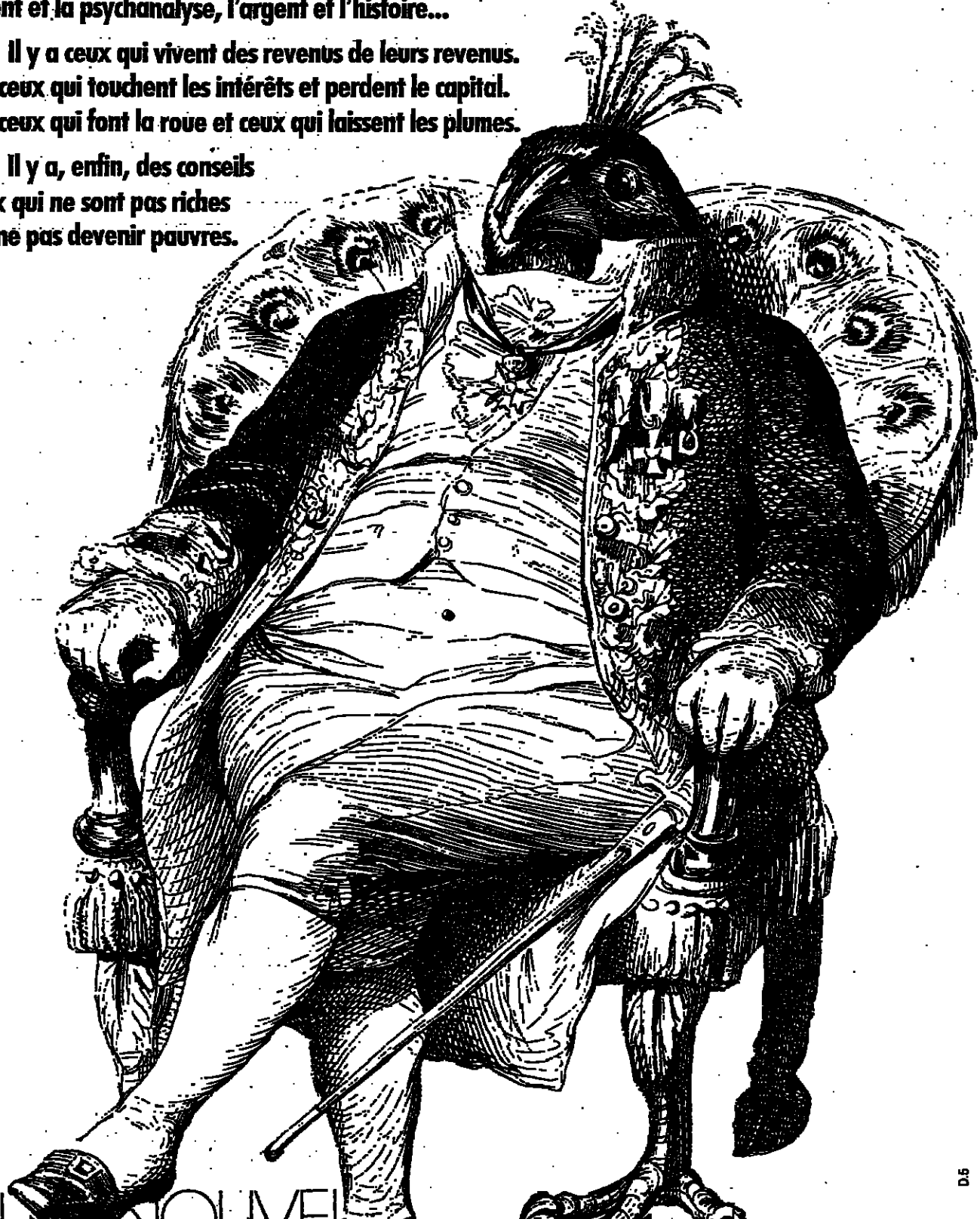
#### Argentine

Des écrivains, des critiques et des éditeurs ayant participé à la Foire du livre de Francfort expriment leur inquiétude pour les écrivains argentins Haroldo Conti et Miguel Angel Bustos, disparus depuis quatre mois, ainsi que pour le fils et la belle-fille du poète argentin Juan Gelman, également disparus après avoir été appréhendés. Les personnalités, parmi lesquelles MM. Heinrich Böll, Günther Grass, Regis Debray, Peter Handke, Carl Amery, Hans Magnus Enzensberger, Peter O. Christjens, Julio Cortázar, Mario Vargas Llosa, Manuel Scorza, Augusto Céspedes, José Donoso, André Gunder Frank et Eduardo Galeano, ont demandé au gouvernement argentin d'adopter des mesures urgentes afin que leurs vies soient préservées.

# CEUX QUI FONT LA ROUE CEUX QUI LAISSENT LES PLUMES

Dans le deuxième numéro spécial du NOUVEL OBSERVATEUR, il y a l'argent et les Lyonnais, l'argent et les Normands, l'argent et les rentiers, l'argent et les faisans, l'argent et les avarés, l'argent et la psychanalyse, l'argent et l'histoire...

Il y a ceux qui vivent des revenus de leurs revenus.  
Il y a ceux qui touchent les intérêts et perdent le capital.  
Il y a ceux qui font la roue et ceux qui laissent les plumes.  
Il y a, enfin, des conseils  
à ceux qui ne sont pas riches  
pour ne pas devenir pauvres.



# LE NOUVEL OBSERVATEUR

LA FORTUNE DES FRANÇAIS II - En vente dès aujourd'hui

#### M. KISSINGER CRITIQUE LES DÉCLARATIONS DU CANDIDAT DÉMOCRATE SUR LA YUGOSLAVIE

Washington (A.F.P., Reuter). — M. Henry Kissinger, secrétaire d'État, a critiqué, dimanche 24 octobre, au cours d'une émission de la chaîne de télévision C.B.S., les déclarations faites par M. Carter à propos de la Yougoslavie. Lors du débat télévisé, vendredi 22 octobre, avec M. Ford, M. Carter avait affirmé qu'en cas d'attaque soviétique contre la Yougoslavie, il refuserait d'intervenir. Le secrétaire d'État a estimé qu'il était peu avisé de la part du candidat démocrate de dévoiler quelle serait sa politique dans une telle éventualité. Il a solennellement déclaré que « l'indépendance et le non-alignement de la Yougoslavie étaient d'un intérêt majeur pour les États-Unis ».

M. Kissinger avait invoqué des raisons diplomatiques impérieuses, ce qui est très inhabituel pour participer à l'émission de la C.B.S. Il est, en outre, sorti de la réserve qu'il avait observée jusqu'alors à l'égard de la campagne présidentielle.

## Cuba

LES AUTORITÉS CUBAINES estiment que les deux auteurs présumés de l'attentat du 6 octobre contre un avion cubain, au large de la Barbade, doivent être traduits devant un tribunal cubain. L'indiqué le ministre des affaires étrangères, M. Deul Roa, samedi 23 octobre. Il a accusé l'impérialisme américain de vouloir « masquer derrière un rideau de fumée le sabotage criminel de l'avion cubain ».

« Non seulement, c'est l'impérialisme américain qui a organisé le sabotage, poursuit le ministre, mais il tente maintenant d'obtenir l'impunité de ses agents, qui ont été les auteurs de l'attentat. » Les deux auteurs présumés de l'attentat, Herman Ricardo et Freddy Lugo, l'un et l'autre porteurs de passeports vénézuéliens, sont détenus à Port-of-Spain (Trinité). — (A.F.P.)

un grand incident  
automat de poche  
qui êtes-vous  
**JIMMY  
CARTER?**  
10 - LE VOLUME  
marabout



## AFRIQUE

## Rhodésie

## Il ne sortira rien de la conférence de Genève

### nous déclare le chef de l'Armée du peuple du Zimbabwe (ZIPA)

Trois jours avant l'ouverture, le 28 octobre, de la conférence de Genève sur la Rhodésie, les positions des différents protagonistes semblent totalement inconciliables. Le désaccord porte toujours sur le contenu du « plan Kissinger ». Comme le souligne notre correspondant à Genève Isabelle Vichniev, M. Smith est seul à considérer encore ce « plan » comme un ensemble indivisible à prendre ou à laisser.

Maputo. — « Nous rejetons le plan Kissinger dans sa totalité », déclare Robert Mugabe, chef de l'Armée du peuple du Zimbabwe (ZIPA). Il n'a jamais consulté qui que ce soit du Zimbabwe. Ils vont essayer de fabriquer une solution quelconque qui ne servira que leurs propres intérêts », déclare M. Rex Nkhomo, commandant de la ZIPA (Zimbabwe People's Army) ne mâche pas ses mots. Il n'a jamais fait partie de l'élite noire de la société rhodésienne. Il était ouvrier avant de s'engager dans les forces de guérilla de la ZIPA (Zimbabwe National Union). Sa jeunesse, son franc-parler, la souplesse de sa démarche, la modestie de ses vêtements, tranchent sur la rondeur, l'élégance, l'emphase des dirigeants traditionnels des mouvements nationalistes rhodésiens. M. Nkhomo n'a jamais participé aux joutes politiques qui jalonnent l'histoire des divisions de ces mouvements.

Depuis des années, il combat dans le « bush » rhodésien. Son labeur est très militaire, lors de la première interview qu'il ait consenti à accorder, il se contente d'un coin du voile sur les activités et les intentions de ces guérilleros qui s'entourent d'un tel mystère qu'on les a parfois surnommés « khumani noirs ».

La ZIPA est née à la fin de 1975 de la lassitude et de l'exaspération des combattants de la ZIPA et de la ZANU face à l'incapacité des dirigeants traditionnels à conduire la lutte de libération dans l'unique voie qui pût, à leurs yeux, déboucher sur une indépendance véritable : la lutte armée. Le 20 janvier 1976, Salisbury annonçait que la guérilla avait repris dans l'est du pays.

L'intensité des combats ira croissant jusqu'au printemps, lorsque des rixes dans des camps d'entraînement situés en Tanzanie provoqueront le départ des chefs militaires venus de la ZIPA — le commandement de la ZIPA était assumé paritairement par des dirigeants issus de la ZANU et de la ZIPA — et de quelques centaines de combattants.

Loin des regards indiscrets, si peu favorables aux « chefs historiques » que ces derniers n'avaient même pas le droit de mettre les pieds dans les camps militaires, la ZIPA se lançait à partir du territoire mozambicain dans une « guerre populaire prolongée » dont les principes sont ceux du FRELIMO. Cette guerre doit permettre de libérer des régions où naissent les structures et les mentalités révolutionnaires.

Selon des sources rhodésiennes, huit cents guérilleros de la ZIPA opèrent en permanence au Zimbabwe. Les milieux bien informés de Maputo croient ce chiffre très inférieur à la réalité et avancent celui de dix mille hommes, en opération et à l'entraînement.

Ce chiffre est considérable pour l'Afrique. Le FRELIMO disposait de moins de combattants lorsqu'il bousculait l'armée portugaise et sept mille guérilleros du PAIGC avaient suffi pour conduire l'armée coloniale au bord d'une défaite totale.

Le « plan Kissinger » met la ZIPA dans une position délicate. Elle se dit persuadée qu'il ne peut permettre une indépendance véritable. Mais a-t-elle les moyens de poursuivre la lutte armée si elle estime ne pas avoir atteint ses objectifs ?

MM. Joshua Nkomo, président de l'Assemblée intérieure de l'ANC, et Robert Mugabe, dirigeant de la ZANU (Union nationale africaine du Zimbabwe), sont arrivés dimanche à Genève. Tous deux ont rappelé leur opposition au « plan Kissinger » et exhorté tout cessez-le-feu pendant la conférence. M. Nkomo a précisé qu'il avait fait le déplacement pour « mettre sur pied un gouvernement de transition et non pour élaborer un règlement pacifique ».

## De notre envoyé spécial

L'histoire des décolonisations en Afrique prouve qu'il est difficile à un mouvement révolutionnaire de trouver des appuis populaires pour poursuivre la lutte contre un dirigeant nationaliste installé au pouvoir.

La ZIPA disposera-t-elle d'une base suffisamment solide ou la population se démobilisera-t-elle, si un premier ministre noir s'installe à Salisbury ? Certes, « les États de la ligne de front soutiendront la ZIPA, si elle décide de continuer la lutte armée », affirme M. Nkhomo. Mais l'unité rhodésienne est-elle conjoncturelle ou durable ? Sans bases arrière, la guérilla est condamnée.

## Des exigences modestes

« La seule condition que nous posons pour une indépendance véritable est l'abandon de la loi-mère du pouvoir par le régime Smith et son transfert à la majorité », nous déclare M. Nkhomo. « Pas de nationalisations ou de réformes agraires ? » « Nous n'avons pas décidé à la place du peuple du Zimbabwe ».

En avançant des exigences aussi modestes, la ZIPA a voulu sortir de l'isolement où elle s'était volontairement enfermée. Elle a resserré les liens qu'elle n'avait jamais complètement rompus avec M. Mugabe, qui reste le dirigeant des cadres de la ZANU n'ayant pas rejoint la guérilla. M. Mugabe, à son tour, a formé avec M. Nkhomo, donc avec la ZIPA, un « front patriotique ». Les cadres militaires de la ZANU, sortis de leur prison de Lusaka au lendemain du dernier « som-

met », ont tout de suite rejoint la ZIPA. Elle cherche des alliances avec des forces politiques extérieures, puisqu'elle n'a pas eu le temps de créer une structure politique propre.

« Si un gouvernement de majorité est formé à Genève, la ZIPA devra-t-elle y participer ? — Elle devra faire partie du gouvernement », répond M. Nkhomo.

En effet, la seule force armée des mouvements nationalistes exigera certainement d'assumer la défense du Zimbabwe. Le programme de cette organisation, diffusé tous les soirs sur les ondes de la radio du Mozambique, ignore depuis lundi dernier la conférence de Genève, qu'elle condamne jusqu'au bout avec une grande vigueur et explique à ses auditeurs que son objectif primordial est maintenant le démantèlement de l'armée de Salisbury et son remplacement par « le bras armé du peuple du Zimbabwe ».

« Les autres forces nationalistes acceptent-elles un gouvernement dont la ZIPA ferait partie ? — Je ne sais pas. »

« Le transfert du pouvoir à la majorité est-il la condition à un cessez-le-feu ? »

« Un cessez-le-feu ne pourrait intervenir qu'après ce transfert. » De toute évidence, la ZIPA n'a pas encore fixé clairement sa tactique.

« Attendez-vous quelque chose de la conférence ? »

« Il n'en sortira rien », affirme catégoriquement M. Nkhomo.

Toutes les informations que l'on peut recueillir à Maputo indiquent que la ZIPA se prépare à mener la guérilla pendant des années encore.

RENÉ LEFORT.

## Transkei

## Les nations africaines sont unanimes à dénoncer l'« État fantôme »

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — L'« indépendance » du Transkei fait contre elle l'unanimité du reste du continent, et son premier ministre, le chef Mafizima, y est volontiers qualifié de « fantôme de l'apartheid ». Dénonçant la « fraude du Transkei » le Sunday News, un organe gouvernemental tanzanien, tient le raisonnement suivant : « Qu'on y voie avant tout un complot pour diviser les Africains ou une ruse pour tromper l'opinion internationale, ou les deux à la fois, ou plus simplement une tentative désespérée pour gagner du temps de la part du système condamné de la suprématie blanche, l'indépendance du Transkei échouera. »

Si la date de l'« indépendance » du Transkei a été fixée avant l'expédition des troupes sud-africaines en Angola, il reste qu'elle intervient après ces événements capital et, surtout, au moment où les manifestations de « Bantous » et « gens de couleur » contre la ségrégation raciale sont sévèrement réprimées en République Sud-Africaine. Dans ces conditions, en Afrique noire, même les esprits tentés par l'amorce d'une « détente » la dénoncent publiquement.

Cette unanimité hostile s'est manifestée clairement au dernier sommet de l'Organisation de l'unité africaine dont les quarante-huit États membres ont

voté une motion les engageant individuellement à ne pas reconnaître l'« indépendance factice du Transkei ». Sans autre avocat en Afrique que le parrain encombrant de l'apartheid, le gouvernement d'Unioniste A. du coup, d'autant moins de chances de se faire entendre à l'extérieur du continent.

Dans son rapport annuel, M. Ekei Mboonou, secrétaire général de l'O.U.A., a traduit un sentiment assez général en dénonçant ce qui constitue, à ses yeux, un « programme diabolique de balkanisation du territoire (sud-africain) et de parage des Noirs ».

Dans son discours prononcé devant les ministres de l'O.U.A. réunis à l'île Maurice fin juin, M. Ekei s'était refusé à « imaginer qu'un jour ces créatures fantômes de Vorster puissent devenir des chevaux de Troie dans la citadelle raciste ». « Dans les circonstances actuelles, ce serait une idée folle et absurde », avait-il expliqué avant d'en appeler à une décision « sans équivoque » de l'O.U.A. Le général Téféri Benta, chef de l'État éthiopien, devait lancer un appel analogue le 22 octobre, en condamnant l'« État fantôme du Transkei » lors d'une manifestation de solidarité à Addis-Abeba, avec les peuples sud-africains. — J.-C.F.

## Vient de paraître :

### L'AFRIQUE D'EXPRESSION FRANÇAISE et Madagascar (16<sup>e</sup> édition)

(274 pages, format 21 x 27, 25 cartes)

L'exemplaire France et zone franc : 70 F - Étranger : 74 F

L'organisation politique et administrative et la situation économique et financière au début de septembre des vingt-quatre États africains où l'on parle français. Un état des lieux du travail pratique et actuel pour tous ceux qui s'intéressent à ce continent où y ont des responsabilités. Un ouvrage qui fait gagner du temps.

C'est le numéro exceptionnel de la revue Europe Outremer, 6, rue de Bassano, 75116 Paris. Tél. 728-23-84. C.C.P. PARIS 381-87.

RENÉ LEFORT.

## Connaissez-vous Louis Guilloux ?



L'auteur du « Sang noir » répond aux questions de Politique Hebdo. Il parle du monde de son enfance, « du monde ouvrier », de son voyage en URSS en compagnie d'André Gide : « Les confidences que nous recueillions étaient terribles ».

Louis Guilloux ne triche pas. « Je ne suis pas un homme de lettres », déclare-t-il. Découvrez Louis Guilloux. Il a le peuple au cœur.

Dans le même numéro : la dérive des motards. Pour mieux comprendre ce que les jeunes recherchent dans la moto, il ne faut pas s'en tenir aux apparences, il faut lire Politique Hebdo.

nouvelle formule

# politique hebdo

En vente dès aujourd'hui.

Je l'ai lu 1520



Journal de 1976

# AFRIQUE

## LE TRANSKEI AU BAN DES NATIONS

(Suite de la première page.)

« Les Blancs, commente un Africain d'origine sotho, d'une quarantaine d'années, se sont fabriqués un alibi pour refuser tout droit politique aux Africains dans leurs zones et pour se dispenser de leur accorder la même éducation, les mêmes services de santé... »

Cinquante-cinq pour cent des Africains vivent actuellement hors des Bantoustans. Certains momentanément — parce qu'ils n'ont pas trouvé de travail chez eux — beaucoup définitivement. D'autres enfin, la majorité, parce qu'ils n'ont jamais vécu ailleurs.

Bien que le parti national au pouvoir depuis 1948, en soit le théoricien, on trouve les prémices de cette politique d'apartheid dès le dix-neuvième siècle.

C'est en 1913, trois ans après la formation de l'Union sud-africaine, que fut ébauché le plan des futurs Bantoustans, qui interdit aux Noirs d'acquiescer des terres en dehors de leurs réserves. La loi, le « Native Land Act », ne s'appliquait cependant pas à la province du Cap, où certaines catégories d'Africains avaient le droit de vote au Parlement. En 1936, le général Hertzog, alors premier ministre, décida de l'étendre à tout le pays et, en compensation, fit modifier la carte des réserves africaines (« Native Land and Trust Act »). Celle-ci passerait alors de 7 % à un peu plus de 13 % de la superficie de l'Afrique du Sud. Comme dans le premier plan, elles étaient quasiment dépourvues de gisements miniers, dont regorge en revanche le reste du pays.

### Un lent processus

C'est à ce texte que continue de se référer M. John Vorster, premier ministre sud-africain, dans son refus catégorique d'accorder de nouvelles terres aux Bantoustans, comme le lui demande en particulier le Transkei.

Cette date marque également un premier tournant dans la politique d'administration des zones africaines. Auparavant, le gouvernement avait tenu à l'écart

les chefs tribaux et avait préféré créer sa propre autorité, essentiellement blanche. Depuis lors, les chefs sont insérés dans l'administration blanche et payés par elle.

L'idée d'introduire les chefs tribaux dans les rouages administratifs fut reprise plus tard, mais sous une forme plus élaborée, par le parti national alors au pouvoir. Les nationalistes furent élus pour la première fois en 1948 : deux ans après qu'une importante grève de mineurs ait été noyée dans le sang. Leur premier geste fut de réunir une commission conduite par M. Tomlinson pour mener une enquête sur le développement socio-économique des Bantoustans. Le fameux rapport (dit « sept tonnes »), que la commission présenta en 1954, révéla alors que 30 % des terres dans les Bantoustans étaient sévèrement atteintes par l'érosion (44 % modérément), et que le revenu par tête d'habitant avait diminué de façon importante pendant les vingt années précédentes. Le rapport prévoyait une dépense minimale de 200 millions de rand de l'époque pour fournir aux Africains emplois et infrastructure nécessaire. Il en résulta la création d'un organisme, le Bantu Investment Corporation, chargé d'attirer les investissements et de favoriser l'implantation d'industries dans des Bantoustans, ou à proximité en zone blanche. Jamais le gouvernement sud-africain n'a pu fournir l'effort recommandé en 1954 par la commission Tomlinson.

« Pour rendre les Bantoustans viables, estime un expert sud-africain, il faudrait que le gouvernement ait dépensé dans chaque territoire depuis quinze ans ce qu'il dépense depuis deux ans au Transkei pour préparer l'indépendance. »

Entre-temps, le gouvernement fit adopter deux lois qui instituent les étapes et les modalités de l'évolution des Homelands vers l'autonomie et, surtout, qui incluent de façon plus précise les chefs tribaux dans un système administratif dont il conserve le contrôle. L'une, le Bantu Auto-

rities Act, adopté en 1951, renforce le système des conseils bantous à l'échelon tribal, régional et territorial, qui, au plus haut niveau, deviennent des « autorités territoriales ». L'autre, le Promotion of Bantu Self-Government Act (1959), prévoit le remplacement de l'autorité territoriale par une assemblée législative composée en majorité de membres nommés (chefs tribaux) et, le passage à l'autonomie. Celle-ci doit normalement être la dernière étape avant l'indépendance prévue par le Bantu Homelands Act, promulgué en 1971.

Avant les manifestations de Sharpeville, qui furent réprimées dans le sang en 1960, le gouvernement sud-africain n'envisageait pas sérieusement cette indépendance. Pourtant, en 1961, sensible à la réprobation croissante que soulève sa politique dans le monde, le premier ministre, M. Verwoerd, déclarait : « Cette n'est pas la solution que nous aurions choisie de préférence. Il s'agit d'un mode de fragmentation auquel nous n'aurions jamais eu recours si nous n'avions été obligés de le faire... »

### De vastes réservoirs de main-d'œuvre

Deux ans plus tard, en 1963, le Transkei passait à la phase d'« autonomie ». Des autorités territoriales étaient mises en place au Ciskei (1968), au Bophutatswana (1968), au Lebowa (1968), au Venda (1968) et au KwaZulu (1970). Mais l'élaboration d'un calendrier précis pour l'accession des Bantoustans à l'indépendance n'a fait son apparition que dans les années 70, lorsque l'isolement croissant de l'Afrique du Sud décida Pretoria à donner un contenu concret à sa politique de développement séparé. Cela correspond également au début de la politique de « dialogue » entreprise par M. John Vorster en Afrique.

Aujourd'hui, il existe huit Bantoustans, si l'on exclut le Transkei : KwaZulu, Bophutatswana, Lebowa, Venda, Swaziland, Gazankulu, Basothoqwaqwa, et le Ciskei.

Tout, sans le Swaziland et le Bantustan Basothoqwaqwa se composent de plusieurs parcelles (une dizaine pour le KwaZulu, une demi-douzaine pour le Bophutatswana et le Lebowa...). Outre des responsabilités telles que la police municipale, l'irrigation, l'élevage, les pré, l'attribution des terres, les gouvernements des Homelands exercent des fonctions judiciaires mineures. Le Bophutatswana contrôle également certaines magistratures, les postes de police et des services de santé. Tous les ministères-clés (sécurité, défense, finances, etc.) relèvent exclusivement de Pretoria, et les postes importants de l'administration sont détenus par des Blancs.

« Nous sommes devenus de vastes réservoirs de main-d'œuvre pour les secteurs industriels et miniers de la République sud-africaine », déclarait récemment le chef Corder Phahudi du Lebowa. Nous dépendons entièrement de la République sud-africaine pour toute notre consommation d'énergie électrique, ainsi que pour la majeure partie de notre approvisionnement en eau, l'infrastructure commerciale, les transports, la santé... »

Avec six autres chefs de Bantoustans, le chef Phahudi a demandé, le 21 août dernier, la reconnaissance de droits aux Africains, et a condamné l'administration bantoue. Réunis en « comité » à Johannesburg, les sept chefs affirmaient dans leur résolution : « ne pas avoir l'intention d'opter pour une prétendue indépendance, car nous ne voulons pas abandonner notre droit de naissance à la citoyenneté sud-africaine... »

Une position aussi ferme et radicale des chefs de Bantoustans est assez nouvelle, sans doute pour M. Gatscha Butheles du KwaZulu, opposant de longue date à la politique d'apartheid. Il est vraisemblable que les récentes manifestations de jeunes Noirs et leur impact dans la population ont contribué à cette prise de position.

Il y a quelques années encore, en 1973, ces mêmes chefs, aux côtés desquels se trouvait le chef

Kaiser Matanzima, actuel premier ministre du Transkei, formaient un front uni pour demander à M. Vorster la création d'un Etat fédéral noir. En 1974, cependant, devant l'intransigeance du pre-

mier ministre, le front se brisa et M. Kaiser Matanzima demanda l'indépendance pour le Transkei. Cette attitude lui valut aujourd'hui d'être rejeté par les autres chefs de Bantoustans. Seuls, le Bophutatswana et le Ciskei seront, en effet, représentés le 25 octobre aux cérémonies d'indépendance à Umtata.

Défendant son choix, le premier ministre du nouvel Etat s'interroge sur son isolement. « Pourquoi, dit-il, si l'on rejette le père doit-on rejeter aussi le fils ? » « Ce que nous voulons, ajoute-t-il, c'est libérer de la discrimination raciale quatre millions d'hommes dans le pays et à l'étranger... » En privé, certains officiels du Transkei vont même jusqu'à vous confier : « Nous n'aurions jamais demandé l'indépendance si, par exemple, M. Colin Egan (président du Progressive Reform Party, opposé à l'apartheid) était au pouvoir à Pretoria, et si les discriminations raciales étaient abolies... » En d'autres termes, ils fuient l'apartheid en acceptant l'indépendance proposée par Pretoria...

Mais l'argument officiel en faveur de l'indépendance du Transkei repose sur des assertions historiques difficilement soutenables. Selon le premier ministre, M. Matanzima, le Transkei aurait toujours eu un statut diffé-

rent des autres Homelands et — ayant été inclus « arbitrairement » dans l'Union sud-africaine — aurait dû accéder à l'indépendance avec les anciens territoires britanniques du Lesotho, Swaziland et Botswana (ancien Bechuanaland) en 1966.

En réalité, important par sa taille, et plus facile à administrer, le Transkei a toujours « testé », plusieurs années avant les autres réserves, les lois accordant des pouvoirs régionaux.

Dès 1958, la loi sur l'administration bantoue était appliquée au Transkei, et, en 1963, le gouvernement sud-africain décidait pour la première fois d'accorder l'autonomie à un Homeland. Elle intervenait au lendemain d'une révolte paysanne contre l'autorité des chefs au Pondoland, qui fut réprimée au prix de plusieurs dizaines de morts et d'arrestations. Cette révolte était en partie dirigée contre le chef suprême Botta Sigau.

Depuis cette révolte le Transkei vit sous l'état d'exception instauré par la proclamation 400, encore en vigueur au moment de l'indépendance, seize ans après sa mise en œuvre.

Le Transkei dispose également de tout un arsenal législatif répressif semblable à celui de la République sud-africaine. Arsenal que le premier ministre du Transkei et son frère, M. Georges Matanzima, ministre de la Justice, n'hésitent pas à utiliser. En témoignent les arrestations, il y a deux mois, à la veille des élections, de tout l'état-major de l'opposition au Transkei et, plus récemment, la détention de deux acteurs connus, John Kani et Winston Ntshona, coupables d'avoir incités dans leur pièce sur l'apartheid, « Sizwe Buzi is dead », des allusions satiriques à l'indépendance du Transkei (le Monde du 14 octobre).

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Prochain article :

CITOYENS OU APATRIDES

## Si vous voulez construire en province, prenez le métro.\*

\* Les Parisiens avaient tellement de difficultés pour construire en province, que nous sommes montés à Paris.



Maisons Chalet Idéal, le grand constructeur national, ouvre à Paris, 43 bd. Malesherbes, son "Centre National d'Information" Tél. 265.13.86 742.68.15

Maisons Chalet Idéal : des maisons qui prennent de la valeur.

Votre maison est construite avec des matériaux qui défient le temps. La charpente est en bois et les murs sont de vrais murs : en béton cellulaire, le Siporex, un pouvoir d'isolation thermique qui correspond à plusieurs épaisseurs de briques — 30 000 clients l'ont déjà constaté.

Maisons Chalet Idéal : une région, un style.

Nous sommes implantés dans toute la France. Quelle que soit la région où vous souhaitez construire, vous êtes sûr de nous trouver à proximité. Ainsi vous construisez votre maison avec des artisans du pays dans le style du pays.

Nous respectons nos engagements.

Maisons Chalet Idéal garantit ses délais de construction et ses prix. Ceci est d'autant plus facile que les artisans qui construisent votre maison font tous partie de nos équipes. Nous respectons bien sûr les garanties bienales et décennales et nous bénéficions de la garantie bancaire. Nous sommes membre du Syndicat National des Constructeurs de Maisons Individuelles.

Nos clients sont nos meilleurs ambassadeurs.

Chez nous, un client sur trois est amené par un ancien client. Ceci constitue la plus belle preuve de notre sérieux et de notre souci constant de qualité. Nous sommes toujours là avant, pendant et après.

Membre du Syndicat National des Constructeurs de Maisons Individuelles.

Si vous habitez à Paris et que vous voulez construire hors de Paris, maintenant vous n'êtes plus loin de tout. Maisons Chalet Idéal s'installe à Paris, 43, bd. Malesherbes. Le Centre National d'Information de Maisons Chalet Idéal est, en un seul lieu, la réunion de 300 agents implantés dans toutes les régions de France. Pour vous permettre de construire où vous voulez, sans avoir à vous lancer dans de longs déplacements, dans des recherches bien fastidieuses et souvent décourageantes.

Nous faisons votre plan de financement et nous trouvons l'argent.

Pas de calculs longs et ennuyeux. Pas de multiples démarches, puisque nous nous chargeons aussi des demandes de crédit d'attribution des primes et de prêts d'état.

Nous travaillons pour vous sur le terrain. Si vous n'avez pas le terrain, Maisons Chalet Idéal vous aide à le trouver et guide votre choix. Nous vous libérons aussi de toutes les formalités nécessaires à la construction : construction du dossier, obtention du permis de construire, raccordements, etc.

Nous construisons votre maison à partir de vos idées. Chez nous, nous ne vous imposons pas de choisir parmi des modèles. Votre maison est conçue avec vous. Pour vous.

Téléphonez-nous, pressez nous vite, ou envoyez ce coupon à : Maisons Chalet Idéal - 43, bd. Malesherbes - 75008 Paris Tél. 265.13.86 742.68.15 (Métro St-Augustin, parking gratuit)

Sans engagement de ma part, je désire être renseigné sur les Maisons Chalet Idéal.



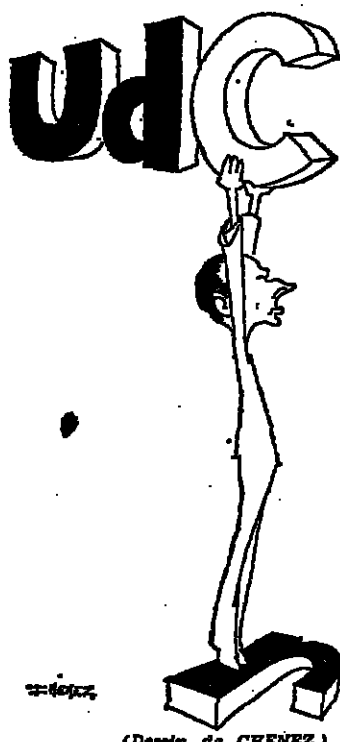
Nom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_ Tél. domicile : \_\_\_\_\_ bureau : \_\_\_\_\_ Je possède un terrain : ☐ oui ☐ non... Révisez : \_\_\_\_\_ Région de construction envisagée : \_\_\_\_\_

Maisons Chalet Idéal Nos clients sont nos meilleurs ambassadeurs.



**Le rassemblement qui se substituera à l'U.D.R. aura pour premier objectif la préparation des élections**

**ANDRÉ PASSERON**



● M. Pascal Gauchon, secrétaire général du Parti des forces nouvelles (extrême droite), « se félicite qu'enfin un homme politique comme M. Chirac dise tout haut ce que les Français pensent tout bas ». « Nous attendons de M. Chirac, ajoute-t-il, non seulement des paroles mais des actes qui prouvent sa détermination et sa volonté politique ».

Renseignements à : Paris, Maison d'Isola : 387.55.09 ou à la station : (93) 02.70.50  
Remettez ce coupon à la Maison d'Isola, 06270 Villeneuve-Loubet pour connaître :  
☐ les conditions de séjour à Isola.  
☐ les avantages réservés aux futurs propriétaires exposés par notre conseil  
immobilier sur simple demande et sans engagement de votre part.  
Nom \_\_\_\_\_ Prof \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

مكتبة ابن الجوزي



150

## POLITIQUE

### LA PRÉPARATION DES «MUNICIPALES»

#### GRENOBLE : malaise au sein de la majorité

De notre correspondant

GRENOBLE. — Le comité de la majorité de Grenoble a désigné M. Jean-Charles Farland (sans étiquette) pour conduire la liste d'union de la majorité.

Agé de cinquante-quatre ans, docteur en sciences physiques et ingénieur chimiste, M. Farland a été de 1959 à 1967 professeur à la faculté de Clermont-Ferrand, puis conseiller scientifique auprès de l'ambassade de France à Bonn de 1969 à 1974 ; depuis juillet 1974, il dirige l'école nationale supérieure d'électrochimie de l'Institut national polytechnique de Grenoble.

La désignation de M. Farland a provoqué un profond malaise au sein de l'U.D.R. et les R. Après avoir longuement recherché une personnalité de dimension nationale — les noms de Mme Vell et de M. Ponsatowski ont été évoqués — pour affronter le maire de Grenoble, M. Dubedout, député socialiste, certains responsables de la majorité ont proposé la candidature du conseiller général de Grenoble-IV, M. Alain Carrignon (U.D.R.). Le comité national de liaison des partis de la ma-

rité semble ne pas avoir souhaité une telle candidature, les républicains indépendants reprochant à M. Carrignon d'avoir refusé de soutenir, lors du deuxième tour des élections présidentielles de 1974, la candidature de M. Valéry Giscard d'Estaing.

L'U.D.R. est déçue et éprouvera les ordres parisiens. Nous désignerons nos représentants pour la liste d'union. Personnellement, je ne veux pas me présenter sur la liste d'un inconnu, a déclaré M. Carrignon, après la désignation de M. Farland. M. Carrignon, conseiller général U.D.R. de Grenoble-II, a adopté la même attitude.

C'est un désaccord sur la « méthode d'attaque » de l'équipe de l'actuel maire de Grenoble qui semble avoir été à l'origine de ces divergences. On reprochait à M. Carrignon sa jeunesse — il est âgé de vingt-sept ans — et son « dynamisme offensif », qui lui avait permis quelques semaines après son élection comme conseiller général en mars dernier d'obtenir le « limogeage » du secrétaire départemental de l'U.D.R., M. Hervé Le Meilhoux. Il voulait, d'autre part, « mener à sa manière » son combat pour les « municipales ». « Je compte, déclarait-il, prendre le maire de Grenoble à revers, au ras des pâquerettes, sur les problèmes spécifiquement grenoblois. » Les autres partis de la majorité présidentielle souhaitent engager avec M. Dubedout un débat plus politique. Une personnalité d'une « plus forte stature » était à leurs yeux nécessaire, et ils ont préféré M. Farland, bien que celui-ci ne réside à Grenoble que depuis deux ans.

#### A Lille

#### DEUX CONSEILLERS MUNICIPAUX SONT SUSPENDUS DE LEURS FONCTIONS AU CNIP

(De notre correspondant)

LILLE. — Le comité départemental du Nord du Centre national des indépendants et paysans (CNIP), qui préside M. Jean Desmarais, sénateur, maire de Villeneuve-d'Ascq, a annoncé, vendredi 22 octobre, « MM. Gustave Rombaut et Albert Matras, ayant refusé de démissionner une éventuelle participation à la liste socialiste-communiste en préparation à Lille, ont été suspendus de toute fonction et responsabilité au sein du CNIP ».

MM. Rombaut et Matras sont actuellement conseillers municipaux de Lille. M. Rombaut était adjoint au maire, chargé des théâtres, délégation qui lui a été retirée le 12 janvier par M. Pierre Mauroy, maire, député socialiste, alors que se réunissait la préparation d'une liste de gauche pour les élections de 1977. On sait que cette liste, à dominante socialiste, qui comptera des communistes, sera aussi ouverte à quelques personnalités qui approuveront son programme et approuveront son orientation générale pour la gestion de la ville. Il n'est pas exclu que MM. Rombaut ou Matras fassent partie de cette liste.

D'autre part, le comité directeur départemental du CNIP a condamné l'association de Lille et Hellemmes (le Monde du 21 septembre).

● M. Henri Baudouin, député républicain indépendant de la Manche, a annoncé, vendredi soir 22 octobre, qu'il ne sera pas candidat aux prochaines élections municipales à Granville dont il est maire depuis 1961. M. Baudouin a déclaré avoir pris cette décision notamment en raison de la difficulté qu'il éprouve à assumer ses deux mandats de parlementaire et de maire.

#### DEUX LECTURES AVANT LE SCRUTIN

A l'approche des élections municipales, le livre qui vient de paraître Roger Beaumes et Max Dejour, sous le titre *Pouvoir local et démocratie*, intéressera les élus, les candidats, les citoyens. Sous une forme concise, alerte, accessible à tous, il décrit les différents rouages de la vie municipale, fait le dernier point des formules et des textes pouvant intervenir dans la gestion communale. Comme l'écrit Robert Dubedout, maire de Grenoble, « il porte à l'urgence le citoyen responsable de se donner les moyens d'agir, sans avoir à chaque pas à se retourner vers l'assistance de l'Etat et de son appareil administratif centralisateur ».

Il faudra aussi consulter sur un tout autre plan, plus polémique, plus politique, le dernier numéro de la revue trimestrielle *Autrement*, consacrée aux « contre-pouvoirs dans la ville ». De nombreuses réflexions, surtout le récit et l'analyse de plusieurs expériences françaises (à Paris par exemple dans le Marais, dans le quatorzième arrondissement, à Roubaix dans le quartier d'Alma-Gare) ou étrangères (Bruxelles, Lisbonne, les quartiers anglais...), permettent de comprendre comment la ville est devenue un enjeu de conflits sociaux et politiques. « Les luttes urbaines, disent les responsables de ce périodique, les luttes sociales locales peuvent influencer directement sur les pouvoirs municipaux en place et on ne peut négliger en fait et on considère la question municipale comme une question politique importante, au-delà des perspectives électorales à court terme. »

● *Pouvoir local et Démocratie*. En vente à l'ADEL, 14, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris, 25 F.

● *Autrement*, 21, rue de Turbigo, 75001 Paris. Le numéro : 30 F.

#### M. Bredin (M.R.G.) : la gauche ne pourra tenir toutes les promesses du programme commun

Le comité directeur du Mouvement des radicaux de gauche, qui a siégé samedi 23 octobre à Aix-en-Provence, a entendu un rapport présenté par M. Jean-Denis Bredin, vice-président du mouvement. M. Bredin a estimé que « les grandes manœuvres de Jacques Chirac, qui présente une tendance non-partisane, représentent un péril sérieux, celui de placer le président de la République au centre ». Il a ajouté : « M. Giscard d'Estaing, aidé par son frère et son premier ministre, ou ainsi se présenter comme l'homme du centre, celui des réformes tranquilles, capables d'attirer la gauche non collectiviste. Nous allons être l'objet de sollicitations. Il importe donc que nos positions soient dépourvues de toute ambiguïté à l'interieur de l'union de la gauche ».

M. Bredin a appelé ensuite ses amis « à ne pas se considérer comme faisant partie d'un mouvement colonisé par la parti socialiste, à ne pas faire montre d'agressivité à l'égard de celui-ci ».

Mettant en garde contre la démagogie, M. Bredin a souligné : « On ne peut lutter contre l'inflation par les nationalisations qui ont un autre objectif. Il n'est pas sérieux non plus de laisser croire aux Français qu'on réduira l'inflation sans haïsser, une réduction de la croissance du pouvoir d'achat. Il n'est pas sérieux de faire croire, non plus, que la gauche pourra en 1978 tenir toutes les promesses du programme commun de gouvernement, élaboré en 1972, c'est-à-dire à une période où le taux de croissance était de 6 %, et celui de l'inflation de 6 à 7 %. Le chemin de notre audiance dans le pays est celui du sérieux, de la vérité et de la rigueur ».

#### M. FABRE : le chef de l'Etat descend dans l'arène

M. Michel Crépeau, député, vice-président du M.R.G., a pour sa part défini la position de sa formation dans les négociations pré-électorales. Il a déclaré : « Le M.R.G. sera un partenaire loyal, mais il ne se satisfera pas de « trappistes » et ne servira pas de « faubourg ». Nous ne ferons pas montre d'ambitions excessives, mais nous voulons être considérés comme des partenaires à part entière ».

Enfin, M. Robert Fabre a déclaré, à l'issue des travaux : « Valéry Giscard d'Estaing se retrouve chef de parti partant en guerre contre ce qu'il appelle la collectivité. Nous sommes donc entrés en pleine campagne électorale, et ce d'une façon permanente : après Jacques Chirac, c'est le chef de l'Etat qui descend dans l'arène ».

#### M. Mitterrand : que la droite au pouvoir achève de démontrer son incapacité à maîtriser la crise

M. François Mitterrand, interrogé par l'hebdomadaire *Paris-Match*, numéro daté du 30 octobre, a notamment déclaré sur les sujets suivants :

L'ALTERNANCE : « On nous dit : « L'intérêt national » mais nous, nous avons la conviction que l'intérêt national est qu'il s'en aillent. » Le premier secrétaire national du P. S. ajoute toutefois : « Il est sûr que la droite au pouvoir achève de démontrer son incapacité à maîtriser la crise. Il est sûr que la démocratie fonctionne selon les règles qu'elle s'est elle-même données. Il y aura d'ici là des élections législatives partielles, sept en novembre, des élections municipales, des élections sénatoriales : notre pays aura donc plusieurs fois l'occasion de marquer son désaveu à ceux qui le gouvernent. Et, à l'heure dite, en 1978, de les renvoyer. Ainsi, tout sera clair et les responsabilités de chacun fixées. C'est cela l'alternance. »

LE « GROUPE CENTRAL » : « Les institutions, le mode d'élection du président, le mode de scrutin, majoritaire à deux tours, les intérêts profonds des couches sociales qui composent le pays, toutes ces causes additionnées nous font non pas la coupe de la France en deux, expression polémique que l'on peut éviter, mais la constitution de deux blocs rivaux appelés à s'équilibrer et à se succéder aux commandes. Dans une démocratie vivante et solide, cela n'a rien de scandaleux. La formule de Valéry Giscard d'Estaing sur le centre et les ailes me rappelle celle d'Edouard Laugier, qui, entre les deux guerres, parlait de l'omélette dont il fallait couper les deux bouts pour gouverner la France. »

#### M. BARRE : les modalités de l'alternance ne vont pas sans problème

M. Raymond Barre, interrogé lundi 15 octobre au micro d'Europe 1, a notamment déclaré à propos de l'alternance : « Je crois que dans tout pays démocratique on doit souhaiter l'alternance, encore faut-il savoir quelles sont les conditions de l'alternance, et je crois que le président de la République s'est expliqué très clairement sur ce point dans son livre. Le problème est un peu plus complexe, mais il est vrai que les modalités de l'alternance telles qu'on peut les envisager ne me paraissent pas aller sans problème pour la France. »

● M. Michel Rocard, membre du secrétariat du parti socialiste, a déclaré samedi 23 octobre, à Châtelleraux : « L'inflation est une maladie grave. Pour détruire un microbe rongeur l'organisme, M. Barre propose l'aspirine qui atténue la fièvre. (...) La taze sur les voitures fait d'ignorer, et le croit que le président de la République s'est expliqué très clairement sur ce point dans son livre. Le problème est un peu plus complexe, mais il est vrai que les modalités de l'alternance telles qu'on peut les envisager ne me paraissent pas aller sans problème pour la France. »

● M. Jean Lecanuet, président du Centre des démocrates sociaux, ministre du plan et de l'aménagement du territoire, a affirmé, dimanche 24 octobre, au micro d'Antenne 2, à propos des déclarations de M. Giscard d'Estaing sur la préparation des élections législatives (le Monde du 23 octobre) : « Le président de la République a simplement annoncé que, l'échéance venue, en 1978, il ne serait pas passif, mais qu'il déclarerait le choix des Français. Je trouve qu'il est là tout à fait dans son rôle, dans sa mission, qu'il en a même le devoir. » M. Lecanuet a estimé d'autre part que le programme commun de la gauche, rédigé avant la hausse des prix du pétrole et des matières premières, est « démodé, sclérosé, et même pétrié ».

● M. Jean Chélin, membre du secrétariat national du Centre des démocrates sociaux, a déclaré samedi 23 octobre, à Toulon : « Le plan Barre ne représente qu'un effort minimum. L'austérité sera indispensable durant plusieurs années pour relancer l'économie française. »

● ERRATUM. — M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, a déclaré devant le Comité de l'opinion que « le programme commun de la gauche est le plus grand diffuseur commun », et non « le plus grand diffuseur commun », comme une erreur de transmission nous l'a fait écrire dans le Monde du 24-25 octobre.

#### ANCIENS COMBATTANTS

● L'Association républicaine des anciens combattants (ARAC) a tenu, les 23 et 24 octobre, une conférence nationale à Clermont-Ferrand, au cours de laquelle a été adoptée une motion s'opposant « à toutes les manœuvres et propositions de réhabilitation et de transfert à Douaumont » de Philippe Pétain.

Une autre résolution demande « le juste châtiment de tous les criminels de guerre, dont Toulvier, Doenitz et Barbie ».

## Où qu'il aille l'homme N°1 a une voiture qui l'attend.

Vérifiez-le en adhérant au Hertz N°1 Club.



TELEPHONEZ, SIGNEZ ET PRENEZ LE VOLANT.

Quand vous êtes membre du Hertz N°1 Club\* il y a toujours une voiture à votre disposition, quand vous le voulez, à votre arrivée à n'importe quel comptoir Hertz d'Europe ou d'Amérique du Nord.

Tout ce que vous avez à faire, c'est d'appeler avant de partir. le numéro qui se trouve en bas de cette page, votre Agence Hertz la plus proche ou votre Agent de Voyages. Arrivé à destination, vous n'avez qu'à montrer votre permis de conduire, votre carte de crédit, signer... et prendre le volant.

Pas d'attente. Pas de contrat de location à remplir. Nous l'avons déjà établi pour vous d'après votre fiche d'inscription au Club.

La voiture qui vous attend est une Ford Granada ou tout autre grande marque. Fin prête, entièrement contrôlée, nettoyée et vidangée, elle fera en douceur autant de kilomètres que vous voudrez.

Si cela paraît simple, c'est parce que c'est simple. C'est pourquoi depuis les trois dernières années, dans le monde entier, plus d'un million et demi d'hommes d'affaires ont adhéré au Hertz N°1 Club.

Pas de recommandation spéciale. Pas de cotisation. Et le plus important de tout, pas d'attente. Alors n'attendez pas plus longtemps.

Demandez dès maintenant votre formulaire d'inscription à n'importe quel comptoir Hertz.

Ou, la prochaine fois que vous louerez une voiture Hertz, demandez votre inscription. Elle se fera ensuite automatiquement. \* en Allemagne, Hertz VIP Club.



**Hertz N°1 Club.**  
**788.51.51**

TELEPHONEZ, SIGNEZ ET PRENEZ LE VOLANT.

TED BATES



Du tac au tac

REPONSE A « DEMOCRATIE FRANÇAISE » DE GISCARD


**CRITIQUE COMMUNISTE**  
 Numéro spécial N 879

• Jacques Julliard : Le point de vue de la C.F.D.T.  
 • Ernest Mandel : sur quelques problèmes de la stratégie révolutionnaire en Europe occidentale.  
 • Henri Weber : Transition au socialisme : Sur quelques points de divergence dans le débat en cours.  
 • Roman Rosdolsky : La situation révolutionnaire en Autriche en 1918 et la politique des sociaux-démocrates.

En vente à la Librairie Rouge, les Maisons de la Presse, 15, F, vos commandes à M. Mathurin, 10, imp. Guéméné, Paris IV.

## POLITIQUE

# Les trois Gavroche

par MICHEL TOURNIER

En dédiant son essai sur la « Démocratie française » à Marianne et à Gavroche, V. Giscard d'Estaing a ramené l'attention sur l'un des personnages de Victor Hugo non seulement les plus populaires, mais aussi les plus chargés de significations symboliques. Car Gavroche n'est pas seulement, comme disent les chansons, « un gamin de Paris » ou « une petite gueule bien sympathique », c'est aussi une manière de drapeau et l'incarnation d'une certaine philosophie.

Il convient d'abord de le replacer dans le contexte des « Misérables ». Le roman date de 1862. L'événement historique déjà lointain dont le personnage de Gavroche est inséparable, c'est la barricade de la rue Saint-Denis lors de l'insurrection de juin 1832. A ces deux dates il convient d'en ajouter une troisième, 1831. C'est en effet au Salon de cette année-là que Delacroix expose son œuvre la plus populaire « la liberté guidant le peuple » ou « la Barrière », où l'on voit à côté d'une Marianne dépeint un indiscutable Gavroche si proche du personnage de Victor Hugo qu'il paraît impossible que le romancier ne se soit pas inspiré du peintre. Delacroix s'était lui-même inspiré des Trois Glorieuses de 1830, où le rôle des enfants est historiquement attesté, comme nous allons le voir. Mais revenons d'abord aux « Misérables ».

L'originalité de Gavroche apparaît évidemment par contraste avec les idées qui avaient cours sur les enfants sous l'Ancien Régime, mais aussi par rapport à la révolution apportée par Jean-Jacques Rousseau dans ce domaine.

Gavroche, c'est d'abord l'émancipation de Paris. « Si l'on demandait à l'énorme ville : qu'est-ce que cela ? Elle répondrait : c'est mon petit. » L'Ancien Régime méprisait les enfants et attendait de la seule éducation que ces petits animaux devinssent des hommes. La réhabilitation de l'enfant a commencé avec Diderot. Elle est devenue éclatante avec Jean-Jacques Rousseau. Il est intéressant de mesurer la nouvelle étape franchie par Victor Hugo sur ce sujet. Inversant les idées de l'Ancien Régime, Jean-Jacques Rousseau fait de l'enfant un être « naturel », c'est-à-dire bon, généreux, droit, vertueux en un mot, que la société s'acharne à pervertir. Il demandait donc logiquement que son Émile soit élevé à la campagne.

Les classiques chassaient l'enfant de la société urbaine et l'enfermaient chez des nourrices puis dans des internats parce qu'il n'était pas « présentable ». Pour des raisons inverses Rousseau chasse également l'enfant de la ville. Gavroche signifie son retour en force dans la grande cité. C'est que, pour Victor

Hugo, l'enfant — Gavroche singulièrement — n'est pas seulement un être « naturel », A la vision laïque et naturaliste de Rousseau succède une vision religieuse et presque mystique. L'enfant de Victor Hugo est un ange. Il le dit bien de Cosette, qui n'a que quelques mois :

« L'enfant ouvrit les yeux, de grands yeux bleus comme ceux de sa mère, et regarda, quel ? Rien, tout, avec cet air sérieux et même sévère des petits enfants qui est un mystère de leur lumineuse innocence devant nos crépuscules de vertu. On dirait qu'ils se sentent anges et qu'ils nous, sœurs hommes. »

## L'air de Paris

Par conséquent, l'enfant de Victor Hugo — à l'opposé de celui de Jean-Jacques Rousseau — va pouvoir affronter impunément la ville, grande souilleuse d'âme. « L'enfant du pavé de Paris... coute des pipes, jure comme un damné, hante le cabaret, connaît des voleurs, tutoie des filles, parle argot, chante des chansons obscènes, et n'a rien de mauvais dans le cœur. C'est qu'il a dans le cœur une

perle, l'innocence, et les perles ne se dissolvent pas dans la boue. Tant que l'homme est enfant, Dieu veut qu'il soit innocent. »

Cette mythologie de l'enfant incorruptible va être renforcée par un autre mythe, celui de Paris, ville non corrompue. « Tous les crimes de l'homme commencent au vagabondage de l'enfant. Exceptons Paris pourtant... Tandis que dans toute autre grande ville un enfant vagabond est un homme perdu, tandis que presque partout l'enfant livré à lui-même est en quelque sorte abandonné à une immersion fatale dans les vices publics qui dévorent en lui l'honnêteté et la conscience, le gamin de Paris, insistant-y, si fruste et si entamé à la surface, est intérieurement à peu près intact. Chose magnifique à constater et qui éclaire dans la splendide probité de nos révolutions populaires, une certaine incorruptibilité résulte de l'idée qui est dans l'air de Paris, comme du sel qui est dans l'eau de l'océan. Respirer Paris, c'est conserver l'âme. »

De ces étonnantes prémisses découlent les attributs essentiels de Gavroche.

— Gavroche est sexuellement innocent ;

— Gavroche ne tue pas (le pistolier qu'il brandit provient d'un

magasin d'antiquités et n'a pas de chien).

— Gavroche est tué, tiré comme un lapin par les gardes nationaux.

Il est intéressant de citer maintenant quelques lignes d'un témoin qui — écrites à chaud après les Trois Glorieuses — mettent en pièces les trois propositions précédentes : « Les enfants, intrépides parce qu'ils ignorent le danger, ont joué un triste rôle dans les trois journées : à l'abri de leur faiblesse, ils tiraient à bout portant sur les officiers qui se seraient crus déshonorés en les repoussant. Les armes modernes mettent la mort à la disposition de la main la plus débile. Singes laids et étioles, libérés avant d'avoir le pouvoir de l'être, cruels et pervers, ces petits héros des trois journées se livraient à des assassinats avec tout l'abandon de l'innocence. Donnons garde par des louanges imprudentes de faire naître l'émulation du mal ! » Cette dernière « hortation » paraît vraiment s'adresser à Victor Hugo avec trente ans d'avance ! Ces lignes — on l'aura deviné — sont extraites des « Mémoires d'outre-tombe » de Chateaubriand. Homme de l'Ancien Régime — sur ce point au moins —, Chateaubriand ne croit ni à l'incorruptibilité de l'enfant, ni à la vertu non corrompue de l'air de Paris. Pour lui, l'enfant est naturellement vicieux, sexuellement pervers et à l'occasion assassin.

## L'enfant freudien

A ces deux thèses opposées est venue se superposer une synthèse qui les réunit et les dépasse. On peut prendre l'année 1885 comme date symbolique de ce troisième stade. 1885, c'est la mort de Victor Hugo. C'est aussi l'arrivée à Paris d'un jeune Privatdozent de neurologie provenant de Vienne. Sigmund Freud vient suivre l'enseignement de Charcot à la Salpêtrière. Or les thèses de Freud concernant l'enfant font scandale dans l'atmosphère créée par la mythologie romantique. Sous l'Ancien Régime elles auraient été reçues sans surprise. Car, par-delà Victor Hugo, c'est bien d'un retour à Chateaubriand qu'il s'agit. Non, l'enfant n'est pas l'être naturellement bon de Rousseau et encore moins l'ange incorruptible de Victor Hugo. C'est un pervers polymorphe, un nœud de pulsions libidinales qui sont difficilement canalisées et sublimées par la société. L'enfant a une sexualité, et elle ne se distingue de celle de l'adulte que par son caractère plus fruste, moins policé. Voilà une proposition qui a dû faire se retourner le vieil Hugo dans sa tombe !

Est-ce à dire que Freud revient tout bonnement à l'Ancien Régime ? Non, car il conserve des idées romantiques le soul de la « fragilité » de l'enfant. Pour l'homme de l'Ancien Régime, l'enfant, avec son âme bestiale et sa sensibilité atrophiée, pouvait subir n'importe quelle épreuve, voir n'importe quel spectacle, affronter n'importe quelle épreuve. Seul l'adulte, grâce à ses nerfs affaiblis par l'éducation, était vulnérable. On retrouve des vestiges de cette thèse aujourd'hui encore chez certains chirurgiens qui en prennent prétexte pour se livrer à des interventions sans anesthésie sur les enfants. Du romantisme, la psychanalyse garde l'idée de la délicatesse de l'enfant. Pour monstrueux qu'il soit, le petit d'homme doit être traité avec des égards, car des traumatismes peuvent l'estroper psychologiquement de façon grave et définitive. De là, aujourd'hui — notamment aux U.S.A. — le grand souci de certains parents de ne pas « donner de complexes » à leurs enfants.

Mais la psychanalyse se rapproche en profondeur du romantisme par une autre voie. Après nous avoir décrit les névroses comme l'impissance d'un adulte à s'arracher à un stade d'évolution infantile — voire même comme une régression à un stade qui avait été dépassé — elle en vient tout naturellement à présenter l'enfance comme l'âge de l'épanouissement naif et heureux de toutes les pulsions vitales, comme l'âge par excellence du non-refoulement. Et alors que l'infantilisme des névrosés et des pervers apparaît tout d'abord comme un travers ridicule et un peu répugnant, voici que de plus en plus on a vu se désirer une certaine compréhension proche de la complicité à leur égard chez certains psychanalystes, cependant que l'enfance redevient l'âge du paradis perdu. Parfois perdu assez particulier et qui aurait éprouvé aussi bien Victor Hugo que Chateaubriand avec ses joies oro-sadico-anales ; mais parfois tout de même et assez lyriquement célébré par toute une littérature moderne d'inspiration viscérale allant de Henry Miller à Patrick Grainville.

## Carte American Express.

### En voyage, elle vous protège de l'imprévu.



Il peut vous arriver de changer de programme. Ou d'être à court d'argent liquide. La Carte American Express est utilisable en France et à l'étranger, et sans plafond limitatif. Elle peut vous simplifier la vie dans de nombreuses situations :

Elle loue les voitures sans caution.

Dans toutes les grandes sociétés de location de voitures. N'importe où. N'importe quand. Sans avoir besoin d'argent liquide. Signez la note, c'est tout.

Elle est acceptée par les compagnies aériennes.

Sur les grandes lignes internationales quelle que soit votre destination.

Elle règle l'hôtel et le restaurant. Elle est acceptée sans plafond limitatif dans des milliers de restaurants et hôtels à travers le monde. Quelle que soit leur catégorie.

Elle règle vos achats à travers le monde.

Elle vous ouvre un compte illimité dans des milliers de boutiques et grands magasins. Choisissez et signez.

Elle vous protège contre le vol.

Si vous perdez la Carte, prévenez le bureau American Express le plus proche. Vous êtes couvert contre toute utilisation frauduleuse. Et la Carte vous est remplacée gratuitement.

La cotisation annuelle est de 100 francs

Toutes vos opérations sont enregistrées gratuitement. Vous recevez chaque mois un relevé détaillé de vos dépenses. Le tout, payable en francs français.

## Demandez-la.

San 949 930 0564

Prêtez de ne rien écrire ci-dessus. Partie réservée à American Express International Banking Corporation.

**Compte personnel.** Écrire en majuscules ou en frappe machine.

M. Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_ Date de naissance \_\_\_\_\_

Mme Adresse \_\_\_\_\_

Mlle Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Numéro de téléphone \_\_\_\_\_

Adresse précédente, si vous résidez depuis moins de trois ans à votre domicile actuel.

Nombre de personnes à charge \_\_\_\_\_

Nom de votre banque \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_ Numéro de votre compte \_\_\_\_\_

Nom de votre employeur \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_

Activité de l'entreprise \_\_\_\_\_

Ancienneté \_\_\_\_\_ Titre \_\_\_\_\_ Salaire annuel \_\_\_\_\_

Si votre salaire annuel est inférieur à 50.000 F, indiquez le montant des autres revenus.

Nom et adresse de votre précédent employeur (si vous avez changé depuis 3 ans)

Avez-vous déjà demandé la Carte American Express ? ☐ en avez-vous une ? ☐ en avez-vous possédée une ? ☐

si oui, indiquez son n° \_\_\_\_\_ Vous désirez recevoir votre relevé mensuel à votre domicile ☐ votre bureau ☐

Je garantis l'exactitude des renseignements donnés ci-dessus et j'autorise American Express à obtenir de mon employeur, de ma banque ou de toute autre source de son choix, tous renseignements nécessaires. Il est expressément précisé que la Carte American Express est régie par des conditions générales afférentes à son utilisation. Un exemplaire de ces conditions générales sera joint à la Carte lors de sa délivrance, ou peut être communiqué au préalable sur demande. (mention manuscrite obligatoire "lu et approuvé")

Signature \_\_\_\_\_ Date \_\_\_\_\_

Pour les Cartes émises en France la cotisation annuelle est de 100 F. Ne nous envoyez pas la cotisation, elle fera l'objet de votre première facturation.

Ne rien écrire ci-dessus. Partie réservée à American Express

A retourner à : American Express International Banking Corporation - B.P. 142 - 92505 Rueil-Malmaison - France.

150



Journal de 1976

# POLITIQUE

## M. Giscard d'Estaing va proposer des mesures permettant la protection des petits patrimoines

M. Valéry Giscard d'Estaing a répondu une heure durant, le lundi 25 octobre, au micro de R.T.T. aux questions des auditeurs. Le président de la République a contesté le fait que son ouvrage *Démocratie française* soit l'objet d'une intense campagne de promotion à travers les organes de presse. Il a estimé que le succès exceptionnel des ventes a constitué un événement dont il est normal que la presse rende compte. M. Giscard d'Estaing a précisé que les ventes de son livre ont atteint 850 000 exemplaires, et que le tirage global atteindra, mardi 26 octobre, 1 300 000 exemplaires.

Le chef de l'Etat a été ensuite amené à traiter divers sujets :  
● **LES NATIONALISATIONS.** — M. Giscard d'Estaing a noté que dans les pays où l'économie est largement nationalisée « le pouvoir économique est centralisé ». « La nationalisation conduit à une concentration du pouvoir. Et toute concentration du pouvoir, à mon avis, doit être écartée par une société pluraliste, qui veut rester pluraliste et garantir la liberté de ses membres. Il est important de maintenir le pluralisme et il faut le faire en maintenant des situations de concurrence et donc en luttant contre les ententes ou les situations de monopole. Je dis dans mon livre que le gouvernement, d'ailleurs, aura l'occasion, au cours des prochaines semaines, de faire apparaître sa volonté à cet égard ».

● **LA JUSTICE SOCIALE.** — « Vous avez bien vu ce qui s'est passé au moment du débat sur les plus-values. Au lieu d'obtenir le large soutien que j'aurais souhaité, et qui était tout simplement le bon sens et la justice, tout le monde s'est dispersé en citant des cas particuliers. Finalement je considère, franchement et honnêtement, que les seuls élus qui peuvent parler avec authenticité du progrès de la justice en France sont ceux qui ont voté au printemps dernier, comme dans tous les pays modernes, l'imposition des plus-values en capital ».

● **LA JEUNESSE.** — « Je crois que ce dont les Français ont le plus besoin à l'heure actuelle, c'est d'une perspective. C'est ce qui manque, à mon avis, à la jeunesse, et d'ailleurs c'est ce qui explique que dans la jeunesse, à l'heure actuelle, je le note, il y a deux grands mouvements en nombre : le mouvement de la jeunesse communiste et le mouvement de la jeunesse qui me soutient ».

« Ce sont les deux seuls, il n'y en a pas d'autre, parce que ce sont sans doute les deux endroits où il y a une perspective ».

**Eviter le « cimetière de béton »**

● **L'ENVIRONNEMENT.** — « Il faut que les Français se mobilisent pour éviter que la France ne se transforme en cimetière de béton ».

● **LES PETITS PATRIMOINES.** — « Nous devons créer une institution permettant la protection des petits patrimoines, et j'ai une idée tout à fait précise en tête. Naturellement, c'est un gouvernement qu'il appartiendra de la mettre en œuvre, mais je compte, d'ici à la fin de l'année, adresser au premier ministre d'une manière publique pour lui indiquer la manière dont, à mon sentiment, le gouvernement devrait étudier un système de mesures permettant la protection des petits patrimoines. C'est-à-dire qu'il faut ne viser que les petits patrimoines. Un système d'indemnisation généralisée conduit à l'accélération de l'inflation, et donc ne protège personne ».

● **L'AGE DE LA RETRAITE.** — « Le projet qui est retenu, dans son principe, par le gouvernement, c'est d'aller vers une retraite à la carte qui tienne compte de la diversité des situations et des efforts, mais qui respecte une certaine liberté de choix ».

● **LES FEMMES.** — « J'ai vu à ce que, au conseil des ministres, quel que soit le sujet traité, il y ait toujours au moins deux femmes présentes. Et même lorsque le sujet ne l'implique pas, je les fais venir ».

● **LES CADRES.** — « Dans la société française telle que je la décris, la fonction de l'encadrement est une fonction essentielle, parce que c'est une société de responsabilité. La société telle qu'elle est, il ne faut pas s'y tromper, c'est la mort des cadres. Il y a une somme de quelques cadres supérieurs, qui sont d'ailleurs des cadres politiquement supérieurs, et pour le reste, ces cadres politiques supérieurs s'occupent de tout. Il n'y a plus de responsabilité. Or, la fonction de cadre, qu'est-ce que c'est ? C'est l'exercice d'une responsabilité, qui n'est pas la responsabilité suprême, mais qui se traduit par la possibilité de faire prendre un certain nombre de décisions, de prendre un certain nombre de décisions concertées. Et la société démocratique française étant une société de responsabilité est une société qui fera une large place aux cadres ».

● **L'ALTERNANCE.** — « Je dis toujours la même chose, qui est très simple, et qui est la seule chose qu'un chef d'Etat démocratique doit dire : 1) Il sera évidemment tenu compte de l'expression démocratique des suffrages des Français ; 2) Il en sera tenu compte dans le cadre de notre Constitution ».

● **LA MAJORITE.** — « Je ne crois pas qu'il existe une ancienne et une nouvelle majorité (...). Je n'ai pas cherché, comme on le croit, à séduire les uns en abandonnant les autres, étrange calcul. Je suis parti d'une idée directrice fondamentale et dont l'expérience me conduit à penser qu'elle est juste. C'est que la société française a à la fois le besoin et le désir d'écouter (...). Si je m'étais contenté de faire une politique immobiliste, croyez-moi, les Français se retourneraient tout à coup conduits à porter un jugement sur moi : un bon, pendant quatre ans, à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, la politique qui conduisait à la France était une politique d'immobilisme, qu'il fallait rien proposer, ne rien entreprendre, et croyez-moi que c'est sur un thème de cette nature ».

qu'on aurait rassemblé une majorité ? Je n'en crois pas un mot.

« Par contre, ce qui est vrai, c'est que lorsque l'on connaît un changement, la période du changement elle-même est une période difficile et donc toute adaptation hérisse un certain nombre d'habitudes de pensée, de préjugés, voire même d'intérêts. Mais ensuite, une fois que le changement est accompli, chacun retient le bien-être qu'il a pu apporter ».

« Et en réalité si à l'heure actuelle nous n'avions pas eu depuis deux ans deux difficultés objectives, la première difficulté objective, c'est la crise mondiale. Cette crise mondiale qui fait que dans les pays voisins, à directions politiques variées, comme mettons, à l'heure actuelle, la Grande-Bretagne ou l'Italie, les pays occidentaux. Si nous n'avions pas eu cette première difficulté, et cette année, en 1976, la sécheresse dont on ne parle plus, mais dont on nous a expliqués au printemps que c'était la ruine d'un secteur essentiel de l'activité française, eh bien je crois que la société française aurait fort bien accepté et subi et approuvé le changement. Mais il est certain que l'addition, à la fois de difficultés objectives et de la difficulté inhérente à toute réforme, a pu causer ou causer ici ou là un sentiment d'insatisfaction ou de malaise. Mais j'en reviens à mon raisonnement fondamental : l'immobilisme n'est pas la réponse aux problèmes de la société française de 1976 et je suis sûr que les Français le savent ».

### CRIS ET C.R.S.

Dans nos éditions du 22 octobre, l'article de notre envoyé spécial à la Réunion, Thomas Pétrel, se terminait par ce jugement sur la première journée du voyage de M. Giscard d'Estaing : « Il y avait peut-être un peu trop de cris et de barrières métalliques, un peu trop d'organisation aussi, mais ce fut une belle soirée ».

Ces « cris » ont une histoire. Dans le télé-écho envoyé de la Réunion de Saint-Denis, on lisait ceci (les téléscripteurs écrivent en lettres capitales) : « IL Y AVAIT PEUT-ETRE UN PEU TROP DE C.R.S., UN PEU TROP DE BARRIERES METALLIQUES, UN PEU TROP DE... », etc. Suivaient la signature de notre collaborateur et l'adresse : « ATTENTION, BIEN LIRE : UN PEU TROP DE « CRIS », ET NON C.R.S. ». A Paris, à la lecture de ce texte, certains rédacteurs s'émouvirent de la soudaine sensibilité au bruit de leur collègue. Ils remarquèrent surtout que celui-ci avait en raison d'ajouter le correctif, car il ne s'agissait pas de remplacer les « C.R.S. » initiaux par des « cris ».

Seulement voilà : notre envoyé spécial avait bel et bien écrit « C.R.S. » dans la copie qu'il avait remise à l'opérateur télé à Saint-Denis. Et il n'avait ajouté aucune correction après sa signature.

Qui donc a bien pu prendre la responsabilité de cette transposition d'agents de la force publique en vibrations sonores ?

### DEUX ELECTIONS CANTONALES...

**DOROGNE** : canton de Saint-Cyprien (2<sup>e</sup> tour) :  
Inscr., 4 859 ; vot., 3 583 ; suffr. expr., 3 461 ; MM. Pierre Merhiot, P.R., 1 979 voix, E.L.U., Jacques Bonneton, sans étiqu., 1 482.  
[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Ladagnan, maire de Saint-Cyprien, rad. de g., décédé le 30 juillet dernier. Seul candidat]

au second tour des élections cantonales dans ce département, Jean Ladagnan avait été réélu avec 2 334 suffrages. Les résultats du premier tour de cette élection partielle ont été les suivants : Inscr., 4 859 ; vot., 3 583 ; suffr. expr., 3 461 ; MM. Pierre Merhiot, P.R., 1 979 voix, E.L.U., Jacques Bonneton, sans étiqu., 1 482.  
[Il s'agissait de pourvoir au remplacement d'Albert Bay (centre g.), récemment décédé, qui avait été réélu conseiller général au premier tour des élections cantonales de mars dernier avec 1 979 voix contre 800 à M. Tranchant, P.C., et 678 à M. Escoffier, P.S. Il y avait eu 2 446 suffrages exprimés et 3 510 votants sur 4 438 inscrits.]

**SAVOIE** : canton de La Rochette (2<sup>e</sup> tour) :  
Inscr., 4 420 ; vot., 3 435 ; suffr. expr., 3 325 ; MM. Michel Lozachmeur, maire de La Rochette, mai. prés., 1 761 voix, E.L.U., André Thénier, P.C., 1 564.  
[Il s'agissait de pourvoir au remplacement d'Albert Bay (centre g.), récemment décédé, qui avait été réélu conseiller général au premier tour des élections cantonales de mars dernier avec 1 979 voix contre 800 à M. Tranchant, P.C., et 678 à M. Escoffier, P.S. Il y avait eu 2 446 suffrages exprimés et 3 510 votants sur 4 438 inscrits.]

Le premier tour de cette élection partielle avait donné les résultats suivants : Inscr., 4 420 ; vot., 3 325 ; suffr. expr., 3 154 ; MM. Lozachmeur, mai. prés., 1 481 voix, E.L.U., Thénier, P.C., 1 564 ; Vincent Dijon, P.S., 745 ; Gaston Hochet, Front national, 45 ; Julien Troillet, sans étiqu., 2.  
Au premier tour, le total des voix obtenues par les deux candidats de gauche était de 1 610, soit 51,6 % des suffrages exprimés ; au second tour, le candidat communiste n'a recueilli que 1 564 voix, soit 47,0 % des suffrages exprimés.]

### ... ET UNE « MUNICIPALE »

**AIN** : Divonne-les-Bains (2<sup>e</sup> tour) :  
Inscr., 2 480 ; vot., 1 371 ; suffr. expr., 1 348 ; MM. Dominique Coppolani, sans étiqu., 503 voix, E.L.U., Jean Deland, sans étiqu., 447 ; Pierre Raspier, sans étiqu., 340 ; Michel Faugat, P.C., 57.  
[Il s'agissait de compléter le conseil municipal à la suite du décès du maire, Marcel Anthonion, député (R.I.), dont la liste avait été élue en mars 1971.]

Au premier tour, sur 2 480 inscrits, 1 313 votants et 1 259 suffrages exprimés, M. Deland était arrivé tête avec 585 voix contre 512 à M. Coppolani, 273 à M. Raspier, 144 à M. André Sage, centre g. fav. à la mai., 120 à M. André Bourron, sans étiqu., et 2 à M. Michel Faugat, P.C. Ce dernier s'était excusé après le premier tour du retard apporté dans l'envoi de ses circulaires et de ses bulletins, qui a empêché les électeurs qui lui étaient favorables de s'exprimer. Lors du dépouillement, cinquante enveloppes vides avaient été comptabilisées.]

(PUBLICITE)

## S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

### L'EXPERIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cas de chevelure en cours de leur carrière. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu menacé.

### DES SYMPTOMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu irritable, des taches, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'altération de votre système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

### DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétique moderne ne se contente pas de traiter les symptômes, elle agit sur la cause. Les produits hygiéniques traitent le cuir chevelu et favorisent ainsi la croissance naturelle du cheveu.

### LA DIFFERENCE



Capitales d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement à suivre. Des traitements sont réservés pour les clients habitant en banlieue ou en province. L'INSTITUT EUROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi, de 11 h. à 20 h., et le samedi, de 10 h. à 17 h.

### EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES

4, rue de Castiglione  
Paris (1<sup>er</sup>) - Tél. 260-38-84

LYON : 16, rue Faidherbe, Tél. 51-34-15  
BORDEAUX : 34, place Gambetta, Tél. 49-00-34  
TOULOUSE : 42, rue de la Pomme, Tél. 22-29-94

### AU RASSEMBLEMENT DU MOUVEMENT DES DEMOCRATES

## M. Jobert : à la confusion, nous opposerons notre opiniâtreté

De notre correspondant

Marseille. — Durant deux jours, les 23 et 24 octobre, quelques centaines de délégués venus de toutes les régions de France — auxquels s'étaient joints les observateurs du parti socialiste et du mouvement des radicaux de gauche — ont participé, à Marseille, aux deuxièmes assemblées du Mouvement des démocrates ; fondé et présidé par M. Michel Jobert. L'ancien ministre des affaires étrangères, avait été reçu en 1976 à l'hôtel de ville par M. Gaston Defferre, maire socialiste de Marseille. Sur un éventuel rapprochement entre son mouvement et le parti socialiste, M. Michel Jobert a indiqué, à l'issue de cette visite : « Nous sommes adultes dans notre analyse politique et nous pouvons aller où nous voulons. Bien sûr, lors des prochaines élections municipales le Mouvement des démocrates s'efforcera partout où cela sera possible de constituer des listes homogènes, mais le cas échéant, et si cela est de notre intérêt, nous pourrions entrer en conversation avec l'un ou l'autre des autres. Une chose est certaine : nous resterons nous-mêmes ». M. Jobert n'a pas non plus rejeté l'éventualité que des membres de son mouvement figurent sur des listes d'union de la gauche comprenant des candidats du parti communiste.

Interrogé sur les récentes déclarations du président de la République pronostiquant une victoire de la majorité en 1980, M. Michel Jobert a joué l'ironie : « Cette fièvre parle à l'instinct de la République française, nous ne sommes pas des hommes de la République, nous sommes des hommes de la France ».

Devant les délégués réunis au Palais des congrès de Marseille où une Marianne capotée et bondissante accueillait les congressistes en jouant à saute-mouton au-dessus d'un crâne célèbre en proclamant : « La France préfère ce petit livre bleu » (il s'agit des idées simples de la vie, de Michel Jobert), le fondateur du Mouvement des démocrates a réservé ses remarques les plus acerbes aux hommes actuellement au pouvoir : « Depuis six mois, dit-il, nous ne voyons s'agiter que des nains politiques, quelle que soit leur ».

stature, incapables d'analyser le monde et ses dangers, incapables de déterminer une action et de s'y tenir, incapables d'une volonté pour affirmer la présence de la France et assurer sa sauvegarde ».

« Désormais le temps n'est plus pour nous à l'observation, à la mise en garde, à la critique. Tout ce que nous avons dit depuis plus de deux ans dans l'ordre politique, militaire, international, et même l'ordre économique, voulait être un avertissement salutaire. Aujourd'hui à quel bon ? Nous avons fait le tour de ces choix néfastes, des attitudes incertaines et improvisées. Nous avons mesuré l'absence de résolution. En vain... A la confusion nous opposerons notre opiniâtreté, nous conduirons nos forces, nous tracerons le chemin de l'effort... ».

« Plus que jamais ailleurs », proclamait un slogan. Et M. Michel Jobert a dit à la tribune : « Il faut bien que quelqu'un garde la tête froide pour tenter de recueillir les morceaux menaçants quand, avec leurs yeux, les partis traditionnels auront tout cassé ».

Le Mouvement des démocrates s'apprête donc à connaître sa traversée du désert et s'efforce de l'aborder avec sérénité. « Si un jour l'heure sonnerait, il faudrait être prêt. Nous ne montons pas dans le train des autres en marche », a affirmé M. Jobert, le nôtre est petit, mais de plus en plus de wagons s'y accrochent. « Les travaux ont donné lieu à des votes de motions concernant notamment le retrait de l'alliance atlantique, la remise en cause du système fiscal et l'instauration d'un impôt sur la fortune, ainsi que des propositions concernant la famille, l'éducation et la santé ».

La création d'un conseil national du Mouvement des démocrates a été décidée pour le 1<sup>er</sup> janvier 1977. Il restera en place jusqu'au troisième rassemblement et sera constitué de vingt-cinq délégués, choisis par M. Michel Jobert, parmi les candidats élus par les comités départementaux ou régionaux, cela avant le 10 décembre 1976, comités auxquels s'ajoutaient cinq personnes désignées par M. Jobert. — J. G.



## CABINES TELEPHONIQUES insonorisées

12 MODELES — BON A DECOUPER —

DISTRIBUTEUR

### CIMI

28, rue Saint-Hippolyte  
75006 Paris  
051.64.62 et 051.64.63

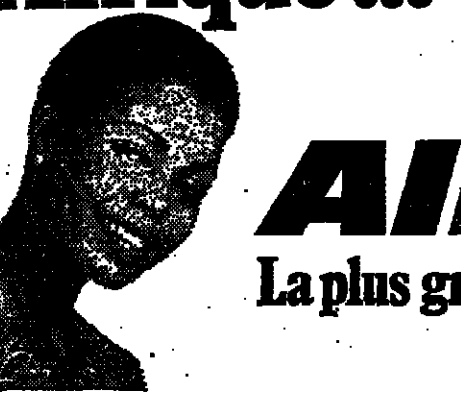
Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_  
Desire recevoir gratuitement le catalogue

=====CIMI=====

## Vers 15 pays d'Afrique...

Depuis Paris, Lyon, Marseille, Nice, Bordeaux.

Chaque jour, les DC 8 et DC 10 d'Air Afrique s'envolent vers l'Afrique Noire. A travers l'Afrique, les avions d'Air Afrique permettent aux hommes d'affaires de prévoir leur voyage d'une capitale vers l'autre, selon leurs besoins. Demandez à votre agent de voyages habituel. Il connaît bien l'Afrique Noire. Il vous indiquera les horaires qui vous conviennent le mieux.



# AIR AFRIQUE

La plus grande fréquence de vols vers et à travers l'Afrique.



# La région parisienne

## S'installer chez les autres

**Q**U'EST-CE qu'un squatter ? C'est une personne occupant un logement ou une maison « sans droit ni titre », répond la préfecture de police. Définition officielle trop vague, car, dès qu'une procédure d'expulsion est engagée contre un locataire ou un propriétaire, celui-ci se retrouve à un moment ou à un autre « sans droit ni titre ». Est-ce pour cela un squatter ? Bien évidemment, non.

« Les squatters, finalement », précise M. Jean Confida, sous-directeur des services administratifs de la préfecture de police, sont des gens qui s'introduisent dans un logement par effraction avec violation de domicile.

En 1975, un certain nombre de squatters parisiens se trouvent dans les quartiers où de grandes opérations de rénovation ont été engagées. Les occupants neufs innocents constituent, en effet, des refuges convoités.

Mais le haut lieu d'accueil pour ces locataires « sauvages et sans bagages » est le quatorzième arrondissement, le long du tracé de la future voie rapide Vanves-Montparnasse.

Combien sont-ils aujourd'hui dans la capitale ? « Très difficile à chiffrer, précise encore M. Confida, car nous ne connaissons ces gens que lorsqu'il y a plainte d'un propriétaire et après décision de justice. Expulsés, rien ne les empêche d'aller vivre chez des amis de même condition qu'eux et ignorés des services de police. » En 1975, la police a procédé à 4 481 expulsions à Paris. Sur ce nombre, 567 concernaient « des occupants de logements sans titre », 84 de moins qu'en 1974.

## Bienveillance à l'anglaise

« **S**QUATTER » est un mot anglais. Il signifie une « personne accroupie », et cette façon de résoudre provisoirement la crise du logement est bien connue outre-Manche. Depuis dix ans déjà, des mouvements plus ou moins radicaux d'habitants ont utilisé ce moyen de protestation dans les quartiers populaires de Londres et des grandes villes. Certains ont même occupé momentanément une tour de bureaux, la « Center Point », à Londres, restée vide des années après sa construction. Selon une étude de Gleni Scudo, publiée dans la dernière édition de la revue *Autrement* consacrée aux luttes urbaines, l'histoire des squatters anglais a connu, depuis dix ans, plusieurs phases plus ou moins actives, suivant que les vaincus ou les conservateurs étaient au pouvoir.

Un projet de loi élaboré récemment par le groupe conservateur de la Chambre des communes, le *New Trespass Criminal Act*, rendrait, s'il était adopté, les occupations illégales, car elles ne sont pas, en effet, considérées comme

des délits, à condition qu'elles soient justifiées par un état de nécessité et qu'elles se résolvant sans effraction. Pour obtenir du tribunal une injonction d'expulsion, le propriétaire de l'immeuble doit entamer, selon Gleni Scudo, une longue et coûteuse procédure. D'ailleurs, les occupations de logements vides par les squatters se sont multipliées en Grande-Bretagne, sous l'œil bienveillant des municipalités, qui y voyaient un moyen de résoudre la question des mal-logés. A Londres, les associations de squatters ont même négocié avec les autorités la durée et les modalités des occupations, notamment dans les immeubles promis à la démolition. Le jour où l'immeuble doit vraiment être démolé, les squatters s'en vont dans un autre logement condamné. Entre-temps, certains ont payé le gaz et l'électricité, et ils ont souvent réparé et amélioré le logement. Do it yourself... — M. Ch.

\* Autrement, n° 8, septembre 1976. 30 F. Vente en librairie. Abonnement : 4 numéros, 100 F, 120 boulevard Saint-Germain, 75280 Paris Cedex 06.

## SANS DROIT NI TITRE : LES SQUATTERS

A LA CITÉ FLEURIE

### Les ateliers de la providence

**S**UR les vingt-neuf ateliers de la Cité fleurie, située boulevard Arago, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement, neuf sont occupés par des squatters : des peintres et des sculpteurs qui, il y a deux ans, répondant à l'appel du Syndicat des sculpteurs, ont occupé, avec amis et familles, ces ateliers d'artistes vides et abandonnés.

L'un d'entre eux, M. Ramiglo Dallaville, enseignant aux Beaux-Arts et peintre, explique : « Je n'avais pas d'atelier, sinon à 20 kilomètres de la capitale. Il y a un an, je me suis installé dans la Cité. C'est un endroit idéal pour travailler. » M. Dallaville a restauré l'atelier qui tombait en ruine, car il n'avait pas été « refait » depuis 1876. « Je ne paie pas de loyer, certes, mais nous avons proposé au promoteur, la SEFIMA, propriétaire des lieux, d'en payer un. Celui-ci a refusé. Partirait-il un jour ? Je ne sais pas, mais si je quitte la Cité, le ne pourrais être remplacé que par un autre artiste. »

Un autre squatter, un sculpteur, assis sur les marches d'un pavillon dont la façade est envahie par du lierre, affirme : « Nous n'avons aucun droit ici, sinon un droit moral. Cet atelier est un outil de travail. Avant d'être ici, j'étais installé en banlieue dans une cabane en planches. » Il ajoute : « Nous ne perdons pas. Si pour une raison quelconque le travail n'en allait, le verraient à ce qu'un autre artiste prenne ma place. Le promoteur ne peut vendre ces ateliers comme on vend n'importe quel appartement. Car il faut savoir que Paris possède de moins en moins d'ateliers d'artistes. »

### L'amalgame ?

Au cours des dix dernières années, six cent cinquante ateliers d'artistes ont été construits dans la capitale et en banlieue. Leur réalisation a coûté à l'Etat 15 millions de francs. Mais leur destruction s'est tellement propagée dans la capitale, qu'il est bien difficile aujourd'hui aux peintres et aux sculpteurs de trouver un atelier.

Il ne faut pas confondre ces squatters avec l'« Association de défense de la Cité fleurie », animée notamment par le sculpteur Armand

Lesroix. C'est elle qui a mené le combat pour la protection de cet espace vert. « Nous sommes tous unis pour la sauvegarde de la Cité », affirme le peintre Henri Cadou. Mais la présence de ces squatters pose différentes questions aux vieux habitants du boulevard Arago. Certains craignent en effet qu'un rapide amalgame entre eux et les squatters permette aux adversaires de la Cité

de tenter de lancer un dernier assaut. La Cité fleurie, après les déclarations du président de la République, a été classée le 22 janvier 1976. « Curieusement », affirme l'association de défense, le jardin qui s'étire le long du boulevard Arago n'est pas protégé au Plan d'occupation des sols de Paris. Or le promoteur a attaqué le décret de classement de la Cité devant le Conseil d'Etat.

S'il gagne, rien ne l'empêchera de raser la Cité non protégée au POS. Car le permis de démolir est toujours valable. C'est la raison pour laquelle certains édiles de la capitale danseront au mois de novembre, lors de la prochaine discussion sur l'adoption du POS de Paris, à l'hôtel de Ville, la protection de la totalité de la Cité fleurie.

JEAN PERRIN.

DANS LE XV<sup>e</sup> AVEC UN JARDIN

## Une grande maison 1900 :

### « Nous sommes entrés »

« **N**OUS n'avions pas assez d'argent pour payer un loyer à Paris, nous ne pouvions pas partir dans une H.L.M. en banlieue. En nous promenant dans cette rue du quatorzième, nous avons vu la maison et nous sommes entrés. » Une maison 1900, avec un jardin extérieur, des petites escaliers, des recoins partout et un énorme office où trône une cuisinière noire ornée d'une barre en cuivre.

On devient squatter par hasard, et par nécessité. La nécessité de se loger alors qu'on gagne mal sa vie, le hasard d'une balade dans les rues. Si l'expulsion des locataires est la fille aînée de la rénovation, le « squatte » en est la cadette. Dans les logements vides de leurs habitants arrivent des occupants sans droit ni titre, qui s'installent jusqu'à ce que la maison soit abattue, ils vont alors plus loin chercher un autre gîte. Ici, ils sont trois, dont deux amis. Avant, ils vivaient dans une petite maison à la campagne, dans un studio, ou un appartement qu'ils ont perdu en perdant un emploi. Elles sont animatrices, éducatrices, décoratrices. Ils sont accordeurs, dessinateurs de bandes dessinées et ils sont les premiers à avouer : « Nous ne sommes pas des gens sociaux, nous sommes des marginaux. »

« Nous sommes déconnectés de la société, disent-ils, nous sommes incapables de vivre ce qu'elle nous offre : contre la « sécurité », un boîtier où nous serions coincés, des horaires fous, le crédit, les H.L.M. » Ils sont « étrangers » à tout cela et gros et dans le détail. Entre le défilé l'amerlume et une certaine joie de vivre

comme ils l'entendent, ils disent sans détour : « Nous sommes des rebuts de la société, nous vivons de ses rebuts. Pourquoi les riches, et seulement eux, habitent-ils Paris ? Ces maisons sont vides, nous ne demandons qu'à y loger quelques mois, jusqu'à leur démolition. »

### La chambre de Jérémie

On n'est pas pour ou contre les squatters. Ils existent, et en nombre suffisant pour que leur présence ait une signification. Ils ne veulent pas d'une H.L.M., mais logent dans une maison sans chauffage dont ils sortent la nuit pour se réfugier quelques minutes dans un café et partent avec des bidons chercher de l'eau un peu plus loin car elle a été coupée. Ils déploient autant d'effort à peindre, décorer, aménager et nettoyer la maison que les propriétaires d'un pavillon de banlieue à tondre méthodiquement leur gazon. Ils veulent simplement avoir pour quelque temps ce qu'ils n'ont pas les moyens de se payer. Ce luxe des villes qui est l'espace. « Ici, nous pourrions installer un atelier de sculpture, de musique, de couture. Jérémie, qui a trois ans, n'en revient pas d'avoir pour la pre-

mière fois une chambre à lui tout seul. »

La prix de ce luxe, c'est « l'insécurité ». Une insécurité parfois angoissante. « Le squatte, c'est toujours à rejeter, tous les ans, tous les deux ans, il faut démolir. » Mais il faut bien choisir. « Tu connais, toi, des gens qui n'ont pas le sou et qui logent dans une grande maison à Paris ? », demandent-ils.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

• UNE BOURSE DES TERRAINS INDUSTRIELS VIDES a été créée dans le département des Hauts-de-Seine. C'est pour lutter contre une décentralisation excessive et après une enquête de plusieurs mois que les organismes administratifs du département ont dressé cette liste qu'ils mettent à la disposition des industriels.

## POINT DE VUE

**L**ES conditions de transport ne cessent de se dégrader dans la région parisienne ; les enquêtes, les sondages et un récent article dans ce quotidien démontrent que 40 % du temps de loisirs acquis depuis une vingtaine d'années a été absorbé par l'augmentation du temps de transport, confirmant ainsi notre expérience quotidienne. Et pourtant, les pouvoirs publics réaffirment régulièrement leur volonté de « donner la priorité aux transports en commun ». Comment expliquer leur échec ? Il tient, nous le pensons, à trois raisons essentielles :

1) La première est que le pouvoir ne s'est jamais donné les moyens politiques de restructuration, dans notre région, la localisation des zones d'activité s'étant faite d'une manière anarchique, ce qui a eu pour conséquence une augmentation des migrations alternantes (un des échecs du schéma directeur).

2) La deuxième raison est que le gouvernement, malgré ses déclarations, n'a pas de politique à long terme pour résoudre les problèmes posés par les transports en région parisienne. Les décisions se prennent « au coup par

coup » sous l'effet des pressions du moment, contradictoires et changeantes.

C'est ainsi qu'après avoir préconisé dans le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de 1965 la création d'un « réseau express régional » comprenant une ligne est-ouest, deux lignes nord-sud et prenant en considération l'implantation des villes nouvelles et leurs nécessaires liaisons entre elles, on se borne aujourd'hui à terminer avec cinq ans de retard la ligne est-ouest et son interconnexion avec le réseau S.N.C.F. En 1973, le plan Buisson proposait la réutilisation pour le trafic voyageurs des lignes S.N.C.F. inemployées mais, en 1976, seule la décision de remettre en service le tronçon Massy-Orly a été prise.

En 1970, le ministre des transports considérait comme prioritaire le prolongement d'une ligne de métro jusqu'à Orly (ce prolongement était d'ailleurs prévu jusqu'à Evry par le schéma directeur). Six ans plus tard, ce projet est abandonné mais il apparaît particulièrement urgent de prolonger le métro jusqu'à Saint-Cloud. On pourrait multiplier les exemples et se demander également ce que sont devenus un cer-

tain nombre de projets utilisant de nouvelles techniques de propulsion qui auraient pu s'adapter au milieu urbain.

3) La troisième raison est de caractère tout aussi politique ; elle tient au fait que, en dépit de ses déclarations, le pouvoir n'a pas la volonté de prendre des mesures qui remettent en cause la priorité à ce que nous considérons comme un usage abusif de la voiture individuelle, que bon nombre d'usagers sont contraints d'utiliser par défaut de moyens de transports en commun.

D'un côté, on répète, après les déclarations de l'ancien préfète de la région parisienne M. Doubilet, que « l'autoroute appelle la voiture jusqu'à ce que celle-ci ne puisse plus circuler ». On affirme que « si tous les banlieusards qui viennent travailler à Paris chaque matin utilisaient leur véhicule, il faudrait construire soixante autoroutes et raser les neuf premiers arrondissements de la capitale pour en faire des parkings ».

Mais de l'autre, c'est-à-dire dans la réalité, on multiplie les

par CLAUDE JEANLIN (\*)

## Les transports dans le désordre

autoroutes urbaines (telles l'A-3, l'A-4, l'A-15), qui non seulement augmentent la densité des flux de circulation à Paris et en proche banlieue, mais provoquent des nuisances insupportables pour les riverains, sacrifiant par la même occasion des espaces verts précieux pour la collectivité.

A vrai dire, la seule comparaison des efforts consentis en

faveur du réseau autoroutier, au détriment des transports en commun, est éloquent, et cela, au moment même où l'opinion publique prend de plus en plus conscience des choix qui sont à opérer. Les récentes consultations électorales l'ont prouvé, seule une politique de priorité aux transports en commun et de développement plus modéré du réseau routier, telle celle que propose le P.S., répond aux aspirations des habitants de la région parisienne.

**Une tâche pour le Conseil régional**

Dans ces conditions, que peut-on faire ?

Bien sûr, nous pensons qu'il est difficile pour un gouvernement aussi prisonnier de certaines « pesanteurs » sociologiques et de forces économiques dont les intérêts ne sont pas les mêmes que ceux des populations concernées de résister aux pressions de groupes privés et, notamment, de ce que l'on appelle le « lobby routier ».

Il n'en reste pas moins que, même dans la situation actuelle, des mesures partielles, certes, mais importantes pourraient être prises conjointement avec le travail en œuvre d'une politique à long terme qui ne paraît être l'une des tâches prioritaires du conseil régional. Ce plan, qui comprendrait un certain nombre de dispositions, notamment la mise en service des lignes S.N.C.F. inutilisées, répondrait par ailleurs aux demandes formulées par la Fédération des usagers des transports depuis de nombreuses années.

Est-il besoin de rappeler que M. Giscard d'Estaing, pendant la campagne présidentielle, s'y était engagé à la suite d'une démarche de cette même association ?

Parallèlement, nous estimons indispensable que soit appliqué immédiatement le plan d'urgence de la R.A.T.P. prévoyant la création de 111 km de voies réservées aux autobus en banlieue. L'expérience parisienne, où la carte orange et les couloirs réservés ont permis de doubler le trafic et la fréquentation de certaines « lignes pilotes », est suffisamment instructive, alors qu'il n'existe actuellement que 19 km de couloirs réservés en banlieue. La responsabilité de cette mesure devrait être partagée, il est vrai, entre le Syndicat des transports, présidé par le préfet de région, et certaines collectivités locales.

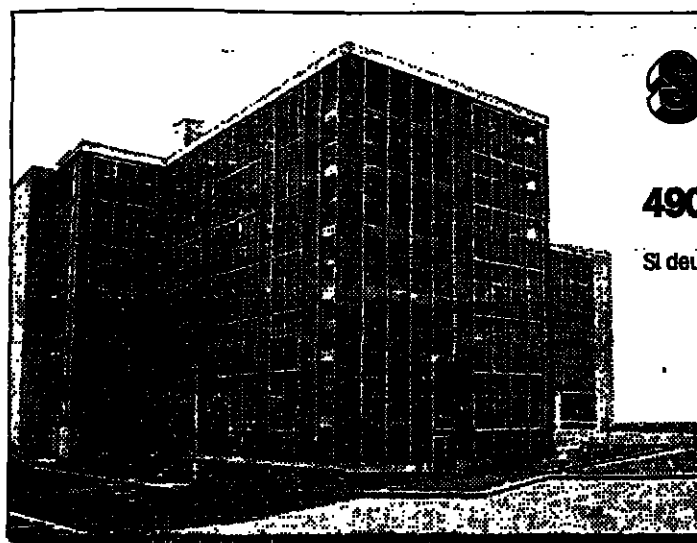
Outre ces mesures très partielles, je le répète, un véritable plan d'ensemble devrait comprendre le développement de la R.A.T.P., l'amélioration des liaisons entre les pôles d'activité et les villes ou cités nouvelles. Ce plan devrait aussi développer les possibilités d'interconnexion, utiliser le « quai à quai », mieux desservir le secteur rural, prévoir dès à présent l'utilisation de techniques de propulsion non polluantes, enfin assurer la représentation des élus et des

associations d'usagers dans les organismes où se prennent les décisions. Quant aux tarifs, vous le savez, certains conseils généraux, dont celui de l'Essonne, ont déjà montré l'exemple en accordant la gratuité des transports aux personnes âgées les plus démunies.

Dans un premier temps, nous proposons simplement à ne pas gaspiller la possibilité d'améliorer, à court terme, les conditions de transport d'un grand nombre de travailleurs de la région parisienne, c'est-à-dire, en fin de compte, de la qualité de la vie.

C'est une des responsabilités du nouveau conseil régional, l'une de celles sur lesquelles il sera jugé par l'ensemble des habitants de la région parisienne.

(\*) Vice-président du conseil général de l'Essonne, membre de la commission déléguée du conseil régional d'Ile-de-France, membre du parti socialiste.



## SUD EXPANSION

EN BANLIEUE SUD,

4900 m<sup>2</sup> de bureaux disponibles immédiatement.

Si deux sociétés de renommée nationale viennent de choisir SUD-EXPANSION, ce n'est pas par hasard !

SUD-EXPANSION, des bureaux conçus pour permettre une exploitation économique.

RENSSEIGNEMENTS : SOVIC  
173, RUE DE LA CROIX NIVERT 75015 PARIS  
TÉL. 533.80.90



informations  
catholiques  
internationales

ce mois-ci  
**INTERVIEW  
EXCLUSIVE  
DE M. KAKOL**  
Ministre des cultes  
de Pologne

le numéro : 7 F (franco)  
L.C.I. 163 bd Malesherbes  
CCP Paris 82.10.20 - PARIS 17

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.



# EQUIPEMENT ET RÉGIONS

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### APRÈS LA PUBLICATION DE SON RAPPORT

## M. Guichard propose d'engager un « débat national » sur la réforme des collectivités locales

En remettant au président de la République, le vendredi 22 octobre, le rapport de la commission de développement des collectivités locales, M. Olivier Guichard, qui en avait été nommé président le 26 novembre dernier, a assuré à M. Giscard d'Estaing que le dessin de cette commission n'avait été que d'« ouvrir la porte à une ambition réaliste ». Il a aussi estimé que « rien ne se fera sans une extrême résolution de l'Etat, entraînant l'adhésion profonde de notre peuple ». De fait, à l'examen du rapport présenté par le ministre d'Etat, et dont le texte est rendu public ce lundi, il semble que ni l'ambition ni le réalisme n'aient fait défaut aux élus locaux et hauts fonctionnaires qui, six mois durant, se sont réunis une ou deux fois par semaine (Le Monde du 30 septembre).

L'ambition était de proposer au président de la République — et, au-delà, à tous ceux qui sont maintenant excités à engager à ce propos un « débat national » — un système, ou au moins un schéma de réforme des collectivités locales qui soit à la fois global, cohérent et hardi.

On ne saurait en effet reprocher à la commission Guichard de manquer de perspective d'en-semble : la nouvelle distribution des pouvoirs et des charges qu'elle préconise constitue une construc-

tion à plusieurs étages — les communes, regroupées ou non en communautés, les départements et les régions, l'Etat — qui a son équilibre interne, sa logique et sa dynamique propres. Faisant suite au parcimonieux saupoudrage de mesures observé depuis des décennies à cet égard, cette conception résolument globale de la réforme ne peut que retenir l'attention, indépendamment de son contenu.

D'autant plus que celui-ci ne manque pas de hardiesse, et ce, moins pour ce qui est de la répartition concrète des rapports entre l'Etat et les collectivités locales et de la réforme communale. En matière d'équipement, le rapport comporte un certain nombre de dispositions qui, pour sembler modestes au grand public, ne seront certainement pas jugées telles par les élus. La maîtrise totale qui leur sera laissée, et la réforme des compétences, des plans d'occupation des sols et des zones d'aménagement concerté ou différé, ne paraîtront négligeables qu'à ceux qui ignorent les longues et sèches batailles que se livrent traditionnellement, autour de ces documents émaillés de sigles rébarbats (POS, ZAC, ZAD, SDAU) (schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme).

De même n'est-il pas sans mérite de prôner l'Association des

travailleurs immigrés — donc non électeurs — à la vie municipale, de rechercher des formules permettant d'y faire participer les associations et les comités de quartier, de préconiser l'extension du recours aux commissions extra-municipales, de suggérer la mise en place généralisée d'un système associatif pour les communes ou d'envisager, à terme, la fusion du département et de la région en un échelon intermédiaire, thème que développe naguère M. M. Delors, partisan de la constitution d'une « communauté de super-département » plutôt qu'une régionalisation étendue.

Est-ce alors au nom du réalisme que cette dernière est si peu évoquée par un rapport de plus de cinq cents pages ? Guichard avait bien insisté, dès la première réunion de la commission, sur la nécessité pour celle-ci de partir de ce qui existait, et de résister à l'envie de se faire plaisir en bâtissant sur le papier un système mirifique et inapplicable. En matière de régionalisation, la loi du 5 juillet 1972 ne saurait être le point de départ, pour le refus des ressources correspondantes.

Réalisme, enfin, dans les délais assez larges impartis au gouvernement, s'il adoptait au moins le principe de la réforme, pour mettre celle-ci en œuvre suivant un calendrier assez souple. Fré-

manqué dans ce domaine ces dernières années. Il ne semble pas que ce souci se soit étendu à ce qui a été manqué lors du référendum du 27 avril 1969 sur la régionalisation : il est vrai que c'est précisément l'échec du projet, qu'elles qu'en aient été les causes réelles, qui peut avoir conduit la commission à juger plus « réaliste » de ne pas favoriser l'éclosion d'un pouvoir régional comparable au pouvoir municipal, dont elle présente la défense et l'illustration.

Réalisme aussi sur le plan financier — pierre d'achoppement de tant de précédents projets de réforme des collectivités locales. Il est manifeste que la commission a tenu à tirer toutes les conséquences financières des modifications de structures, quelle qu'elle soit, qu'il s'agisse de la redistribution du produit de la fiscalité locale ou de la « globalisation » des dotations, transferts et prêts aux collectivités locales. M. Guichard a voulu réagir contre la tendance actuelle des gouvernements à donner aux communes de nouvelles charges sans leur refusant les ressources correspondantes.

Réalisme, enfin, dans les délais assez larges impartis au gouvernement, s'il adoptait au moins le principe de la réforme, pour mettre celle-ci en œuvre suivant un calendrier assez souple. Fré-

voir l'achèvement de la première phase vers 1985 paraît timide, mais M. Guichard est sans doute fondé à souligner, selon les enseignements d'une trop longue expérience, que la résolution du gouvernement devra déjà être « extrême » s'il veut mener à bien, dans ces délais, une opération de cette envergure. Il y serait aidé — ou contraint — par un engagement solennel lors d'une révision de la Constitution ou l'adoption d'une loi organique, au besoin par référendum.

Après avoir eu en lieu, dans tout le pays, un « grand débat national » sur les conclusions du rapport, si le président de la République et le gouvernement le souhaitent. Les toutes premières réactions enregistrées par les élus locaux mettent surtout en évidence l'inquiétude des maires ruraux devant les regroupements de communes, le souci de ceux qui appartiennent à la majorité — aux collectivités — du mouvement national des élus locaux — de ne pas laisser présenter le rapport Guichard comme leur propre programme municipal et le grand scepticisme de l'opposition. L'importance et la cohérence du projet rendront d'ailleurs, à la fois, la tâche plus aisée — sa discussion de détail malaisée, et périlleuse la modification de tel ou tel aspect sans changer l'essentiel.

En présumant les travaux de la commission de développement des collectivités locales, M. Olivier Guichard avait pu manifester, tout à la fois, une relative liberté de manœuvre d'une personnalité membre de la majorité, mais non du gouvernement, et le pragmatisme auquel l'incitent son statut de ministre, comme l'objet de son étude. Il a remis son rapport au président de la République en pleine « austerité », à cinq mois des élections municipales, et après être devenu ministre d'Etat. Trois considérations, qui fût-ce de façon contradictoire, ne pourront pas ne pas peser sur l'avenir du projet de réforme.

BERNARD BRIGOULEIX.

● M. Alain Pôher, président du Sénat, président de l'Association des maires de France, a estimé, dimanche 24 octobre, à Besançon, devant le congrès des maires du Doubs, qu'« il ne faut rien attendre avant plusieurs mois, sinon plusieurs années » du rapport de la commission Guichard sur les collectivités locales. M. Pôher a souligné que les dispositions prises par le rapport sont portées à la connaissance du grand public par le biais des débats parlementaires.

● M. Pierre Mauroy, député socialiste du Nord, maire de Lille, a déclaré dimanche 24 octobre à Paris : « Le rapport de M. Guichard pose les problèmes comme le parti socialiste n'a cessé de les présenter depuis plus de six ans. On pourrait dire : « En fait », mais il manque d'audace au moment où tous nos partenaires européens sont allés beaucoup plus loin. Ce rapport est une adaptation aux nécessités actuelles, adaptation qui se veut tranquille, mais qui reste conservatrice ».

### LE CALENDRIER DE LA RÉFORME

« La réforme devrait engager un acte solennel de la souveraineté nationale », adoption d'une loi organique ou révision constitutionnelle, après la phase de réflexion gouvernementale et de débat national.

Pour la session parlementaire suivante, le gouvernement préparera le projet de loi organique ou de loi de révision constitutionnelle, créant les communautés de communes, redéfinissant les rapports financiers entre l'Etat et les collectivités locales, instituant la Conférence nationale des institutions locales, faisant obligation au gouvernement de présenter au Parlement un rapport annuel sur la réforme de l'administration locale, et fixant le calendrier de cette réforme.

En deux ans environ, après installation de la Conférence nationale et de la commission de la carte des communautés de communes, seraient menées à bien la première phase d'adaptation financière et législative, avec le concours d'un « fonds spécial d'application de la réforme » créé à cet effet, et qui pourrait ensuite, en cinq ans, contribuer à « accélérer les transformations nécessaires pour que l'on puisse dire que le nouveau régime s'applique ».

A partir de 1986, pourrait commencer une seconde étape, confirmant ou accélérant les intégrations ou fusions amorcées, et renforçant la décentralisation.

« Au sujet de ces évolutions, la commission n'a pas de propositions à formuler. Elle se borne à constater que la France est une démocratie. L'Etat ne peut en remodeler les formes et les tâches par un projet secret (...). La réforme ne se fera pas à petites touches. Pour que le système soit changé, il faut que les esprits bougent ».

### A PROPOS DE...

Une décision du Conseil d'Etat

### PAS D'UTILITÉ PUBLIQUE POUR LA SOLOGNE

La création d'une fondation pour la Sologne est remise en cause à la suite d'une décision du Conseil d'Etat, prise le 12 octobre, qui a émis un avis défavorable au projet de reconnaissance d'utilité publique.

La but de cette fondation était double : d'une part, assurer la sauvegarde d'une écologie fragile, d'autre part, d'ouvrir aux promeneurs des villes de Sologne une région où les propriétaires de résidences secondaires ont pris trop souvent la mauvaise habitude de s'enfermer derrière un rideau de barbelés. L'objectif était de racheter des domaines mis en vente avec les fonds de l'Etat, de l'établissement public régional et d'éventuels mécènes.

Adopté par les assemblées régionales (le Monde du 14 janvier 1975), le projet était déjà bien avancé : des « zones sensibles » où la fondation pouvait intervenir avaient été délimitées. Si les mécènes ne s'étaient pas, semble-t-il, manifestés, du moins le ministère de la Qualité de la Vie, ainsi que les assemblées régionales avaient décidé une participation financière.

Le préfet de région, à l'époque M. Paul Masson, avait constaté, en décembre 1975, en tant que négociateur par le biais de la SAFER (Société d'aménagement foncier et rural) le rachat d'un vaste domaine de 950 hectares mis en vente par son propriétaire, situé en plein cœur de la Sologne des étangs, le domaine de Frogy. Une Parisienne, actionnaire d'une banque privée, avait « soutenu » la proposition au préfet, la transaction, avait-on murmuré à l'époque, ayant volé 15 millions de francs. Le coup était dur aussi pour la SAFER, qui envisageait de remettre en état plusieurs centaines d'hectares en triche pour installer quelques petits agriculteurs.

Les partisans de la fondation avaient pourtant repris espoir lors de l'annonce d'une nouvelle négociation pour acquérir un autre domaine à Lamotte-Beuvron, appartenant cette fois au ministère de la Justice.

RÉGIS GUYOTAT.

### CORRESPONDANCE

#### LES PROJETS DE LA R.A.T.P.

### M. Marcel Cavallé : une première mise en service de l'interconnexion en 1981

Après la publication dans le Monde du 23 octobre d'un article sur les projets de la R.A.T.P., M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, nous écrit notamment :

« L'interconnexion s'effectuera conformément à la décision prise par les pouvoirs publics au printemps dernier et suivant le calendrier prévu, soit démarrage des 1977 des travaux de la gare du Nord souterraine et de la liaison Châtelet-Gare du Nord en vue d'une première mise en service en 1981. Il n'y a donc pas de retard ».

Les prolongements de lignes de métro ou de lignes régionales continuent d'être engagés chaque année : 1974, prolongement de la ligne n° 13 bis à Asnières ; 1975, prolongement de la ligne n° 14 à Châtillon ; 1976, prolongement des lignes n° 10 à Boulogne et n° 7 de la Porte-de-La Villette aux Quatre-Cheminés ; 1977, prolongement de la branche est du R.E.R. de Noisy en direction de Torcy, et de la ligne de métro n° 7 des Quatre-Cheminés à Fort-d'Aubervilliers.

D'autre part, M. Roger Belin, président de la R.A.T.P., nous fait part de sa réaction :

Cet article est, dans l'ensemble, bien documenté. Il contient cependant quelques affirmations

qui pourraient être interprétées de manière inexacte :

- 1) La R.A.T.P. ne retarde aucun projet, dès lors que celui-ci a déjà fait l'objet de décisions ;
- 2) Les prolongements de métro en banlieue ne sont pas différés puisque tous ceux qui ont été programmés sont poursuivis comme prévu.

Il est vrai que certains projets qui n'ont pas encore été programmés par les pouvoirs publics verront probablement leur réalisation intervenir à des dates un peu plus tardives que celles qui avaient été prises comme hypothèses dans la précédente version du plan d'entreprise de la R.A.T.P. Mais il convient, bien sûr, de rappeler que le plan d'entreprise de la R.A.T.P. s'il donne pour les opérations déjà décidées un planning précis, ne donne, pour celles qui n'ont pas fait l'objet de décisions des pouvoirs publics, qu'une simple hypothèse de travail pour l'exercice de planification.

(Dans notre article intitulé « La R.A.T.P. reporte plusieurs de ses projets », nous comparions les prévisions de mise en service figurant dans le premier plan d'entreprise de la R.A.T.P. qui portait sur les années 1973-1980, avec les programmes effectivement arrêtés et financés à ce jour.)

### LES RELATIONS ENTRE L'ETAT ET LES COLLECTIVITES LOCALES

Une révision constitutionnelle ou une loi organique redéfinira les relations entre l'Etat et les collectivités locales, et, parmi celles-ci, la répartition des compétences. Par la suite, toute loi relative à ce domaine « sera conçue non plus dans une perspective de prescription hiérarchique, mais pour guider la libre action des collectivités ».

La règle de la circonscription administrative sera abolie : la loi organique ou la Constitution révisée stipuleront que, pour préciser l'application d'une loi portant sur les compétences des collectivités locales, on demande au-dessous du niveau du décret dans la gamme des textes officiels possibles.

La tutelle administrative sera supprimée : les décisions des collectivités locales ne seront soumises, comme celles du pouvoir central, qu'au contrôle de légalité. Les délibérations seront exécutées sans délai. D'autres tutelles, « plus insidieuses et qu'autorisent les mécanismes financiers et les normes techniques » (en matière d'urbanisme et d'équipement, par exemple) seront également abolies. L'Etat conservera, toutefois, « le droit de se substituer à l'autorité locale s'il l'estime défaillante ».

Une conférence nationale des institutions locales, composée pour majorité de membres élus par les conseillers régionaux non parlementaires, sera créée. Elle devra jouer le rôle de « cellule de la décentralisation » et sera « l'organe permanent de la concertation entre l'Etat et les collectivités, notamment dans le domaine des relations financières ».

### LES RÉGIONS

Le plafond légal des ressources fiscales des régions sera supprimé. Les établissements publics régionaux seront autorisés « à prélever des taxes bien réelles ou d'équipement économique » : la taxe additionnelle sur les carburants, la taxe à l'essieu, certains droits d'enregistrement. D'une manière générale, il s'agit d'« avancer dans la ligne définie par la loi du 5 juillet 1972 », en donnant, avec ces nouvelles ressources, de nouvelles compétences aux régions, comme la gestion d'équipements culturels (théâtres, orchestres, etc.), la promotion et l'animation des activités touristiques.

En outre, les régions « devraient pouvoir devenir de véritables agences de développement économique », en disposant notamment de nouvelles possibilités d'intervention financière et d'investissement : leurs établissements publics pourraient ainsi favoriser l'implantation de nouvelles entreprises et améliorer l'environnement industriel. Cela supposerait que ces établissements publics régionaux participent au capital et au conseil d'administration des sociétés de développement régional, dont ils pourraient aussi garantir les emprunts.

L'hypothèse d'une fusion du département et de la région en une circonscription intermédiaire, permettant un regroupement de compétences de l'administration locale, sera examinée au cours d'une seconde étape de la réforme proposée.

### LES DÉPARTEMENTS

Les compétences de l'Etat seront décentralisées au profit du département dans trois domaines au

moins : éducation, action sanitaire et sociale, protection civile.

En matière d'éducation, le département recouvrera la responsabilité entière des transports scolaires, ainsi que celle des collèges d'enseignement secondaire et général (C.E.S. et C.E.G.). Leur construction, leur entretien, leur fonctionnement, leur équipement, y compris pédagogique, dépendront du département.

S'agissant de l'action sanitaire et sociale, il faudra « opérer une clarification budgétaire », en distinguant les dépenses d'aide sociale de l'ensemble du budget départemental, dans un premier temps. A plus long terme, une répartition plus nette des pouvoirs sera possible : les dépenses d'aide sociale, les collectivités locales recouvrant pleine compétence pour l'aide aux personnes âgées, tandis que toutes les dépenses incompressibles, celles qui concernent actuellement les organismes de sécurité sociale seraient progressivement prises en charge par les caisses correspondantes. L'Etat aura alors à sa disposition un « compensateur » et garantirait le maintien des avantages spécifiques.

Quant à la protection civile, étendue au sens large (secours divers, lutte contre l'incendie, police des établissements dangereux ou insalubres, etc.), elle fera l'objet d'un important transfert de compétences de l'Etat au département, qui devra définir localement une police de la vie quotidienne.

Dans ces trois domaines, ainsi que pour la voirie et les transmissions, le rôle de la commission départementale sera renforcé, et surtout « personnalisé » par la spécialisation de certains de ses membres, désignés par le conseil général et qui deviendront de véritables « commissaires ».

Les départements recouvreront une dotation générale ordinaire de fonctionnement et une dotation globale d'équipement. Ils auront à leur disposition des transferts de charges dont ils seront l'objet de la part de l'Etat. Ils auront en outre des ressources fiscales propres : centimes additionnels à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, droits d'enregistrement sur les mutations et les baux et, « si nécessaire, le produit de la vignette automobile ».

La composition du conseil général « sera amendée mais non bouleversée ». Les communautés urbaines y seront représentées par des membres de leur conseil élus par ce dernier. L'incrimination de cette désignation indirecte « étant compensée par l'avantage d'augmenter ainsi le poids de ces communautés dans les conseils généraux et sans créer de trop graves problèmes de découpage ».

### LES COMMUNES

Aucune commune ne sera supprimée, car « toutes sont irremplaçables et doivent vivre en tant que communautés d'habitants, démocratiquement gouvernées, participant de plein droit dans l'ensemble administratif ». Elles conserveront leurs institutions actuelles, mais seront invitées, quand leur taille le rendra utile, à déconcentrer leurs pouvoirs en créant des maires annexes et des comités de quartier. La participation des citoyens sera favorisée par l'obligation légale faite à la municipalité de les informer sur sa gestion, par des formules souples destinées à associer les associations à cette gestion, par l'extension des commissions extra-municipales, par la recherche d'un nouveau système municipal d'association au conseil municipal « ces travailleurs étrangers qui

jouent un rôle actif dans la vie locale ».

La plupart des communes « devront s'associer en communautés pour exercer les plus lourdes de leurs compétences », lorsque l'Etat aura augmenté celles-ci, mais aussi pour qu'il puisse « accroître leur liberté ». Les communes aptes à assumer seules ces compétences pourront le faire, à condition que leur isolement ne nuise pas à la constitution, autour d'elles, d'autres communautés. Les institutions de ces communautés de communes seront fédérales. Elles comprendront au conseil des maires et autres représentants des communes, dont le nombre sera fonction, avec certains correctifs, des chiffres de la population. Les communes de moins de 100 habitants n'auront pas de conseil municipal, mais une commission de gestion, dont les membres seront élus par la population. Les communes de 100 à 200 habitants auront un conseil municipal, dont les membres seront élus par la population. Les communes de plus de 200 habitants auront un conseil municipal, dont les membres seront élus par la population.

Les compétences des communautés de communes seront fédérales. Elles comprendront au conseil des maires et autres représentants des communes, dont le nombre sera fonction, avec certains correctifs, des chiffres de la population. Les communes de moins de 100 habitants n'auront pas de conseil municipal, mais une commission de gestion, dont les membres seront élus par la population. Les communes de 100 à 200 habitants auront un conseil municipal, dont les membres seront élus par la population. Les communes de plus de 200 habitants auront un conseil municipal, dont les membres seront élus par la population.

Les communes exerceront néanmoins certaines compétences « au nom de la nation » : leurs charges d'équipement et d'entretien scolaires (d'ailleurs limitées aux écoles primaires du fait des nouvelles attributions des départements), l'exception de l'indemnité de résidence des instituteurs, prise en charge par l'Etat ; leurs pouvoirs en matière d'implantation et de promotion de zones industrielles ; leurs charges en matière de voirie, de réseaux d'eau, d'assainissement. D'autres responsabilités communales pourront être dévolues aux communes, à l'initiative de leurs membres et en fonction d'une « charte des compétences » évolutive.

Le service communal minimum, c'est-à-dire les attributions demeurent en toute hypothèse à la charge des communes seules, comprendra : les pouvoirs de police du maire, l'Etat-civil, l'organisation des élections, l'information administrative de base, la gestion du domaine privé et le bureau d'aide sociale. Groupes ou non en communautés, les communes resteront des collectivités territoriales de plein exercice.

La réunion de communes en une communauté « pourra être encouragée par tous les moyens — sous réserve de la base pragmatique ». Le tracé de ces communautés sera indépendant de celui des cantons. La commission « privilégiera les communautés intenses et les communautés étendues » ; la plupart réuniront un ou deux bourgs ou petites villes, des communes rurales et auront de cinq mille à vingt mille habitants. D'autres recouvriront des agglomérations plus importantes, avec ou sans leur environnement rural. Les communes de plus de 200 habitants, celles qui correspondront à des agglomérations de plus de deux







150

## RELIGION

Alors que le prélat traditionaliste célébrait une messe en Allemagne

### Des partisans de Mgr Lefebvre ont provoqué des incidents dès l'ouverture de l'assemblée épiscopale de Lourdes

Dès l'ouverture de l'assemblée plénière de l'épiscopat français à Lourdes — dont les travaux ont commencé à huis clos samedi et dimanche — des partisans de Mgr Lefebvre ont porté la contestation et provoqué des incidents.

Dans le même temps, le fondateur du séminaire traditionaliste d'Ecône a célébré, dimanche 25 octobre, à Friedrichshafen (Allemagne fédérale), une messe selon le rite de Pie V. Au cours

d'une conférence de presse qui a précédé la cérémonie, le prélat s'est pris violemment aux communistes et a réaffirmé son intention de continuer son action.

De son côté, le Père Bruckberger, qui vient d'être désavoué par ses supérieurs (« le Monde » du 23 octobre), a précisé dans « le Journal du dimanche » du 24 octobre ses attaques contre les évêques français.

D'autre part, à Rome on apprenait que l'archevêque de Bari avait suspendu à divinis l'abbé Oreste Del Donno, élu député du M.S.I. (extrême droite) lors des dernières élections législatives italiennes.

Un peu plus tard, le cardinal Hyacinthe Thiandoum, archevêque de Dakar et qui avait été ordonné prêtre en 1946 par Mgr Lefebvre, rendait un hommage tout particulier au pape et au concile.

### L'ancien archevêque de Dakar s'élève contre « l'esprit de collégialité » qui règne dans l'Eglise

Friedrichshafen (A.F.P., A.P.). — Sept mille personnes environ, venues de République fédérale d'Allemagne, de Suisse, d'Autriche, de France et d'Italie, ont assisté dimanche 24 octobre à la messe, selon le rite de Pie V,

célébrée à Friedrichshafen, en Allemagne fédérale, par Mgr Lefebvre. La cérémonie a eu lieu dans un hall de la Foire internationale de Constance (FRG), loué, pour la circonstance, par un médecin allemand. Mgr Lefebvre,

suspendu à divinis, était assisté d'une trentaine de prêtres, dont plusieurs ont été ordonnés par lui au séminaire d'Ecône. A l'extérieur, des contestataires, fidèles au Vatican, arboraient des pancartes proclamant : « Mgr Lefebvre, plus de clarté » et « Le Pape, un retour au Moyen Age ». L'office, d'autre part, a été troublé par des catholiques conciliaires qui ont investi le célébrant. Ils ont été expulsés par le service d'ordre dont les membres portaient un brassard avec le mot « Ordre ».

Avant la messe, qui était la première célébrée par Mgr Lefebvre depuis son retour du 11 septembre avec Paul VI, le fondateur du séminaire d'Ecône a tenu une conférence de presse. Il s'est livré à une violente attaque contre les communistes, mettant en garde contre « l'occupation de l'Eglise » par ces derniers. Il a mis directement en cause le représentant du Vatican à la conférence sur la sécurité d'Helinski, l'archevêque Augustino Casaroli, affirmant notamment que depuis cette conférence, « il est coutume au Vatican de cultiver les relations avec l'Union soviétique ».

Le prélat a, en outre, réaffirmé ses options traditionalistes et a souligné que la récente lettre que lui a adressée Paul VI lui demandant de revenir à la loi commune constituait à ses yeux « un refus total de continuer la tradition ». Mgr Lefebvre s'est déclaré « obligé de résister et de résistera et résistera pendant deux mille ans ».

Toutefois, il a affirmé qu'il ne voulait pas faire de schisme, comme le lui reprochent ses détracteurs.

#### La critique

des conférences épiscopales

Mgr Lefebvre a, d'autre part, lancé une mise en garde contre les conférences épiscopales qui ont pris, à son sens, trop d'importance depuis le concile de Vatican II, et il s'est élevé contre « l'esprit de collégialité » et « de démocratie » qui y règne.

« Le pape a désormais pour d'y faire preuve d'autorité, ce qui constitue une véritable abdication », a-t-il dit. Il a ajouté que les conférences épiscopales sont des organisations de droit canonique et non de droit divin. Selon lui, seul chaque évêque est responsable de ce qui se passe dans son diocèse.

Interrogé sur ce qu'il allait faire dans l'avenir, le directeur du séminaire d'Ecône a déclaré être prêt à se rendre partout où il serait invité à célébrer des messes. Il pourrait se rendre prochainement en Normandie, notamment à Caen, à Rouen, à Alençon, et peut-être en Espagne.

### LE CARDINAL THIANDOUM REND HOMMAGE A PAUL VI ET AU CONCILE

Rome (A.F.P.). — Le cardinal Hyacinthe Thiandoum, archevêque de Dakar, a rendu dimanche 24 octobre, un hommage tout particulier à Paul VI et au concile.

Deux heures après la messe célébrée à Friedrichshafen (Allemagne fédérale) par son prédécesseur à Dakar, Mgr Marcel Lefebvre, le cardinal a salué l'autorité du pape face à des « agressions incessantes » en ajoutant que jamais le souverain pontife n'avait été autant écouté des évêques et de l'Eglise. Quant au concile, a-t-il ajouté, il est le « phare qui éclaire la marche tenace de l'Eglise dans le temps ».

Le cardinal Thiandoum, qui a été ordonné prêtre en 1946 par Mgr Lefebvre, est intervenu récemment à plusieurs reprises pour éviter la rupture entre le prélat traditionaliste et le Vatican.

● Dans l'article sur l'assemblée plénière de Lourdes paru dans le « Monde » du 23 octobre, Henri Fesquet ne préconisait pas « une révolution dans l'Eglise », comme il a été indiqué à la suite d'une erreur de transmission, mais une « révolution « culturelle » dans l'Eglise ».

### Le conflit entre le fondateur d'Ecône et l'Eglise postconciliaire présenté par deux journalistes

L'affaire Lefebvre vient de susciter deux ouvrages de plus : le premier d'un journaliste témoin de l'événement quotidien, le deuxième d'un historien également journaliste se doublant d'un polémiste qui entend faire l'apologie du fondateur du séminaire d'Ecône.

Jean-Anne Chalet est responsable à l'Agence France-Presse de l'information religieuse. Il présente une documentation, des reportages, l'environnement traditionaliste de Mgr Lefebvre en France et en Suisse, un raccourci historique des principaux schismes, etc. Le tout se caractérise par la sobriété et une distance voulue de l'auteur, qui a le mérite de s'effacer devant son sujet pour laisser les faits parler d'eux-mêmes. On regrettera seulement que les documents cités en annexe ne remontent pas en deçà de juin de l'année 1953.

Roland Gaucher, qui appartient à l'équipe du journal Minute, a fait, au contraire, œuvre de partisan. Il s'agit de démontrer que les « extrémistes » sont bien et que plus on veut les « enrayer », plus ils sont vivants et influents. La passion égare l'auteur quand il écrit, par exemple, pouvoir affirmer que le « Monde » a été « profondément irrité » que Paul VI reprenne Mgr Lefebvre en septembre 1976. Jugement inattendu, qui ne pourra tromper que ceux qui ne

lient pas le Monde... En revanche, il est vrai, comme il l'a dit, que certains milieux romains en ont pris ombrage.

L'ouvrage se termine par l'intéressant procès-verbal de l'entrevue qui a eu lieu en février 1975 entre des cardinaux de la Curie et Mgr Lefebvre. Le désaccord apparaît fondamental. Pourtant, le cardinal Gaucher, dans sa modération, ira jusqu'à reconnaître que le séminaire d'Ecône est « digne d'estime sous bien des aspects, et même, si vous voulez, il est peut-être supérieur aux autres, dans l'ensemble ».

L'ouvrage de Roland Gaucher contient encore la version intégrale du manifeste de Mgr Lefebvre du 21 novembre 1974, il est val déjà publié par la revue Itinéraires de juin 1975. C'est un document explosif, où on lit notamment, à propos de Vatican II : « Cette réforme étant issue de l'humanisme, de la modernité, est tout entière empoisonnée : elle sort de l'hérésie et aboutit à l'hérésie, même si tous ses actes ne sont pas formellement hérétiques. Il est donc impossible à tout catholique conscient et fidèle d'adopter cette réforme et de se soumettre de quelque manière que ce soit. »

HENRI FESQUET.

\* Monseigneur Lefebvre, par Jean-Anne Chalet. Ed. Pyramide, 254 pages, 36 F.

\* Monseigneur Lefebvre, Combat pour l'Eglise, par Roland Gaucher. Ed. Albatros, 264 pages, 32 F.

## new york



### une semaine

à partir de 2220 F comprenant :

- aller-retour par vol régulier 747 TWA
- accueil et transfert à l'hôtel
- 7 nuits à choisir parmi 9 hôtels
- 7 petits déjeuners ou
- visite de ville guidée en français ou
- survol du centre ville en hélicoptère

départs tous les samedis et mercredis à partir du 30 Octobre voyages de 12 et 16 jours les vendredis et samedis

mêmes programmes pour Miami, San Francisco, Los Angeles

### noël et pâques

Charters Pan Am F 1650

et des Week-end à New York à partir de F 1700

renseignements et réservations toutes agences de voyages et Camino 21, rue Alexandre Charpentier 75017 Paris tél. 755 77.90 - 380 55.58 +



Camino a choisi l'Amérique... Pour l'Amérique, choisissez Camino



### 3 METHODES POUR APPRENDRE LES LANGUES ETRANGERES

70<sup>F</sup> TTC

COURS "TOURIST"

1<sup>er</sup> manuel de poche regroupant 300 phrases dans 30 langues différentes. 1 cassette pour chaque langue.

"LES LANGUES PAR L'IMAGE" (méthode directe) Le texte n'est jamais traduit. Le sens en est découvert grâce aux illustrations des manuels. Vous êtes ainsi maintenu en permanence dans le contexte de la langue étudiée.

240<sup>F</sup> TTC

SERIE "AUDIO-ACTIVE" (AA)

ANGLAIS - FRANÇAIS - ALLEMAND - ITALIEN - ESPAGNOL - 2 niveaux par langue, 4 cassettes et 1 manuel par niveau. Série utilisable sur tous magnétophones ou lecteurs de cassettes. L'enregistrement comporte des silences permettant la répétition de chaque phrase et la réponse aux questions test.

400<sup>F</sup> TTC

SERIE "AUDIO-ACTIVE-COMPARATIVE" (AAC)

ANGLAIS - FRANÇAIS - ALLEMAND - ITALIEN - ESPAGNOL - RUSSO-AMERICAIN - PORTUGAIS. 4 niveaux en anglais, français et allemand. 3 niveaux dans les autres langues. 6 cassettes et 1 manuel par niveau. Dans cette version - possibilité de s'enregistrer en parallèle avec le speaker - donc de comparer. Cette facilité de comparaison ne peut-être obtenue qu'en utilisant un magnétophone du type "laboratoire de langues" L'AUDIO K7 LCH 1015 le plus répandu des appareils de ce type, permet de travailler et aussi de se distraire 1.560 F TTC (avec micro-casque).

\* Prix indicatifs au 1<sup>er</sup> mai 1976 (Prix par niveau).

PHILIPS



Enseignement

DIVISION ELECTRO-ACOUSTIQUE BP 131, 92154 Suresnes - Cedex

Si vous désirez une documentation détaillée ou l'adresse d'un revendeur spécialisé, retournez-nous la présente annonce avec votre carte de visite.

Nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

### OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente sur licite, au Palais de Justice à Nanterre, le 18 novembre 1976, 14 h.

120 à 122, boulevard de Valmy et 11, 23 et 27, rue A.-Bouvier

APARTEMENT 3 P. PRINC.

(lot n° 333), bat. 15, escal. L, 4<sup>e</sup> ét. CAVE n° 30 (lot n° 230), 79/10.000 des parties communes générales.

Mise à prix : 88.000 francs

S'adr. pour renseignements à M<sup>re</sup> Marcel JARRET, avocat à Paris, 20, bd. Malesherbes

M<sup>re</sup> DEMOSTREUX, not., Paris, 67, bd. Saint-Germain ; et à vous avec, près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Orteil.

Adj. au Tribunal de Commerce Paris, le 4 novembre à 14 h. 15 - Fonds de commerce et FABRICATION HORLOGERIE

à Paris-8<sup>e</sup>, 18, av. F.-Roosevelt

M. & P. (P. & B.) 20.000 F. C. 10.000 F. S'adr. M<sup>re</sup> POPELIN, notaire, 164, rue du Faubourg-Saint-Honoré.

M<sup>re</sup> Baumgartner, n. 4, r. Couventiers.

Adj. au Tribunal de Commerce à Paris, le 3 novembre 1976, à 14 h. 15 - Fonds de commerce et SERRURERIE - FERRONNERIE

exploité avec DES LOCAUX COMMERCIAUX situés à PANTIN (93)

Mise à prix : 30.000 F (pouvant être baissée). S'adresser : M<sup>re</sup> POPELIN, notaire, 164, rue du Faubourg-Saint-Honoré.

M<sup>re</sup> GOURDAIN, syndic à Paris, 174, boulevard Saint-Germain.

Adj. au Tribunal de Commerce à Paris, le 3 novembre 1976, à 14 h. 15 - Fonds de commerce et MONTAGE PRAIRAGE

OUTILAGE USINAGE MÉCANIQUE GÉNÉRALE

AVEC BAIL DES LOCAUX À PARIS (14<sup>e</sup>), 44, RUE BEAUMARTIN. S'adresser à M<sup>re</sup> POPELIN, notaire, 164, rue du Faubourg-Saint-Honoré.

M<sup>re</sup> POPELIN, n. 164, Fg-St-Honoré ; M<sup>re</sup> GOURDAIN, n. 174, bd St-Germain.

Adj. au Tribunal de Commerce Paris, 3 novembre, à 14 h. 15 - Sur folle enchère Fds COUVERTURE - PLOMBERIE - ÉLECTRICITÉ

FURNISTERIE - CHAUFFAGE CENTRAL avec BAIL DES LOCAUX COMMERC.

46, RUE DE PROVENCE À PARIS (9<sup>e</sup>)

Mise à prix : 200.000 F (pouvant être baissée). S'adresser à M<sup>re</sup> POPELIN, notaire, 164, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris.

### UN PAVILLON ÉTRÉCHY (91)

11, avenue Poch

MISE A PRIX : 15.000 FRANCES

Consommation indépendante pour chauffage, Rénovation, M<sup>re</sup> TRUXILLO et AKOUN, avocats, 51, rue Champigny à CORREY-ESSONNES, tél. 406-20-26 et 406-14-18.

Adj. au Tribunal de Commerce Paris, le 9 novembre 1976 à 14 h. 15 - Fonds de commerce et MENUISERIE

avec bail local commercial et jardin. M. & P. (P. & B.) 20.000 F. C. 10.000 F. S'adr. M<sup>re</sup> DURAND et JOUVION, not. assoc., 10, rue Danielle-Casanova ; M<sup>re</sup> HERISSAY, n. 130, r. Rivoli, Paris.

Adj. au Tribunal de Commerce Paris, le 9 novembre à 14 h. 15 - Fonds de commerce et BAR-RESTAURANT

avec bail et grande licence 4<sup>e</sup> Cat. 8, RUE BOUDREAU, PARIS (9<sup>e</sup>)

M. & P. (P. & B.) 30.000 F. C. 20.000 F. S'adr. M<sup>re</sup> DURAND et JOUVION, not. assoc., 10, rue Danielle-Casanova ; M<sup>re</sup> MELLÉ, n. 79, r. Temple, Paris.

Adj. au Tribunal de Commerce à Paris, le 3 novembre 1976, à 14 h. 15 - Fonds de commerce et SERRURERIE - FERRONNERIE

exploité avec DES LOCAUX COMMERCIAUX situés à PANTIN (93)

Mise à prix : 30.000 F (pouvant être baissée). S'adresser : M<sup>re</sup> POPELIN, notaire, 164, rue du Faubourg-Saint-Honoré.

M<sup>re</sup> GOURDAIN, syndic à Paris, 174, boulevard Saint-Germain.

Adj. au Tribunal de Commerce à Paris, le 3 novembre 1976, à 14 h. 15 - Fonds de commerce et MONTAGE PRAIRAGE

OUTILAGE USINAGE MÉCANIQUE GÉNÉRALE

AVEC BAIL DES LOCAUX À PARIS (14<sup>e</sup>), 44, RUE BEAUMARTIN. S'adresser à M<sup>re</sup> POPELIN, notaire, 164, rue du Faubourg-Saint-Honoré.

M<sup>re</sup> POPELIN, n. 164, Fg-St-Honoré ; M<sup>re</sup> GOURDAIN, n. 174, bd St-Germain.

Adj. au Tribunal de Commerce Paris, 3 novembre, à 14 h. 15 - Sur folle enchère Fds COUVERTURE - PLOMBERIE - ÉLECTRICITÉ

FURNISTERIE - CHAUFFAGE CENTRAL avec BAIL DES LOCAUX COMMERC.

46, RUE DE PROVENCE À PARIS (9<sup>e</sup>)

Mise à prix : 200.000 F (pouvant être baissée). S'adresser à M<sup>re</sup> POPELIN, notaire, 164, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris.

M<sup>re</sup> POPELIN, n. 164, Fg-St-Honoré ; M<sup>re</sup> GOURDAIN, n. 174, bd St-Germain.



## Nadia Comaneci presque égale à elle-même

1501



1520

## JUSTICE

### L'AFFAIRE DASSAULT

#### La commission des lois de l'Assemblée examinera mercredi la création éventuelle d'une commission d'enquête parlementaire

La commission des lois de l'Assemblée nationale a prévu d'examiner, mercredi matin 27 octobre, le rapport de M. Jacques Lenoir, député du Tarn (U.D.R.), sur la proposition de résolution de M. Gaston Defferre et de plusieurs de ses collègues socialistes tendant à instituer une commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds publics alloués aux sociétés du groupe privé Marcel Dassault.

« Il apparaît, est-il notamment observé dans l'exposé des motifs de la proposition de résolution, que les fonds de ce groupe ont été utilisés de façon abusive, et que les fonds ainsi détournés ont été dépensés de façon abusive, en définitive, à des fins autres que celles que commande l'intérêt national. »

On sait que la plupart des partis politiques, et notamment l'U.D.R., à laquelle appartient M. Marcel Dassault, ont annoncé, la semaine dernière, qu'ils rallieraient à la proposition du groupe socialiste. Celle-ci a donc toutes les chances d'être approuvée par la commission des lois.

Interrogé, samedi 23 octobre, par R.T.L., M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du P.C.F., a commenté la lettre dans laquelle M. Dassault a rappelé qu'il n'était pas opposé à la nationalisation de son entreprise aéronautique.

« Ce serait très bien », a déclaré M. Kanapa, « que M. Giscard d'Estaing n'attende pas une minute pour saisir sur cette proposition. » M. Dassault utilise les fonds publics soit pour les geler, soit pour investir dans d'autres secteurs, a affirmé en substance le responsable communiste, qui a ajouté : « C'est un gaspillage inadmissible des deniers publics. »

Des informations, non démenties à ce jour par le ministère des finances, ont fait état la semaine dernière d'un redressement fiscal de 115 millions de francs après l'examen des comptes des sociétés contrôlées par M. Dassault entre 1970 et 1975. Selon

### L'affaire des « brigades rouges »

#### L'AMI DE JOËL MATENCIO A ÉTÉ REMIS EN LIBERTÉ

Après plus de quarante heures de garde à vue dans les locaux de la police de Grenoble (le Monde fait 24-26 octobre), M. Joseph Migliacolo, dit « Francis », entendu comme témoin dans l'enquête sur les « Brigades rouges », a été remis en liberté le samedi 23 octobre en fin de matinée sans qu'aucune inculpation soit retenue contre lui.

« Je n'ai rien à me reprocher, je n'ai jamais rien fait », devait par la suite déclarer à Grenoble, dans une interview à R.T.L., l'ami de Joël Matencio, dévoué lui à la fin de la semaine dernière sous l'inculpation de séquestration et d'hommes violents. Selon certaines sources, Joël Matencio aurait entamé une grève de la faim à la prison de Varces, où il est détenu.

Envoquant la diffusion de la voix du ravisseur présumé à la radio et à la télévision avant l'arrestation de Joël Matencio, le Syndicat de la magistrature dénonce, d'autre part, « l'emploi de la détention de masse comme moyen de résoudre une affaire judiciaire dont la gravité est pourtant indéniable. »

Le président de la République a été invité à donner son sentiment, ce lundi 26 octobre, à R.T.L., sur l'affaire Dassault.

« Les affaires judiciaires et fiscales sont menées à terme. Il est vrai que certaines plaintes a été retirée, mais la décision d'entreprendre des poursuites de justice n'a pas été interrompue pour autant. La preuve, c'est que la plainte a été retirée, mais que l'intérêt est en prison et que la justice poursuit, bien entendu, l'instruction des affaires en cours judiciaires et fiscales. Aussi longtemps que cette instruction est en cours, il appartient à la justice, d'une part, à l'administration fiscale, d'autre part, de faire son travail, mais, bien entendu, dans les deux domaines, les conclusions d'ensemble seront tirées », a affirmé M. Giscard d'Estaing.

● Réduction à vie pour le meurtre d'une personne âgée. Un serrurier, âgé de trente-sept ans, Jacques Chevallier, et un maçon, âgé de trente-deux ans, Gabriel Bellissant, ont été condamnés, samedi 23 octobre, à la réclusion criminelle à perpétuité, par la cour d'assises de l'Ain pour le meurtre d'une personne âgée, Mlle Mariette Lottier.

### FACE AUX INCERTITUDES DE LA LÉGISLATION

#### La magistrature italienne, de la droite à l'extrême-gauche

Rome. — Pour la première fois depuis sa création, en 1959, le Conseil supérieur de la magistrature italienne compte des représentants de toutes les tendances organisées, y compris l'extrême gauche. Ce résultat, acquis aux élections des 17 et 18 octobre, n'est pas dû à un bouleversement des rapports de forces, mais à l'introduction du scrutin proportionnel.

De notre correspondant

férentes catégories de magistrats. La répartition de ces vingt sièges indique exactement quelles sont les tendances de la magistrature italienne, qui compte près de sept mille membres.

On peut schématiquement distinguer une droite conservatrice, comprenant la plupart des membres de la haute hiérarchie, regroupés dans une Union de magistrats (un siège) ; un centre droit, Magistrature indépendante (un siège), qui dirigeait presque seul jusqu'à présent le Conseil supérieur ; un centre gauche, Troisième pouvoir (quatre sièges), qui y était associé ; une gauche, Engagement constitutionnel, proche des partis communistes et socialistes (cinq sièges), et une extrême gauche très active, Magistrature démocratique (deux sièges).

Le Conseil supérieur exerce un rôle déterminant dans l'appareil judiciaire italien. Il nomme les magistrats, décide de leurs transferts, organise les procédures disciplinaires et donne son avis sur tous les projets de lois concernant la justice. La présence en son sein des différentes tendances le rendra plus crédible. Des tendances divergent en particulier sur les rapports entre justice et politique. Alors que la Magistrature démocratique insiste sur les liens entre l'activité judiciaire et la vie politique et sociale, la Magistrature indépendante s'oppose à une politisation des juges qui porte atteinte, selon elle, à l'indépendance et à l'impartialité.

#### LENTILLES DE CONTACT : parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes, obtenez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :

YSOPTIC  
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél. : 522.15.52  
Documentation et liste des correspondants  
français et étrangers sur demande.

### A Paris

#### L'HEBDOMADAIRE « SORTIR » EST SAISI À LA REQUÊTE DU COUITURIER MICHEL RENOMA

M. Gilles Regnault, vice-président du tribunal de Paris, a fait droit, samedi 23 octobre, à la requête présentée par M. Pascal Dewynter au nom de M. Michel Crespy, dit Michel Renoma, couturier, qui demandait la saisie du numéro 3 de l'hebdomadaire *Sortir*, paru le 20 octobre, et qui publiait un article intitulé « L'art érotique de Renoma », accompagné de la photographie d'un tableau suivi d'un texte intitulé « Mes petites tentilles érotiques », par Michel Renoma.

M. Jean Eug, conseil de M. Marc Dejean, directeur du magazine et de M. Eric Vincent, auteur de l'article, a mentionné, mais en vain, que celui-ci s'était inspiré d'un texte rédigé par une agence de presse.

L'ordonnance du magistrat remarque notamment : « L'article, bien que suivi des initiales E.V., amène le lecteur à penser que M. Michel Renoma, dont l'apparence est décrite dans le tableau d'inspiration érotique, expose complaisamment certains aspects de sa vie privée. »

Pour autant, ajoute, « jamais Michel Renoma n'a autorisé qui ce soit à écrire et publier cet article. » Or, la rédaction faite par *Sortir*, à l'insu de l'intéressé, d'un prétendu mode de vie de Michel Renoma inspiré par le caractère érotique de la décoration de son appartement, constitue une voie de fait et une atteinte intolérable à la vie privée qu'il convient de faire cesser. »

### A Sensis

#### UN INSPECTEUR DU TRAVAIL PORTE PLAINTE CONTRE M. ÉMILIEN AMAURY POUR DIFFAMATION

Un inspecteur du travail de Creil (Oise), M. Gérard Demory, vient de porter plainte à Sensis contre M. Émilien Amaury, directeur de publication du *Parisien* diffamé pour diffamation envers un fonctionnaire.

La plainte de M. Demory vise un article publié dans le *Parisien* libéré du 14 juillet dernier et relatant le licenciement de quatre militants syndicaux de l'usine de Poelain, autorisé par le ministre du travail bien que les inspecteurs du travail aient donné un avis contraire. Dans son article le *Parisien* libéré avait qualifié M. Demory « d'irresponsable ».

## Quand lève-t-on le capot d'une 604 SLV6?

Vous n'aurez pas souvent à lever le capot de la 604 SL V6. Son moteur six cylindres est solide. Il associe la puissance et la longévité. Si vos passagers qui ne l'entendent jamais demandent à le voir, alors donnez quelques explications : Moteur super carré : 2664 cc de cylindrée. Puissance fiscale : 15 CV. Consommation testée au 21<sup>e</sup> Mobil Economie Run : route : 10,23 l/100 km ; ville : 14,91 l/100 km.

Puissance maxi DIN : 136 chevaux. Vitesse maximale : 182 km/h.

Ne prenez pas la peine de leur décrire sa souplesse, son brio

dans les côtes, les journaux l'ont déjà fait. Confiez-leur plutôt le volant. Et emmenez-les sur un parcours difficile. L'un de ces parcours où l'on change constamment de régime.

Si, après cet essai, ils vous regardent avec envie, ne leur en veuillez pas. Et surtout ne soyez pas surpris de les voir bientôt au volant de leur 604 SL V6. C'est qu'ils aiment l'automobile... et qu'ils savent apprécier les vertus du six cylindres.

### Pour montrer le six cylindres à ses amis.

PEUGEOT

Peugeot 604 SL V6. Une grande voiture.

Prix d'été en main au 12,7 % : 46 000 F

Peugeot fait confiance à ESSO

### Une « machine » grippée

Le nouveau Conseil supérieur aura surtout pour tâche de favoriser une réforme du système judiciaire qui est réclamée de toute part. On constate, en effet, une double carence : la « machine » fonctionne mal et la législation est trop incertaine. Il en résulte un manque de confiance croissant de la part des citoyens. La justice a beaucoup perdu de son prestige, et pas seulement en raison des erreurs de certains de ses membres, comme le juge Romolo Pietroni, ancien conseiller de la commission parlementaire antimafia, qui vient de se faire arrêter à Rome pour... « activités mafieuses ».

Le mauvais fonctionnement de l'appareil judiciaire peut facilement s'illustrer par des chiffres. Au début de cette année, seize mille dossiers (la moitié des affaires) attendaient d'être jugés, et près de trois millions de dossiers s'accumulaient dans les tribunaux. Ceux-ci sont très mal répartis sur le territoire et ont des équipements défectueux. Conséquence : la pratique de l'arbitrage privé rencontre un succès croissant.

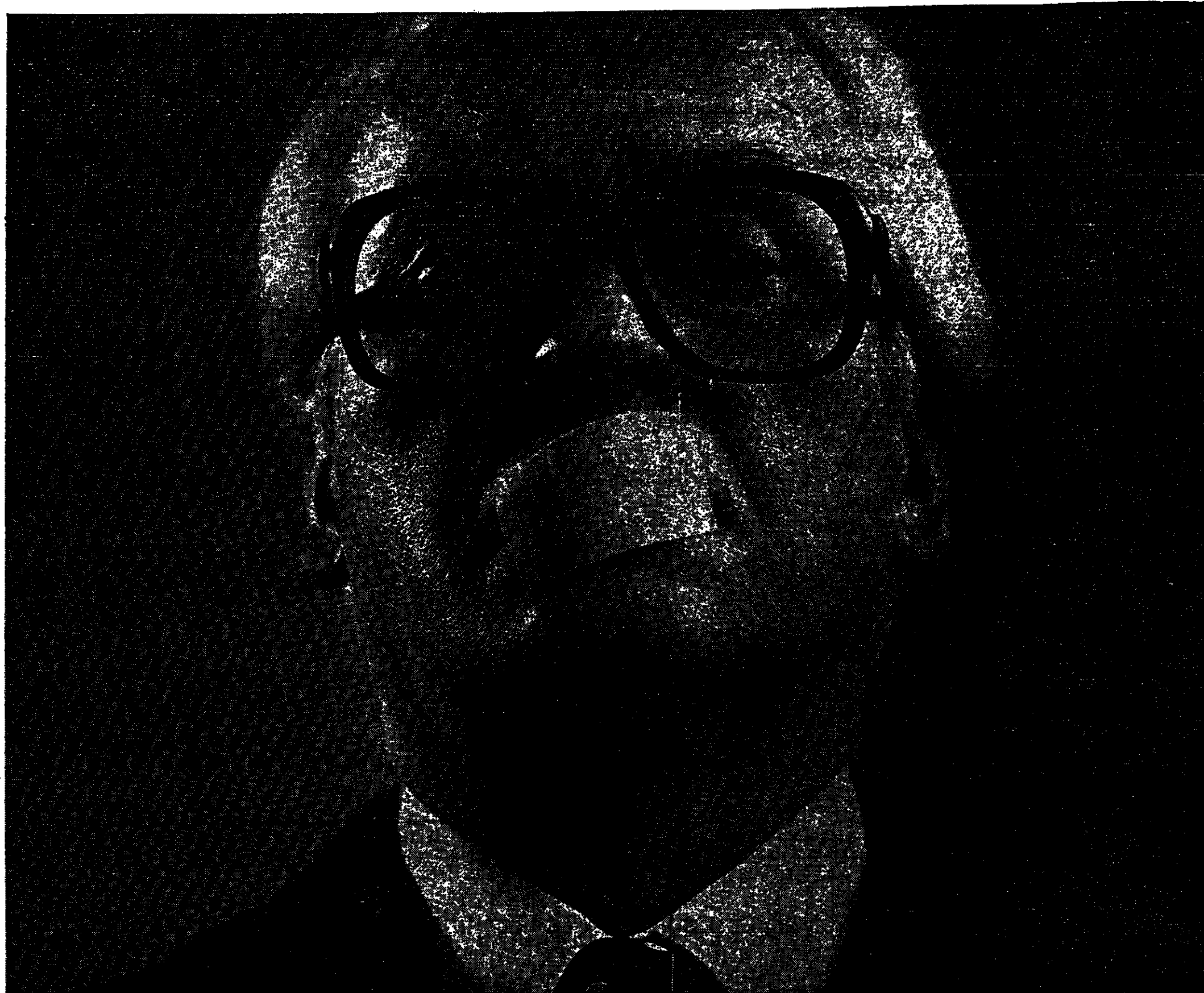
L'autre aspect du problème — les incertitudes de la législation — n'est pas moins grave. Depuis des décennies et malgré les changements profonds du régime politique, de multiples lois viennent s'ajouter les unes aux autres dans une belle incohérence. La Cour de cassation elle-même finit par prononcer des sentences contradictoires. Appelés à exercer leurs activités dans des domaines de plus en plus vastes avec cet outil dépassé, les juges font parler d'eux de façon permanente. On ne compte plus les sentenze clamorose (sentences spectaculaires) qui valent à leurs auteurs de nombreux commentaires dans les journaux et parfois même des polémiques publiques entre eux.

L'Association nationale des magistrats a présenté l'an dernier des propositions tenant compte de la prochaine réforme du code pénal. On y trouve notamment deux souhaits : l'institution du juge unique en première instance (au lieu de mobiliser trois magistrats comme c'est le cas actuellement) et la mise en place de juges non professionnels pour les affaires d'importance mineure. L'association remarquait cependant que rien ne pourrait être fait sans un accroissement substantiel des finances, car le chapitre Justice ne représente que 1,3 % du budget de l'Etat italien.

ROBERT SOLÉ

● La Chambre interdépartementale des hauts-juges de justice de Paris est composée, pour l'année judiciaire 1976-1977, de MM. Cipriano, président ; Delattre, syndic ; Jean-Bordeaux, rapporteur ; Babon, secrétaire ; Jean-Claude Desgarnaux, trésorier, 17, rue de Beaujolais, 75001 Paris.





# CE QUE PERSONNE NE VOULAIT VOUS DIRE, LA CHASE VOUS LE DIRA

*La Chase dispose des informations dont vous avez besoin pour progresser sur le marché mondial.*

Dans le monde des affaires, une entreprise ne peut survivre que si elle est bien informée. Une bonne information qui vient au bon moment, cela vaut bien plus que de l'argent.

Et c'est sans doute pourquoi ceux qui détiennent les informations importantes ne tiennent pas à les partager.

## LA CHASE ET SON RÉSEAU D'INFORMATION

La Chase a accès aux meilleures sources d'information, les plus haut placées et les plus secrètes.

Vingt quatre heures sur vingt quatre, ses spécialistes observent et analysent l'évolution politique, économique et sociale de plus de cent pays. Législation locale, plans de développement, règlements financiers de l'import-export, possibilités nouvelles d'investissement: rien n'échappe au réseau des agences Chase qui vous tiendra instantanément et régulièrement informé.

## LA CHASE ET SES SPÉCIALISTES

Les grandes entreprises multinationales le savent bien: toutes ces informations ne valent pas grand-chose si elles n'ont été au préalable triées, analysées et interprétées. Sur ce point également la Chase sera à vos côtés, avec une des meilleures équipes de spécialistes dans le domaine bancaire et économique.

## LA CHASE ET SES DIRECTEURS TECHNIQUES

Les Directeurs techniques de la Chase, ce sont des hommes dont l'expérience ne s'est pas faite dans le domaine bancaire, mais dans des secteurs aussi spécialisés que l'agriculture, la chimie, la sylviculture, la métallurgie, les mines, la pharmacie, les textiles ou les transports. Leur apport technique est un atout majeur pour les économistes de la Chase. Elle leur permet d'évaluer et de prévoir les besoins financiers de n'importe quelle branche industrielle.

## LA CHASE ET SON GROUPE D'ÉTUDE DU SECTEUR ÉNERGIE

Cela fait plus de quarante ans que la Chase se penche sur le problème particulier de l'énergie. Quarante ans qu'avec son propre groupe d'étude elle se livre aux analyses et aux perspectives concernant les besoins financiers caractéristiques de ce secteur. C'est là une expérience dont ne peut se prévaloir aucune entreprise dans le monde, ni même aucun service public.

## LA CHASE ET LA "CHASE ECONOMETRICS ASSOCIATES"

En matière de prévision économique, la «Chase Econometrics Associates», filiale du groupe Chase, est sans doute une des plus

expertes dans le monde. Sur abonnement, elle vous transmettra toutes les prévisions économiques, industrielles et financières pour les USA, le Canada, le Brésil, le Mexique, l'Europe Occidentale et le Japon. Elle vous tiendra au courant des prévisions en matière de taux de change. Le tout d'une façon détaillée et sur une base régulière.

## LA CHASE ET LA "CHASE WORLD INFORMATION CORPORATION"

Client de la «Chase World Information Corporation», vous disposerez d'un service d'information organisé à l'échelon multinational. Pour connaître avant tout le monde les nouveaux marchés. Pour financer vos échanges. Pour vous préparer à faire face aux bouleversements politiques et économiques. Bref, pour vous donner un avantage sur tous les marchés de la planète.

La Chase mettra tout son savoir et toute son expérience à votre disposition.

## LA CHASE, CHEZ ELLE AUX USA

Aujourd'hui, les USA constituent pour l'investisseur étranger un marché dont le potentiel de croissance est l'un des plus formidables du monde. Encore faut-il être capable de s'y introduire et d'en comprendre les rouages complexes.

Le «Foreign Investment Division» de la Chase a été spécialement créé pour

accueillir et guider les nouveaux arrivants. Il vous aidera à pénétrer dans les mécanismes si sophistiqués du marché américain. Il mettra à votre disposition toute la puissance financière et technique que la Chase détient dans son propre pays. Ainsi que ses 177 ans d'expérience dans le monde des affaires.

## LA CHASE ET VOTRE "CONTACT" À LA CHASE

L'importance des informations qu'elle détient et la qualité des services qu'elle rend, font de la Chase un cas unique parmi les banques multinationales.

Votre «contact» à la Chase vous en fera personnellement profiter.

Il coordonnera toutes les ressources disponibles au sein de la Chase.

Recueillera toutes les informations qui vous sont nécessaires.

Analysera vos besoins et résoudra vos problèmes.

Quels que soient vos projets il vous conseillera et vous informera.

Vous avez besoin de la Chase.

**CHASE**



100-11-150



## Peut-on critiquer les entreprises publiques ?

## Des injustices fiscales...

(1) Rapport d'information fait au nom de la Commission des finances du contrôle budgétaire et du contrôle économique de la nation sur le contrôle des entreprises publiques en 1978, par M. Edouard BONNETOU - Sénat - N° 421.

(2) Les Entreprises publiques - Ouvrage collectif sous la direction de M. Sagré Eugène - PUF/Gauche - Paris - 1973.

**JACQUELINE GRAPIN.**  
(Lire la suite page 21, 1<sup>re</sup> colonne.)

## Des industries de base remplacées par d'autres industries de base

### De notre correspondant

De l'action ainsi entreprise, on peut aujourd'hui dresser un constat, ce que nous résumons par les faits et chiffres préparatoires au VII<sup>e</sup> Plan. Les premières divergences apparaissent alors. Si le préfet de région, M. André Chadeau, peut faire état de la création de cinquante mille emplois depuis 1968 et de l'installation d'équipements très importants, il n'en reste pas moins que le bilan est sombre : l'emploi industriel est tombé de six cent soixante-dix-huit mille personnes en 1968 à cinq cent soixante mille au 1<sup>er</sup> janvier 1975 ; le nombre d'émigrés, qui était de huit mille personnes de 1962 à 1968, est passé à seize mille. Dans l'emploi national, la part de la région est tombée de 10 à 7 %.

### *L'entrée en scène de M. Pierre Dreyfus*

C'est ce constat d'échec qui a justifié l'action entreprise par le conseil régional, et cette tentative de prise de conscience par l'ensemble des responsables de tous ordres. Le conseil régio-

## LE TERTIAIRE TANT ATTENDU

Le développement du tertiaire dit banal est actuellement à peine satisfaisant et d'importance très variable dans les différents secteurs de la région. La revendication pour un tertiaire plus évolué est permanente. Mais tout est lié : cette demande n'a guère de chances d'être satisfaite si l'industrie ne se renoue pas. A l'inverse, la conversion industrielle est freinée par l'absence d'un tertiaire de haut niveau et de services. Un cercle vicieux bien difficile à briser.

D'un autre côté, les élus de gauche affirment que les objectifs globaux du VIF sont — renforcement des ples d'exportation existantes, redéploiement de l'industrie — conduisent à privilégier l'investissement productif et les exportations comme moteur de la demande. Le Nord-Pas-de-Calais, selon eux, dans l'état actuel des choses, ne pourrait supporter sans dommage cette politique. On affirme même que la stratégie du VIF n'a pas de sens car elle contredit l'effort de développement de la région. On a un développement du tertiaire est prévu, on dit encore que, cette politique ne sera pas directement transposable dans la région.

**GEORGES SUEUR.**

(Lire la suite page 21, 1<sup>re</sup> colonne.)

# BULLETIN

## Le technocrate et le commerçant

Etablie à leur compte, ces derniers n'ont pas encore accédé, pour la plupart, au langage de la comptabilité, mais ils supportent en plein les risques

de leur mer. Un métier dur à la vérité, qui exige toute l'année quinze heures de travail par jour. Ceux qui l'exercent demandent, en contrepartie, qu'on leur laisse, comme ils disent, « gagner leur vie ». L'expression apparaît bien vagues aux statisticiens, qui sur la base d'un questionnaire ont imposé, pour les comparaisons, et mettront, par exemple, en parallèle le gain d'un marchand de quatre saisons avec celui d'un instituteur. Mais la hiérarchie des rémunérations (qui n'a guère changé depuis... plusieurs siècles) s'établit de façon plus ou moins logique. Les professeurs, par exemple, d'une part la rémunération d'un petit commerçant dont le talent tient d'abord à son « contact avec le client et sa présence d'un après-midi, et d'autre part le gain d'un garçon de bureau, qui, certes, n'a rien de commun ne sont pas non plus éloignées à l'école.

Privés du brevet automatique de compétence que confère une « qualification professionnelle », soupçonnés d' fraude permanente par les agents du fisc et le public, les détaillants, et notamment les jeunes, votent à leur tour dans la grève un moyen de faire reconnaître leur dignité. Leurs revendications, même si elles ne sont que très partiellement justifiées d'un point de vue purement technique (après tout, demandent-ils pas qu'on leur maintienne un régime de taxation contre lequel ils s'étaient élevés en 1973 ?), méritent plus de considération de la part du gouvernement.

Peut-on à la fois se réclamer tous les jours de la qualité de la vie et refuser d'entendre ceux qui par leur travail contribuent efficacement à rendre l'existence plus facile et plus agréable à des millions de gens ?



## LES INDICATEURS-CLÉS DE LA CONJONCTURE

	VARIATION (en %)	
	En 1 mois	En 1 an
<b>EMPLOI</b> (septembre 1976) :		
● Demandes : 953 400 (941 200) ...	+ 13,5 (- 2,2)	+ 1 (+ 0,8)
● Offres : 142 900 (131 200) ...	+ 3,7 (- 3,2)	+ 24,6 (+ 24,6)
<b>COMMERCE EXTERIEUR</b> (sept. 1976) :		
● Importations : 26 156 (27 214) ...	+ 23,9 (+ 7)	+ 46,8 (+ 47,7)
● Exportations : 22 068 (23 880) ...	+ 26,7 (+ 3,8)	+ 28,4 (+ 28,9)
<b>PRODUCTION INDUSTRIELLE</b> (juillet-août 1976) :		
Base 100 en 1970; bâtiments et travaux publics exclus.		
● 112 et 79 (125) ...	- 25,4 (+ 1,6)	+ 13 (+ 13,5)
<b>RESERVES DE CHANGE</b> (fin septembre 1976) :		
85 325 millions de francs	+ 113 millions	- 10 245 millions
<b>PRIX</b> (août 1976) :		
● De détail (1970 = 100) : 168,4 ...	+ 0,7	+ 9,5
● De gros alimentaires : 229,1 ...	+ 3,9	+ 10,5
● De gros industriels : 210,4 ...	+ 0,3	+ 11
<b>MASSE MONETAIRE</b> (août 1976) :		
622 milliards de francs	- 1 (+ 0,6)	+ 17,3
<b>CREDITS A L'ECONOMIE</b> (juillet 1976) :		
798 milliards de francs	- 1,2 (+ 0,2)	+ 15,6
<b>DEPOTS DANS LES CAISSES D'EPARGNE</b> (septembre) :		
- Excédents sur les retraits : 1,8 milliards de francs	- 1 380 millions	- 645 millions

Les chiffres figurant dans ce tableau sont des données brutes. Ceux qui sont indiqués entre parenthèses sont corrigés de variations saisonnières.

Les prix de gros alimentaires sont ceux de la région parisienne. L'indice des prix de gros industriels (toutes branches) ne couvre que les demi-produits : fonte, acier, tissus, pâtes à papier, bois scié, etc.

Les dépôts dans les caisses d'épargne ne prennent pas en compte les dépôts bancaires d'épargne (comptes sur livret). Le signe « - » qui précède la variation en un mois et en un an ne signifie pas une baisse de l'épargne mais des excédents moins importants.

## Les secteurs contrôlés par l'étranger : 12 % des ventes de l'industrie française

LES entreprises françaises sous contrôle étranger ont une productivité supérieure aux autres et offrent de meilleurs salaires. Ces idées sont largement répandues. Serait-elles fausses ? Une étude du Service de l'information et des statistiques (STIS), qui dépend du ministère de l'Industrie et de la Recherche, amène à s'interroger.

Que dit en effet le STIS, aux termes de cette étude économique des entreprises et secteurs à forte pénétration étrangère basée sur les statistiques de 1972, les dernières disponibles ?

● LA PRODUCTIVITE des entreprises et sous-secteurs sous domination étrangère est supérieure à la moyenne, mais le niveau atteint est légèrement inférieur à ce que

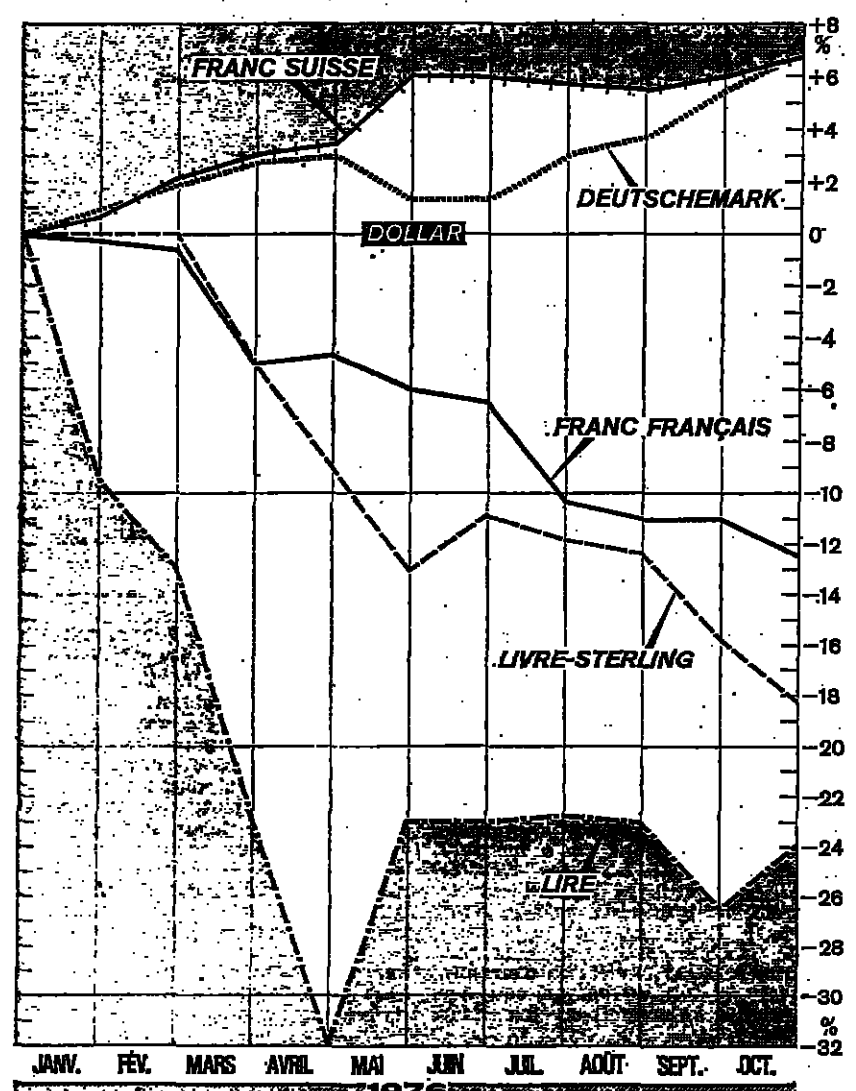
l'on pourrait attendre d'une dotation abondante en capital et d'un indice de qualification du personnel élevé.

● LES REMUNERATIONS y sont à peine supérieures à la moyenne nationale, mais le personnel étant en moyenne plus qualifié, les salaires versés par ces entreprises ou ces sous-secteurs sont en réalité plus faibles, à niveau de qualification donné.

● LA MARGE BENEFICIAIRE BRUTE (profit d'exploitation) est en moyenne équivalente, mais il semble que ce niveau résulte davantage de rémunérations moins fortes que d'une productivité plus grande. Le partage entre salaire-profit apparaît donc

★ L'étude est en vente à la Documentation française, 29-31, quai Voltaire, Paris. Prix : 25 F.

## DEPUIS LE DÉBUT DE 1976 L'ÉCART ENTRE MONNAIES FORTES ET FAIBLES DE L'EUROPE S'EST BEAUCOUP ACCENTUÉ



L'année qui aura suivi la conférence « au sommet » de Rambouillet (novembre 1975), au cours de laquelle six chefs d'Etat et de gouvernement (France, Etats-Unis, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Italie et Japon) avaient réaffirmé la nécessité de maintenir des « conditions équilibrées » sur les marchés de change, aura été marquée en Europe par des fluctuations de cours d'une ampleur encore jamais enregistrée. L'écart entre quelques monnaies dites fortes et les autres se sera dangereusement accru comme le montre le graphique ci-dessus qui retrace l'évolution des cours des principales devises par rapport au dollar.

La zone de stabilité que représentait le « serpent » a été fortement secouée. Au mois de mars, le franc français a cessé d'appartenir et au mois d'octobre un rajustement des parités au sein du « serpent » qui a eu pour effet de dévaluer par rapport au deutschemark toutes les autres monnaies qui au font encore partie (franc belge-luxembourgeois, florin néerlandais, couronne danoise, norvégienne et suédoise).

## La revalorisation du travail manuel laisse de côté les véritables discriminations

OUELLE sera la place du travail en l'an 2000 ? Selon un premier scénario que certains qualifient de « désespérant » (1), l'organisation des tâches et des fonctions dans l'entreprise ne sera guère modifiée sinon par des correctifs et quelques améliorations dont l'objectif sera surtout d'éviter ou de différer des conflits trop violents. D'un côté, une forte minorité de diplômés et de personnel qualifié consolideront leur statut, de l'autre, la masse des sans-grade seront affectés à des tâches ingrates et répétitives. Les inégalités trop criantes seraient légèrement atténuées et la priorité serait donnée à la

Pour les auteurs de *Contributions à une prospective du travail*, le scénario du changement suppose une « répartition différente du pouvoir » entre les niveaux. Ils ne sous-estiment pas, cependant, les énormes pesanteurs techniques et sociologiques qui freineront ou même empêcheront toute évolution profonde.

L'analyse très sérieuse de la situation actuelle et des « tendances » qui pèsent sur le travail souligne sans ambiguïté les dangers de notre système actuel auquel demeurent attachés, pour des raisons contradictoires, la majorité des Français.

Alors que, ces dernières années, le patronat et les pouvoirs se sont efforcés, par petites touches, de révaloriser le travail manuel, les auteurs estiment que cette idée, au mieux cette politique, est « d'une certaine manière absurde ». Déjà on assiste à une « disparition progressive de la distinction entre travail manuel et intellectuel » : l'ouvrier professionnel accomplit souvent des tâches riches et complexes qui exigent à la fois des connaissances importantes et un

réduction de la durée d'un travail puisque la nature de celui-ci ne peut être profondément changée.

Selon un deuxième scénario, dit du changement, qu'expose un document volumineux publié sous la responsabilité de M. Yves Chaigneau par le commissariat général du Plan, sous le titre « Contributions à une prospective du travail » (2), la coupure et la discrimination entre salariés qualifiés et manœuvres d'usines ou de bureaux pourraient être considérablement réduites : la restructuration des tâches et surtout des fonctions hiérarchiques dans l'entreprise permettrait de réconcilier l'homme avec un travail qui « serait redevenu un art ».

Les auteurs de *Contributions à une prospective du travail* ont en effet en tête des salariés non qualifiés. Employés en col blanc ou en tailleur, petits cadres en complet rayé et « accomplissent » et accompliront qu'un pseudo-travail intellectuel et leur participation au « pouvoir » n'est qu'une « véritable fiction que la pression sociale, encore très forte, leur impose » - aujourd'hui - de mettre en jour.

### La revanche du taylorisme

Dès lors, assistera-t-on à un phénomène de rejet du travail comme déjà on le constate chez certains jeunes ? Là encore, l'analyse doit être nuancée. L'absentéisme, certaines grèves sauvages, la « contre-mobilité » des jeunes qui cherchent à fuir l'entreprise, moins par esprit de promotion que par souci de changer d'occupation jugée ennuyeuse, sont autant de signaux d'alarme qui renvoient la thèse d'une dégradation et d'une crise du travail.

À l'inverse, la recherche par un nombre croissant de femmes d'une occupation salariée et surtout la proportion très élevée (80 %) d'ouvriers et d'employés qui, lors de sondages, jugent leur travail assez ou très intéressant, démontrent que le travail « conserve une place privilégiée dans la hiérarchie des valeurs ».

Des lors, l'opinion publique et surtout les observateurs et les sociologues seraient-ils intoxiqués par des campagnes trop systématiques ou simplistes sur ce qu'on appelle aussi la « dégradation de la civilisation industrielle » ? Sans surestimer les « subtilités sociopsychologiques » des personnes interro-

gées, la tendance assez générale des salariés à se déclarer « satisfait » relative « à la capacité des individus à s'adapter à toutes sortes de travaux » dans la mesure où il faut bien gagner sa vie.

Dans une économie qui, sans correctif ou modification profonde, fonctionnera de plus en plus selon un schéma de parcellisation des tâches, tout le problème est de savoir comment la majorité des salariés réagissent.

Parmi les perspectives à long terme que recensent les rapporteurs, nombre d'entre elles permettent d'estimer que l'on va assister au développement prioritaire des revendications quantitatives et à l'adoption de « pseudo-solutions » permettant de sauver le système actuel par de petites retouches. D'ici à l'an 2000, la concurrence internationale va obliger les entreprises à accentuer la recherche de la productivité, le développement de l'automatisation ; à côté d'expériences d'élargissement ou d'enrichissement, on risque d'observer une « pénétration accrue des modèles tayloriens » d'organisation du travail.

### De simples gadgets

En outre, la population active française va s'accroître dans des proportions telles - notamment avec l'afflux des femmes et le renouvellement des générations - que « l'économie française va s'installer en longue période dans une situation d'excédent de ressources en main-d'œuvre ». C'est-à-dire de trop-plein et de sous-emploi : le marché du travail sera de plus en plus « dur » puisque « les conditions et les capacités de la main-d'œuvre ne pourront pas être pleinement utilisées par le système productif » ; jeunes et adultes devront batailler pour obtenir une occupation rémunérée, quelle qu'elle soit : le droit à l'emploi sera « la revendication majeure des vingt années à venir ».

Ce combat risque de masquer ou d'atténuer les revendications persistantes pour un travail plus épanouissant, à l'heure où les salariés et le personnel qualifié à se mouvoir dans leur cité pour conserver les avantages acquis : autorité et hauts revenus. Les expériences d'enrichissement des tâches, chaque ouvrier devenant sans doute un petit artisan, mais aussi un concurrent pour son voisin. Même l'autogestion peut être digérée par les tenants du système actuel dans la mesure où l'on démontre, comme le fait déjà O. Géli-

nier, que « le principe même de l'autogestion est et reste l'un des fondements de l'économie de marché » dans la mesure où il s'agit de faciliter « la gestion par chacun de ses propres affaires ». Face à ces « tendances lourdes », qui font pencher la balance en faveur d'une société qui, en l'an 2000, serait une copie adaptée de la société actuelle, d'autres tendances prévalent en faveur d'une refonte profonde de l'organisation

actuelle du travail. Les révoltes des ouvriers, cadres et employés, « devant les carences de la gestion hiérarchique » vont se multiplier, et ce d'autant plus que le niveau scolaire des Français va s'améliorer : le nombre des bacheliers ne va-t-il pas doubler ? Dans la mesure où les emplois de faible intérêt seront occupés par des personnes ayant un niveau d'éducation plus élevé, la composition passive (et explosive) la va-t-elle pas se développer ? Les auteurs du document le pensent.

Contradiction et ambiguïté des comportements ? Les auteurs d'une prospective du travail les exposent sans tarder. Ils estiment qu'une adaptation sans bouleversement de l'économie est une hypothèse vraisemblable, mais elle conduira à « une sélection profonde du marché du travail » entre les privilégiés (les qualifiés), qui obtiennent un emploi intéressant, et la masse des nouveaux manœuvres - jeunes, femmes, immigrés - qui, sans réforme, vont cumuler les inégalités (insécurité, travail fastidieux, faible salaire). Leur « vie battra selon un rythme à deux temps » : celui du travail, « contrainte à laquelle on ne peut pas échapper », et celui de la fuite vers le loisir, le bricolage et souvent le repli sur soi. Le rôle de l'Etat sera alors de protéger, d'amortir les conflits et de maintenir l'ordre « au prix d'une centralisation bureaucratique accrue ».

Mais les mêmes auteurs rejoignent ainsi les observateurs de différentes tendances qui, autour de M. J. Delors, multiplient « échanges et projets », préconisent une autre forme de vie en société : il ne s'agit plus de considérer le travail comme une punition et un devoir qu'il faut rapidement bécoter, mais comme un nouvel art de vivre : élargissement et enrichissement des tâches, transformation des décisions technologiques et des processus de production, réduction des inégalités bien sûr, mais aussi bouleversement des systèmes éducatifs et, surtout, des fonctions et des hiérarchies dans l'entreprise.

Selon l'étude du commissariat du Plan, « l'un des problèmes fondamentaux qui demain seront l'objet et le centre de bien des conflits est celui du pouvoir dans l'entreprise », et l'auteur n'hésite pas à ajouter que « le thème de la participation » sera « supplanté par celui de l'autogestion qui, même s'il reste encore très flou, apparaît aujourd'hui comme le seul ambitionnant une réconciliation de l'homme avec son travail ».

Et le responsable du document, M. Chaigneau, propose « la mise en œuvre d'une politique du travail en terme de système global » mais ne nie pas les difficultés et les lenteurs de cette politique quant à ses résultats, propose dans l'immédiat une sorte de « révolution culturelle » à la Mao en suggérant que tous les diplômés « soient tenus durant quelques mois d'occuper un emploi non qualifié », manuel ou non.

Quel que soit le contenu des décisions, il faut agir profondément, sinon « les tensions sociales ne trouveront pas mieux leur calmant que dans la désintégration économique ». Le président du groupe prospective, M. Yves Chaigneau, qui adresse cet avertissement au commissariat du Plan, ne savait certainement pas, lorsqu'il rédigeait ce rapport, que l'avertissement s'adresserait à lui-même puisque le voilà aujourd'hui directeur de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail et amené à « œuvre » les contradictions et les ambiguïtés de notre société.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) *Essai de prospective*, n° 14, 1976. « De la crise du travail à la réforme de l'entreprise », 18, rue des Pyramides, 75001 Paris. Prix : 18 F.

(2) *Contributions à une prospective du travail*, Commissariat général du Plan, Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75001 Paris. Prix : 40 F.

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé  
Aucune limite d'âge  
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 686

ECOLE PREPARATOIRE L'ADMINISTRATEUR

Ecole privée fondée en 1873  
soumise au contrôle pédagogique de l'Etat

4, rue des Petits-Champs,  
75008 PARIS - CEDEX 02

### INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS

Dans le cadre de ses activités de formation continue SCIENCES-PO organise 3 JOURNÉES D'ETUDES ayant pour thème :

#### « L'ENTREPRISE ET L'ACTIONNARIAT DES SALAIRES »

● Dates : 16, 17 et 18 novembre 1976.

● Cette session spéciale est réalisée avec le concours de la COMMISSION DES OPERATIONS DE BOURSE, et la participation de dirigeants d'entreprises, de conseils de surveillance, de sociétés de gestion ayant l'expérience des diverses formes d'actionnariat examinées, et de représentants des pouvoirs publics.

● La session est destinée aux responsables de niveau élevé des directions générales, des directions financières et juridiques, ainsi qu'aux spécialistes des questions de politique du personnel et aux responsables de l'information.

● Principaux thèmes : les expériences françaises et étrangères d'association et d'intéressement ; partage du profit et nouvelles formes d'épargne des salariés ; les ordonnances de 1967 ; nouvelles formes d'accès au capital ; le point de vue des entreprises, des salariés, des gestionnaires de fonds communs de placement, des pouvoirs publics.

Inscriptions et renseignements :

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS  
FORMATION CONTINUE  
27, rue Saint-Guillaume  
75007 PARIS - Tél. : 260-39-60

1520



150

## Les entreprises publiques

(Suite de la page 19.)

De l'autre bord, on n'a pas de mal à constater, comme s'en est plaint M. Edouard Bonnefous, qu'il y a « deux justices fiscales, l'une excessive et rigoureuse pour le secteur privé, l'autre excessive et tolérante pour le secteur public ». La fait que les entreprises nationales n'aient payé que 15 milliards de francs d'impôts indirects en 1974 sert aussi la démonstration de la faiblesse de leurs résultats financiers.

« L'organisation des entreprises publiques comporte-t-elle — le cas échéant — un degré suffisant — des mécanismes assurant l'auto-surveillance par les personnels de la rentabilité de leur secteur d'activité, ainsi que des mécanismes de responsabilité et d'inclination des agents à cet égard ? », demande M. Bonnefous. « Les structures internes sont-elles adaptées en vue de la réalisation d'objectifs précis, et la non-réalisation de ces objectifs implique-t-elle des conséquences personnelles sur les personnels intéressés ? »

Quatre ans après la publication du rapport Nora, qui préconisait de faire des entreprises publiques de véritables unités industrielles et commerciales obéissant aux lois du marché tout en respectant les obligations de service public imposées (celles-ci devant être supportées financièrement par l'Etat), un rapport du Conseil économique et social présenté par M. Georges Vedel sur le financement des entreprises publiques (3) vient de montrer que les réalisations dans ce sens ont été minces. En dépit du « coup de chapeau » qu'il faut tirer à l'exécution des contrats de programme intervenus entre l'Etat, l'E.D.F. et la S.N.C.F., dans l'ensemble la politique des tarifs est restée éloignée de la vérité des prix, l'augmentation des taux d'autofinancement a été de beaucoup inférieure à celle qui avait été recommandée, et le recours aux emprunts a été très supérieur à celui qui avait été envisagé.

Qu'on songe qu'en 1975 les besoins des entreprises publiques n'ont été couverts qu'à concurrence de 34 % par l'autofinancement (au lieu de 58 % en 1973), 34,5 % l'ont été par des ressources recueillies sur les marchés financiers étrangers (au lieu de 7,3 % en 1973), le marché financier français ne fournissant pour sa part que 12,4 % (contre 27 % en 1973), les dotations et subventions de l'Etat 10 % (au lieu de 5,5 %) et les prêts du F.D.E.S. 3,2 %. Sans doute la crise du pétrole y a-t-elle été pour quelque chose : la balance des paiements étant déficitaire, les entreprises publiques ont fait rentrer des capitaux en empruntant, pour couvrir des dépenses d'investissements en forte augmentation, notamment dans le nucléaire. Mais si, comme l'a dit le directeur du Trésor, M. de Larosière, en février dernier, « le coût des emprunts émis à l'étranger par les entreprises publiques depuis 1974 a toujours été inférieur à celui des emprunts émis en France », cela n'empêche pas qu'en période d'instabilité monétaire ces entreprises subissent des risques de change de 20 à 30 %, qui, finalement, obligent l'Etat à augmenter sa contribution à leur financement.

(3) Le financement des entreprises publiques. Rapport présenté au nom de la section des finances par M. Georges Vedel. Conseil économique et social ; le 22 septembre 1976 (le Monde du 13 octobre 1976).

### Le Nord-Pas-de-Calais

(Suite de la page 19.)

Mais plus encore il a fait entrer en scène des experts. Quatre ont été désignés, un pour chacun des groupes politiques qui forment l'assemblée régionale : socialiste, P.C., centriste et U.D.R. La synthèse de leurs travaux menés depuis quelques mois sera présentée très prochainement par M. Henri Guillaume, professeur agrégé de sciences économiques à l'université de Lille et conseiller de l'INSEE. Plus encore, on a fait appel à un praticien de haute renommée, M. Pierre Dreyfus, ancien P.-D.G. de la Régie Renault. Sa mission est comme celle d'un médiateur entre l'instance régionale et les industries. Elle n'est pas appréciée par tous et suscite quelque méfiance dans l'administration, et même au P.C., qui ne croit pas « aux hommes miracle ».

Mais la volonté de M. Pierre Mauroy est sans doute de déboucher sur des solutions concrètes par l'intermédiaire de M. Dreyfus (ne laisse-t-on pas entendre qu'un projet concernant le matériel roulant pourrait aboutir avec la participation des entreprises concernées du Valenciennois, des collectivités locales et de l'Etat ?).

Mais il reste que la politique pratiquée par le conseil régional vise très nettement à affirmer le pouvoir économique de cette assemblée, ce qui va sans doute au-delà des possibilités prévues par la loi.

Il est fort probable — nécessité fait loi — que l'on finira bien par harmoniser les projets du conseil régional avec les objectifs prévus par le préfet de région, lequel s'appuie sur les directives nationales... et considère aussi les crédits que l'on peut raisonnablement espérer obtenir.

C'est dans cette dualité — qui était beaucoup moins nette lors des plans précédents — que le Nord-Pas-de-Calais va aborder une étape assurément décisive pour son avenir. Faut-il accentuer l'effort — mais avec quels moyens ? — sur les bases définies depuis plus de dix ans ? Faut-il employer d'autres méthodes — mais aussi avec quels moyens ? — pour enrayer le déclin... La question est posée sur un arrière-plan politique éminent.

GEORGES SUEUR.

Parallèlement, le secteur privé a beau jeu de se plaindre que sur les 25 milliards de francs d'obligations émises en 1974, près de 15 milliards l'ont été au profit des entreprises nationales, et 2 milliards pour des administrations, cependant que les petites et moyennes entreprises employant la moitié de la population active et réalisant 40 % de la valeur ajoutée nationale devaient souvent faire face à leurs besoins toutes seules. La croissance continue des concours budgétaires aux entreprises publiques et la diminution de leurs versements à l'Etat ne sauraient se perpétuer. « Est-il normal que sur douze entreprises publiques ayant principalement bénéficié des dotations en capital pour 1975, le budget de 1976 ne prévoit une rémunération en fin d'année de ces apports que pour quatre d'entre elles ? » (Chambres de France, E.D.F., G.D.F., Aéroport de Paris), se demande le rapporteur du Sénat. Ainsi, retombe-t-on forcément sur les recommandations du rapport Nora, et voit-on le rapport Vedel préconiser à nouveau la vérité des tarifs, des règles de clarté faisant ressortir nettement le coût des changes de service public, une franchise répartition des responsabilités telle qu'elle peut se faire à travers les contrats de programme, la fixation d'un plan comptable valable pour toutes les entreprises publiques.

En fait, tout le monde constate que la nationalisation de certaines entreprises en France n'a correspondu à aucune doctrine, et qu'il n'y a pas non plus de doctrine pour les gérer. Sans doute, les libéraux ne peuvent-ils demander aux entreprises publiques de pratiquer à la fois la discipline nationale et l'autonomie de gestion. Si l'E.D.F. pouvait gérer franchement ses tarifs, sans doute sa situation financière serait-elle tout autre, et si la Régie Renault a réussi dans son secteur, la raison en est peut-être qu'elle n'a pas respecté les objectifs plus modestes qui lui avaient été fixés par le Plan pour la construction automobile à la fin des années 50 et au début des années 60 ? En sens inverse, lorsque l'union de la gauche propose « l'autonomie de gestion liée à la coopération entre les entreprises publiques et à la planification démocratique », comment marie-t-elle les deux optiques ?

JACQUELINE GRAPIN.

## CORRESPONDANCE

### Les vérifications de comptabilité

A la suite de l'article publié dans « le Monde de l'économie » du 12 octobre sous le titre « Les vérifications de comptabilité », et portant la signature de M. Jack Méurant, assistant de droit public à la faculté de Strasbourg et ancien vérificateur des impôts, le secrétaire national du Syndicat national des agents de la direction générale des impôts C.G.T., M. Gérard Godeau, nous a écrit une lettre dont nous donnons ci-dessous de larges extraits :

Sur le plan juridique, l'auteur de l'article était sans doute qualifié pour porter un jugement sur les insuffisances et les imprécisions des dispositions légales régissant la procédure de vérification. Et, si l'on peut regretter avec lui que le code général des impôts ne soit pas plus précis sur certains points, il faut aussi reconnaître qu'il était difficile au législateur de tout prévoir et de régler à l'avance toutes les difficultés susceptibles de se présenter : un contrôle fiscal n'est pas une opération abstraite, au déroulement inamovible que les seules circonstances de l'affaire.

Car, au-delà l'aspect purement juridique du problème, ce qui est essentiel, c'est de voir comment les choses se passent dans la réalité.

En fait, les personnes vérifiées bénéficient de toutes les garanties souhaitables pour n'être pas victimes d'éventuels abus. Est-il besoin d'ajouter que, à quelques très rares exceptions près, qui sont d'ailleurs le plus souvent sanctionnées, les vérificateurs exercent leurs fonctions avec un sens de la mesure et de relations humaines que se plaisent à leur reconnaître, outre les témoignages officiels, bien des contribuables de bonne foi. Contrairement à ce que certains excités voudraient faire croire, le fisc n'est pas la Gestapo, sans quoi nos camarades feraient un autre métier.

D'abord, dénoncer l'inquisition fiscale tout en déplorant que les contrôles ne

soient pas assez systématiques révèle une certaine contradiction. Il est certain que le fraudeur vérifié est dévalorisé par rapport à celui qui ne l'est pas. Malheureusement le refus du gouvernement d'accorder aux administrations financières les effectifs dont elles ont besoin ne contribuera pas à renforcer la lutte contre la fraude. Remarque étant faite qu'une approche de la justice fiscale suppose une réforme profonde de la fiscalité actuelle, qui pèse surtout sur les travailleurs. Mais cela est une autre histoire.

Pour en revenir à la vérification de comptabilité, s'il a raison de souligner qu'il n'est pas obligatoire d'avertir à l'avance le contribuable du contrôle dont il va faire l'objet, M. Méurant abuse ses lecteurs quand il leur laisse croire que cette formalité n'est pas accomplie dans l'immense majorité des cas. La politique constante de l'administration est d'imposer l'envoi préalable d'un avis de vérification respectant un certain délai. L'intervention en l'absence de cet avis n'est pratiquée que dans les affaires où une constatation matérielle inopinée s'avère indispensable à l'efficacité du contrôle. Encore, dans ce dernier cas, le fisc ne peut-il exiger la représentation de tous les documents qu'il est en droit de consulter, le contribuable non prévenu pouvant légitimement prétendre qu'il n'a pas la disposition immédiate, parce qu'il les a remis à son comptable par exemple.

La question de la fréquence et de la durée des visites sur place n'est pas légalement réglée, c'est vrai, sauf pour les petites entreprises, mais est-il sérieux pour autant de laisser croire que le vérificateur va passer ses journées pendant un an dans la même entreprise ?

Les conséquences de la vérification sont régies par toute une série de dispositions légales qui prévoient une procédure contraignante. M. Méurant déplore que les textes ne fournissent aucun détail sur la discussion qui précède

la conclusion des opérations de contrôle. Le seul fait qu'il reconnaisse que cette discussion existe montre que le vérificateur a le souci de rechercher un accord préalable par un contact direct avec le contribuable, qui a déjà la faculté d'apporter ses explications et ses observations en dehors de tout formalisme légal.

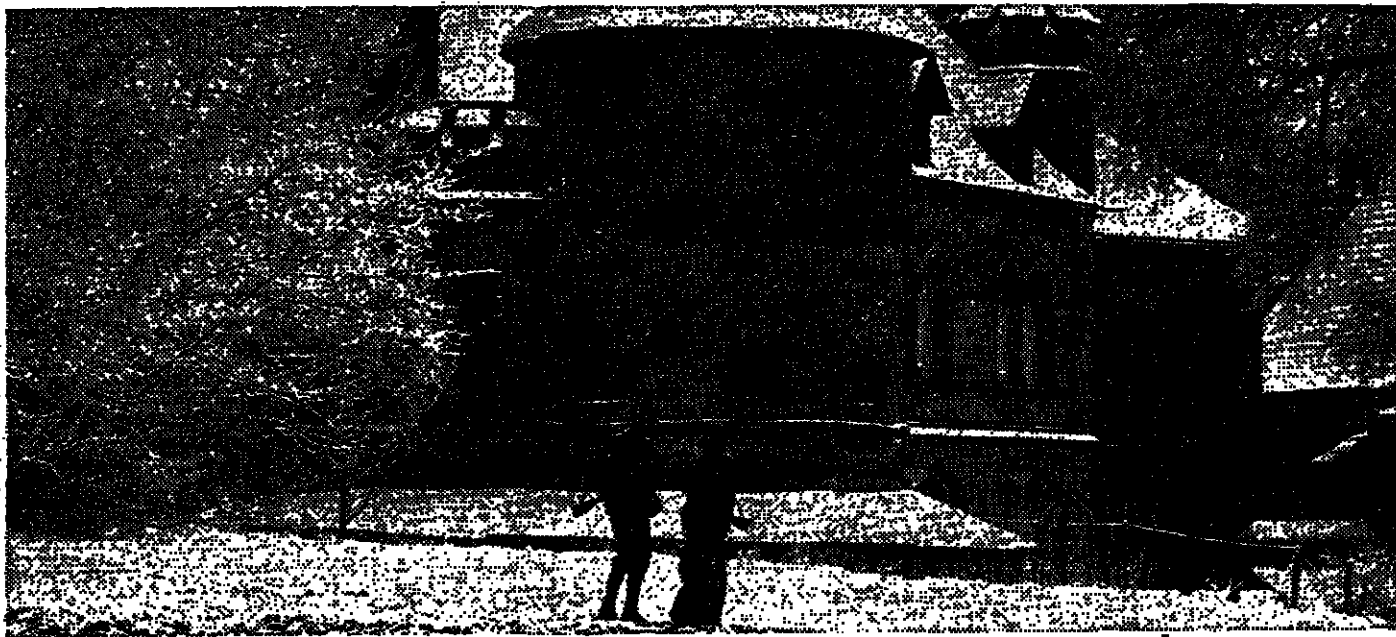
D'autre part, le rejet de la comptabilité et le recours à une taxation ou une rectification des bases d'imposition ne sont pas laissés à la discrétion, sinon à la fantaisie, de l'agent du fisc. Il ne peut y recourir que dans l'hypothèse où sont réunies de nombreuses conditions et établis des faits précis et toujours sous le contrôle du juge de l'impôt. L'administration impose d'ailleurs à ses agents de ne faire appel à ces procédures que dans les affaires où des irrégularités constantes et concordantes le permettent.

Ainsi, j'ai tenu à vous soumettre ces quelques remarques parce qu'il n'est pas possible de laisser sans réponse les attaques répétées contre les agents de la direction générale des impôts. Il y aurait encore beaucoup à dire sur le sujet. Mon organisation aura l'occasion d'y revenir lors de la campagne d'information et d'explication sur la fiscalité qu'elle a décidée d'engager, en liaison avec la Fédération des finances C.G.T. et avec l'appui de la C.G.T.

**NOTRE**  
**Télex**  
POUR VOS COMMUNICATIONS  
Vos messages télégraphiques, vos télégrammes, vos correspondances sont relayés par  
**étreve**  
SERVICE TÉLEX  
345.21.82 + 346.00.28  
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS



“Was die Chemical Bank von anderen internationalen US-Großbanken unterscheidet, ist nicht Geld. Sondern Flexibilität.”



“Ce qui différencie la Chemical Bank des autres grandes banques américaines internationales, ce ne sont pas les capitaux. C'est la souplesse.”

Bien plus que des capitaux. Dans toutes les langues. **CHEMICAL BANK**

Succursale à Paris : 85, Avenue Marceau, 75116 Paris - Tél. : 720.74.30.

Siège central : New York, N.Y., Bahrain, Les Bermudes, Bayrouth, Birmingham, Bogota, Bruxelles, Buenos Aires, Le Caire, Caracas, Chicago, Djakarta, Dubai, Francfort, Hong Kong, Los Angeles, Londres, Madrid, Manille, Mexico, Milan, Montréal, Nassau, Paris, Rio de Janeiro, Rome, San Francisco, Sao Paulo, Singapour, Sydney, Talpeh, Téhéran, Tokyo, Toronto, Vienne, Zurich.



# La réforme de l'entreprise : d'en haut ou d'en bas ?

par FRANÇOIS BLOCH-LAINÉ et CHARLES RILEY (\*)

L'Assemblée nationale examinera au cours de sa présente session un certain nombre de textes relatifs au droit des sociétés. Ces projets de loi constituent un des volets de la réforme promise de l'entreprise. Cependant, les textes seront par eux-mêmes insuffisants à la faire entrer dans les faits et un large pouvoir d'initiative n'est pas reconnu aux principaux intéressés, à savoir les salariés eux-mêmes.

DEPUIS qu'on parle de la « réforme de l'entreprise », beaucoup d'expériences ont eu lieu au titre du management (qui inquiète moins, mais, jusqu'à présent, remue plus). Les observations qu'on peut tirer des réussites et des échecs qu'on connaît rejoignent une réflexion théorique et déjà ancienne sur la démocratie économique. En voici très succinctement quelques-unes, pour soutenir le vœu que le législateur, opérant comme suprême bureau d'organisation, préfère les processus efficaces aux conceptions pieuses, les mesures individuelles aux mesures normatives.

Tout changement conçu et imposé par le sommet des hiérarchies est forcément imparfait. Pour aboutir et pour durer, une modification de structure ou de méthode doit être la réponse à des besoins ressentis et exprimés au plus profond. On dira que c'est une évidence, que personne n'affirme plus de principe ouvertement contraire. Mais cette évidence-là est souvent négligée dans le fait, ce qui explique la plupart des déconvenues. Des techniques étrangères, cependant éprouvées (de décentralisation, de direction par objectifs, d'enrichissement des tâches...), aggrémentées d'inventions indigènes (la participation, les équipes autonomes...), tournent court ou tournent mal, alors qu'on en attendait des merveilles. Parce qu'on a confondu, pour le « concert », le final et l'ouverture.

La tâche première ne consiste pas à décider un changement, mais à l'induire. Les opérations qui réussissent (les plus discrètes, celles dont on entend peu parler), ont, en général, commencé par un diagnostic fait à la base et par la base, à l'initiative du sommet. L'idée vient d'en haut ; mais elle n'est rien ou pas grand chose sans le sentiment d'en bas, qui doit la vérifier, l'adopter, après l'avoir souvent inspirée. En l'occurrence, la définition de la situation souhaitée

part nécessairement de l'analyse de la situation existante. Comment adopter la première, à quel niveau de l'entreprise qu'on se place, sans avoir procédé à la seconde ? Et comment procéder à la seconde loin des lieux, sans les acteurs ? D'où le bon scénario qui fait d'abord prendre conscience aux exécutants, en même temps qu'à ceux qui les encadrent, de leurs insatisfactions, muées en souhaits ; puis qui leur fait expérimenter ensemble, pendant une période limitée, les améliorations qui leur ont paru, tout à la fois, les plus urgentes et les plus accessibles, dans un secteur particulier.

Il n'y a pas de projet viable sans porteurs. Et chacun sait qu'on porte mieux en soutenant par en dessous qu'en tirant par-dessus. Il ne faut donc pas mobiliser tout le monde au même moment, dans une entreprise, pour atteindre, à deux ou trois ans de date, des objectifs prédéterminés. C'est une démarche trop souvent adoptée qui ne donne pas les résultats attendus. Dans le domaine technologique, la sagesse consiste, il est vrai, à ne commencer l'expérimentation qu'une fois les plans arrêtés dans le moindre détail par des services d'étude. Mais, dans le domaine sociologique, ce procédé ne vaut rien.

C'est pour avoir méconnu cela que des chefs d'entreprise, mal conseillés ou trop pressés, ont été déçus par des méthodes réputées, alors qu'ils croyaient mettre tous les atouts dans leur jeu en les adoptant. Ceux-là ont tort de décrier après coup ce dont on leur a fait faire un mauvais usage. Il ne leur suffirait pas d'acheter, au vu d'exposés satisfaisants, des idées à la mode puis de les déverser, à partir d'un réservoir placé au sommet de leurs édifices, pour irriguer en cascade des terrains non préparés. En l'espèce, aucune formule n'est universelle ; pour valoir *hic et nunc*, chacune doit être assimilée sur place, en prenant tout le temps nécessaire. La « social-technique » des organisateurs d'entreprises (conseillers du dehors et services fonctionnels du dedans), qu'on met depuis peu en accusation après quelques flagrants défaits, est certaine de savoir par avance ce qui est bon pour les autres. Limitée à la méthode générale, cette certitude peut être justifiée par la compétence et l'expérience ; étendue aux mesures particulières, elle est, presque à tout coup, ridicule ou désastreuse.

## Les quatre phases

« Voilà ce qu'il vous faut faire pour travailler mieux et être plus heureux. » A supposer que la prescience soit juste, elle est comme fautive tant qu'elle n'est pas partagée par ceux dont l'efficacité et le bonheur sont en cause. Une décentralisation octroyée à toujours des effets déconcertants : on confère des attributions, des pouvoirs à ceux qui ne les ont pas encore souhaités ou qui en souhaitent d'autres ; la crainte de l'inconnu, assortie de méfiance, les fait hésiter à s'en saisir ; et, quand ils les prennent, si capables soient-ils, ils s'en servent mal, faute de préparation. Ce qui n'est pas désiré est, de quelque manière, subi. Quand le résultat n'a pas été voulu par ceux qu'il concerne, c'est la volonté tout court qui n'est pas au rendez-vous, qui n'émerge pas, là et quand il faut. Tantôt la base reste amorphe, attentiste et plutôt désapprobatrice devant une agitation qui la dérange, parce que n'importe quelle innovation ajoute des gênes nouvelles aux anciennes, sans qu'il soit admis que cet inconfort vient est le prix immédiat d'un mieux futur. Tantôt le grippage se produit aux échelons intermédiaires, parce que des cadres, normalement conservateurs, ne sont pas entraînés par des manifestations venues du bas, qu'ils doivent prendre au sérieux s'ils ne veulent pas être dépassés par les événements. Pour induire le changement, il faut, aux postes clés, à tous les niveaux, des hommes en état de comprendre les aspirations de leurs subordonnés et prêts à agir pour y répondre. Aucune partie de la hiérarchie ne peut être négligée, enjamée.

sans constituer, au moment des inévitables difficultés, la résistance qui les grossira, jusqu'à les rendre insurmontables, qui coagulerait, sur le thème : « Nous l'avions bien dit », des lassitudes temporaires, des inquiétudes vagues, des mécontentements plus ou moins anciens.

Il est impossible de faire évoluer les structures sans les comportements, que l'action nécessaire soit curative ou préventive, c'est-à-dire qu'il faille résoudre une crise éclatée ou en éviter une encore latente, en détectant, sous ce qui va bien, ce qui menace d'aller mal. En l'un et l'autre cas, si perspicace que soit le médecin, la passivité du malade rend la guérison improbable. Plus précisément : l'intervention active du patient est nécessaire aux quatre phases successives de la cure, du processus de modification.

1) Pour l'analyse, d'abord, en vue du diagnostic. C'est là que le rôle de la base paraît aller le moins de soi. C'est là pourtant qu'il est le plus indispensable. La reconnaissance de ce qui doit changer commande toute la suite, une reconnaissance proche de la découverte. Il ne suffit pas que la base, influencée par les syndicats, révolutionnaires ou réformistes, soit portée à tout critiquer globalement. Le mécontentement diffus masqué souvent un conservatisme inavoué, sur des points qu'il faut justement mettre en discussion ; tandis que des griefs fondés restent trop imprécis pour être frappants. L'autodiagnostic fera gagner beaucoup de temps pour l'administration des remèdes. Par souci d'efficacité et de pertinence, il faut le faire

conduire par des experts : d'abord pour garantir la sûreté de l'analyse et pour veiller à l'exactitude des formulations ; ensuite pour replacer sans cesse des constatations fragmentaires, faites là où les vues sont forcément limitées, dans l'ensemble de l'entreprise.

2) La deuxième phase est de rechercher : pour passer de la situation existante à la situation souhaitée, il est bon que les moyens à utiliser, fussent-ils bien connus des anciens élèves des grandes écoles ou des vieux routiers du management, soient soumis à des groupes autochtones de réflexion, afin d'être « naturalisés ». Il appartient aux experts d'expliquer les mesures qu'ils proposent, en prévoyant des étapes. L'accord des exécutants doit précéder les choix ; il est négocié et peut être

exécuté dans des sortes de « contrats de changement ».

3) La phase d'application suit, sur ce qui est ainsi convenu, secteur par secteur, pour un temps bref (de six mois en moyenne), avec la population concernée, tous rangs mêlés. Aucun rang ne s'y refuse quand il sait qu'il s'agit d'expérimenter avant d'adopter. Les règles du jeu étant claires, les risques limités, chacun présume qu'il ne peut qu'y gagner. Chaque étape se suffit à elle-même, le processus est susceptible d'être interrompu, si l'une des parties contractantes estime qu'il s'est produit une déviation par rapport aux intentions initiales ou que le résultat n'est pas celui qu'elle attendait.

4) Une phase d'évaluation clôt, en effet, la séquence à laquelle succède, si l'opération se déroule bien, une autre séquence, sur la base des constatations faites de concert.

## « Chacun en prend pour son grade »

C'est ainsi qu'on avance dans des actions où le plus grand nombre possible d'agents, se sentant concernés, parce que informés et consultés, servent d'inducteurs de progrès. Rendus conscients du besoin, adhérant au projet, morceau par morceau, sans ignorer la vue d'ensemble, mais toujours à l'esai, ces agents sont prêts à assurer le « suivi » en aval de la décision, parce qu'ils ont accompagné les préliminaires en amont ; ce suivi sur lequel échoppent la plupart des réformes préfabriquées.

Un tel schéma n'est pas utopique. La réalité des échecs éprouvés avec les schémas contraires suffirait à le rendre crédible s'il n'était déjà celui de succès acquis qu'on peut citer. Il n'est pas, pour autant, idyllique. Si la conversation est mal menée (à certains moments elle échappe forcément au contrôle), la pesanteur domine à la base, risque de substituer un autre dans lequel les gouvernés auraient plus de part au gouvernement des entreprises, le même changement est nécessaire. Aucune constitution ne tiendra lieu d'évolution. Ce qu'il faut instituer pour susciter les efforts, vaincre les résistances, ce sont d'abord des procédures d'initiation, pour développer, dans chaque unité de travail, puis, en remontant, dans chaque entreprise, la réflexion, la négociation et la convention en vue du progrès.

novateur. La pédagogie des enfants à l'école n'a pas encore accompli cette transformation, bien que l'invention des « méthodes actives » en éducation soit déjà vieille. On souhaite que la pédagogie des adultes, à l'atelier et au bureau, aille plus vite en besogne. Il ne faut pas envoyer des Napoléon là où on attend des Socrate, pour la mise en valeur des ressources humaines.

Ce n'est point à dire que l'intervention du gouvernement et du Parlement, au stade actuel, est sans objet, faute de pouvoir répondre aux vœux explicites des salariés. Elle peut faciliter et même provoquer l'expression de ces vœux sur les lieux de travail. Les réformes les plus urgentes sont donc celles qui feront naître et se préciser des attentes réfléchies. Qu'on aspire à consolider le système économique actuel, en lui procurant un meilleur consensus, ou à lui substituer un autre dans lequel les gouvernés auraient plus de part au gouvernement des entreprises, le même changement est nécessaire. Aucune constitution ne tiendra lieu d'évolution. Ce qu'il faut instituer pour susciter les efforts, vaincre les résistances, ce sont d'abord des procédures d'initiation, pour développer, dans chaque unité de travail, puis, en remontant, dans chaque entreprise, la réflexion, la négociation et la convention en vue du progrès.

(\*) Directeur de l'Institut pour le développement des ressources humaines.

Pacer



American Motors  
Jean-Charles  
28, rue de la République 92000 Nanterre - Tél. 228-23-48

(Publicité)  
**SUPER SEARCH**  
PEUT VOUS AIDER  
A TROUVER UN EMPLOI  
AUX U.S.A.

Env. en joignant 2 timbres à 1 F  
pour envoi document. à Super  
Search Dépt DD - BP 169 07 -  
75326 PARIS CEDEX 07

(Publicité)  
**DIPLOMES DE LANGUES**  
pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglaise, allemande, italienne, espagnole), quel que soit leur âge ou leur niveau scolaire, ont intérêt à compléter leur qualification par une formation en langues, décisive dans la vie professionnelle. Cette formation peut être confirmée par un des diplômes suivants :

— **CFE** : Certificat de Français, attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation d'entreprise.  
— **Université de Cambridge** (anglais) : attestation de l'information, édition, tourisme, littérature, etc.  
Examen chaque année dans les principales villes de France.  
— **Endicott** : cadres commerciaux et administratifs, ingénieurs, techniciens, secrétaires, représentants, comptables, etc., profitent de cette opportunité pour améliorer leur compétence et leurs chances.  
Documentation gratuite sur la préparation et les débouchés de ces diplômes, sur demande à :  
Langues et Affaires, 28, rue Collange, 92000 Paris-Levallois. Tél. : 278-61-88 (enseignement privé à distance).

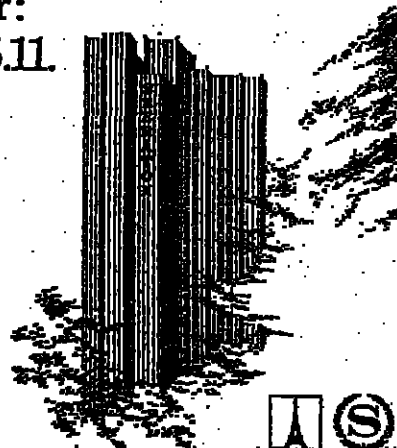
(Publicité)  
**SOCIÉTÉ ANONYME SUISSE**  
**D'ENTREPRISE GÉNÉRALE DE CONSTRUCTION**  
désire entrer en relation avec entreprise similaire afin d'étendre son activité à l'étranger, principalement sur le plan technique et financier.  
Ecrire sous chiffre à PUBLICITAS F 18-115423  
9-11, rue de France  
CH - 1211 GENEVE 3

**Hôtel Sheraton.**  
Des boutiques, des restaurants, des jardins, entre votre chambre et Montparnasse...

"Le Montparnasse 25", une table gastronomique dans un décor des "années folles", "Le Corail", un bar feutré où il fait bon s'attarder, "La Ruche", un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, de chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking.  
Confort, calme, détente...  
Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins...  
... en plein cœur de Montparnasse.

Pour réserver :

260.35.11



Paris-Sheraton Hotel

AVENUE DU MARNE - RUE DU COMMANDEUR MOULTEAU - 75006 PARIS

## Dem toutes les possibilités pour les installations de restaurants automatiques.

Depuis plus de 20 ans, Dem fabrique des distributeurs automatiques. Tantôt on fait appel à Dem pour des appareils de restauration automatique ou assistée. Il faut dire que dans ce domaine Dem est à la pointe du progrès. Ses appareils permettent les liaisons froides rapides obligatoires par décret. D'autres fois les services de recherches de Dem étudient des appareils pour des problèmes bien spécifiques : distributeurs de journaux, consignes automatiques, vestiaires de piscine, etc.  
Dem c'est également une organisation de concessionnaires présents dans toute la France qui peuvent aussi vous fournir, installer et entretenir une gamme complète d'appareils pour tout distributeur (boissons, nourriture d'appoint, cigarettes).  
Pour mieux connaître Dem et les possibilités de la restauration automatique, retournez ce bon à Dem - 4, rue Robert Schuman - B.P. 80 - Zone Industrielle - 77390 Ozoir-la-Ferrière - Tél. : 028.96.12

Bon à retourner à Dem - 4, rue Robert Schuman - B.P. 80 - Zone Industrielle - 77390 Ozoir-la-Ferrière, pour recevoir :

☐ une documentation sur les distributeurs automatiques ;  
☐ une brochure sur la restauration ;  
☐ la liste d'un réseau de concessionnaires ;  
☐ la liste de nos concessionnaires.

Nom .....  
Adresse .....  
Société .....  
Tél. ....

Dem. Le premier spécialiste de la distribution automatique.

1520







**U.G.C. NORMANDIE - GRAND REX - PARAMOUNT OPERA - BRETAGNE - MAGIC CONVENTION**  
**U.G.C. Gobelins - U.G.C. ODEON - PARAMOUNT ORLEANS**  
**TROIS MURAT - PUBLICIS MATIGNON - PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT MONTMARTRE**  
**PARAMOUNT ORLY - C2L VERSAILLES - PALAIS DU PARC LE PERREUX - ARTEL ROSNY - PARAMOUNT LA VARENNE**  
**ARTEL VILLENEUVE-ST-GEORGES - BUXY VAL D'YERRES - GARREFOUR PANTIN - HOLLYWOOD ENGHEN**  
**PARIBOS AULNAY - ELYSEE 2 LA CELLE-ST-CLOUD - C2L ST-GERMAIN - FLANADES SARCELLES**  
**RELIES MONTREUIL - ULIS 2 ORSAY - GAMMA ARGENTEUIL - PUBLICIS-DEFENSE PUTEAUX**

JEAN-PAUL BELMONDO

# LE CORPS DE MON ENNEMI

UN FILM DE HENRI VERNEUIL

BERNARD BILIER  
 MARIE-FRANCE PISIER - CLAUDE BROSSET  
 DANIEL VERNER - CHARLES GERARD

MICHEL AUDIARD  
 HENRI VERNEUIL - MICHEL AUDIARD - FELICIEN MARCEAU  
 Adaptation de FELICIEN MARCEAU

FRANCIS LAI

**MERCREDI**  
 BIARRITZ - PUBLICIS MATIGNON - U.G.C. OPERA - MAX LINDER - PARAMOUNT MONTMARTRE  
 U.G.C. ODEON - BONAPARTE - STUDIO JEAN COCTEAU - U.G.C. Gobelins  
 LES 3 MURAT et la périphérie.

DEMON LOSEY

# Mr Klein

ALAN BOND  
 JOSEPH HOSSEY

Mr Klein  
 FANNECHEAU  
 RENEE LUTER - ANTOINETTE  
 SHERIDAN - ANTOINETTE - MICHEL LONDE

## deux femmes dans un monde fait pour les hommes

CATHERINE DENEUVE  
 ANOUK AIMÉE

écrit, mis en scène et produit par  
**CLAUDE LELOUCH**

# SI C'ETAIT A REFAIRE

avec **CHARLES DENNER**  
 FRANCIS HUSTER • JEAN-JACQUES BRIOT • NIELS ARESTRUP  
 musique de FRANCIS LAI • paroles de PIERRE BAROIN  
 produit par LES FILMS 13 • distribué par LES ARTISTES ASSOCIES.

## SPECTACLES

### théâtres

**Les salles subventionnées**  
 Opéra, 19 h. 30 : Samson et Dalila.

### Les autres salles

Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de l'Épée-de-Bols, 21 h. : Turin, Comédie Chénier, 21 h. 10 : Boasting-Boasting.  
 Fontaine, 20 h. 45 : Comme avant.  
 Buchette, 20 h. 45 : La Cantatrice chauve ; la Leçon.  
 Madeleine, 20 h. 30 : Faut de vache.  
 Miché, 21 h. 10 : Happy Birthday.  
 Nouveautés, 21 h. : Nina.  
 Parnasse, 20 h. 30 : « Ils » sont là.  
 Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : Isaac et la Sage-Femme.  
 Saint-Georges, 20 h. 30 : Lucienne et le bouillabaisse.  
 Théâtre d'Art, 20 h. 30 : Voyage avec la drogue.  
 Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : D'homme à homme.  
 Théâtre du Manteau, 20 h. 30 : Don Juan.  
 Théâtre du Marais, 21 h. : la Créole opéra ; 22 h. 30 : Histoire d'amour.

### Le music-hall

Cirque d'Élves, 20 h. 45 : Maxime et le Feu.  
 Palais des congrès, 21 h. : Frédéric Mey.

### Les cafés-théâtres

An Boe fin, 20 h. 30 : Polchère ; 21 h. 15 : Les commes fou ; 22 h. 30 : Madras Mon.  
 Au 100 Châteaufort, 20 h. 45 : Festival permanent de la chanson lyonnaise.  
 Blaise-Beaumont, 20 h. 30 : Étrange pèlerin ; 21 h. 30 : Les Jeunes.  
 Café d'Édgar, 21 h. : Marina.  
 Délice, 22 h. 30 : Service Joly.  
 Salle II, 22 h. : Deux Sœurs au-dessus de tout soupçon.  
 Cœur des Miracles, 20 h. 30 : Catherine Sauvage ; 22 h. : Zézanie Breteille.  
 L'École de Jacob, 20 h. 30 : Quand le soleil ne va pas tout seul.  
 Le Fumal, 20 h. 30 : le Président ; 22 h. : la Marie et le Chasseur de papillons.

### Les concerts

Le Palais, 18 h. 30 : G. Fidermacher, piano (Beethoven, Mozart, Bartók).  
 Maison de la radio, 20 h. 30 : V. Distachy, soprano, et M. Gachet, piano (Schubert).  
 Salle Chopin-Feytaud, 20 h. 30 : M. Leclerc et J. Pontet, orgue et clavier (Bach, Beethoven, Liszt, Couperin).  
 Théâtre Essalon, 20 h. 30 : T. Schmitt, violon, et E. Foullet, piano (Tartini, Bach, Kachaturian, Paganini).  
 Centre Mandapa, 20 h. 45 : Guy Chef d'Orga (chants, textes celtiques, grecs, bibliques).  
 Théâtre 13, 21 h. : M.-T. Challey, alto ; J. Castard, piano (Schubert, Castard, Brahms).  
 Théâtre Essalon, 20 h. 30 : T. Schmitt, violon, et E. Foullet, piano (Tartini, Bach, Kachaturian, Paganini).  
 Centre Mandapa, 20 h. 45 : Guy Chef d'Orga (chants, textes celtiques, grecs, bibliques).  
 Théâtre 13, 21 h. : M.-T. Challey, alto ; J. Castard, piano (Schubert, Castard, Brahms).

### Les chansons

Caveau de la République, 21 h. : Sois sans provision.  
 Deux-Anes, 21 h. : Marianna, ne vois-tu rien venir ?  
 Dictionnaire, 22 h. 15 : Tu crois que c'est meilleur ailleurs ?

### Jazz

Maison de la radio, 20 h. 30 : l'Art Ensemble de Chicago.  
 Renaissance, 20 h. 30 : Magma.

### cinémas

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

### La cinémathèque

Chaillet, relâche.

### Les exclusivités

ANAL JIE D'UN RAPPORT (Fr.) (\*) : Nostalgie, 8 (333-42-54).  
 AROUND THE CORNER : Vidéo-stone, 8 (325-40-34).  
 AU FIL DU TEMPS (All.) v.o. : Marina, 8 (278-47-86).  
 BARRY LYNDON (Angl.) v.o. : Hautecourt, 8 (332-15-28).  
 BARRACUDA (Angl.) v.o. : Gaumont-Opéra, 8 (338-04-57).  
 CLOUTIER (Fr.) : Impérial, 8 (722-52-52).  
 CLAUDE LÉLICH (Fr.) : Gaumont-Sud, 12 (321-61-16).  
 BRONCO (Angl.) v.o. : Le Seine, 8 (225-55-86).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

**LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34**  
 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

### Lundi 25 octobre

Petit Casino, 21 h. 15 : Parton du pied gauche ; 22 h. 30 : J.-G. Montella.  
 Le Splendid, 20 h. 45 : Prisons sur la lecture.  
 La Vieille Grille, 20 h. : Mathieu ; 22 h. 30 : Savez-vous que les arbres parlent ? - Salle, 20 h. : Roger Masson.

**Les concerts**  
 Le Palais, 18 h. 30 : G. Fidermacher, piano (Beethoven, Mozart, Bartók).  
 Maison de la radio, 20 h. 30 : V. Distachy, soprano, et M. Gachet, piano (Schubert).  
 Salle Chopin-Feytaud, 20 h. 30 : M. Leclerc et J. Pontet, orgue et clavier (Bach, Beethoven, Liszt, Couperin).  
 Théâtre Essalon, 20 h. 30 : T. Schmitt, violon, et E. Foullet, piano (Tartini, Bach, Kachaturian, Paganini).  
 Centre Mandapa, 20 h. 45 : Guy Chef d'Orga (chants, textes celtiques, grecs, bibliques).  
 Théâtre 13, 21 h. : M.-T. Challey, alto ; J. Castard, piano (Schubert, Castard, Brahms).

**Les chansons**  
 Caveau de la République, 21 h. : Sois sans provision.  
 Deux-Anes, 21 h. : Marianna, ne vois-tu rien venir ?  
 Dictionnaire, 22 h. 15 : Tu crois que c'est meilleur ailleurs ?

**Jazz**  
 Maison de la radio, 20 h. 30 : l'Art Ensemble de Chicago.  
 Renaissance, 20 h. 30 : Magma.

**cinémas**  
 Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

**La cinémathèque**  
 Chaillet, relâche.

**Les exclusivités**  
 ANAL JIE D'UN RAPPORT (Fr.) (\*) : Nostalgie, 8 (333-42-54).  
 AROUND THE CORNER : Vidéo-stone, 8 (325-40-34).  
 AU FIL DU TEMPS (All.) v.o. : Marina, 8 (278-47-86).  
 BARRY LYNDON (Angl.) v.o. : Hautecourt, 8 (332-15-28).  
 BARRACUDA (Angl.) v.o. : Gaumont-Opéra, 8 (338-04-57).  
 CLOUTIER (Fr.) : Impérial, 8 (722-52-52).  
 CLAUDE LÉLICH (Fr.) : Gaumont-Sud, 12 (321-61-16).  
 BRONCO (Angl.) v.o. : Le Seine, 8 (225-55-86).

Sous le haut patronage de  
 Madame Simone VELL, Ministre de la Santé,  
 et de Monsieur Norbert SEGARD, Secrétaire  
 d'Etat aux Postes et Télécommunications.

**SOIRÉE DE GALA  
 A LA COMEDIE FRANÇAISE**  
 le Mercredi 10 Novembre 1976

**LORENZACCIO**  
 avec Claude Rich  
 mise en scène de Franco ZEFFIRELLI

Souper après le spectacle

Au bénéfice de la  
**FONDATION DELTA 7**

Places de 150 à 350 Francs  
 Retenez vos places : Tél. 720.65.24

DU 13 OCTOBRE AU 23 NOVEMBRE

**BALLET MOÏSSEIEV**

SOIRÉES A 20 H. 45  
 Samedi 22 octobre - Jeudi 24 novembre  
 et dimanche 27 novembre

MATINÉES  
 15 H. 30 les mardis  
 12 H. les dimanches

Prix des places :  
 30 - 40 - 50 et 60 frs

localités par correspondance, toutes agences  
 et par téléphone : 758.27.74

**ODEON**  
 THEATRE NATIONAL

à partir du 29 oct.  
 3<sup>e</sup> et dernier spectacle du  
**PICCOLO TEATRO**  
**IL CAMPIELLO**  
 (La petite pièce)  
**GOLDONI**  
 mise en scène de  
**Giorgio STREHLER**

Tous les soirs à 20 h. 30 sauf dimanche et lundi, matinée dimanche à 16 heures.  
 Renseignements et locat. : 325.70.32  
 7, 12, 19, 26, 34 F

**THEATRE D'ORSAY**  
 CHERNAUD-BARRAULT

**DERNIÈRES**  
 jusqu'au 31 octobre  
**l'amante anglaise**  
 Marguerite Duras

**PETIT ORSAY**  
 jusqu'au 4 novembre  
**Chryssothémis**  
 Yannis Ritsos

jusqu'au 7 novembre  
**Portrait de Dora**  
 Hélène Cixous

7, quai Anatole France - 548.38.53

**MERCREDI**  
 RACINE  
 14-JUILLET PARNASSE  
 14-JUILLET BASTILLE

« Je t'aime passionnément »,  
 dit le poète  
 à la révolutionnaire.

# LE GRAND SOIR

un film de François Reusser

Je t'aime 150



— Mme Samia Khaldi et ses enfants :  
— M. le Bachaga et Mme Khaldi,  
— M. et Mme René PÉROUX,  
— M. et Mme René PÉROUX,  
— la tristesse de faire part d'un  
tel décès accablé de  
Mme Samia KHALDI,  
professeur à la faculté des  
sciences économiques d'Alger,  
et son mari le barreau d'Alger,  
conseiller supérieur du ministère  
de l'Intérieur, ont été  
trouvés à Lyon, le 25 octobre 1974,  
à ses quarante-septième années.  
Elle était originaire d'Alger, le samedi 22 octobre, à La Calle (Alger).  
— M. et Mme Chervaux,  
2200 Neuilly-sur-Saône.  
— M. et Mme du 3-Juillet,  
La Calle (Alger).  
— M. et Mme Tisserand, 82 Boulevard  
de la République, Caspary, 91  
21 Bis (Alger).  
— Le président et les membres  
l'Association française des histo-  
riens de l'Algérie,  
à la douleur de faire part d'un  
tel décès leur président d'honneur,  
professeur d'histoire économique  
et sociale de Paris-Bois de Boulogne,  
président du Centre d'histoire éco-  
nomique et sociale de la région lyon-  
naise.  
— Le président de l'université de  
Paris-Sorbonne et le directeur de  
l'Institut de l'histoire économique  
et du très grand regret de faire  
part de la décès, survenu le 23 octobre  
1974.  
— M. Pierre LÉON,  
professeur d'histoire contemporaine  
économique l'université,  
— Nous apprenons le décès, sur-  
venu le 22 octobre, de  
M. le docteur Jean MAULAT,  
de Villeneuve-la-Guyonne.  
M. Robert Renaud, né dans cette  
ville en 1891, avait été maire de Vil-  
leneuve-la-Guyonne de 1940 à 1942.  
— Nous apprenons le décès de  
l'attaché-d'honneur, samedi 23 octo-  
bre, de  
M. Jean Baptiste ROSSERT,  
ancien ambassadeur d'Algérie  
en France, de 1933 à 1939.  
**Remerciements**  
— Jacqueline et Yves Descout  
mercient les nombreux amis venus  
à l'enterrement de leur père et de  
leurs frères et sœurs à la  
mémoire de pères et à la messe d'adieu  
de grâce célébrées pour leur père,  
Armand DESCOUT,  
vendredi 19 octobre, à 20 heures,  
à la messe d'adieu, samedi 20 octobre,  
à la messe d'adieu, également tous ces  
amis et amis, et leur ont adressé des témoi-

## CLAUDE 1970 SAUTET

### Max et les Ferrailleurs

CLAUDE **1974** SAUTET  
Vincent François

## 1976

### LE NOUVEAU FILM DE

# WABU

ANDRÉ GENOVES présente  
MICHEL PICCOLI • JACQUES DUTRONC • OTTAVIA PICCOLO  
avec la participation de  
ROMY SCHNEIDER • **MADO** • UN FILM DE CLAUDE SAUTET

Circumstance	Justified (%)	Not justified (%)
If someone is attacking you	85	15
If someone is threatening you	75	25
If someone is harassing you	65	35
If someone is insulting you	55	45
If someone is annoying you	15	85

sympathie qui leur ont été  
provoquées lors du décès du  
docteur HENRI FAREL,  
merciant très sincèrement tous  
ceux qui se sont associés à leur  
deuil.

**Avis de messe**  
— Pour le dixième anniversaire du  
appel à Dieu de  
**Mme Jacques VIDAL,**  
née Nadine Senac,  
une messe sera célébrée en la cha-

**Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet d'Alsace », ont le droit de joindre à**

**MARDI 26 OCTOBRE**  
**VISITES GUIDÉES ET PROMENADES.** — Caisse nationale des monuments historiques, 15 h., métropole, Mme Allas : « A la découverte du Marais, du carreau du Temple à la rue Volta ». — 15 h.,

5 h., 1. rue Saint-Louis-en-l'Île : les hôtels de l'Île Saint-Louis (à travers Paris). — 15 h., portail l'église, place Saint-Thomas-Aquin : « Saint-Thomas-d'Aquin » (Paris et son histoire). — 15 h., rue principale, boulevard de l'Alimentation : « Les tombes célèbres ».

2. — 20 h. 45, 28, rue Bergère, Albert Muglin : « Prendre conscience de soi et du monde » (Homme et la Connaissance). — 21 h. 30, Théâtre Oblique, 76, rue de Valenciennes, Mmes Annie Leclerc et Geneviève Lévy : « Critique de la connaissance de penser » (Philosophie).

e-vous retourné une bouteille  
 SCHWEPPES Bitter Lemon  
 aujourd'hui.

SARTRE

**U.G.C. OPÉRA**

**MR. KLEIN**

**LE BAL DES VAMPIRES**

**GODZILLA 1980**

## LE LAURÉAT

27, Boulevard des Capucines (angle rue Daunou)  
Téléphone Informations : 261-50-32

**A L'HOTEL DROUOT**

anc. Ivoires. Art 1900. Art Deco.  
S. 4. - Ensemb. de bronzes.  
S. 8. - Tableaux mob.  
S. 10. - Tablx anc. Mohl. 18<sup>e</sup>  
S. 11. - Armes et souv. historiq.  
Belles armes de chasse modernes.

**VENTES**

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75427 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4207-23  
ABONNEMENTS

**PAR VOIE NORMALE**  
168 F    355 F    523 F    690 F

**ETRANGER**  
(par messageries)

**I. — BELGIQUE — LUXEMBOURG**  
**PAYS-BAS — SUISSE**  
125 F    230 F    335 F    440 F

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.  
 Gérants :  
 Jacques Favret, directeur de la publication.  
 Jacques Sauvageot.

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57437.

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26



# RADIO-TÉLÉVISION

VU

## LA MAGIE DU CERVEAU

Un précurseur, Gaston Leroux ! Sa poupée sanglante, sa poupée de chair, sa poupée de nerts, faite de tissus, d'organes, légués à la faculté de médecine, rien ne la distingue du commun des mortels, sinon qu'elle est plus belle. Elle est à peindre. D'ailleurs elle l'a été. Elle a été dessinée avant d'être modelée. La créature à l'image (littérale) du créateur, voilà à quoi l'on songeait il y a déjà trois quarts de siècle, voilà ce que propose aujourd'hui encore la science-fiction. Ainsi en va-t-il de Super-Jaimie, la femme « bio-tonique » tirée de la côte d'acier de l'Homme qui valait 3 milliards : 3 milliards de circuits intégrés. Bénédicte-Gabriel, lui, aimait, souffrait, cachait dans un corps de cover-boy la cœur de Quasimodo. Depuis six semaines qu'on le suivait, on avait fini par s'y attacher. On était navré de le voir nous quitter vendredi.

Le lendemain sur la même chaîne, Michel Subiel essayait de nous consoler en nous racontant une histoire fantastique assez analogue, une histoire contemporaine au titre bête et révélateur : le Collectionneur de cerveaux. Pourquoi l'avoir programmée dans la foule ? Si c'est exprès, c'est idiot : fort de notre récente expérience, on a immédiatement percé le secret de ce comte de Saint-Germain façon André Reybaz, un maniaque de la greffe lui aussi. Si

c'est par inadvertance, c'est dommage : un policier dont on perçoit les rousques, les ressorts, perd beaucoup de son intérêt. Il s'agissait là d'un automate, un joueur d'échec, l'appel de celui de Mozart qui intriguait les cours d'Europe à la fin de l'Ancien Régime et jusque sous le règne de Napoléon. Celui sur lequel s'interrogeait Edgar Poe. Il y avait un truc à n'en pas douter. Mais lequel ? Un nain, un enfant accroupi, dissimulé dans cette machine en per-rur-r, ce robot aux manches de dentelles ? Nous, on croyait savoir : rien dans les mains, rien dans le ventre, tout dans la boîte crânienne. Et plus précisément la matière grise d'un champion mystérieusement disparu lors d'un récent tournoi en Amérique du Sud.

On n'en était pas absolument sûr, notez. Alors on est resté là pour vérifier. C'était bien cela, en effet. C'était même un peu plus que cela. Ce cortex, avant de le transplanter, on l'a un peu poussé, on a mis un tigre dans cet irremplaçable moteur, on l'a fait bénéficier des progrès de la biochimie. Bonne idée. L'immortalité, on y arrive, ou plutôt, à mesure que l'espérance de vie augmente, on en revient. Ce qui nous tentait davantage, c'est le génie. Même au prix d'un pacte avec le diable.

CLAUDE SARRAUTE.

● Antenne 2 vient de signer des accords de coopération avec les télévisions hongroise et roumaine.

Des échanges de programmes ont été envisagés, ainsi que des relations commerciales suivies.

## D'une chaîne à l'autre

● M. Armand Jammot, directeur des programmes de l'A2, a annoncé lors d'une réunion de presse la prochaine diffusion d'une émission de Pierre Dumayet « Questions sans visages » (Pierre Dumayet doit deviner le nom d'une personnalité qu'il ne voit pas et avec qui il s'entretient).

Armand Jammot a, d'autre part, exprimé le souhait de réaliser la rediffusion immédiate (ou quasi immédiate) d'émissions de qualité qui n'ont eu qu'une faible audience, comme le fait FR3 pour la série « Méditerranée ».

## TRIBUNES ET DEBATS

LUNDI 25 OCTOBRE

— M. Jean-Marie Domenach répond à la question « Comment sortir de la société industrielle ? », à la tribune libre de FR3, à 19 h. 40.

— La médecine de l'an 2000 est le sujet du débat TF1 vers 22 heures.

— La peine de mort est le thème de « l'Heure sur le feu » entre M. A. Naud et M. J.-M. Le Pen sur Antenne 2, à 22 h. 50.

MARDI 26 OCTOBRE

— M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, et Hubert Pudobout, maire de Grenoble (P.S.), débattent de la politique du logement sur Radio-Monte-Carlo à 13 h. 15.

— Le mouvement Démocratie nouvelle s'exprime à la tribune libre de FR3 à 19 h. 40.

— M. G. Antoine, recteur de l'Université et H. Schulte, président de l'Office allemand d'échanges universitaires, dialoguent à propos des « problèmes de la formation universitaire » sur France-Culture à 20 heures.

LUNDI 25 OCTOBRE

## CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. La caméra du lundi (l'avenir du futur) : « Les Hommes en blanc », de R. Habib (1955), avec J. Moreau, R. Pellegrin, J. Chevrier, F. Ledoux. (N.)

## le nouveau Soubiran

Les HOMMES EN BLANC du docteur André Soubiran restant le grand classique du roman « médical » (2 millions d'exemplaires) et la critique a dit du nouveau tome V, UN COUP DE GRACE, qu'il est un roman passionnant, le meilleur des HOMMES EN BLANC (Kont-Segep).

Un étudiant en médecine remplace un vieux médecin de campagne et découvre, dans sa lutte contre les préjugés et les superstitions des paysans, la noblesse de son métier.

Romans et documentaires, discrètement romanesques.

Vers 22 h. Débat : la médecine de l'an 2000. Avec les professeurs Pierre-Yves Hat (pathologie cardio-vasculaire), Jean Bernard (neurologie et maladies du sang), Jacques Givronnet (neuro-biologie).

23 h. 10. Journal.

## CHAÎNE II : A2

20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55. Chronique : Les années Bonheur, racontées par C. Bonheur (1933) ; 22 h. 50. Polémique : L'enlèvement sur le feu, de Ph. Bourvard.

23 h. 30. Journal.

## CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Cinéma public : « la Rivale », de S. Gobbi (1974), avec J. Piat, B. Andersson, G. Fontanel, M. Béraud.

Une femme découvre que son mari a une autre personnalité et devient l'ami de sa rivale.

Roman-photo bien interprété.

22 h. Journal.

## FRANCE-CULTURE

20 h. (R.J.) : Hippocrate, d'Euripide, adaptation G. Audouin, musique de M. Chou, avec R. Bises, P. Pernat, J. Magre, réalisation M. Horowitz ; 21 h. 10. L'autre scène de « Les Vivants et les Morts » : le Chœur d'Or, par C. Metra et J. Mariale ; 22 h. 35. Entretien avec J. Tardit, par J. Guglielmi ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30. Poésie.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h. Walter Gieseking interprète Brahms : « Fantaisie opus 116 », « Klavierstücke opus 76 » (extraits), « Capriccios » ; 20 h. 30. En direct du Studio 105, V. Deschamps (piano), M. Guichard (piano), et P. Larnesse (clarinette), « Cinq lieder », « Le Pâtre sur le rocher », « Sonate pour piano en la mineur D 784 » (Schubert) ; 22 h. Orchestre philharmonique de Lorraine, direction M. Tabachnik : « Symphonie K 425 en ut mineur » (Mozart) ; 22 h. 30. Musique traditionnelle hongroise : Kolinda ; 0 h. 5. Jazz ; 6 h. 30. La patinoire.

23 h. 30. Journal.

MARDI 26 OCTOBRE

## CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu (à 13 h. 45. Restez donc avec nous).

20 h. 30. Chronique : Des autos et des hommes. (Troisième partie : L'auto s'en va-t-en guerre, 1914-1924), réal. Cl. Savarit ; 21 h. 30. Chronique : Ces années-là (1968), de M. Droit ; 22 h. 25. Émission littéraire : Pleine page, de P. Sipriot. (Quelques livres dans les sélections des prix littéraires).

Avec MM. Max Gaillo (« la Promenade des Anglais »), Jean-François Josselin (« Quand l'étoile est »), Patrick Grasseville (« Les Flamboyants »), Henri Bonnier (« Une journée dans la vie d'Henri »), Jean Biot (« Les Cosmopolites »), Michel Henri (« l'Amour les yeux fermés »).

23 h. 25. Journal.

## CHAÎNE II : A2

De 13 h. 35 à 20 h. Programme ininterrompu (à 15 h. 50. Aujourd'hui magazine).

20 h. 30. Les dossiers de l'écran. Film : « Les Coups de vent », d'Ed. Luntz (1966), avec G. Zimmerman, E. Penet, M. Maïre, A. Thomas. (N.)

Deux adolescents, après avoir connu la prison pour un délit mineur, reviennent dans leur banlieue. L'un osera à l'insu de la société, l'autre est repris par l'engrenage de la délinquance.

Essai sociologique — et poétique — sur les « blessures vives ». La jeunesse délinquante. Avec la participation de délinquants, de leur famille, de magistrats, d'éducateurs.

23 h. 30. Journal.

## CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Westerns, films policiers, aventure : « la Chevauchée des sept mercenaires », de G. McCowan (1971), avec L. Van Clief, St. Powers, M. Hartley, M. Callan.

Pour venir au femme, assassinée par trois bandits, un shérif recrute des tireurs d'élite ou passé douteux.

Nouvelle variation sans grand intérêt sur le thème des « sept mercenaires », déjà traité par John Sturges et quelques autres.

22 h. 5. Journal.

## FRANCE-CULTURE

20 h. Dialogues franco-allemands : « Problèmes de la formation universitaire », avec H. Schulte et G. Antoine ; 21 h. 20. Musique de notre temps, avec S. Nigg et J. Massin ; 22 h. 35. Entretien avec J. Tardit, par J. Guglielmi ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30. Poésie.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Orchestre symphonique de la radio hongroise, direction A. Fischer, avec J. Jando, piano : « Wanderer Fantaisie » (Schubert) ; « Symphonie op. 9 en ut mineur » (Brahms) ; 22 h. 30. Dossier musical : l'Islande ; 0 h. 5. Scriabine : « Sonate n° 5 » ; 6 h. 15. Steve Reich, per D. Chaux.

Un nouveau Meccarillos

**MECCARILLOS BRASIL**

Regardez sa couleur. Du vrai Brasil

# LES LOUPS DESCENDENT DANS LA RUE.



LANVIN

TED LAPIDUS  
PARIS

pierre balmain  
PRÊT À PORTER  
FOURRURES  
PARIS

claude gilbert  
PARIS

LANE BROS  
PARIS

Spring Frères  
PARIS

## Galerias Lafayette

Les fourrures. De 1000 f à 30000 f.

Credit gratuit 12 mois  
sur la fourrure  
jusqu'au 30 octobre  
à la condition de verser  
à l'échéance le montant légal.

150



السلامة العامة

## LETTRES

### LA MORT DE MORI ARIMASA

Un grand bâtisseur du langage japonais

L'écrivain japonais Mori Arimasa est mort à Paris, le lundi 18 octobre. MM. J.-J. Orieux et R. Sieffert, professeurs à l'Institut national des langues et civilisations orientales, présentent ci-dessous l'œuvre de ce philosophe nippon qui fut leur ami.

Mori Arimasa était inconnu du public français. Mais ses livres ont touché des centaines de milliers de lecteurs japonais, et il était imposé comme l'un des écrivains et philosophes nippons les plus remarquables de sa génération. Sa figure reste exemplaire pour qui attache de l'importance aux liens qui se nouent, en dépit de grandes difficultés, entre les civilisations d'Asie et celles d'Europe.

Mori Arimasa est né à Tokyo en 1911. Sa famille est liée de près à l'histoire du Japon moderne, puisque son grand-père, Mori Arinori, avait été un cercle de recherches et une revue qui firent date dans le mouvement des idées. Il fut le premier, et a compté parmi les pionniers de cette œuvre collective à laquelle se consacreront plusieurs générations pour renouveler les structures politiques, sociales et intellectuelles de la nation.

Mori Arimasa a achevé en 1938 ses études de littérature française à l'université de Tokyo. Il y sera nommé maître de conférence en 1948.

De Descartes à Pascal (1943), est son premier ouvrage important qui complètera la Méthode de Pascal. Études sur Descartes, des traductions des Provinciales et la Recherche de la vérité de Descartes. Cet ensemble initial s'achève en quelques sorte avec les Notes sur Dostoevski, (1949).

#### Une irréductible originalité

Il est l'un des premiers boursiers invités en 1950 par le gouvernement français lorsque sont rétablies, après une interruption de plus de dix ans, les relations culturelles entre le Japon et la France. Il décide de demeurer à Paris : en faisant ce choix, il ignorait pas les difficultés qu'il devrait affronter. A partir de 1955, il a assuré, à l'École nationale des langues orientales vivantes et à la Sorbonne, un enseignement du japonais, et sa présence compte pour beaucoup dans le développement de cette discipline. En 1971, il est nommé professeur-associé à l'Institut national des langues et civilisations orientales. Ces dernières années, il donnait également, durant les mois d'été, des cours sur la philosophie française dans diverses universités de Tokyo et de Kyoto, et récemment encore, il s'était vu confier par une maison d'édition japonaise la responsabilité d'une collection philosophique. Le livre dont il avait entrepris la composition peu après son arrivée — Babilon no nagare no hotori nite (Sur les fleuves de Babilonne) — ouvre une période nouvelle de sa création. Déjà, il y manifestait l'originalité irréductible de sa démarche et de son style. Elle s'affirmera de l'ore en l'ore. Ainsi se succéderont Jōmon no katawari-nite (Aux portes des remparts), Harukana Nōkō-Danmu (Au loin, Notre-Dame), en 1967 ; Babaku ni mukatte (Vers le désert) en 1969 ; Kigi wa hikari mo shibe (Arbres baignés de lumière) en 1972.

Son souci premier fut de pour-suivre, jour après jour, son travail d'écrivain dans la langue qui était la sienne. Il entendait aussi contribuer à mieux faire connaître le Japon, par son enseignement, par l'attention qu'il accordait aux étudiants et aux chercheurs, par des manuels et des traductions (J'irai mourir à Paris, de Serizawa Kōjirō, 1953 ; Rashōmon et autres contes, d'Akutagawa Ryūnosuke, 1955), par des articles et des conférences en français, par des ouvrages plus importants qu'il préparait. Il assumait la direction de la Maison du Japon à la Cité internationale de l'université de Paris jusqu'à la fin de juillet 1976.

En 1967 lui a été attribué le Prix national des lettres, décerné par le ministre japonais de l'Éducation. Loin de fléchir avec le temps, son activité s'accroît par sa vigueur. En 1976, paraissent tour à tour, en avril, Shikoku to kibun wo megutte (Sur la pensée et l'expérience, en juin, Tsuchi no utsura ni (En un vase de terre), en septembre, Ikani ikiru ka (Comment vivre) et Uchi-mura Kanzo.

Par la force de son style, Mori Arimasa s'inscrit dans cette tradition très longue, au sein de la littérature japonaise, et parfois méconnue, des bâtisseurs du langage.

## AUJOURD'HUI

### MÉTÉOROLOGIE MOTS CROISÉS

SITUATION LE 25.10.76 à 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 26.10.76 DÉBUT DE MATINÉE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2 de mm)

Zone de pluie ou neige : V averse Z orages —> Sens de la marche des fronts

Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 25 octobre à 0 heures et le mardi 26 octobre à 24 heures :

Des masses d'air maritime venues de l'Atlantique évolueront encore lentement sur l'Europe occidentale, où elles maintiendront un temps médiocre.

Mardi 25 octobre, le temps sera généralement très nuageux sur l'ensemble de la France. Il y aura des pluies intermittentes des régions

méditerranéennes à la région parisienne, à la Manche et à la frontière belge, localement fortes avec des orages dans le Midi, des bruyards le matin de la Bourgogne au Nord-Est, où le ciel restera ensuite très nuageux. Au cours de la journée, une nouvelle zone de pluie venant de l'Atlantique pénétrera lentement sur nos régions du sud-ouest ; elle sera un caractère orageux dans la nuit de mardi à mercredi.

Les vents, modérés et irréguliers, souffleront du sud-est ou du sud. Les températures varieront peu par rapport à celles des jours précédents.

Le 26 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 000,5 millibars, soit 987 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 24 octobre ; le

second, le minimum de la nuit du 24 au 25) : Alasca, 22 et 15 degrés ; Biarritz, 15 et 8 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Brest, 9 et 8 ; Caen, 13 et 7 ; Chambourg, 11 et 8 ; Clermont-Ferrand, 14 et 10 ; Dijon, 12 et 10 ; Grenoble, 19 et 10 ; Lille, 12 et 6 ; Lyon, 18 et 10 ; Marseille, 20 et 15 ; Nancy, 14 et 7 ; Nantes, 13 et 8 ; Nice, 15 et 11 ; Paris-Le Bourget, 12 et 7 ; Pau, 16 et 8 ; Perpignan, 21 et 10 ; Rennes, 12 et 8 ; Strasbourg, 16 et 6 ; Tours, 14 et 8 ; Toulouse, 20 et 9 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 14 degrés ; Amsterdam, 14 et 9 ; Athènes, 15 et 10 ; Berlin, 11 et 2 ; Bonn, 15 et 5 ; Bruxelles, 10 et 10 ; Las Canaries, 25 et 21 ; Copenhague, 19 et 7 ; Genève, 14 et 6 ; Lisbonne, 18 et 11 ; Londres, 13 et 9 ; Madrid, 10 et 3 ; Moscou, 0 et -5 ; New-York, 13 et 11 ; Palma-de-Majorque, 18 et 13 ; Rome, 21 et 13 ; Stockholm, 6 et 5 ; Téhéran, 19 et 12.

#### Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 24 octobre 1976 :

UN DÉCRET

● Modifiant les articles 13 et 15 du décret n° 61-632 du 20 juin 1961 portant application de la loi du 2 août 1960 sur l'enseignement et la formation professionnelle agricoles.

#### UN ARRÊTÉ

● Complétant la liste des titres permettant de faire acte de candidature au certificat d'aptitude au professorat d'enseignement technique (section D : sciences et techniques économiques).

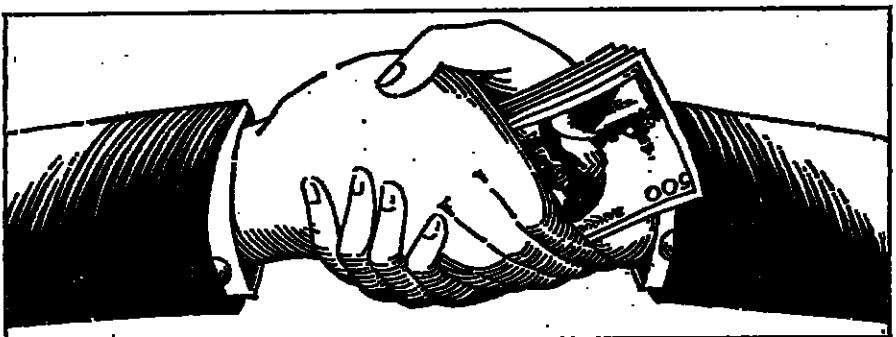
#### Formation permanente

● Le centre audiovisuel des universités de Paris diffuse les enseignements juridiques suivants, de 19 heures à 20 heures sur 247 en ondes moyennes : lundi, droit constitutionnel et institutions politiques (M. Pactet) ; mardi, droit administratif et ins-

tutions administratives (M. Du-fau) ; mercredi, introduction à l'étude du droit et droit civil (première année) (M. Glanville) ; jeudi, droit civil (deuxième année) (M. Wibaull) ; vendredi, droit des affaires (Mme Campana).

Des bruits courent sur S.M.O.:

# « Ils font gagner de l'argent aux détaillants. »



C'est vrai. S.M.O. a mis au point — à leur intention — un programme de gestion immédiate de leurs stocks adapté à une machine aussi simple qu'efficace : la SMO T 82 OMRON. Une machine à peine plus grande qu'une machine à écrire ordinaire, mais dotée d'une "mémoire" d'éléphant. Et qui travaille vite, très vite : 30 secondes lui suffisent pour donner l'état d'un stock et donc permettre au détaillant de prendre toutes les mesures qui s'imposent.

Les SMO/OMRON peuvent même contrôler la rotation des stocks et dé-

clencher automatiquement les approvisionnements. C'est ainsi qu'on peut gagner beaucoup d'argent. En ne perdant plus de ventes. Jamais plus.

Et comme tous les matériels SMO — qu'il s'agisse des facturiers électroniques ADLER, des sélectives ORMIG, des ordinateurs de bureau SMO 400, des optimiseurs pour l'ordonnancement — lancement, ou des machines à traitement de textes WORD-PLEX — les SMO/OMRON peuvent se multiplier et se combiner. Pour grandir et prospérer avec vous.

## S.M.O.

Sigle Social : 2-4, avenue de l'Europe  
78140 Velizy - Tél. : 946.96.38.

Pour plus connaître SMO, rendez-vous à nos réunions  
Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Société : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
S.M.O. BP 58  
78140 Velizy

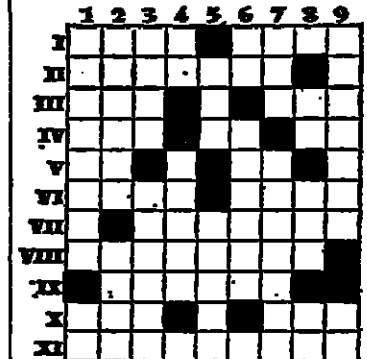
### loterie nationale

### TRANCHE DES ORCHIDÉES

tirage le 27 octobre  
gros lot 2 millions

(NET D'IMPÔT)

PROBLEME N° 1585



HORIZONTALEMENT

I. Pays de Virginie ; Ne coule que par intermittence. — II. Lieu de réunion des ennemis de la réforme. — III. Dans une forme lapidaire ; Figure biblique. — IV. On le secoue rudement ; Possessif ; Indication d'origine. — V. Lettres de démission ; Abréviation. — VI. A moins de distinction quand il est nu ; Purement et simplement mis à la porte. — VII. Fréquent. — VIII. Ce qui manquait le plus au plus pauvre des Romains. — IX. Avec elle, on ne saurait prétendre qu'on y voit goutte. — X. Védit des nerfs ; Orientaliste allemand. — XI. Ferait rougir localement.

VERTICALEMENT

I. Leurs amours entraînent toujours beaucoup de frais ; Voué au vert. — II. Votée de naissance ; Nom de famille. — III. Tissus ; Souvent condamnées par nécessité. — IV. Traite chinoise ; Corps chancelant. — V. Prix de droit ; Eau chaude. — VI. Titre romain ; Un as de la mise en boîte. — VII. Fin de participation ; Crensema de petites fentes. — VIII. Pronom ; Sien venant ; Ne détaille jamais. — IX. Sujet masculin singulier ; Note élevée.

Solution du problème n° 1584

Horizontalement

I. Naves ; Mû. — II. Niniva. — III. Disette. — IV. Turenne. — V. Aze ; Da. — VI. Son ; Stéat. — VII. Ste ; Auto. — VIII. Tés ; Usel. — IX. Ur ; On. — X. Basset ; Ré. — XI. Assas ; Van.

Verticalement

I. Nuauté ; Tuba. — II. Oesars. — III. Instant ; SG. — IV. Vieux ; Osa. — V. Entrée ; Unea. — VI. Site ; Taa. — VII. Vendéuse. — VIII. Me ; Nette ; Ra. — IX. De ; Bolien.

GUY BROUTY.

● Les Editions Télémagazine viennent de faire paraître le Lexique - Fautisme du « Mots croisés ». Ce volume comporte quelques cent mille mots (noms communs et noms propres), de deux à trente-huit lettres, y compris les sigles et les abréviations, classés dans l'ordre alphabétique normal et inverse, puisés dans de nombreux dictionnaires usuels et récents. (Télémagazine, le « Mots croisés », 2, rue du Midi, 92022 Neuilly).

● Nous signalons aux chercheurs la parution de Babilon, une nouvelle et luxueuse revue éditée par le groupe Keesing. Ce trimestriel est essentiellement consacré à des jeux très divers, axés sur la télévision, le cinéma et la chanson. En outre, il publie de nombreux problèmes de mots croisés « flechés » conçus par Jacques Capelovici.

#### Bienfaisance

● L'Association générale des fraternités du Père Charles de Jésus, créée en 1955 pour coordonner les différents groupements spirituels qui se réclament du Père de Foucauld, a tenu récemment une assemblée à Rome. L'association s'est donné pour déléguée Mlle Lucienne Penin, de la Fraternité Jésus caritas, et a décidé de fixer son secrétariat à l'adresse suivante : Secrétariat des Fraternités, 18 à Nispet, 4700 Eupen (Belgique).

### Le Monde

### dossiers et documents

NUMERO D'OCTOBRE

- ALLEMAGNE FÉDÉRALE : LA PUISSANCE ÉCONOMIQUE
- LA VIE POLITIQUE ITALIENNE

Le numéro : 2,50 F  
Abonnement 1 an (10 numéros) : 25 F



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés".	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

## SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE DE FORAGE «ALFOR»

FILIALE SONATRACH

### RECRUTE POUR ALGER

- UN (1) EXPERT COMPTABLE CONFIRMÉ
- Age minimum : 40 ans ;
- Plusieurs années d'expérience.

### POUR ALGER ET HASSI-MESSAOUD

- TROIS (3) INGÉNIEURS INFORMATIQUES
- Diplôme de l'Enseignement Supérieur ;
- Cinq ans d'expérience en Analyse de Projets « Informatique » ;
- Solides connaissances du Matériel de 3<sup>e</sup> Génération et du système d'exploitation.

### POUR SON CENTRE DE FORMATION DE HASSI-MESSAOUD

- DES INSTRUCTEURS
- a) EN TECHNIQUE DE FORAGE :
  - Niveau : Secondaire mini. ;
  - Age : 40 ans ;
  - Expérience de 15 ans dans Filière dont quelques années comme Chef de Chantier.
- b) EN ÉLECTRICITÉ :
  - Niveau : Secondaire ;
  - Age : 35 ans ;
  - Expérience de 5 ans comme Electricien de Sonde et Diesel.
- c) EN MÉCANIQUE :
  - Niveau : Secondaire ;
  - Age : 35 ans ;
  - Expérience de 5 ans en Mécanique de Sonde de Forage.

### CONDITIONS GÉNÉRALES

- Libres rapidement.
- Libres de tout engagement.

### SALAIRE SELON COMPÉTENCE ET EXPÉRIENCE :

ADRESSER CURRICULUM VITAE DÉTAILLÉ AVEC RÉFÉRENCES PROFESSIONNELLES ET PRÉTENTIONS A : «ALFOR»  
1, PLACE BIR-HAKEIM - EL-BIAR/ALGER.

## LA SOCIÉTÉ GABONAISE DE CELLULOSE

recherche

### le chef du service achats et approvisionnements

Caractéristiques du poste :  
• 15 techniciens et acheteurs  
• 30 000 articles en stock pour une valeur de 2 milliards  
• 5 à 6 milliards de CFA d'achats par an.

Il s'agit d'un poste à créer et d'un service à organiser.

Les critères requis sont :

- une formation d'ingénieur AM ou école équivalente
- une bonne connaissance de l'anglais technique
- une expérience de quelques années dans une grande entreprise industrielle
- une connaissance des méthodes de gestion par informatique
- un âge minimum de 30 à 32 ans.

Le poste est à pourvoir rapidement d'abord à Paris puis au Gabon à compter du 2<sup>e</sup> semestre 1977.

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo à SOGACEL, 183, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly s/Seine.



## FILIALE SONATRACH

recherche

### MONITEURS SOUDAGE

### SEMI-AUTOMATIQUE MAG

### CONDITIONS EXIGÉES :

- Longue expérience du soudage S.A.MAG ;
- Bonne connaissance des machines et accessoires ;
- Notions approfondies en métallurgie et gaz ;
- Bonnes aptitudes pédagogiques ;
- Libres rapidement.

Ecrire :

114, rue de Tripoli,  
HUSSEIN-DEY, ALGER.

### chief officer finance & administration

### comptroller

GENEVA

Our client is an international church-related non-profit organization headquartered in Geneva. Two top financial positions are open:

• The Senior Financial officer reports to the General Secretary. He is responsible for the financial policy and plans of the organization, advised by the Controller, the Treasurer and the Central Service Manager.

This position is offered to senior financial officers with a record of achievement preferably in a multinational organization.

No preferred citizenship; candidates should have a good command of English, German and ideally French.

Remuneration offered approximately Swiss francs 70 000 + allowances.

This position may ultimately evolve within the General Management of the Organization (General Secretariat) which makes it important that the candidate show interest in church-related activities.

• The Comptroller's functions cover the whole spectrum of consolidated accounting and management information.

This position requires a solid experience of development and supervision of accounting systems and procedures, proven managerial abilities and a good command of the English and French languages.

Experience in cost accounting would be an asset. Remuneration offered approximately Swiss francs 65 000 + allowances.

Please write under reference 5816-M to I.C.A. 3 rue d'Albion 12011 Paris, France. Applications will be confidentially analyzed by an Independent Management Consultant.

I.C.A. International Classified Advertising

3, rue d'Albion - 75001 - PARIS

### L'UN DES PREMIERS Groupes Sidérurgiques Multinationaux

recherche pour ses

### Filiales Commerciales aux Etats-Unis

ou

### Financial Controller

Il se formera aux méthodes du Groupe en exerçant pendant une année environ des fonctions de Contrôleur de Gestion au niveau des Filiales Européennes, puis, en tandem avec le Directeur Général local, il devra assurer le très fort développement de l'organisation américaine.

Il possèdera une

### Formation Supérieure Scientifique ou Commerciale

complétée par un M.B.A. obtenu aux Etats-Unis et une expérience de 5 ans minimum des fonctions : comptable, financière, contrôle de gestion, organisation, acquise dans un groupe multinational aux Etats-Unis ou en Europe.

Les dossiers de candidatures — sous R.E.M. 1225 — à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

### DEVELOPPEMENT

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

## Universiteit van Amsterdam

La chaire de

### professeur associé (= à temps partiel) d'Ethnomusicologie

de la Faculté des Lettres est vacante à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1976.

Tâches du futur professeur :

- enseignement et recherches dans le domaine de l'ethnomusicologie
- direction de l'enseignement et des recherches de l'Unité d'Ethnomusicologie (comprenant également le domaine théorique de la musique et le domaine de l'acoustique) du département de Musicologie
- participation active à l'administration de l'Unité d'Ethnomusicologie, en particulier à celle du Centre d'Ethnomusicologie 'Jasp Kunst'.

Sont souhaitables :

- expérience de l'enseignement et de la recherche dans le domaine de l'ethnomusicologie
- des connaissances générales dans d'autres branches de la musicologie
- une certaine expérience administrative
- l'intention d'apprendre le néerlandais.

Les candidats à ce poste sont priés d'adresser leur lettre de candidature accompagnée d'un curriculum vitae et d'une liste de leurs publications au président de la commission de nomination Prof. Dr. H. L. C. Jaffé, Nieuwe Prinsengracht 17, Amsterdam, Pays-Bas.

Les personnes désireuses d'avoir de plus amples renseignements ou de recommander des candidats éventuels, sont également priées de s'adresser au président de la commission (tel. 020 - 22 55 95).

## Organisme de formation français

recherche pour le Moyen-Orient

### FORMATEURS

- Parfaitement bilingues français arabe, de préférence originaires d'un pays arabe.
- Formation technique suffisante pour leur permettre après un stage de courte durée de connaître la technologie particulière d'une entreprise.
- Capables de s'intégrer dans une équipe et ayant des compétences pédagogiques leur permettant de transmettre la technologie de l'entreprise.

Ecr. C.V. + lettre man. + réf. + photo ss n° 81903 à CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

### TELEMÉCANIQUE

recherche pour sa filiale de CASABLANCA  
INGÉNIEURS COMMERCIAUX  
diplôme Ingén. B.T.S. ou I.U.T.

Nationalité marocaine.

Adresser C.V., diplôme + photo à : TELMECANIQUE - Division Internationale, B.P. 4, 92003 RUEIL-MALMAISON, attention M. E. Genet.

### SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

recherche pour missions longues durées auprès gouvernement Afrique pour francophones

### SPECIALISTES en R.C.B.

### ANALYSTES DES SYSTÈMES

économiques et sociaux

Formation Grandes Ecoles + D.E.S. éco.

Expérience effective exigée.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. VENCE (mentionnée sur enveloppe) à EMPLOIS ET CARRIÈRES, 30, rue Vernet, 75008 PARIS.

Important organisme de contrôle international

recherche

### INGÉNIEUR AUTOMOBILE CONFIRMÉ

30 ans minimum, ayant au moins 5 ans d'expérience pour poste à responsabilité à ABIDJAN.

Mobilité physique et intellectuelle nécessaires.

Ecr. avec C.V. et prêt. réf. 142, 31, rue Henri-Rochefort, 75017 PARIS.

### SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

cherche à étoffer son portefeuille de

### CONSULTANTS

pour missions de courtes durées (deux à quatre mois) dans les pays du tiers monde.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, domaine de compétence, photo et prétentions sous réf. VENCE (mentionnée sur enveloppe) à EMPLOIS ET CARRIÈRES, 30, rue Vernet, 75008 PARIS.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Je m'engage à...



Jeune 150

OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

## ANNONCES CLASSEES

	la ligne	la ligne
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

RANK XEROX continue son développement et recherche

### le chef du service taxes

Sa mission consistera à :  
- Participer à l'élaboration des options fiscales liées au développement du groupe.  
- Déclarer, centraliser et étudier les problèmes fiscaux concernant la société française.  
- Définir la politique à suivre à l'égard de ces problèmes.  
- Vérifier l'exactitude des déclarations fiscales.  
- S'assurer du paiement des impôts et taxes dans les délais.

Le candidat devra être spécialisé et avoir plusieurs années d'expérience dans ce domaine.

Il devra parler anglais.  
La rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu.

Merci d'écrire s/réf. C 13 à François ESCOFFIER.

Service Recrutement  
B.P. 63 - 93602  
Aulnay/Bois cedex

Très important groupe multinational ayant des activités industrielles et commerciales réparties sur plusieurs centres en France recherche pour Paris

### Le Responsable du développement de son infrastructure informatique

Hardware - Software - Teleprocessing - Méthodes

Le candidat devra obligatoirement :

- être ingénieur d'une grande école scientifique ;
- avoir une expérience d'ingénieur système de 3 à 6 ans dans un important centre informatique ;
- avoir une connaissance pratique des matériels et Software IBM, du Teleprocessing, des Systèmes de Data base et Data communication ;
- parler et écrire couramment l'anglais.

Nous promettons au candidat entreprenant et méthodique, de larges responsabilités pour l'élaboration et la réalisation d'un plan ambitieux.

Salaire proposé : 100 à 130 000 F par an selon expérience.

Adresser candidature sous référence SOND (à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publiec Conseil  
EMPLOIS & CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

BUTLER S.A.

Filiale Société Américaine leader Mondial  
BATIMENTS METALLIQUES PREFABRIQUES  
recherche pour PARIS

### UN RESPONSABLE MARKETING

- Placé sous l'autorité du Directeur Commercial il sera chargé :  
- de la conception et de l'animation des cours de formation destinés à nos concessionnaires,  
- des études de marché pour le lancement de nouveaux produits,  
- du maintien de nos programmes de marketing existants,  
- de la mise au point des programmes de promotion et de publicité.

- Le Candidat :  
- Agé de 27 ans minimum, aura une expérience du marketing de produits industriels, notamment en ce qui concerne les études de marché et la formation de distributeurs. Des connaissances d'Anglais sont nécessaires.

Ce poste offre de larges possibilités de développement aux niveaux Français et Européen.  
Adresser curriculum vitae détaillé et prétentions à :  
BUTLER S.A.  
40 avenue Hoche - 75008 PARIS.  
- Discretion totale assurée.

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL  
recherche pour activités de  
DEVELOPPEMENT

### JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

hommes ou femmes

ayant si possible une formation complémentaire en économie des entreprises.

Les candidats devront avoir deux ans d'expérience professionnelle dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- architecture d'operating systems ou de systèmes de communication
- études de prévisions de ventes et de rentabilité de produits de télécommunications
- réalisation de logiciel en téléphonie
- conception, simulation, et/ou réalisation de circuits LSI par ordinateurs.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Les postes peuvent impliquer des stages ou des missions de longue durée en France et à l'étranger, notamment aux Etats-Unis. Ils sont situés dans une grande ville universitaire de la moitié Sud de la France.

Outre de bons salaires, la société offre de réelles possibilités d'évolution pour des ingénieurs imaginatifs, ne craignant ni l'effort ni la mobilité.

Ecrire avec détails, sous référence 7811 à :

Q7 organisation et publicité  
21 rue Marengo 75001 PARIS/QUINTREMETRA  
Discretion absolue assurée.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

recherche

PHARMACIENS

### FUTURS DIRECTEURS

Pour diriger de petites unités technico-commerciales situées en province.

Le goût pour la gestion et le contact commercial est une qualité essentielle pour le pharmacien futur directeur. Une expérience préalable est souhaitable mais non indispensable.

Une carrière intéressante sera proposée à des candidats de valeur et adonnés.

Envoyer C.V. + photo + prêt sous n° 52721 B à :  
REU Pub. 17, rue Lobel, 94300 Vincennes, 9. fr.

BANQUE REGION OUEST

recherche

Homme ou Femme  
35 ans minimum

### JURISTE

Licence droit privé, expérience contentieux bancaire nécessaire. Connaissances en droit des affaires et en commerciales pour direction services contentieux.

Ecrire n° 54533 M. REGIE-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE

recherche

### ATTACHE A LA DIRECTION DES ETUDES

Il s'agit d'assister la Direction des Etudes :  
- dans les relations avec les étudiants ;  
- dans les relations avec les enseignants sur le plan pédagogique (coordination des enseignements, méthode pédagogique, liaison socio-économique) ;  
- assurer, par ailleurs, des enseignements dans le domaine marketing ou production.

Le candidat devra :  
- avoir une expérience pédagogique ;  
- connaître l'entreprise ;  
- avoir eu des tâches d'organisation ;  
- être diplômé de l'enseignement supérieur ;  
- être un homme de marketing ou de production ;  
- avoir des aptitudes d'animation et beaucoup de facilité de contact.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à :  
ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE REIMS  
B.P. 302 - 51061 REIMS CEDEX

Rech. Directeur - Automate  
Etablissement Socio-Educatif  
25 ans min. Env. C.V. photo.  
Animation Service B.P. 133  
51203 ARGENTAN Cedex

IMPORTANT CABINET  
DE CONSEILS  
JURIDIQUES ET FISCAUX  
recherche pour région

NORD DE LA FRANCE

CONSEILLER FISCAL  
EXPERIMENTE  
SITUATION CADRE ASSUREE

Ecr. n° 54791 M. Régie-Presses,  
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

L'INSTITUT  
D'ADMINISTRATION  
DES ENTREPRISES  
de l'Université de Caen  
recrute

TROIS CHERCHEURS  
- Haut niveau ;  
- Maîtrise des sciences économiques, option économie générale ;  
- Bonne formation mathématique ;  
- Travail à plein temps,  
novembre 1976 - août 1977,  
pour recherche sur contrats.  
Adresser C.V. détaillé avant le  
30 octobre à l'A.E.,  
Université de Caen,  
Eplanade de la Paix,  
14032 CAEN CEDEX.

Recherche Agence commerciale  
bien introduits pour diffusion  
produits secondaires de grandes  
marques - revêtements céramiques, sanitaires, robinetterie.  
Clientèle existante pouvant être  
développée.  
Ecr. n° 7761 "Le Monde" Pub.  
S. P. 905, 4023 Nantes Cedex.

Recherche Agence commerciale  
bien introduits pour diffusion  
produits secondaires de grandes  
marques - revêtements céramiques, sanitaires, robinetterie.  
Clientèle existante pouvant être  
développée.  
Ecr. n° 7761 "Le Monde" Pub.  
S. P. 905, 4023 Nantes Cedex.

### Jeunes Adjoints Administratifs

Paris - Province

Pour cette société dont l'expansion importante a fait se multiplier les agences sur tout le territoire, la décentralisation régionale est une politique.

L'Adjoint Administratif du Directeur Régional est responsable de toutes les tâches de gestion, d'administration et de comptabilité d'une région de 300 personnes.

Il constitue puis anime une équipe d'une quinzaine de comptables et d'employés, et assure lui-même le contrôle budgétaire, puis le contrôle de gestion de sa région.

Pour préparer à ces fonctions, une formation complémentaire de deux ans est prévue dans les services comptables, informatiques et administratifs du siège et des agences (région Toulouse-Poitou).

Ce poste peut être celui de débutants (jeunes diplômés ESC option finances, comptabilité ou gestion administrative) mais un an ou deux d'expérience des affaires seraient appréciés. Il est surtout celui d'hommes de caractère et recherchant des responsabilités. Plusieurs affectations sont possibles en France.

Les personnes intéressées sont invitées à adresser leur dossier sous référence AA 1032/M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP 7 rue Lincoln 75008 PARIS

Burroughs

recrute

### JEUNES DIPLOMES de l'enseignement supérieur commercial

Vous désirez débiter votre carrière par une expérience commerciale dans un secteur en pleine expansion.

Vous êtes motivés par l'analyse de situations, par la recherche de solutions à proposer et à faire adopter.

Notre technique en pleine évolution nous oblige à recruter nos cadres en permanence et nous y consacrons 8 % de notre masse salariale.

Que vous ayez ou non des connaissances en informatique, nous vous attendons pour rejoindre notre réseau commercial sur :  
PARIS ET PROVINCE

Envoyer lettre, CV, photo sous référence M à :

Monsieur Louis Marie ROLIN - BURROUGHS  
230, avenue Laurent Cely - 92231 GENNEVILLIERS.

### jeune cadre supérieur comptabilité

Une importante société sidérurgique du Nord recherche pour l'une de ses usines (10000 personnes) située dans le Nord, un adjoint au chef de comptabilité.

La fonction à exercer est orientée vers un rôle de contrôle dans tous les domaines du ressort de la Direction Comptable et vers un rôle de gestion à partir des travaux comptables. Ce poste convient soit à un jeune HEC, Sup de Co, ESSEC, soit à un diplômé des sciences économiques disposant d'une formation comptable suffisante ou encore, éventuellement, à un cadre ayant un DEC et 2 ou 3 certificats supérieurs d'expertise comptable. 2 ou 3 ans d'expérience pratique sont nécessaires. Une familiarisation avec les applications informatiques en comptabilité est vivement souhaitée. Lieu de travail dans le Nord. Logement de fonction assuré.

Adresser C.V. avec courte lettre manuscrite s/réf. 9789/M, à :

sema  
selection

Centre Metra  
16, rue Barbès - 92126 Montrouge

### ORGANISMES FINANCIERS

A forme Mutuelle

recherchent

pour région OUEST

### 2 DIRECTEURS

- Sans des responsabilités : sans sous ordres : pour Bretagne : 100 personnes ; pour Vendée : 40 personnes ;
- contacts humains stals ;
- solide expérience : bancaire (engagements, dépôts) et comptable.

Env. lettre manuscrite, photo et prétentions à :  
Direction du Personnel  
C.C.C.C., 15 bis, avenue Hoche - 75008 PARIS.

Grand Etablissement du Sud-Ouest  
recherche : INFIRMIERES  
Diplômées d'état susceptibles de  
s'intéresser à un travail d'orga-  
nisation dans un hôpital de  
niveau. Postes immédiatement disponibles.

Puericultrices ou services  
d'enfants en pleine réorganisation.  
Téléph. : (56) 80-84-85, poste 246

SOCIETE  
DE CONSEIL D'ENTREPRISES  
recrute pour NANTES

### ASSISTANT JURIDIQUE

(licencié en droit,  
Généraliste du droit de l'entrepr.,  
Connaissances fiscales néces-  
saires, minimum exigées.

Ad. lettre manuscrite, C.V.  
+ photo et prêt, à CODEX,  
S. P. 905, 4023 Nantes Cedex.



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	48,70
"Placards encadrés" 2 col. et +		
(la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

# ANNONCES CLASSEES

	la ligne	la ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## RESPONSABLE MARKETING

78/91.000 francs

Notre Chambre Syndicale est composée d'un petit groupe qui forme une équipe performante mais dont les multiples activités ne lui permettent pas de couvrir un certain nombre de domaines que nous voudrions renforcer.

Le but de notre recherche est de trouver un jeune, capable de prendre en charge les problèmes d'études de produits et de marché, d'assurer les négociations des prix avec l'Administration, d'organiser des campagnes promotionnelles et d'effectuer des études de transports.

Pour réussir dans ce poste, il faut bien sûr un diplôme d'Etudes Supérieures de Commerce, de bonnes bases juridiques, mais surtout 4 à 5 ans d'expérience comme Chef de Produit ou Chef de Marché dans une entreprise et avoir une certaine pratique des relations publiques.

Une bonne connaissance des contacts avec les Administrations peut être utile.

Vous dépendrez de notre Directeur. Le lieu de travail est situé dans le centre de Paris.

Le poste peut être évolutif à terme.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 3270

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE

28, avenue de Messine

75008 PARIS

A qui nous avons confié cette recherche.

## vous êtes de votre temps!

La Publicité, l'Urbanisme, les Médias, l'Action Municipale, la Promotion Immobilière, sont des domaines qui vous passionnent.

Vous avez une formation supérieure (I.E.C., Sciences Po) et au moins 3 ans d'expérience dans ces secteurs.

C.A.P., équipe de spécialistes de la communication au sein du Groupe SERETE Ingénierie, vous propose de devenir:

### RESPONSABLE D'OPERATIONS

Vous serez seul responsable d'interventions (campagnes, expositions, journaux...) et d'actions de conseil auprès de clients extérieurs: Collectivités locales, grandes Entreprises, Aménageurs Publics et Privés.

Adresser vos dossiers (CV et photo) sous la référence PC 294 à Ph. COMOY Responsable du Recrutement

SERETE 85, rue Regnaud 75640 PARIS CEDEX 13.

## BANQUE PRIVEE à PARIS (8<sup>e</sup>)

recherche

### UN CADRE DE BANQUE

CLASSE V OU VI

POSSEDER:

- une connaissance approfondie du Droit des Sociétés;
- une expérience de plusieurs années dans le service « Titres » d'une banque, à un niveau de responsabilité;

Il prendra en charge l'organisation et la marche du SERVICE TITRES d'un important holding et de ses sociétés filiales.

A ce titre, il devra assurer les transferts, conversions, traitement de coupons, opérations sur titres, ainsi que les relations avec les organismes extérieurs intéressés.

Sciez avec C.V., photo et attestations actuelles

n° 1188, POLYTECHNIQUE ROGER BLEY,

10, rue Edouard, 75008 PARIS, qui transmettra.

LES POSTES ET

TELECOMMUNICATIONS

recrutent par Concours

## 400 INSPECTEURS

DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Limite d'âge: 30 ans (reports possibles)

Pour encadrement, gestion, organisation et études dans les services d'exploitation, administratifs et commerciaux.

- Possibilité de poursuivre vos études universitaires;
- Formation rémunérée;
- Sécurité de l'emploi;
- Accès aux emplois supérieurs.

Date des épreuves 7 et 8 Décembre 1976

adressez votre candidature avant le

3 NOVEMBRE 1976

Paris

DIRECTION DES POSTES DE PARIS

140, Boulevard du Montparnasse

75008 PARIS CEDEX 14

Province

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES POSTES

au chef-lieu du département de résidence

Constructeur de fours métallurgiques

crée le poste de

### INGENIEUR D'ETUDE ET DEVELOPPEMENT

chargé de faire évoluer le calcul de

descript, la conception de ses matériels.

SONT DEMANDES:

- Diplôme d'une grande école;
- Quelques années d'expérience Etudes et
- Bacal;
- Solides connaissances en Thermique, Mé-
- canisme, Electricité, Automatique.

Ecrire: Mme VARIERAS, 4, r. Lasser, 75012 PARIS.



## Cadres financiers

Notre service central des crédits commerciaux recherche jeune cadre diplômé enseignement supérieur.

POSTE: Définition de ligne de crédit pour une partie de notre clientèle en concertation avec nos services commerciaux.

FONCTIONS:

- constitution des dossiers de crédit
- analyse financière
- contacts permanents avec nos services commerciaux
- déplacements sur le terrain pour examen des problèmes importants (visites des clients et des services régionaux).

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 388 à

PHILIPS

Départ. du Personnel,

50, av. Montaigne,

75008 PARIS.

Filiale Française d'un Groupe International

à vocation mécanique

RECHERCHE pour poste banlieue parisienne:

Ingénieur confirmé spécialisé en fonderie

A. et M. ou/et E.S.P.

35 ans minimum

Missions: négociation de contrats, participation à l'action commerciale, suivi des réalisations.

Maîtrise de l'anglais nécessaire.

Ecrire n° 771 « LE MONDE » Publicité,

5, rue des Italiens, 75007 PARIS (9<sup>e</sup>).

Un des plus importants Groupes français d'industrie lourde

recherche pour le bureau parisien d'une de ses filiales

leader dans sa branche 300.000 M.F. de C.A.

### Son Directeur Commercial

35 ans minimum, pratiques courantes de l'anglais.

Rattaché directement au Directeur Général, il aura à:

- définir la stratégie commerciale,
- animer la force de vente existante,
- créer un développement des exportations.

Le candidat devra posséder de sérieuses connaissances du marketing à long terme et être apte à mener des négociations à échelon élevé.

Nous accorderons la priorité au candidat ayant une réelle ouverture vers les problèmes techniques et une connaissance de la vente aux constructeurs automobiles.

La situation proposée admet un salaire de haut niveau. Elle autorise

étant donné l'importance du Groupe d'une part et celle du poste d'autre

part, une promotion évolutive dans la structure proposée.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 2610

Serge BALLY Conseil 40, avenue Hoche 75008 PARIS

## Les systèmes de gestion: un secteur en perpétuel devenir

Produire une gamme de systèmes continus et cohérents, qui soient en mesure de suivre l'évolution des besoins des clients: c'est le but de notre action technique. Mais, nous ne pouvons pas atteindre une situation optimale sur le marché sans la complémentarité de l'action commerciale.

Le rôle de nos Ingénieurs Commerciaux - aider les acquéreurs à choisir le système le mieux adapté à leurs besoins - implique qu'ils aient la culture économique (formation commerciale supérieure) et la tournure d'esprit permettant le dialogue avec les clients et leurs collaborateurs.

Des postes sont à pourvoir à PARIS et en Province.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 143 à

Monsieur GIESE, OLIVETTI FRANCE, D.P.R.E.,

91, rue du Faubourg St-Honoré, 75008 PARIS.

olivetti

## société générale de fonderie

LEADER SUR LE MARCHÉ DU CONFORT

DE L'HABITAT

C.A. consolidé 76 prév. 2,2 milliards

recherche pour son Siège Social PARIS 16<sup>ème</sup>

### UN ATTACHE SERVICE JURIDIQUE

FONCTION: Il sera chargé du Contentieux des dossiers immobiliers et des problèmes de propriété industrielle.

FORMATION: licence en droit privé indispensable - D.E.S. souhaité.

EXPERIENCE: 2 ans minimum, dans le Service Juridique d'une Société Industrielle ou commerciale.

Adresser C.V. et prétentions à SGF - Service du Personnel - 8, place d'Iéna - 75116 PARIS.

Importante société de distribution, filiale d'un groupe international, nous sommes

implantés en France depuis dix ans

### Responsable du département

Gestion des Commandes

Paris 16<sup>ème</sup> 70.000

Vous êtes attaché au Directeur Administratif des Ventes qui veut pouvoir vous donner immédiatement la responsabilité du service commandes en autonomie complète. Vous assurez le bon fonctionnement du service, simplifiez le travail (mise en place prochaine de l'informatique), améliorez les circuits, les délais, l'efficacité. Vous avez au moins 30 ans, une formation supérieure et, bien sûr, une expérience professionnelle dans le domaine administratif. Réponse et discrétion assurées à 100%.

CV, photo, réim. adressez à réf. 5/4090 à Mlle Berni.

bernard juliet psycom

93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

un important groupe métallurgie

(20 000 personnes),

spécialisé dans la production de biens industriels de grande série,

recherche le

futur

## directeur

d'un de ses

### établissements

Il se préparera à ses responsabilités futures en étant préalablement rattaché à la Direction Générale d'un de ses Départements en Région Parisienne.

Ce poste peut motiver un

### ingénieur diplômé des arts & métiers

ou équivalent, âgé de 35 ans minimum, justifiant d'une expérience sérieuse

de plusieurs années comme Chef de Fabrication ou Directeur de Production

dans grande Entreprise, complétée par des responsabilités assumées dans

Service de Gestion.

Rémunération élevée pour candidat de valeur.

Adresser CV détaillé, photo, rémunération actuelle sous N° 3457 à

PARFRANCE P.A.

4, rue Robert Etienne 75008 Paris

qui transmettra

Nous sommes la Filiale Française du

Premier Constructeur Européen d'ORDINATEURS

(900 personnes en France).

Nous recherchons pour notre DIVISION PERSONNEL

### JEUNE CADRE

DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

- Ayant environ 2 ans d'expérience dans la Fonction

Personnel.

Dans un premier temps, il sera chargé plus particulièrement d'évaluations de postes et d'études salariales.

• L'anglais lu et parlé est indispensable pour cette fonction.

Adresser lettre avec CV et prétentions à: P. GUERIN

ICL FRANCE - 16, cours Albert 1<sup>er</sup> - Paris 8<sup>e</sup>



150



150

OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,78

# ANNONCES CLASSEES

	la ligne	la ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,89
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,89

REPRODUCTION INTERDITE

**offres d'emploi**

**BANQUE FORTE EXPANSION**  
recherche

**comptable**  
Ayant une bonne expérience bancaire, D.E.C.S. ou équivalent.

**comptables**  
B.T.S. ou équivalent.  
Ayant si possible une expérience bancaire.  
Adresser C.V. sous réf. VAL (à mentionner sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

**offres d'emploi**

**BANQUE INTERNATIONALE**  
de premier plan recherche pour PARIS

**UN COLLABORATEUR**  
DE HAUT NIVEAU POUR SON SERVICE

**AUDIT INTERNE**

Le candidat participera au développement de la fonction et se verra confier notamment l'analyse de procédures, et l'examen des opérations en vue de l'amélioration des systèmes. Il aura, de plus, la responsabilité d'une équipe.

L'expérience rédactionnelle de rapports en français et en anglais ainsi que de bonnes connaissances en informatique seraient un atout important.

La rémunération offerte est en rapport avec l'importance de la fonction.

Les personnes intéressées justifiant d'une expérience et d'une qualification professionnelle de plusieurs années, acquises en partie au sein d'un Cabinet International, pourront adresser leur C.V. manuscrit à C.F.P. n° 334, 12, rue de l'Ély 75008 PARIS, qui transmettra.

**offres d'emploi**

**GÈNE CHIMIQUE - PÉTROCHIMIE**  
FUTUR

**DIRECTEUR DES VENTES**

Pilote d'un important groupe américain spécialisé dans le domaine de l'antipollution thermique, notre activité est internationale.

Nous recherchons :

**UN INGÉNIEUR DES VENTES**  
capable d'assumer très rapidement les fonctions de directeur des ventes.

Sa mission :

Prendre en charge la responsabilité des marchés impliquant des contacts à haut niveau, depuis la pré-étude, l'élaboration des devis, la négociation, jusqu'à l'obtention des contrats.

Sa mission :

Proche banlieue Nord-Ouest de Paris avec déplacements fréquents.

Ce poste convient à un ingénieur confirmé (30 ans minimum) ayant une réelle expérience des ventes de biens d'équipement et de très fortes connaissances en process.

Il doit être bilingue Anglais.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à John Zink, Z.I. rue Guy-Méquet - 95100 à Argenteuil.

**offres d'emploi**

**BANQUE FORTE EXPANSION**  
recherche

**employés**  
ou  
**gradés**  
Un an d'expérience minimum.  
Adresser C.V. sous réf. VELC (à mentionner sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

**SOCIÉTÉ CIDIS**  
Z.I. ANTONY, recherche

**UN ASSISTANT**  
pour son service

**CONTROLE DE GESTION**

Il assurera la préparation et le suivi des budgets, la mise en place et le suivi de systèmes comptables informatisés et de procédures d'organisation administrative.

Le candidat doit avoir une formation supérieure, comptable ou de gestion, avec des notions d'informatique et une aptitude aux contacts humains.

Adresser candidature manuscrite C.V., références à Direction du Personnel CIDIS, S.P. n° 90, 32169 ANTONY.

**Pour réussir les tests, apprenez ce qu'ils vous cachent.**

Découvrez les pièges chiffres... Entraînez-vous, et vous affronterez sereinement psychologues et cabinets de sélection.

Un manuel pratique pour comprendre, analyser, utiliser les tests.

**AUBIER**

33 F

**LES TESTS DÉMYSTIFIÉS**

**EMPT GROUPE INTERNATIONAL DE SERVICE**  
TOURISME RESTAURATION HÔTELLERIE  
QUARTIER SAINT-LAZARE recherche

**AUDITEUR INTERNE**

Le candidat diplômé D.E.C.S. ou équivalent sera chargé du Contrôle des Agences et des Établissements du Groupe en France et à l'étranger.

Il devra avoir :

- une expérience d'un an minimum dans la fonction, soit dans une entreprise, soit dans un cabinet d'expertise comptable ;
- connaissances de l'anglais souhaitées.

Poste à PARIS impliquant de nombreux déplacements de durée variable.

Env. av. C.V. dét. + photo + prêt. sous n° 50.734 J.R.P. 75008 PARIS, qui transmettra.

**SOCIÉTÉ DISTRIBUTION COMBUSTIBLES**  
recherche pour 8<sup>e</sup> arrondissement

**assistante juridique**

30 ans minimum, chargée tenue registres sociaux, préparation Assemblées et Conseils, suivi des données de la vie sociale et formalités diverses.

NOUS DEMANDONS :

- une expérience similaire acquise dans Société Financière, chez Conseil Juridique ou Expert Comptable.
- une habitude à la rédaction simple.

Salaire fonction de l'expérience. Rémunération d'entretien.

Adress. C.V. détaillé, photo et prétentions chez Hervé Contoux, 166 bd Haussmann 75008 Paris sous n° 31828.

**SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE EN EXPANSION**  
LEADER DANS SA BRANCHE recherche pour

**EXPORTATION**  
**INGÉNIEUR**  
**TECHNICO-COMMERCIAL**

30 ans minimum

Le poste conviendrait à un cadre :

- De formation technique,
- Ayant déjà au moins 5 ans d'expérience de vente,
- Parlant parfaitement anglais.

Promotion assurée pour jeune cadre de haut potentiel.

Rémunération début 85 à 90.000 F/an

Envoyer C.V. sous n° 31994 B à B.E.U. Publicité, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes, qui transmettra.

Société parisienne dynamique, spécialisée dans la réalisation d'études de Circulation de Transport et d'Urbanisme recherche

**DIRECTEUR**  
jeune et ambitieux

qui assurera, à terme, la totalité des responsabilités techniques, commerciales, administratives et humaines.

Sa formation :

- X, Ponts et Chaussées ou équivalent d'expérience dans le domaine des Etudes de Transport.
- X, Ponts et Chaussées ou équivalent d'expérience dans le domaine des Etudes de Transport.

Adresser C.V. man. photo et prétentions sous Réf. 7467 à

**LEPA** LEPA-RECRUTEMENT  
94, rue Saint-Lazare 75008 Paris

**ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES** recherchent un

**gestionnaire sinistres automobile**

- sinistres d'un coût élevé,
- goût pour l'enquête personnelle,
- aisance dans la relation,
- culture juridique et contentieuse,
- disponibilité pour déplacements.

Le candidat devra être dégage des obligations militaires.

Ecrire avec CV détaillé et photo au Département du Personnel, 8-10, rue d'Astorg 75008 PARIS.

Aujourd'hui, tout est dur ! Et chez nous, c'est encore plus dur ! Vous aimez travailler tard, beaucoup, le samedi matin ? Vous n'aimez pas cela, mais vous le faites quand même ? Vous êtes un cadre d'action plutôt que d'étude.

Alors, postulez pour le poste de

**RESPONSABLE DU SERVICE INFORMATIQUE**

- Vous aurez à votre disposition un IBM 3/15 - 36 K bandes et disque, avec étanchéité direct sur deux 3741 ;
- Vous dirigerez 11 personnes dont 1 ingénieur informaticien ;
- Vous travaillerez en rapport étroit avec le Directeur Administratif.

Tout ceci se paye, nous le savons.

Valiez-nous parvenir curriculum vitae, photo et prétentions à SOCIÉTÉ - 39, av. Grande-Armée, 75782 PARIS CEDEX 16, qui transmettra.

**AVIS**  
Location de Voitures

Leader de notre profession nous recherchons pour continuer et renforcer notre direction comptable et financière

**CHEF SERVICE**  
**COMPTABLE ET FINANCIER**  
D.E.C.S. ou expertise comptable

Une expérience de quelques années dans un groupe international Anglo-Saxon est souhaitée.

Age 30 ans minimum.

Une connaissance parfaite de l'anglais est exigée.

Lieu de travail : PARIS (13<sup>e</sup>)

Envoyez C.V., photo et niveau de rémunération, sous réf. 307 AVIS - 19, rue Albert, 75013 PARIS.

**Le Groupe Nobel Bozel**  
DIVISION FAINTURES recherche pour le département « Grand Public » d'une de ses filiales

**jeune cadre commercial**

Il assistera le directeur commercial dans toutes ses fonctions : animation de l'équipe de vente, gestion, promotion, etc.

Ce poste intéressera un cadre de formation commerciale supérieure (DESS, DESOP ou équivalent). Il aura accès à une d'expérience dans la distribution de biens de consommation au travers de circuits de type grandes surfaces, grossistes en droguerie, etc.

Base proche banlieue Nord Paris. Déplacements de courte durée.

Env. lettre man., C.V. détaillé, photo récente et rémun. envis. sous réf. M 184 A, à NOBEL BOZEL, Département, Encadrement, Tour Roussel - Nobel, Cédex 3, 92080 PARIS - LA DEFENSE.

**ingénieur commercial**

connaissant bien le marché des MATIÈRES PLASTIQUES

Vous souhaitez que votre carrière évolue rapidement vers des responsabilités de plus en plus grandes et vous êtes sûr d'avoir l'étoffe pour. Dans ce cas, notre société peut vous offrir ce que vous cherchez. Selon votre expérience (minimum 5 ans) vous déverrez plus ou moins haut dans la hiérarchie mais de toute façon vous aurez au départ la charge de développer nos exportations de POLYSTYRÈNE en Europe.

Résidence : Paris.

Valiez adresser un C.V. détaillé manuscrit, une photo et votre salaire actuel sous la référence « William » à

Société Martinet, 3, allée du Roussillon 78140 Valzay qui s'engage à vous répondre et à traiter votre dossier en toute discrétion.

**GRAND SERVICE PUBLIC**  
recherche

**ENSAE(1ou2) ISUP(CSA), DEA**

pour analyses marché/réseau

Résidence : PARIS

Libéré Obligations Militaires si homme

Adresser CV et prétentions réf. 6162

31 Bd BONNE NOUVELLE 75002 PARIS qui transmettra

**CHEF DES VENTES PARIS**  
Entreprise allemande spécialisée dans la fabrication d'éléments moteurs cherche son

**CHEF DES VENTES**

pour son marché en France

Le produit et la marque sont déjà bien connus en France.

Les possibilités de vente s'étendent sur presque toutes les branches industrielles.

Les candidats intéressés (âge 30 ans minimum) doivent être en mesure d'organiser le réseau de ventes, de consolider les contacts existants et de conclure de nouveaux marchés.

La connaissance des langues française et allemande ainsi qu'une bonne expérience de la vente sont indispensables.

Les candidatures sont à adr. sous n° 493.648 M à REGIE-PRESS, 88 bis, r. Bismarck, Paris-20, q. 2.

**SOCIÉTÉ INTERNATIONALE**  
Société SUIE recherche pour son service

**jeune assistant**

niveau DUT gestion ou similaire

**Ses rôles :**

- élaboration des budgets
- analyse des écarts
- études de rentabilité
- participation à l'élaboration d'outils de gestion

**Ses qualités :**

- sens du contact et goût du travail en équipe
- rigueur, méthode, organisation et précision
- dynamisme
- anglais écrit

De préférence libre de suite

Envoyez curriculum vitae, photo et prétentions à Hervé Contoux, 166 bd Haussmann 75008 Paris sous référence 31828.

**UNE GRANDE BANQUE NATIONALE**  
recherche

Pour la Section Assurances de sa Direction du Contentieux

**UN CADRE**  
**ADJOINT AU CHEF DU SERVICE**

- Ce cadre devra être actif et d'expérience confirmée comme technicien assurances.
- Il devra superviser la gestion administrative des contrats d'assurances de la Banque de sa clientèle et de son personnel.
- Préparer les négociations, les renouvellements des contrats en cours et la mise au point de police nouvelle.
- Étudier les opérations d'assurances propres à la Banque et à ses filiales.

Une bonne pratique des branches L.A.R.D. est souhaitée.

Écrire avec C.V. et prétentions sous n° 82524 B

17, rue du Docteur Lebel 94300 VINCENNES qui trans.

**Important Organisme Financier**  
recherche

de son service GESTION PORTFOLIO-TITRES

**EMPLOYÉ (E)**

niveau études supérieures

Env. curriculum vitae man. et photo à n° 4379 à PARFRANCE P.A. 4, rue Robert-Estienne, 75003 PARIS, qui transmettra.



offres d'emploi      offres d'emploi      offres d'emploi      offres d'emploi

**SECRÉTAIRE  
DE DIRECTION**  
ILLINGHE. Série allémande.  
Expérience soignée.  
C.V. 5 jours. Héroïne libre.  
Journé continue.  
P. C.V. - 2 LAGO-BRUNEAU,  
8, avenue Maréchal-Juin,  
75 - BOULOGNE-SUR-MER.

**STE DE PROMOTION  
PARIS 8**  
recherche

**CRÉAIRE DE DIRECTION**  
diplômé plusieurs B.T.S. ou équivalent  
apport. expérience  
10 ans. LARGES INITIATIVES  
Région parisienne  
en réf. 5 X 6 X 13. Adr. C.V.  
et prêt. 2 LAGO-BRUNEAU,  
8, avenue Maréchal-Juin,  
75 - BOULOGNE-SUR-MER.

**Importante Société  
PONT DE NEUILLY**  
recherche

**EXCELLENTE  
SECRÉTAIRE  
BILINGUE  
ANGLAIS**  
pour travail météorophane.

• Minimum 5 ans d'expérience ;  
• Excellente présentation.

Tél. pour rendez-vous 77-21-93.  
Agences d'interm' s'abstenir.

**Sténodactylos**  
**STENO DACTYLOS** NOTARIAL  
EXPERIM.  
Tél. 276-23-34

مسألة في الصلاة











Jeudi 26 Oct 1976

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## LA JOURNÉE NATIONALE D'ACTION POUR L'EMPLOI DES JEUNES

Les syndicats renonceraient-ils un jour à quadrupler, voire à quintupler le nombre des manifestants qui répondent à leur appel ? Ils étaient en tout cas moins de 10 000 samedi 23, à Paris, 8 000 selon la préfecture de police, mais 40 000 selon la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N., organisatrices de cette journée nationale

d'action sur le thème : « Les jeunes veulent vivre et travailler. Le droit à l'emploi, un droit pour tous. » C'est sous cette réserve qu'il faut dans ces conditions accueillir le chiffre global de 250 000, avancé par les syndicats, pour Paris et la province. Décidée par la C.G.T. et la C.F.D.T. le 8 juil-

let, cette journée nationale d'action, à laquelle, dans l'euphorie de l'unité retrouvée, s'étaient ralliés la F.E.N., souffrit de la comparaison avec le 7 octobre. La mobilisation a été presque partout moins importante. Les syndicats et les organisations de jeunes et d'étudiants qui s'étaient joints à eux semblent avoir eu quel-

ques difficultés à rallier les jeunes chômeurs auxquels s'adressait d'abord cette journée. Samedi après-midi, MM. Georges Séguy, Edmond Maire et André Henry ont renouvelé, place de la République, à Paris, leurs attaques contre la politique économique, sociale et éducative du gouvernement.

### Trois fois plus de manifestants à Nantes qu'à Paris

Vingt manifestations étaient organisées samedi 23 à Paris et en province.

À PARIS, des stands avaient été dressés samedi dès la fin de la matinée, place de la République, par les syndicats et les organisations de jeunes, d'étudiants, de collégiens et de lycéens qui s'étaient associés à cette journée, ainsi que par un certain nombre d'entreprises « en lutte » ou en grève de la région parisienne. Les uns vendaient bière et sand-

De nos correspondants

wiches, les autres proposaient tracts, autocollants et journaux. Des groupes se formaient autour d'orchestres improvisés et le président de la République et le premier ministre. À 15 heures, MM. Séguy, Maire et Henry prenaient la parole.

Les manifestants, en tête desquels avaient pris place les trois leaders syndicaux, se rendaient ensuite en cortège par les grands

boulevards jusqu'à l'Opéra, scandant : « Chô, chô, chômage, ras-le-bol ! », « Plus barre, y'en a marre ! » ou « Anne-Aymone, ton mari déc... ». Les militants du P.S.U., n'avaient pris place, attirés par la C.F.D.T., un autocollant à l'effigie de l'emploi ? — affichait « complet ». Les manifestants se sont dispersés sans incident à 17 h. 30.

● A NANTES, un cortège de trente mille manifestants a sillonné pendant trois heures le centre de la ville dans une atmosphère de fête. Au thème du chômage s'ajoutait celui de la « désertification » de la Bretagne : « Emigrer, non ; vivre au pays, oui ! ». Du travail au pays, non à la déportation ! ont scandé les participants.

● A LILLE, le défilé d'une dizaine de milliers de personnes (la moitié, selon les sources officielles) a précédé le meeting au cours duquel M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, a pris la parole.

● A LYON, huit mille à dix mille personnes, des jeunes en majorité, venues de toute la région Rhône-Alpes, ont défilé dans le calme.

● A MARSEILLE, dix mille personnes, selon les organisations syndicales, ont manifesté contre le chômage.

● A TOULOUSE, quatre mille à cinq mille manifestants, à peu près autant que le 7 octobre, ont défilé dans le calme le long des berges de la Garonne.

● A NANCY, mille cinq cents à deux mille manifestants, selon les estimations.

● A ROUEN, on notait la présence de nombreux jeunes gens dans un cortège de cinq mille à six mille manifestants.

● A DIJON, des houleuses se sont produites en queue du cortège de deux mille personnes entre le service d'ordre de la C.G.T. et des militants d'extrême-gauche.

### Fragile unité

« Seconde riposte d'encerclement au plan Barre », « protestation massive contre le chômage des jeunes », la journée du samedi 23 octobre a-t-elle tenu ses promesses ? A-t-elle tenu l'importance des cortèges, la réponse est plutôt négative. N'y avait-il pas, d'ailleurs, quelques risques à passer, comme l'a fait, place de la République, M. Edmond Maire, cette journée dans le droit fil de celle du 7 octobre ? La comparaison pouvait en soulever. Moins de dix mille personnes ont, en tout cas, défilé à Paris ; dix fois moins que quinze jours plus tôt.

Le bilan est à peu près identique en province, malgré une très forte mobilisation à Nantes. Pourrait-il en être autrement ? Non, si l'on songe que la plupart des manifestations d'il y a deux semaines avaient eu un ampleur inégalée depuis mai 1968. Non encore, lorsqu'on sait qu'il est plus facile de faire descendre les travailleurs dans la rue un jour de grève générale qu'un jour de repos. Oui, en revanche, si l'on songe aux quatre cent quarante-deux mille jeunes gens actuellement au chômage, et qui seraient du constituer le gros des troupes de cette journée.

Ces jeunes chômeurs furent les grands absents de samedi. On ne les a guère vus à la manifestation parisienne, surtout dominée par les « adultes » et les militants habituels des mouvements de jeunesse et d'étudiants.

Lors du premier grand rassemblement pour le « droit au travail », organisé le 4 octobre 1976 par la C.G.T. et la C.F.D.T., Georges Séguy avait appelé les jeunes privés d'emploi à se grouper en comités. Six mois plus tard, des représentants de trois cents comités, selon la C.G.T., se réunissaient à Paris en « états généraux ». Depuis cette date, leurs effectifs ont fondu, leurs militants ayant peu à peu trouvé un emploi. L'augmentation spectaculaire du chômage, en septembre, donne une nouvelle actualité à ces comités, mais elle est trop récente pour que la C.G.T. et la C.F.D.T. aient eu le temps de les relancer.

Peu politisés, isolés, une grande partie des jeunes — chômeurs ou

### Forcing

non — ignorent les syndicats. Ce sont eux, pourtant, qui subissent les conditions d'emploi les plus difficiles. M. Séguy semble avoir pris la mesure de cette anomalie, qui les a exhortés, samedi, en termes pressants à rejoindre les rangs syndicaux.

Faut-il que l'unité soit sans nuages pour que MM. Maire et Henry aient joint leurs voix à celle du leader cégétiste pour la célébration du nouveau ? Intervenant après les discours qui ont permis l'accord sur la grève du 7 octobre, cette nouvelle journée d'action a pu faire croire que les relations étaient maintenant au beau fixe. Il n'en est rien.

A M. André Henry, qui déclarait récemment (1) que « les minorités ne sont pas en mesure de s'exprimer à la C.G.T. », M. Séguy a rappelé nettement dans ces colonnes (2) que l'unité retrouvée signifiait à ses yeux que la F.E.N. se dégageait « des accords séparés et au rabais (signés par la F.E.N.), que le pouvoir et le patronat ont scellés dans le but de diviser les travailleurs ».

Le climat n'est pas non plus au beau fixe entre la Fédération de l'éducation nationale et la C.F.D.T. La première ayant, par la voix de son secrétaire général, accusé le Syndicat général de l'éducation nationale, branche enseignante de la seconde, d'être « une anomalie dans le monde syndical d'aujourd'hui » (1). M. Maire a cru nécessaire de rappeler, samedi, la convergence de vue de sa centrale avec les enseignants qui y adhèrent.

Pour être meilleurs, les rapports entre la C.G.T. et la C.F.D.T. ne sont pas pour autant idéologiques. L'unité, a souligné M. Séguy (2), « n'élimine pas les désaccords antérieurs ». « Être partout à l'initiative et à la tête des luttes, a-t-il ajouté, telle est la ligne de conduite de la C.G.T. ». Si celle-ci parle haut et fort, si son secrétaire général réclame la constitution d'une centrale unique pour tous les travailleurs — sous-entendu autour de la C.G.T. — c'est qu'elle se sent sûre d'elle-même face à une C.F.D.T. encore

### affaiblir par les querelles qui ont opposé la direction à la minorité « gauchiste ».

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la journée de samedi n'ait guère suscité d'enthousiasme unitaire à la base. Hormis celle de tête, il n'y avait, à Paris, aucune bande organisée comme aux trois organisations. Face aux cégétistes scandant « Union, action, programmes communs » et à leur secrétaire général appelant les jeunes à hâter le changement, les cégétistes dissimulaient mal leur répugnance, craignant que ce « forcing », plus électoral que syndical, ne provoque à terme beaucoup de désillusions.

Ces divergences, tout autant que le désir de renouveler trop vite le succès du 7 octobre, expliquent le demi-succès — ou le demi-échec — de la journée de samedi.

BERTRAND LE GENDRE

(1) Le Monde du 6 octobre.  
(2) Le Monde du 23 octobre.

### M. SÉGUY : hâter l'heure des changements

En conclusion de son discours, samedi 23, place de la République, à Paris, M. Séguy a déclaré : « Nous ne pouvons souhaiter rien de mieux à la jeunesse, à tous les travailleurs et à notre pays que le programme commun appliqué dans les plus brefs délais de telle manière que la vie change dans le sens du progrès social et de la liberté ». Auparavant, M. Séguy avait exhorté « les nouvelles générations de travailleurs » à « renforcer et élargir l'unité d'action jusqu'au jour où, face à l'organisation unique des patrons, les travailleurs seront fraternellement rassemblés au sein d'une seule et grande centrale syndicale ».

M. Séguy a ensuite recommandé aux jeunes de se syndiquer et de se faire inscrire sur les listes électorales, afin de « hâter l'heure des changements ».

### M. MAIRE : créer des emplois

Le secrétaire général de la C.F.D.T. a déclaré : « Après le 7 octobre, qui a donné l'élan pour la lutte indispensable contre le pouvoir d'achat, ce 23 octobre doit déclencher une offensive générale dans la bataille pour l'emploi ». M. Maire a ensuite indiqué que le nombre de jeunes à la recherche d'un premier emploi était en augmentation de 8 % sur l'année dernière. Il a affirmé que ceux qui trouvent un travail étaient le plus souvent contraints d'accepter « un contrat temporaire, un travail mal payé ou de mauvaises conditions de travail ». Il a ajouté : « Cette journée exprime une protestation globale de la classe ouvrière contre le chômage. Mais, en même temps, elle est l'affirmation de nos espoirs de voir les jeunes jusqu'à dix-huit ans ».

### M. HENRY : une formation pour tous jusqu'à dix-huit ans

« Les réformes en matière d'éducation et de formation sont des réformes d'exploitation de la jeunesse », a déclaré M. Henry. Elles permettent aujourd'hui que près de la moitié d'une classe d'âge soit versée sans aucune préparation professionnelle entre les mains du patronat, du commerce et de l'artisanat. Après avoir souligné qu'aucune politique économique et sociale ne peut résoudre à elle seule le problème de l'emploi des jeunes, M. Henry a préconisé « une formation initiale générale et professionnelle pour tous les jeunes jusqu'à dix-huit ans ».

### ● A ROUEN, les personnels commu-

munaux en grève depuis seize jours, ont repris le travail ce lundi matin 25 octobre sans avoir obtenu satisfaction. Ils réclamaient notamment une augmentation de la prime de fin d'année et le paiement des jours de grève. Une réunion paritaire, vendredi 23 octobre, entre les délégations C.G.T. et C.F.D.T. et cinq élus du conseil municipal, ainsi que le secrétaire général de la mairie de Rouen, n'a pas permis d'aboutir à un accord, sauf à décider qu'une nouvelle réunion se tiendrait entre le 15 et le 30 novembre. En deux assemblées distinctes, C.G.T. et C.F.D.T. ont voté l'arrêt du mouvement à une forte majorité. L'intercommunalité dont a fait preuve M. Leconte, qui n'assistait d'ailleurs pas à cette commission paritaire, et la gêne qu'apportait cette grève à la population, dans les cantines scolaires notamment, ont conduit les employés communaux à cette décision. Les conseillers municipaux employeurs ont à l'égard de leur méconnaissance actuelle du budget de 1977 pour renvoyer à trois semaines la prochaine rencontre. — (Corr.)

### ● POITIERS : chantons sous la pluie

De notre envoyé spécial

Poitiers. — Un bonnet phrygien, camarade ? Tu vas en avoir besoin avec ce temps. Avant le départ du cortège, la pluie était déjà au rendez-vous du parc Blossac. Les militants C.G.T., C.F.D.T. et F.E.N. s'affairaient autour de leurs stands. On s'arçait les casquettes à visière distribuées par la Vie ouvrière et l'on déplorait autant les parapluies que les banderoles et les caillots. Mais la bonne humeur est aussi au rendez-vous. On fredonne l'Internationale, accompagnée par les voitures à haut-parleur, on commente les manifestations locales du matin et l'on chante, par petits groupes, sur des mélodies connues : « Giscard, si tu continues, la classe ouvrière », « histoire de se mettre en voix ».

Ils sont deux mille cinq cents, selon la police, cinq mille selon les organisateurs, venus des quatre départements de la région Poitou-Charente (Vienne, Deux-Sèvres, Charente et Charente-Maritime). Les « hospitaliers » de Niort se mêlent aux « communaux » de Châtelleraut et les demoiselles de Rochefort font cause commune avec les filles de La Rochelle. Ces dernières ont une raison supplémentaire de manifester : à l'issue d'une

grève de cinq semaines à la CRT (Compagnie Industrielle des Télécommunications) en mai dernier, trois d'entre elles avaient été licenciées et dix mises à pied, pour trois jours. « Mais je vais bientôt être réembauchée comme employée de cantine, précise l'une d'elles ; ma copine n'a pas retrouvé d'emploi fixe mais elle fait des remplacements. On se débrouille comme on peut. »

Sous la ciel plombé, le cortège, précédé par les secrétaires régionaux C.G.T. et C.F.D.T. et le secrétaire départemental de la F.E.N., emprunte les rues étroites du centre. Elles sont encore désertes en ce début d'après-midi pluvieux. Les militants se chargent de combler la vide en entonnant les slogans du jour : « Union ! Action ! Programme commun ! », et, surtout : « La ralence, c'est du bidon. Giscard et Barre nous ont trompés. C'est avec nous qu'il faut lutter ! »

A l'approche du centre commercial, la rue s'anime. Les manifestants scandent : « Commerçants avec nous, vos clients sont dans la rue ! » Mais ceux-ci restent dans leurs boutiques, abrités par leurs clients, retenus à la fois par la pluie et la

### Comme le Tour de France

Dans les bistrot, l'amalgame est vite fait entre les chômeurs et les « bons à rien » : « Toi qui ne fais rien », dit le héraut à un client, « tu devrais être en tête du cortège ». Et les autres clients de s'esclaffer. Même parmi les jeunes, des spectateurs perflent : « La grosseesse en six mois », lance par dérision une adolescente au passage du cortège. Mais d'autres se montrent plus compréhensifs. A l'abri, sous le porche d'un magasin, une ménagère chargée de sacs remplis de légumes, dit qu'un jour, elle a eu un chômeur : moi, je connais plusieurs gendarmes en retraite qui se font doubler salaire. Tous

ces gens-là prennent la place des jeunes. « Tu as vu ? Les cheminots d'Angoulême », « Tiens, Loudun », derrière les portes vitrées des magasins, on regarde le cortège, comme le Tour de France, applaudissements en moins. Et, pour quelques-uns, la peur en plus. Devant tous ces drapeaux rouges et ces manifestants détrempés qui proclament leur certitude de la victoire en chantant, certains ressentent un désagréable frisson. « Bah ! », dit quelqu'un, « la fois rassurant et désabusé, c'est pas ça qui leur donnera du boulot ! ».

ROGER CANS.

### RÉPUBLIQUE DU GABON

SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE ET D'EAU DU GABON - S.E.E.G.

### AVIS D'APPEL D'OFFRES

La SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE ET D'EAU DU GABON envisage de réaliser le renforcement du système d'approvisionnement en eau potable de la ville de PORT-GENITIL. Ce renforcement comportera une station de prise en rivière, une conduite de refoulement, une station de traitement, des ouvrages de renforcement du réseau de distribution.

Le présent avis d'appel d'offres ouvert concerne les travaux de la station de prise, de la station de traitement et des ouvrages de renforcement du réseau de distribution prévus en 3 lots :

- Lot n° 3-1 : Fourniture d'environ 27.500 m de canalisations de diamètre compris entre 30 et 400 mm en fonte ductile ou PVC, et des appareillages de réseau correspondants.
- Lot n° 3-2 : Fosse d'environ 27.500 m de canalisations de diamètres compris entre 30 et 400 mm en fonte ductile ou PVC, et des appareillages de réseau correspondants.
- Lot n° 4 : Génie civil et équipement d'une station de prise en rivière de 600 m<sup>3</sup>/h, d'une centrale Diesel de secours de 400 KVA et d'un réservoir sur toit de 1.500 m<sup>3</sup> avec vannes de 2.500 m<sup>3</sup>, construction de logements d'habitation et réfection d'environ 10 km de piste.
- Lot n° 5 : Génie civil et équipement d'une station de traitement de 570 m<sup>3</sup>/h d'eau traitée, d'une station de pompage accolée capable de refouler la même débit à 15 m, et d'une citerne d'eau traitée de 2.500 m<sup>3</sup>.

Les entreprises intéressées à soumissionner sont invitées à retirer les dossiers d'appel d'offres auprès des Ingénieurs-Conseils SAFEGE, 76, rue des Suisses, 92090 NANTERRE (France), tél. : 01-47-72-25, tél. SAGETEL 60 22 7.

Ces dossiers d'appel d'offres peuvent également être consultés auprès de : a) La S.E.E.G. - B.P. 2187 LIBREVILLE (GABON). Tél. : ENELIB 322 00.

b) Les Ingénieurs-Conseils SAFEGE.

Les offres, rédigées en français, devront parvenir à la S.E.E.G. sous pli cacheté au plus tard aux dates suivantes :

Lot n° 3 : 25 octobre 1976.  
Lots n° 4 et 5 : 8 novembre 1976.

Les offres, rédigées en français, devront parvenir à la S.E.E.G. sous pli cacheté au plus tard aux dates suivantes :

Lot n° 3 : 10 janvier 1977, à 10 heures.  
Lots n° 4 et 5 : 10 janvier 1977, à 10 heures.

Les entreprises sont informées que la S.E.E.G. a demandé un prêt à la Banque Africaine de Développement pour le financement d'une partie des travaux correspondants au présent appel d'offres.

Les offres présentées pourront porter sur un lot ou sur un ensemble de lots.

Les différents lots seront adjugés séparément ou groupés. Pour le lot 3, la fourniture lot 3-1 et la pose lot 3-2 pourront être adjugés séparément ou groupés.



Le Cameroun est exactement au milieu de l'Afrique. C'est un hasard géographique. C'est aussi un hasard très pratique.

A partir de Douala, vous pouvez aller à Dakar, Abidjan, Cotonou, Lagos, NDjamena, Bangui, Libreville et Brazzaville. Avec Cameroon Airlines. Et en Boeing 737.

Cameroon Airlines, nationalité oblige, relie également tous les centres régionaux du Cameroun.

Là où vos rendez-vous peuvent vous conduire.

Et pour aller à Douala ? Vous partez de Paris, Marseille, Genève ou Rome sur un Boeing 707 Intercontinental Cameroon Airlines.

Le lundi, mercredi et samedi.

Une dernière chose : les repas, la musique et les films sont bons. Et nos hôtes ont beaucoup de charme. Bon voyage.

VOYAGEZ EN BONNE COMPAGNIE.

## CAMEROON AIRLINES

L'alméras aller au Cameroun en bonne compagnie. Envoyez-moi vos horaires. Merci.

M. Adresse

Cameroon Airlines  
12, boulevard des Capucines  
75009 Paris -  
Tél. 075.85.44.

U.A. 0000000000



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## IMMOBILIER

EMPLOYANT MILLE SEPT CENTS SALARIÉS

### Une entreprise de construction de Laval est mise en liquidation

Rennes. — Le tribunal de commerce de Rennes, se saisissant d'office, a prononcé, le 19 octobre, la liquidation des biens du groupe Boureau dont le siège est à Laval (Mayenne), et qui emploie mille sept cent vingt-quatre salariés. Le groupe comporte six sociétés spécialisées dans la construction et les programmes immobiliers et possède des agences au Mans, à Rennes, Niort, Poitiers, Tours, Nantes, Saint-Nazaire, Angers et Caen. Le sort de cent cinquante sous-traitants, représentant onze mille emplois, est en grande partie lié à celui de ce géant de l'Ouest. Ces sous-traitants se sont constitués en association de défense.

Le 15 mai 1976, M. Roland Boureau, quarante et un ans, avait sollicité l'obtention de la procédure de suspension provisoire de poursuites pour cessation de paiements. Le 15 septembre, le tribunal de commerce de Rennes avait homologué un plan de redressement économique et financier et un plan d'apurement du passif, lors qu'aucune offre de reprise ferme n'avait été formulée. La juridiction consulaire avait tenu compte de la remise de dettes de l'ordre de 40 %, consentie par de nombreux créan-

De notre correspondant

ciers. Elle avait nommé deux commissaires à l'exécution du plan.

Le

tribunal a constaté

que tout espoir de redresse-

ment devait être abandonné dans

ce contexte financier délicat,

aggravé, selon les administrateurs

provisoire, par l'occupation des

locaux du siège depuis début octo-

bre par des grévistes. Les offres

de la société Quillery, seule restée

sur les rangs, n'ont pas paru suffi-

samment crédibles pour justifier

la prolongation de la suspension

provisoire des poursuites. La so-

cété estimait notamment néces-

saire un concours financier sous

forme de prêts du P.D.E.S., par

exemple, de 25 millions de francs.

Aucune décision des pouvoirs pu-

bliques n'est intervenue en ce sens.

De plus le carnet de commandes

du groupe, passées pour l'essentiel

avec des collectivités publiques,

s'est singulièrement aminci.

La procédure a également per-

mis de constater que le 31 août

1975, lors de l'élaboration de Bou-

reau S.A. en filiales, la valeur des

fonds de commerce avait été

considérablement surévaluée. La situation semble avoir été irrémédiablement compromise dès cette période. Le tribunal a prononcé la liquidation des biens en fixant provisoirement la cessation des paiements au 31 août 1975. Cette procédure sera désormais suivie par le tribunal de commerce de Laval et M. Pilon, syndic. Il semble que la conjonction d'investissements trop lourds et d'erreurs de gestion soient à l'origine des difficultés du groupe.

DANIEL MORNET.

Vacances de Toussaint

### 5 jours de math, phys...

Rattrapage intensif pour les élèves de 1<sup>re</sup> et 2<sup>de</sup> la Terminale. SOS-MATH. 3, rue de MONCEAU — 755-61-34. Métro: Étoile ou Saint-Philippe.

## AGRICULTURE

DES SAFER CONNAISSANT DE SÉRIEUSES DIFFICULTÉS

Les Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) a tourné au ralenti, vient d'indiquer M. Hubert Bouchou, président de la Fédération nationale. Depuis 1973, les SAFER, qui achètent des terres pour ensuite les rétrocéder, dans plus de 90 % des cas à des exploitants agricoles, ressentent les effets du tassement du marché foncier et de l'encadrement du crédit. Les rétrocessions n'ont atteint que 71 250 hectares en 1975 contre 72 250 en 1974, en raison des difficultés rencontrées par les agriculteurs pour obtenir des prêts auprès du Crédit agricole. La participation de la « banque verte » au financement de l'acquisition foncière a ainsi fléchi de 50 % en 1973 à 35 % en 1975.

Devant cette diminution de leurs rentrées d'argent fructif, certaines SAFER se trouvent virtuellement en état de cessation de paiement, notamment en Bretagne et dans le Sud-Ouest. « Dans les Landes », a indiqué M. Bouchou, je vois informer les agriculteurs la semaine prochaine que la SAFER ne peut plus intervenir. »

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

DEUX LETTRES SUR « LE PARISIEN LIBÉRÉ »

### Une déclaration de M. Bellanger...

Invoquant le droit de réponse, le directeur général du Parisien libéré nous adresse la lettre suivante : « A la suite du texte publié dans votre numéro daté du 20 octobre 1976, sous le titre « Le Syndicat du Livre face à l'évolution technologique », et, plus précisément, dans les paragraphes consacrés au « conflit du Parisien libéré », je vous prie de bien vouloir apporter à nos lecteurs les précisions suivantes qui sont nécessaires pour que les faits soient exactement et complètement rapportés. »

« Tout d'abord, à ce qui est indiqué dans vos colonnes, en effet, un accord était intervenu entre le président, M. E. Amoury, et le directeur, M. Bellanger, pour que notre groupe de presse, d'une part, et le Comité intersyndical du Livre parisien C.G.T., d'autre part, le 20 novembre 1974, fassent pour point de départ exclusif de la recherche de conditions de travail nouvelles applicables au Parisien libéré ; celles-ci étaient rendues indispensables à la fois du fait des charges économiques insupportables, et en considérant la multiplicité des éditions régionales de ce journal. »

« Ces négociations ont été résumées par un texte rédigé, de sa main même, par l'un des dirigeants du Comité intersyndical et ainsi conçu : « Les ouvriers du Livre et les entreprises concernées s'engagent à rechercher en commun des solutions de caractère pratique, permettant aux deux entreprises le Parisien libéré et l'Équipe de vivre dans des conditions normales, sans que soient remises en cause les conventions collectives. »

« En séance même, a été expressément précisée que, si la convention collective restait inapplicable, les aménagements techniques auraient à subir une adaptation au cas particulier de l'exploitation du Parisien libéré. »

« Nul n'avait contesté cette nécessité. Nul ne la contestait, encore, le 25 novembre lorsque « die » recherche en commun » s'est résolue vainement, car les modifications proposées par le Comité intersyndical restaient infirmes. »

« Ce n'est qu'ensuite que l'organisation syndicale a prétendu qu'elle n'envisageait des modalités nouvelles de travail que sur des installations nouvelles et en fonction des caractéristiques de celles-ci, mais que, pour les équipements existants, rien ne pouvait être modifié. »

« Et c'est seulement dans une lettre du 30 janvier 1975 que, finalement, le Comité intersyndical du Livre parisien - C.G.T. écrivait au président Emilien Amoury que, pour ce qui est des aménagements techniques, « si elles devaient subir quelques modifications, (celles-ci) ne pourraient se concevoir que par l'entreprise, mais bien à l'échelon régional. »

« Tels sont les faits. »

« Pour les événements qui ont suivi, jusqu'à la grève déclarée le 6 mai, par le Syndicat du Livre C.G.T. qui nous a contraints de rechercher de toutes pièces des solutions de remplacement permettant à notre journal de sortir de l'impasse mortelle où on voulait l'enfermer, je renvoie à ma lettre du 28 septembre publiée dans votre numéro daté des 3-4 octobre 1976. »

### ...et la réponse du Livre parisien

Le Comité intersyndical du Livre parisien (C.G.T.) ayant été mis en cause, nous lui avons communiqué les remarques du Parisien libéré. Nous avons alors reçu cette mise au point :

« Effectivement, un accord est intervenu le 20 novembre 1974 entre le président E. Amoury au nom du Parisien libéré et le Comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. »

« Cet accord précisait la volonté du Comité intersyndical de rechercher des solutions de caractère pratique sans que soient remises en cause les conventions collectives. »

« Dans ce sens, le 25 novembre 1974, le Comité intersyndical a fait des propositions concrètes repoussées par la direction, celle-ci les jugeant insuffisantes. »

« Le 30 janvier 1975, à nouveau, le Comité intersyndical a fait connaître sa position, à savoir : « que les modifications qui pourraient être apportées aux annexes techniques ne pouvaient se concevoir par l'entreprise, mais bien à l'échelon régional. »

« Cela avec le souci de ne pas favoriser tel titre par rapport à un autre. »

« C'est dans ces conditions que le Comité intersyndical a été amené à saisir le Syndicat de la presse parisienne pour connaître la position des autres titres de la capitale, qui à l'époque ne se sont pas montrés intéressés à sortir des éditions régionales. »

« Néanmoins le 5 février 1975, le Comité intersyndical était à nouveau confronté à la direction du Parisien libéré qui était disposé à discuter de toute adaptation s'avérant nécessaire conformément à des modifications dans les éditions, production ou implantation de nouveaux matériels de fabrication. »

« Cette nouvelle proposition n'a pas été suivie d'effet tout simplement parce que le but poursuivi par la direction était tout autre. Il visait — la suite des événements l'ont confirmé — à démonter les conditions de travail, mais surtout à démanteler l'organisation syndicale. »

« L'évidence est apparue lors de la réunion du 1<sup>er</sup> mars 1975. Malgré les propositions d'économie de fabrication consécutives que lui avait proposées le Comité intersyndical quelques jours auparavant, la direction a dévié son jeu en maintenant l'organisation syndicale devant le choix suivant : un plan de survie consistant en la suppression de deux cents autres titres parus, ou, précisant que dans ces conditions

le grand format et les éditions provinciales étaient supprimées, ou bien un plan dit « de dernière chance » qui prévoyait la maintenance du grand format et des éditions provinciales, mais avec cent quarante-trois licenciements, accompagnés, de surcroît, de conditions de travail insupportables. »

« Deux jours plus tard, la direction prenait seule la décision de supprimer le grand format et les éditions provinciales, entraînant de ce fait la suppression de deux cent cinquante emplois dans les imprimeries de la rue d'Enghien et de la rue des Petites-Écuries. C'était le début du conflit. »

« Malgré cela, et alors que la direction mettait tout en œuvre pour faire tirer ses éditions provinciales dans les imprimeries de province et en Belgique, ce qui contredisait ses propos tendant à faire croire aux difficultés de trésorerie, le petit format continuait à être confectionné et imprimé dans la deuxième imprimerie rue des Petites-Écuries, jusqu'au 6 mai 1975. »

« Alors que chaque jour dans ses colonnes les ouvriers du Livre étaient colonisés, ils ont montré leur haute conscience professionnelle, et en même temps, dans ces moments difficiles, leur volonté de défendre la liberté d'expression. »

« Le 17 mars 1975, la direction présentait un plan de restructuration. Ce plan était la première proposition sérieuse de sa part depuis le 25 novembre 1974, le Comité intersyndical était prêt à en discuter. »

« Le 25 mars 1975, la direction abandonnait son idée pour en revenir à son orientation d'origine — le conflit entrant dans sa deuxième phase. »

« Les 6, 7 et 8 avril, nouvelle amorce des travailleurs permettant à la direction de reprendre le contact. Elle ne l'a pas prise en considération. »

« Le 5 mai 1975, sortant de son entrevue avec le bureau de la Fédération du Livre C.G.T. A cette entrevue apparaissent de nouvelles exigences patronales. »

« Le 6 mai 1975, prenant prétexte d'une opposition des travailleurs au démantèlement du service de documentation du journal, la direction rompt les discussions. Le conflit allait entrer dans sa troisième phase. »

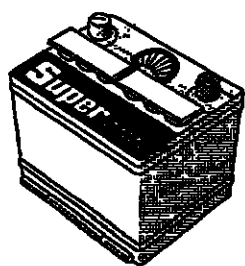
« Tels sont les faits. »

« Pour les événements qui ont suivi, le Comité intersyndical s'en rapporte à ses écrits parus dans les colonnes du Monde. »



## les "Nouveaux Conducteurs" pensent à l'hiver.

L'enquête Shell-Itop réalisée en Mars 1976 l'a prouvé : 55 % des Français sont devenus des "Nouveaux Conducteurs". Ils considèrent la voiture comme un simple moyen de transport qui doit avant tout être économique et en parfait état de marche. Notamment en hiver où les mécaniques sont soumises à rude épreuve. Pour répondre à ces préoccupations, les stations Shell vérifient régulièrement - et remplacent si nécessaire - batterie, bougies, filtre à air et huile.



**BATTERIE SHELL**  
• Surpuissante  
• Démarrages sans problèmes  
• Légère, durable



**BOUGIES**  
• Meilleur rendement du moteur  
• Meilleurs démarrages à froid  
• Moins de gaspillage d'essence



**FILTRE A AIR**  
• Meilleurs démarrages à chaud  
• Pas de calages répétés  
• Moins de gaspillage d'essence



**HUILE SHELL SUPER 200**  
• Stabilité garantie pendant 5000 km  
• Haute viscosité naturelle  
• Résiste aux températures extrêmes

Shell, les stations-service des "Nouveaux Conducteurs"

**BOURSE** à louer 3500 m<sup>2</sup> de bureaux



• Immeuble indépendant  
Grand standing • Jardins • 100 parkings

**SERDIM 522 64 31**

Je paye 1.50



150

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## SYNDICATS

### M. Georges Ségué : dans l'avenir les travailleurs trouveront le chemin de leur unité

Invité au club de la presse d'Europe 1, dimanche 24 octobre, M. Georges Ségué, C.G.T., a évoqué différentes questions d'ordre syndical et politique.

« Vers un syndicat unique ? »

Répondant à la question : « Est-ce qu'un syndicat unique serait à l'ordre du jour au cas où la gauche serait au pouvoir ? », M. Ségué a déclaré :

« Il n'a cessé d'être à l'ordre du jour dans le mouvement ouvrier français depuis que le mouvement syndical existe. De tout temps, les travailleurs ont considéré qu'il était de leur intérêt de s'organiser au sein d'une seule centrale syndicale pour défendre leurs intérêts communs de salariés. Si l'histoire n'a pas permis que cette unité syndicale — qui s'est produite deux fois dans notre pays, en 1936 et au lendemain de la libération de la France — se prolonge, c'est à mon sens parce que les contingences d'ordre politique et idéologique ont été placées au-dessus de la nécessité pour le mouvement syndical de rester dans sa vocation syndicale qui est de défendre les intérêts de tous les travailleurs salariés, indépendamment de leurs conceptions politiques, philosophiques ou religieuses. Bien que cette question ne soit pas à l'ordre du jour dans l'immédiat, il est clair pour moi que, dans l'avenir, les travailleurs trouveront le chemin de leur unité. »

« Mais il en sera ainsi dans le cadre de discussions auxquelles tous les syndicalistes de notre pays seront appelés à participer, tout au moins ceux qui sont dignes de ce nom, ceux qui dirigent des organisations syndicales représentatives. À partir de ce moment où nous aurons défini le programme, les statuts, les orientations et la représentation des différents courants existant dans le mouvement ouvrier au sein d'une centrale syndicale unitaire, ce sera un mandat pour les travailleurs. »

À la suite d'une autre question sur le même sujet, M. Ségué a précisé : « Le pluralisme n'a jamais été préconisé par nous, »

c'est-à-dire par les gens de gauche en général et par le mouvement syndical, que pour les partis politiques. Autant je considère qu'il est souhaitable, nécessaire et indispensable à la démocratie et à laquelle nous pensons que le pluralisme soit respecté en matière de partis politiques, d'information, etc., autant je pense qu'il est souhaitable que, sur le plan syndical, les travailleurs connaissent une situation unitaire et celle de certains pays. M. Duhamel faisait allusion tout à l'heure, dans sa première question, à des organisations syndicales qui sont très puissantes, qui n'ont pas tout à fait la même orientation que la nôtre, mais qui sont unitaires et qui montrent — dans la mesure où cette épreuve n'est pas l'efficacité qu'elles peuvent avoir dans la vie sociale et économique de leur pays. »

[L'attention de M. Alain Duhamel portait sur les syndicats de Grande-Bretagne, d'Allemagne fédérale et même d'une certaine façon d'Italie.]

● Programme commun et nationalisations.

M. Ségué a aussi déclaré : « Si nous soutenons le programme commun, ce n'est pas par fanatisme de la gauche, c'est parce qu'il représente un projet économique, social, politique, dans un projet de société qui correspond aux intérêts des travailleurs ; qu'il répond aux revendications essentielles des salariés : qu'il définit les moyens de les satisfaire, notamment par la voie des nationalisations et d'une planification démocratique. Et point n'est besoin de négociations préalables entre les syndicats et la gauche pour définir le futur programme économique et social du gouvernement. C'est déjà fait avec le programme commun, il s'agit simplement de l'appliquer, non dans un sens restrictif, plutôt dans un sens extensif. »

Il prévoit, par exemple, neuf nationalisations. Nous pensons, nous, qu'il faudrait examiner la possibilité d'en ajouter deux : celle de la sidérurgie et celle de l'automobile, par exemple, au

moment important de la vie politique et sociale en toute tranquillité de conscience, comme nous le faisons toujours dans ces périodes. En effet, nous ne cherchons pas, à priori, à créer des situations difficiles, sauf si nous sommes attaqués. (...) Mais, entre cette modalité du mois d'octobre 1976 et les élections municipales, il y a tout de même quelques mois qui nous permettent d'appréhender et de poursuivre notre combat revendicatif, et, après les élections municipales jusqu'aux élections législatives, il y aura encore beaucoup de possibilités d'action. »

● La réduction des inégalités.

Revenant sur les déclarations qu'il avait faites au Monde (numéro du 23 octobre), M. Ségué a déclaré : « Je considère que les personnes dont les revenus gravitent autour de 12 000 F par mois, et au-dessus, ne sont pas des salariés et je ne pense pas que notre organisation syndicale ait à prendre en charge les revendications de telles catégories fort loin des préoccupations des travailleurs. Par conséquent, s'il faut prendre des mesures d'impositions extraordinaires, c'est un peu vers ces catégories qu'il faut viser. »

● Sections politiques d'entreprise.

Questionné sur l'hostilité du parti communiste à la création de sections du P.S. dans les entreprises, M. Ségué a répondu : « Nous sommes partisans, à la C.G.T., de reconnaître à tous les partis politiques de gauche, même ceux autres d'ailleurs, le droit d'avoir au sein des entreprises une activité tout à fait libre, sans entrave. Bien sûr, nous nous réservons le droit d'apprécier celles qui sont, parmi ces activités, celles qui concourent effectivement à la défense des intérêts des travailleurs et celles qui la compromettent. Nous avons l'habitude de reconnaître à tous le droit de s'organiser comme bon leur semble dans les entreprises. »

### La position de la C.G.T. sur les nationalisations

(Suite de la première page.)

Depuis 1972, M. Georges Marchais demande la nationalisation de la sidérurgie, dont M. Mauroy, numéro deux du P.S., a accepté le principe en 1975. En décembre 1974, M. Mitterrand avait déclaré le son côté, au sujet de la proposition cégétiste de nationalisation de Citroën, que, si un projet de loi en ce sens était déposé, le P.S. l'approuverait. « On doit, ajoutait-il, penser à la constitution d'une entreprise nationale unique de la grande industrie nationale autour de la régie Renault, regroupant tous les constructeurs. »

À l'automne 1975, revenant sur l'idée d'inscrire dans le programme commun la nationalisation de la sidérurgie, M. Ségué a déclaré : « C'est une autre question (celle) d'autres secteurs clés de l'économie, tels que l'automobile, de l'industrie ou du pétrole, le leader socialiste avait ajouté deux emplacements essentiels : « Toute touche de l'accord commun initial doit s'inspirer d'un projet » au lequel il y ait également accord entre les trois parties signataires ; « on ne peut pas séparer le principe de la nationalisation de son contenu démocratique, et il nous paraît là encore souhaitable d'approfondir entre nous la question de la démocratisation de leur gestion, à tous les niveaux et dans la perspective de l'autogestion, de façon à éviter toute forme d'étatisation et tout type de bureaucratisation. »

Ces dernières semaines, M. Mitterrand a paru soucieux d'en tenir strictement à la liste du programme commun. Après l'avoir dit à un forum de l'« Expansion » le 23 octobre, il le répète dans l'interview publiée ce lundi par Paris-Match : « Un contrat est un contrat. Le programme commun a prévu des nationalisations non seulement désignées. C'est tout cela, et ce n'est que cela. Ce qui veut dire que le secteur privé, varié, multiple, extrêmement vaste, continuera d'être le secteur privé. Le marché cohabitera avec le plan. »

Si M. Ségué juge utile de maintenir le débat ouvert à propos des nationalisations de la sidérurgie et de l'automobile, il ajoute que la C.G.T. s'en tiendra à : « Nous ne voulons pas faire le jeu d'un gouvernement qui, par un acte de sa main, nous rendrait une avance de proposition, nous sommes tout de même plus sérieux que cela. »

L'accent mis dans l'opinion publique sur ces deux thèmes rebattus aboutit à passer sous silence les remarques, pourtant plus originales dans la bouche d'un dirigeant de la C.G.T., sur un sujet qui paraissait ces dernières semaines être particulièrement d'actualité avec la discussion du plan Barre : les inégalités de revenus et de salaires. Soudain, de ne pas laisser la C.G.T. prendre une place déterminante dans la représentation

## Porcelaine du Martroy



### Décor inaltérable spécial lave vaisselle.

Les décors de la Porcelaine du Martroy sont en vente chez :

- B.H.V. 55, rue de la Verrerie, 75004 Paris
- Espace Cardin 29, boulevard St-Honoré, 75008 Paris
- Au Couteau de Thiers 56, rue de l'Arcade, 75008 Paris
- Pavillon d'Antin 25, boulevard Haussmann, 75009 Paris
- Bagatelles 61, rue de Dunkerque, 75009 Paris
- Cristallerie de Paris 10, rue de Paradis, 75010 Paris
- Limoges - Uno 58, rue de Paradis, 75010 Paris
- Lumicristal 22 bis, rue de Paradis, 75010 Paris
- Madronet Contemporain 701 bis, rue de Paradis, 75010 Paris
- Siegel 38, rue de Paradis, 75010 Paris
- Maison Laurent 11, boulevard Voltaire, 75011 Paris
- Verrerie de la Bastille 62, rue de la Roquette, 75011 Paris
- Hencyl 120, boulevard St-Antoine, 75012 Paris
- Barbotine 48, rue de Wattignies, 75012 Paris
- Au Père Fragile 52, rue du Commerce, 75013 Paris
- Picassy 41, boulevard Barbès, 75018 Paris
- Printemps Nation 21-25, cours de Vincennes, 75020 Paris

## Porcelaine du Martroy

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

S.A. FINANCIÈRE ÉTERNIT		PARIBAS GESTION (SICAV)	
La Société Anonyme Financière Eternit, qui détient 51 % du capital de Dalami, agissant avec les autres principaux actionnaires de Dalami, a décidé de rapprocher ses activités dans le revêtement de sol de celles de Sommer Allibert pour en favoriser le développement à travers un complément des investissements et d'une manière générale une amélioration de la compétitivité.		30-6-76 30-9-76	
Dalami conserve sa marque et son réseau commercial ainsi qu'une activité industrielle propre. Ce rapprochement sera matérialisé par un échange de participations dont les modalités ne sont pas encore totalement définies, mais qui aboutira à une prise de participation majoritaire de Sommer Allibert dans Dalami, contre une participation dans les sociétés du groupe « sol » de Sommer Allibert.		ACTIF NET (millions de francs) ..	
Une information sera fournie rapidement aux actionnaires minoritaires. Les autorisations des administrations compétentes seront sollicitées en temps opportun.		33,92 33,49	
Ce rapprochement doit permettre d'augmenter l'activité commerciale de Dalami et d'améliorer rapidement sa rentabilité.		Répartition : (5%) (5%)	
		— Actions françaises 14,3 10,1	
		— Actions étrangères 39,3 47	
		— Obligations françaises : 5,4 9,3	
		— Obligations étrangères : 27,6 27,6	
		— Liquidités : 1,4 2,1	
		11,8 4	
		100 100	
		Nombre d'actions en circulation .....	
		261 577 255 323	
		Valeur de l'action (en francs) .....	
		129,80 (1) 131,36	
		(1) Après détachement d'un coupon le 1 <sup>er</sup> avril 1976 de 3,8 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,52 F.	

DAMART SERVIPOSTE		SÉLECTION CROISSANCE (SICAV)	
Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe continu en progression. Au cours du troisième trimestre 1976, il a atteint 60 MF hors taxes contre 50,3 MF au cours du troisième trimestre 1975, soit une augmentation de 18,33 %.		30-6-76 30-9-76	
L'accroissement des ventes a été particulièrement sensible en septembre, le chiffre d'affaires de la filiale Belmart étant passé de 8,1 MF en septembre 1975 à 12,7 MF, soit + 56,2 %.		ACTIF NET (millions de francs) ..	
Le nouveau magasin récemment ouvert à Toulon connaît une activité supérieure aux prévisions.		61,85 61,53	
		Répartition : (5%) (5%)	
		— Actions françaises 21,1 18,5	
		— Actions étrangères 45,1 48,4	
		— Obligations françaises : 10,1 10,3	
		— Obligations étrangères : 17,6 17,2	
		— Liquidités : 0,4 0,5	
		5,7 4,9	
		100 100	
		Nombre d'actions en circulation .....	
		121 488 121 839	
		Valeur de l'action (en francs) .....	
		505,78 (1) 505,02	
		(1) Après détachement d'un coupon le 8 avril 1976 de 15,90 F assorti d'un crédit d'impôt de 3,24 F.	

## GIMAT

### GROUPEMENT DES INDUSTRIES DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Le « GIMAT » a contribué depuis son origine à financer des installations industrielles fixes réparties sur la totalité du territoire, concourant ainsi au renforcement du tissu industriel et à la stabilisation de l'emploi, pour le compte de 138 Sociétés productrices de matériaux de construction comprenant des groupes de dimension nationale associés à des petites et moyennes entreprises.

**1.598.700.000 francs**  
d'emprunts lancés depuis 1967



12, rue de Castiglione, 75001 PARIS - Tél. : 260-38-54

### UN GROUPEMENT SPÉCIALISÉ DANS LE FINANCEMENT À LONG TERME GÉRÉ PAR DES PROFESSIONNELS POUR DES PROFESSIONNELS

avec l'assistance technique d'experts financiers

(PUBLICITÉ)

### RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

## SONELGAZ

### SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT

Un appel d'offres international ouvert est lancé pour la fourniture sur site, le montage et la mise en service des machines-outils et équipements de production nécessaires à l'Unité de Compteurs d'EL-EULMA - WILAYA DE SETIF.

Les entreprises intéressées peuvent soumissionner pour l'ensemble des pièces d'équipement et accessoires en un ou plusieurs des lots correspondant aux piles de fabrication :

- Compteurs d'électricité ;
- Compteurs d'eau ;
- Compteurs et détendeurs de gaz ;
- Ateliers communs.

Les dossiers d'appel d'offres pourront être retirés à partir du 23 octobre 1976 aux adresses suivantes :

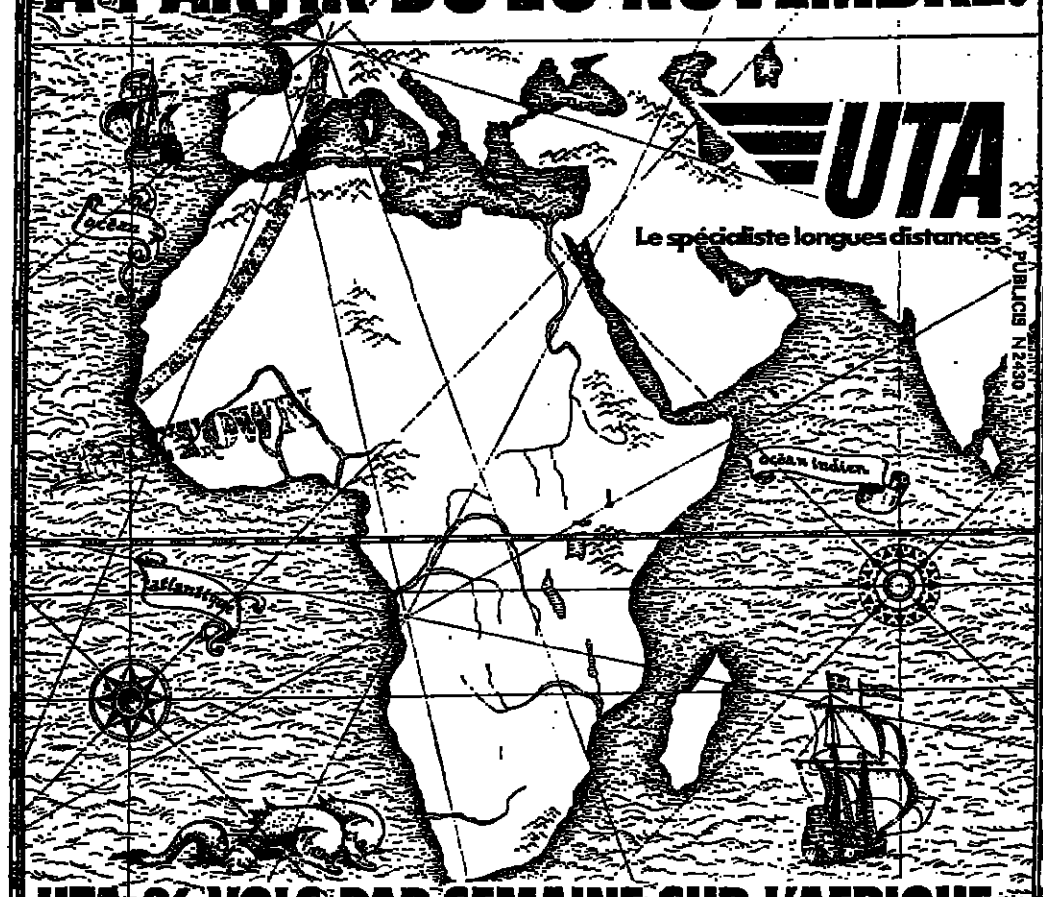
- SONELGAZ, 2, boulevard Salah-Bouakour - Direction du Transport du gaz.
- Expansiol, 148, boulevard Haussmann, Paris-8<sup>e</sup>.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires devront parvenir à SONELGAZ, 2, boulevard Salah-Bouakour, avant le 26 février 1977, délai de rigueur, sous double pli cacheté, l'enveloppe intérieure portant la mention : « Appel d'Offres fourniture Equipement de production Unité Compteurs ».

Les dossiers seront retirés contre remise de la somme de 1000 DA.



## PARIS FREETOWN UN 2<sup>e</sup> VOL CHAQUE SEMAINE A PARTIR DU 20 NOVEMBRE.



**UTA**  
Le spécialiste longues distances

**UTA. 36 VOLS PAR SEMAINE SUR L'AFRIQUE.**  
en association avec AIR AFRIQUE.

### Industriels! à moins de 6 km de Paris

# Semarbo


vous propose :

Zone industrielle de Bobigny  
lots à partir de 1000 m<sup>2</sup>  
Lotissement industriel  
de La Courneuve - Le Bourget en bordure  
de l'autoroute A1

Documentation  
Renseignements  
S'adresser

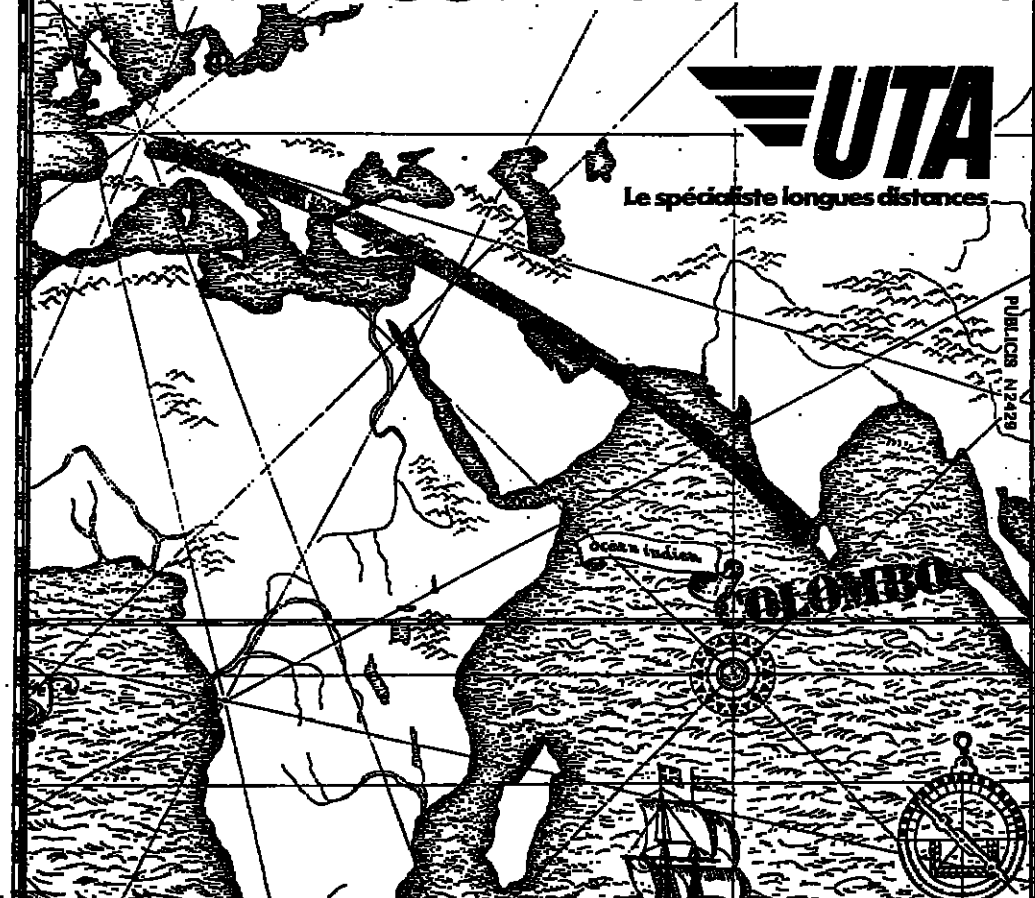
**Semarbo**  
16 avenue Paul Eluard 93000 Bobigny

## 844 23 86



**Certains  
Français  
lisent  
un second  
quotidien  
chaque  
jour.**

## PARIS COLOMBO EN DC 10 DEPART TOUS LES SAMEDIS.



**UTA**  
Le spécialiste longues distances

**UTA. LES LIGNES LES PLUS DIRECTES VERS LE SUD EST ASIATIQUE.**

## LA VIE ÉCONOMIQUE

LA POLÉMIQUE SUR LE PLAN BARRE

### Wall Street et la gauche

par LIONEL STOLÉRU (\*)

L'éditorialiste du *Wall Street Journal* qui a jugé bon d'ajouter son grain de sel — ou plutôt de polvre — au débat actuel sur le plan Barre — a perdu une bonne occasion de se taire, pour au moins trois raisons : il s'est trompé sur l'inflation ; il s'est trompé sur le plan Barre ; il s'est trompé sur le programme commun.

Sur l'inflation, tout d'abord. L'analyse se conforme au schéma le plus traditionnel de l'inflation, qui traite dans tous les manuels américains : « Too much money chasing too few goods » (1), qui traduit le cas classique de l'après-guerre de l'inflation par la demande. Alors, en effet, l'économie souffre d'un excès de monnaie inutile, puisque la création de crédit ne rencontre aucun bien réel auquel s'appliquer. Il y a bien, dans ce cas, trop de monnaie à la recherche de trop peu de biens.

Cette situation, chronique dans l'économie américaine, s'est déjà rencontrée plusieurs fois en France également, notamment dans les périodes de forte croissance, qui correspondaient à un certain sur-emploi. Elle s'est ainsi rencontrée, par exemple, en 1962, où un décalage s'est produit entre le marché de la consommation et le marché de l'emploi et de la production, créant ainsi un déséquilibre temporaire de surchauffe de la demande.

Le problème que rencontre l'économie française en 1976 est d'une nature fondamentalement différente : il n'y a aucun excès de demande, bien au contraire, puisque nous cherchons à accélérer la reprise économique du fait que nos capacités de production ne sont pas encore complètement utilisées. C'est d'ailleurs tellement vrai qu'on trouve là une des raisons expliquant la réticence des Industriels à investir et que le gouvernement se préoccupe de surmonter ces réticences. On ne peut même pas dire qu'il y a excès de monnaie, car une régulation monétaire a déjà été mise en place depuis plusieurs années, et lorsque le *Wall Street Journal* indique que « le gouvernement imprime des billets si vite que le franc pique du nez », il contredit la réalité des chiffres d'évolution de la masse monétaire. Inutile de rappeler à ce sujet qu'il y a bien longtemps que la croissance de la masse monétaire n'a plus rien à voir avec l'impression de billets de banque.

Une tout autre nature

L'inflation française actuelle est donc d'une tout autre nature : son rythme est fondamentalement dicté par la rapidité de la course que livrent entre eux les prix et les revenus. Cette course était déjà amorcée avant la crise du pétrole de 1973, et ce, notamment par contagion de l'inflation internationale, et elle s'est accélérée après la crise du pétrole parce que chaque catégorie sociale française a essayé d'éviter de payer la facture pétrolière en espérant que ce serait la catégorie voisine qui en ferait les frais. En premier temps, l'endettement extérieur a masqué le phénomène, mais il s'est ensuite traduit sous forme d'inflation.

Une première série de mesures a donc été prise par M. Fourcade, permettant de ramener la hausse des prix de 15 % en 1975 à environ 10 %.

en 1976. Mais comme, dans le même temps, des partenaires industriels aussi importants que les États-Unis et l'Allemagne ramenaient leur taux d'inflation aux environs de 5 %, il devenait essentiel de franchir une nouvelle étape dans la stabilisation des prix en France, c'est-à-dire dans la décodération simultanée des prix et des revenus. Tel est l'objet du plan Barre.

En effet, contrairement à ce qu'on laisse parfois entendre, le plan Barre, loin de réduire les incitations à la production, a pour objet de consolider la reprise économique en agissant sur les trois leviers principaux : la consommation ; l'investissement ; l'exportation.

Du côté de la consommation, il met fin aux incertitudes en accordant une garantie de pouvoir d'achat qu'aucun des pays industriels n'a pu mettre en œuvre au profit des consommateurs depuis 1973. Faut-il rappeler en effet que la lutte contre l'inflation en Allemagne et aux États-Unis n'a pu être effacée qu'au prix d'une baisse brutale du pouvoir d'achat des consommateurs pendant plusieurs trimestres ?

Si la France réussit à atteindre les objectifs fixés par le plan Barre, elle sera ainsi le seul pays industriel à avoir maîtrisé l'inflation sans réduction du pouvoir d'achat depuis la crise du pétrole. Des mesures telles que la réduction de la T.V.A. au 1<sup>er</sup> janvier auront un puissant impact pour gagner ce pari.

Pour ce qui est de l'investissement, les mesures prises concernant notamment l'amortissement dégressif du matériel, la création d'emprunts groupés pour les petites et moyennes entreprises, montre bien que le gouvernement cherche, par une accélération des investissements, à consolider la reprise de l'emploi.

En ce qui concerne enfin l'exportation, élément vital du progrès économique français, tout est mis en œuvre pour faire profiter l'industrie française des nouveaux marchés qui lui sont ouverts, comme en témoignent les déclarations économiques prises par exemple lors du voyage du président de la République en Iran.

Le bout de l'oreille

A vrai dire, c'est sur le plan social que l'on voit poindre le bout de l'oreille lorsque l'éditorialiste, oubliant qu'il s'adresse à la gauche, reprend le thème traditionnel de la droite : les mesures de justice sociale sont considérées comme un affaiblissement de l'économie. Or, s'il y a quelque chose d'évident dans le problème français de l'inflation, c'est son lien avec les préoccupations de justice sociale : c'est précisément parce qu'il n'y a pas de véritable consentement social possible dans la situation politique française actuelle que la course entre les prix et les revenus ne peut être modérée.

Tout ce qui accroit la justice est donc un facteur puissant de réduction des tensions sociales, qui, en ce moment, s'identifient presque aux tensions inflationnistes. Loin d'être un élément d'affaiblissement de notre économie, l'imposition des plus-

\* Secrétaire d'État à la condition des travailleurs manuels.

values, le renforcement de la solidarité fiscale, la réforme de l'aide au logement et toutes les mesures sociales prises à l'occasion du plan Barre sont un élément essentiel de la lutte contre la hausse des prix. Ainsi s'exprime à nouveau la volonté de gouverner au centre, en évitant les écueils des conceptions extrêmes. Quand *Wall Street* rejoint certaines fractions de la gauche, n'est-ce pas un signe révélateur ?

Enfin, que de naïveté dans la conception qu'a le *Wall Street Journal* du programme commun de l'opposition !

Tout d'abord, sur les cent quatre-vingt-cinq pages de ce programme de gouvernement, il y a très exactement vingt-neuf lignes consacrées à la lutte contre l'inflation. Et dans ces vingt-neuf lignes, il est effectivement frappant de constater à quel point le degré d'analyse du programme commun n'est pas parvenu à dépasser celui du *Wall Street Journal*, puisque les seuls fronts sur lesquels ce programme insiste sont les suivants : « politique fiscale, action par les marchés publics, politique du crédit, lutte contre la spéculation et les gaspillages ». C'est donc à nouveau l'analyse simpliste de l'inflation par la demande, sans que rien soit dit sur le moyen de briser l'engrenage des prix et des revenus.

On peut même dire que l'institution de l'écovote mobile prévue au chapitre des salaires ne fera qu'accroître l'évolution inflationniste de certaines périodes.

Il n'y a d'ailleurs rien d'étonnant à cette lacune, puisque le programme commun a été écrit avant la crise du pétrole, ce qui obligerait logiquement l'opposition à la réécriture en 1976 si elle avait le sentiment d'une cohésion suffisante pour se mettre d'accord sur un nouveau texte commun.

Le « moindre dissentiment social »

Le problème central de l'inflation est celui du consensus social. En attendant que l'action gouvernementale se recorde peu à peu, entre les différents groupes sociaux et, en dehors de tout débat de principe, la seule question intéressante est de savoir qui, de la majorité ou de l'opposition, peut obtenir le « moindre dissentiment social ».

Dans les circonstances économiques actuelles, la réponse est évidemment en faveur de la gauche, car l'opposition serait parfaitement incapable de trouver, à l'issue de la crise mondiale qui a frappé la France, les ressources économiques nécessaires pour tenir les promesses sociales du programme commun.

Je ne dis pas cela pour donner le sentiment que le progrès social n'est qu'un luxe ou une dépense, bien au contraire, car je suis persuadé que c'est un investissement bénéfique à la fois pour les hommes et pour l'économie. Mais c'est un investissement. C'est-à-dire qu'il implique que l'on dispose tout de suite de certaines ressources pour obtenir des résultats ultérieurs. Or, la France de 1976, sortant peu à peu d'une période difficile, n'a pas ces ressources, et l'opposition se trouverait obligée de faire accepter par les travailleurs des sacrifices d'autant plus grands que les promesses ont été plus généreuses. La nature humaine est ainsi faite qu'elle juge son bonheur moins par rapport à ce qu'elle a que par rapport à ce qu'elle s'estime en droit d'avoir, et les retournements sont ainsi à la hauteur des espérances.

En choisissant une politique de la vérité, en montrant aux Français les limites économiques de l'augmentation du pouvoir d'achat à l'issue de trois ans de crise mondiale, en s'efforçant d'éviter à la France la baisse du pouvoir d'achat qu'on connaît dans cette période presque tous les pays industriels développés, M. Raymond Barre n'a pas choisi la politique de la facilité mais celle de la justice et de l'efficacité. La politique inverse, trop souvent préconisée par certains opposants, ouvrirait dans notre pays des regrets et des blessures qui mettraient longtemps à se cicatriser, car, comme l'écrivait Albert Camus dans *Le Chute*, « les plongeurs rentrés laissent parfois d'étranges courbatures ».

(1) Trop d'argent en quête de trop peu de biens.

## CONTRE LE VOL ALARME 2000

une grande réussite de l'électronique française

### Le Radar hyperfréquence DI 50 fonctionnement immédiat sans installation

étudié et réalisé dans nos laboratoires  
réunit toutes les conditions de la protection  
totale et évite les installations coûteuses.

- Adaptable à tous les locaux.
- Rayon de protection réglable de 2 à 30 m.
- Dissimulable, il traverse meubles et cloisons.
- Inimévisible.
- Autonomie totale d'alimentation (2 ans).
- Pas de déclenchement intempestif.

**ALARME 2000**  
8, rue Gudin 75016 Paris  
7 agences régionales  
90 conseils en protection  
à votre service

Plus de 10.000 appareils en fonctionnement, appartements, maisons, usines, bureaux, services publics, administrations.

Pour connaître toutes les possibilités du DI 50, remplir et retourner ce bon à :  
ALARME 2000 Dept 72  
8, rue Gudin  
75016 PARIS

Je désire sans engagement de ma part plus amples informations sur le DI 50.

NOM \_\_\_\_\_  
PRÉNOM \_\_\_\_\_  
RUE \_\_\_\_\_  
VILLE \_\_\_\_\_

72

Louer une voiture  
c'est moderne

## europcar

645.21.25

1500



١٥٥٠

	prec.	22/10	10/11	10/11	22/10
	4 976	4 888	4 537	18225	19360
	6 115	5 118	6 89	18890	18890
1)	208 575	208 475	204 50	10	232 90
	11 396	11 380	12 85	189 30	190
	85 700	85 920	85 50	188	188
	2 200	2 282	3 26	173 70	172 26
2)	8 722	8 744	8 525	162	161
	80 20	80 20	7 20	454	494
	195 435	195 476	194 76	308	308
	16 910	16 830	15 ..	148	148
	118 50	120 509	202 50	261 90	262 90
	283 350	280 509	282 50		



UN JOUR  
DANS LE MONDE

2. ASIE
  - THAILANDE : la junte a présenté les « preuves » du complot qui lui servit d'alibi pour prendre le pouvoir.
3. PROCHE-ORIENT
  - PORTUGAL : le commandant de Carvello est inculpé à Coïte.
  - ESPAGNE : la Plate-Forme des organisations démocratiques défait un programme commun.
5. AMÉRIQUES
  - ÉTATS-UNIS : M. Ford fait un effort exceptionnel pour réintégrer M. Carter.
- 6-7. AFRIQUE
  - 8 à 11. POLITIQUE
    - M. Giscard d'Estaing va proposer des mesures pour protéger les petits patrimoines.
    - « Les trois Gervaches », par Michel Tournier.
  - 12. LA RÉGION PARISIENNE
  - 13. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : après la publication de son rapport, M. Giscard propose d'engager un « débat national » sur la réforme des collectivités locales.
  - 14. ÉDUCATION
    - Cinquante-trois mille soldats français restent basés en R.F.A.
  - 15. RELIGION
    - L'assemblée épiscopale de Lourdes a été démantée par Mgr Lefebvre et ses partisans.
  - 16. SPORTS
    - AUTOMOBILISME : James Hunt, champion du monde des conducteurs.
  - 17. JUSTICE
    - L'affaire Dessault.

## LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

- (PAGES 19 à 24.)
- Peut-on critiquer les entreprises publiques ?
  - Les objectifs du VII<sup>e</sup> Plan industriel pour le Nord-Pas-de-Calais.
  - La revalorisation du travail manuel laisse de côté les véritables discriminations.
  - Les secteurs contrôlés par l'étranger : 13 % des ventes de l'industrie française.
  - La réforme de l'entreprise : d'un haut ou d'un bas ? par François Bloch-Lainé et Charles Rilly.

23. INSTITUT
  - La séance de rentrée des Académies.

- 23 à 25. ARTS ET SPECTACLES
  - CULTURE : les rencontres du P.S. sur le théâtre.
  - CINÉMA : Un certain jour, d'Erasmus Olmi.

- 35 à 38. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
  - La journée nationale d'action pour l'emploi des jeunes.

## LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (26)  
 Annonces classées (28 à 34)  
 Aujourd'hui (27) ; Carnet (28)  
 « Journal officiel » (27) ; Méthodologie (27) ; Mots croisés (27) ; Bourne (27).

Le numéro du « Monde » daté 24-25 octobre 1976 a été tiré à 528 608 exemplaires.

LES NOUVEAUX  
TISSUS EN VOGUE

## COUTURE

- Etamines imprimées
- Lainages écossais
- Draps réversibles
- Jerseys imprimés
- Cotons d'hiver
- Crêpes de soie

## DÉCORATION

- Velours contemporains
- Toiles et chintz imprimés
- Tissus Jacquard « Design »
- Tweeds et carreaux
- Lampas et tapisserie de style

(Tous nos articles sont en stock)

**RODIN**  
 36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

## LA RÉUNION DES MINISTRES DES « NEUF »

La Commission européenne propose  
un prélèvement sur les produits laitiers

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). — Deux importantes propositions de la Commission dont l'objet est d'assainir la politique agricole commune et d'en réduire le coût, sont examinées ce lundi 25 et le mardi 26 octobre par les ministres de l'Agriculture des Neuf à Luxembourg. La première concerne le marché des produits laitiers : pour tenter de mettre fin à la surproduction chronique qui le caractérise, la Commission propose d'assujettir les producteurs à un prélèvement de « co-responsabilité », qui devrait être fixé chaque année, selon la situation du marché, entre 2 et 4 % du prix indicatif. Elle recommande que l'on retienne 2,5 % pour la campagne 1977-1978.

Afin de maintenir des conditions de concurrence équitables entre le beurre et la margarine, elle suggère qu'une taxe semblable soit perçue sur les matières grasses végétales produites ou importées dans la C.E.E., à l'exception de l'huile d'olive.

Pour mettre fin au dégrèvement suscité par le désordre monétaire, la Commission propose, d'autre part, de revoir de fond en comble le système des « montants compensatoires », c'est-à-dire les dispositions monétaires applicables à l'agriculture. Elle suggère que les variations des valeurs des monnaies, après qu'on aura vérifié qu'elles ont acquis un caractère durable, soient répercutées sur les « taux verts » utilisés pour convertir en monnaie nationale les prix agricoles communs établis en unités de compte ; autrement dit, que, moyennant un décalage dans le temps, ces fluctuations

monétaires soient automatiquement répercutées sur le niveau des prix agricoles. Ce serait là, en fait, un simple retour à l'esprit et à la lettre de la réglementation agricole communautaire, laquelle, depuis cinq ans, s'est progressivement trouvée dénaturée.

Une telle indexation différée des prix sur la valeur des monnaies permettrait de réduire les montants compensatoires appliqués dans les échanges et, par conséquent, d'atténuer les inconvénients de plus en plus considérables qui en résultent.

La Commission considère que les aménagements proposés, qu'il s'agisse de l'assainissement du marché laitier ou des mesures monétaires, sont à long terme nécessaires à la survie du Marché commun agricole. Jusqu'ici, de telles réformes, souvent envisagées, ont toujours été étouffées par les gouvernements membres. Les adoptions significatives assurément des sacrifices pour les uns et les autres : les Français se sont particulièrement frappés par la taxe sur le lait, les Allemands, les Néerlandais, les Anglais et les Américains par celle sur les matières grasses végétales ; la réforme du dispositif des montants compensatoires aurait des effets négatifs pour les Anglais et pour les Allemands, qui apparaissent aujourd'hui comme les principaux bénéficiaires du système.

Il reste à savoir, dans ces conditions, si les gouvernements membres sont disposés à consentir des efforts pour assurer un meilleur équilibre à l'Europe verte.

PHILIPPE LEMAITRE.

M. Marchais : il faut  
sauver les Charbonnages de France

De notre correspondant

Lille. — Au cours du discours qu'il a prononcé à Lille le samedi 23 octobre devant plusieurs milliers de personnes, M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, a insisté pour que soient « sauvés les Charbonnages de France ».

« Aujourd'hui, la direction des houillères annonce l'arrêt total de l'activité pour 1983. Mais, dans le même temps, ce gouvernement, ainsi que la direction des Charbonnages, a sollicité des ministres aux U.S.A. avec l'insistance d'un homme en Australie, en association avec la banque Rothschild. C'est absolument scandaleux pour les travailleurs de la région et pour la France. Quel rôle ! Gérald encore le fait que la moitié des mines industrielles du bassin minier soit aujourd'hui inutilisée. (...) »

« Toutes les études actuelles au plan mondial indiquent que pour un proche avenir, l'énergie sera assurée par deux sources essentielles : le nucléaire et le charbon. A ajouté M. Marchais. Ce qui est vrai au plan mondial est vrai pour la France. Nous sommes riches en charbon. La France possède de profondes réserves de houille considérables dépassant trois milliards de tonnes. (...) »

« Or actuellement on est en

train de mettre au point des techniques nouvelles adaptées aux gisements profonds. Elles seront opérationnelles dans les années à venir. Elles permettront d'utiliser le charbon situé à plus de mille mètres de profondeur. L'instrument industriel capable de mettre au point ces techniques et de les utiliser existe : ce sont les houillères nationales. — G. S.

A LA BIENNALE  
DE L'INFORMATION

Salle Médicis, au Sénat. M. Jean Casseville, membre de l'Institut, président de l'I.T.P., a traité, vendredi après-midi 23 octobre, le thème de l'information. Pour le spécialiste de l'information, l'information n'est pas une simple donnée, elle est un processus complexe, nettement renforcé depuis le développement de la télévision. « Les conséquences de cette recherche du spectaculaire sont évidentes », a-t-il dit. L'information du public et les efforts pour attirer l'attention par la violence et l'émotion.

Si M. Casseville admet qu'il faut mobiliser l'attention du public, il observe cependant que « rien ne prouve que la limitation du spectacle donne conduit l'information à négliger ce qui est significatif ».

Préside par M. Alain Fohrer, président du Sénat, un dîner a réuni, ce soir, M. Georges Marchais, qui était cette année son vingt-cinquième anniversaire. Fondateur et président de la Biennale, M. Georges Marchais a donné lecture d'un message au premier ministre, « le rôle de l'État est aujourd'hui de soutenir par une aide matérielle, neutre, dépourvue de médianisme arbitraire, la diversité des moyens d'information », a écrit notamment M. Barre.

## A L'ASSEMBLÉE DE L'ÉPISCOPAT

Il faut refuser les « faux dilemmes »  
déclare Mgr Etchegaray

De notre envoyé spécial

Lourdes. — Après deux journées de travaux à huis clos, samedi 23 et dimanche 24 octobre, l'assemblée de l'épiscopat français a repris ce lundi matin 25 octobre, en présence des journalistes. Mgr Etchegaray, archevêque de Marseille, président de la Conférence épiscopale de France, a prononcé le discours d'ouverture avec beaucoup de fermeté et de conviction ; il a été vigoureusement applaudi. Après avoir affirmé qu'il « fallait prendre la crise de l'Eglise au sérieux », l'orateur a évoqué implicitement l'affaire Lefebvre comme « une secousse sismique qui a provoqué et ébranlé des cravates » et qui invite « non, certes, à changer de route, mais à nous arrêter un instant ».

Pour Mgr Etchegaray, « l'Eglise sera jugée sur le courage avec lequel elle remplit son rôle de sentinelle de l'Evangile ».

De nombreux chrétiens, a précisé l'archevêque, ont pris conscience de la gravité de la situation. Ils ont compris que leur amour pour l'Eglise, le moment est venu de vérifier et de consolider les fondations ».

L'archevêque de Marseille constate que les églises sont devenues une « cible exposée aux flèches de tous horizons ». Il a formulé le vœu « que le pasteur oise parler haut et net, cru et dur, à un peuple capable d'accueillir la vérité d'une parole tranchante et pas trop balancée ».

L'orateur a souligné que l'on passe « de la parole aux actes ».

« Les grandes décisions ne nous ont pas manqué depuis six ans », a-t-il dit, mais nos paroles ont-elles toujours été jusqu'aux actes ? Et n'avons-nous pas cherché à ouvrir trop de sillons au lieu d'en approfondir quelques-uns avec ténacité ? Cette année nous parvenons encore, mais nous prendrons les moyens pour nos paroles ne restent pas lettre morte. »

Mgr Etchegaray a encore annoncé des « révisions nécessaires » et la volonté « de ne pas se laisser enfermer dans de faux dilemmes ».

LÉGER SÉISME A MONS  
ET A MAUBEUGE

La terre a tremblé, dimanche 24 octobre, en France et en Belgique, dans la région de Mons et Maubeuge. Les sismographes de l'observatoire royal de Uccle, près de Bruxelles, ont enregistré une seule secousse, à 21 h 33. Sa magnitude était de 5 à 6 dans l'échelle de Mercalli, et de 3 à 3,5 dans celle de Richter. L'épicentre de ce petit séisme se trouvait, selon les techniciens de l'Observatoire royal de Uccle, à Mons (Belgique), mais plus près de Mons x.

UN JEUNE NORD-AFRICAİN  
EST TUÉ A LA SORTIE D'UN BAL

Une rixe a opposé, dans la soirée du samedi 23 octobre, des jeunes gens du Châtelet-en-Rive (Seine-et-Marne) à d'autres jeunes gens d'origine nord-africaine venus de Dourdan-Les-Lys et de Meaux. Après une première altercation dans un bar du Châtelet-en-Rive, de nouveaux heurts se sont produits à la sortie d'un bal de cette localité.

Soudain, l'un des jeunes Nord-Africains brandit un pistolet d'alarme. Un jeune homme du Châtelet-en-Rive, M. René Montgermont, âgé de vingt-huit ans, qui venait d'aller chercher un fusil de chasse à son domicile, tira deux coups en l'air ; le jeune Nord-Africain se servait de son pistolet d'alarme et une nouvelle fois M. Montgermont ouvrit le feu, tuant l'un de ses adversaires, âgé de seize ans, d'une décharge de plomb en pleine tête.

LA GRÈVE DES DÉTAILLANTS  
EN FRUITS ET LÉGUMES  
TIRE À SA FIN

M. Kerbart, président de l'Union des jeunes professionnels, l'ait « dure » du mouvement, a invité tous les détaillants en fruits et légumes à se rendre ce lundi 25 octobre, dans la matinée, à Bangla, pour participer à un vote sur la reprise du travail. Les rangs des partisans de la poursuite de la grève semblent se clarifier : depuis jeudi, les détaillants parisiens sont eux-mêmes divisés puisque M. Bernard Rapine, président de l'Union nationale des fruitiers détaillants, a appelé à la reprise du travail. Celle-ci semble d'ores et déjà effective en province.

Samedi 23 octobre, M. Kerbart avait organisé un cortège de camions pour se rendre à la direction générale de la concurrence et des prix dans l'espoir — qui n'est avéré — d'être reçu par M. Claude Villain, directeur des prix. Alors que jeudi mille quatre cents détaillants parisiens avaient voté en faveur de la poursuite de la grève, cette manifestation de samedi n'a réuni que quatre cents personnes.

Selon M. Rapine, parmi les détaillants qui ont voté la grève, nombreux sont ceux qui sont maintenant favorables à la reprise du travail. D'autant que de nouvelles négociations doivent s'engager ce lundi avec cependant les seuls représentants du syndicat de M. Rapine. On pense qu'un accord pourrait être trouvé si M. Villain revenait sur sa décision d'annuler les propositions de conciliation, annulation qui avait suivi le vote de jeudi en faveur de la poursuite de la grève.

HENRI FESQUET.

(Lire nos informations page 15.)

Lundi noir pour la livre sterling  
BAISSE DU DOLLAR

La livre sterling a connu sa journée la plus noire lundi matin sur les marchés des changes. Son cours a plongé à littéralement par rapport à toutes les monnaies. Ce lundi matin, la livre sterling, qui avait été vendue à 1,42 dollar, a baissé à 1,37 dollar, creusant ainsi son plancher historique de 1,33 dollar, malgré le soutien de la Banque d'Angleterre, qui n'a pas assuré la contrepartie de ventes massives en provenance de l'étranger. Dans la matinée, la livre s'effondrait jusqu'à 1,37 dollar (— 5 %) pour remonter un peu en dessous de 1,40 dollar vers midi.

A Paris, elle a « cassé » pour la première fois le cours de 8 F, pour retomber à 7,95 F.

Cette baisse importante et la plus spectaculaire qui ait jamais été enregistrée sur la monnaie britannique, est attribuée en partie à l'information publiée dimanche par l'hebdomadaire britannique « Sunday Times », selon laquelle le Fonds monétaire international et les États-Unis souhaitaient voir le cours de la livre se fixer aux alentours de 1,50 dollar avant d'octroyer à Grande-Bretagne un nouveau prêt de

3,5 milliards de dollars. Cette information a été démentie le jour même par le Fonds monétaire et par le secrétaire américain au Trésor, M. Simon.

De son côté, le dollar a fortement baissé par rapport aux monnaies étrangères, tombant à 2,45 DM contre 2,43 DM sur la place de Francfort et revenant à 4,96 F contre 4,98 F sur celle de Paris. Le franc s'est légèrement apprécié par rapport au Deutschmark, qui est monté à 2,05 F contre 2,03 F.

53, rue saint-andré-des-arts  
75006 PARIS TEL. 033.50.12

une nouvelle façon  
de s'habiller  
à 30 ans

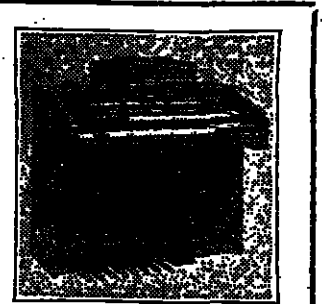
**LATREILLE**  
nouvelle boutique

En Afrique du Sud  
TROIS MANIFESTANTS NOIRS  
SONT TUÉS A SOWETO

Johannesburg (A.F.P., Reuters). — Trois manifestants ont été tués et cinquante et un blessés, dimanche 24 septembre, au cours de violentes émeutes avec la police, à Soweto, principale banlieue africaine de Johannesburg. Selon les autorités, la police a dû ouvrir le feu pour réprimer l'attaque d'une foule de plusieurs milliers de personnes qui suivait l'enterrement d'un étudiant noir. La émeute avait débuté en manifestation politique après la distribution de « tracts subversifs ».

## FARFISA

Orgues électroniques  
avec accompagnement  
et rythmes automatiques  
10 modèles  
à partir de 3.995 F



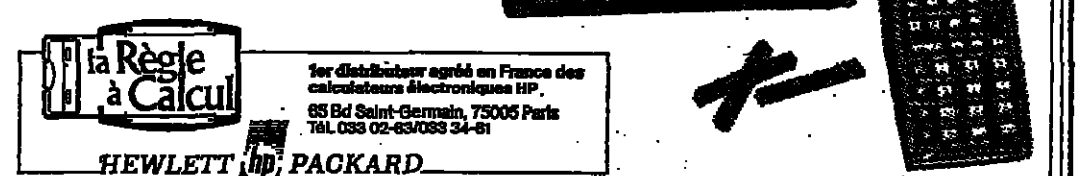
Tous renseignements et démonstrations :

- PAUL ESCOFFIER - 21, bd Beaumarchais, 75004 Paris ... 273-03-42
- CENTRAL ORGUES - 11, av. Trudaine, 75008 Paris ... 272-22-22
- CLAVIERAMA - 68 bis, rue de Beaumour, 75002 Paris ... 272-22-72
- CROISIE - 54, rue René-Boulanger, 75010 Paris ... 607-94-95
- DISQUES MASSIMA - Centre Commercial Massima, 58, boulevard Massima, 75013 Paris ... 594-21-41
- LAFAYETTE ELECTRONIC - 220 r. La Fayette, 75010 Paris ... 368-61-87
- GILBERT LEROY - 18, rue Langle, 75017 Paris ... 632-55-47
- PIANO BALL - 178, rue de Courcelles, 75017 Paris ... 227-96-96
- PIANO BARRIS - 128, rue de Bennes, 75008 Paris ... 464-83-66
- SUR 2 NOTES - 15, r. Sébastien, 91200, Evry-sur-Orge ... 954-41-33
- MUSIC SHOP - COMODELEC - pl. Marlie, 92600 Asnières ... 753-44-27
- ELECTRONIC PIANO CENTER - 152, avenue de Paris, 93100 Montreuil ... 697-43-38
- ELECTRONIC MUSIC ORGAN - 18, boulevard Maréchal-Dor, 93120, Livry-Gargan ... 627-49-42
- GRAMANTIE ORGUES - 1, rue de Chateaufort, 93200 Saint-Denis ... 152-44-77
- INSTRUMENTAL MUSIC - Centre Commercial Bonty II, 93110, St-Denis-Bon-Bois ... 678-25-48
- INSTRUMENTAL MUSIC - Centre Commercial Gréville, 93120, Gréville ... 689-12-73
- INSTRUMENTAL MUSIC - Centre Commercial Belle-Épine, 94331, Bagne-Principale ... 684-76-13
- ELECTRONIC MUSIC - ORGAN - 5, rue Saint-Nicolas, 75006 Paris ... 654-43-92
- CLINIC INSTRUMENTALE - 18, boulevard Maréchal-Vain, 75200 Marolles ... 662-43-43
- MUSIC GALLERY - Centre Commercial « Art de Vivre », 75020, Orgues ... 975-78-50
- MUSIC GALLERY - Centre Comm Vauvry-II, 75140, Vauvry ... 944-24-87
- PIANORGAN - 1, av. J. Vieux-Versailles, 75009 Versailles ... 643-22-61
- YVELINES MUSIQUE - Centre Commercial de la Châteaugeraie, 78170, La Celle-Saint-Cloud ... 969-03-59

A "la Règle à Calcul", une exclusivité Hewlett-Packard :  
vos données, vos programmes, sur carte magnétique!

A "la Règle à Calcul", découvrez les deux nouveaux calculateurs programmables HP. 224 "Egner" de programmes ou 26 registres de données sur une carte magnétique, 3 niveaux de sous-programmes, 10 fonctions à définir, 3 types d'adressage (symbolique, indirect, relatif, 4 indicateurs, 10 instructions conditionnelles).

la HP-67 : format de poche 3 420 F.T.T.  
la HP-97 : version avec imprimante 5 700 F.T.T.



1er distributeur agréé en France des calculateurs électroniques HP.  
85 Bd Saint-Germain, 75005 Paris  
TEL. 033 02-43/033 34-41

**la Règle à Calcul**  
HEWLETT PACKARD

Jeudi 26/10/76